



Tutelle onusienne pour le Cambodge

LES grandes puissances viennent de signifier au Cambodgien que le moment était venu d'en finir avec la guerre et leur ont même indiqué le chemin à suivre pour y parvenir. C'est ainsi qu'il faut interpréter le cadre du projet de règlement défini par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et qui a été publié mardi 28 août.

La Chine, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'Union soviétique n'y ont pas été de main morte puisque leur schéma prévoit l'envoi dans l'ancien royaume, pendant deux ou trois années, de quelque dix mille « casques bleus » et d'autant de fonctionnaires des Nations unies, une opération bien plus importante que celle qui avait présidé à l'indépendance de la Namibie. En outre, comme ce plan envisage de confier à l'ONU des responsabilités administratives - affaires étrangères, défense, intérieur, finances, information, - les Cinq n'excluent donc plus une quasi-tutelle de ce pays dévasté par vingt ans de guerres et de massacres.

DEPUIS le revirement de la diplomatie américaine en juillet, l'espoir de mettre un terme à ce conflit régional s'était déjà renforcé. En annonçant, à l'issue d'un entretien à Paris avec son homologue soviétique, que son gouvernement retirait son soutien diplomatique à la coalition dont font partie les Khmers rouges et allait prendre langue avec Hanoi, M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, avait alors placé la Chine dans une position inconfortable. Cette dernière risquait de faire cavalier seul dans son soutien aux Khmers rouges. Le premier ministre de Pékin, M. Li Peng, en a tiré les leçons qui s'imposaient en jugeant, la semaine dernière, que la situation était « mûre » pour un règlement politique. De leur côté, Américains et Vietnamiens ont amorcé, début août, un dialogue feutré qui doit reprendre, vendredi, à New-York.

Il reste à forcer les Cambodgiens à s'entendre, notamment sur la composition d'un Conseil national suprême qui devrait représenter le pays à l'ONU et en partager l'administration, jusqu'à la tenue d'élections générales supervisées par l'Organisation internationale. Sur ce point, les désaccords demeurent profonds et s'appuient sur de fortes haines. Le prince Sihanouk et M. Son Sann - les deux partenaires non communistes de la coalition qui se bat contre le régime de Phnom-Penh - devraient se satisfaire du plan des Nations unies. Mais les Khmers rouges - qui disposent des troupes les plus aguerries et qui ont repris pied, cette année, dans plusieurs provinces - veulent éviter de jouer les comparses. Il en est de même de l'administration actuelle de Phnom-Penh, allié du Vietnam.

Ces divergences traduisent également le désaccord persistant sur la question entre Hanoi et Pékin, bien que le numéro un vietnamien, M. Nguyen Van Linh, ait fait savoir qu'il était prêt à se rendre en Chine pour y rencontrer M. Deng Xiaoping. En définissant le cadre d'un règlement, les Cinq ont établi de nouvelles règles de jeu. Il s'agit maintenant, notamment à l'occasion d'une éventuelle rencontre à Jakarta en septembre, de contraindre les Cambodgiens à s'y plier. L'opération ne sera pas facile, mais il n'y a pas d'autre choix.

Lire nos informations page 8

M 0147 - 830 0 - 5 00 F



Après avoir promis de laisser partir femmes et enfants

Bagdad propose de libérer tous les otages en échange de garanties de non-agression

Accord à l'OPEP pour une augmentation de la production de brut

Quatre semaines après l'invasion du Koweït par l'armée de Bagdad, M. Saddam Hussein tente de marchander le sort des milliers de ressortissants étrangers qu'il retient contre leur gré en Irak. Au cours d'une nouvelle « rencontre » télévisée avec des otages, mardi 28 août, le président irakien a annoncé qu'il laisserait partir les femmes et les enfants. Il a proposé une négociation directe et immédiate avec M. Bush et M. Thatcher. A Washington,

un porte-parole a qualifié de « débile » l'offre de M. Saddam Hussein. A Paris, l'ambassadeur d'Irak a déclaré que son pays exigeait des garanties de non-agression avant de libérer tous les étrangers. Les autorités de Bagdad ont décrété une partie du Koweït « gouvernement » irakien.

A Vienne mercredi, les ministres de l'OPEP sont parvenus à un accord pour augmenter la production de pétrole brut. (Lire page 24.)

Joueur d'échecs et maquignon

par Jacques Amalric

Menacé d'asphyxie à moyen terme par l'embargo économique, contré sur le terrain par la détermination américaine, abandonné par ses anciens protecteurs soviétiques, condamné par la quasi-totalité de la communauté internationale, Saddam Hussein broille les cartes pour sauver son régime et préserver ses rapines. Son principal atout pour parvenir à ses fins a un nom :

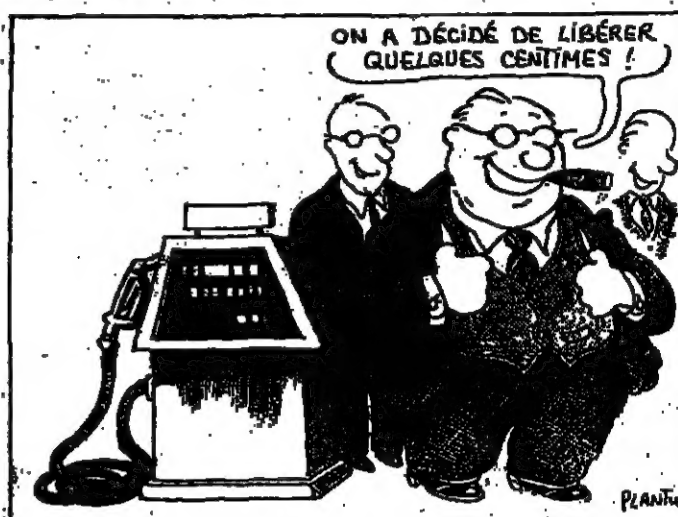
c'est le terrorisme d'Etat. Il le joue depuis plusieurs jours déjà avec un incommensurable cynisme, faisant alterner féroces menaces et fausses bonnes nouvelles, n'hésitant pas à se mettre en scène à la télévision au milieu de ses prisonniers.

Son objectif est clair : de même qu'il cherchait hier à soulever les « masses arabes » contre leurs dirigeants, il cherche aujourd'hui à manipuler les opinions publiques des pays qui lui résistent pour

miner la résolution de leurs gouvernements. Répéter si possible l'opération Waldheim, qui restera comme un symbole de toutes les lâchetés et de toutes les complaisances.

Le dictateur de Bagdad n'en a cure, bien sûr et ce qui l'a sans doute le plus intéressé dans cette minable équipée, ce sont les applaudissements qui attendaient Kurt Waldheim en Autriche lorsqu'il est revenu d'Irak avec ses socialistes et ses otages dans ses valises.

Lire la suite page 4



Lire également

- Les familles d'otages entre panique et insouciance
- Bagdad et l'arme nucléaire
- Les mouvements de troupes et la propagande irakienne
- « Le risque d'enlèvement », par Jean Lecaruet
- La malade des marchés américains

pages 3 à 7

page 24

Barrage contre l'inflation

par Alain Verhales

Confrontés aux conséquences de la crise du Golfe qui peuvent être importantes pour l'économie française, MM. Michel Rocard et Pierre Bérégovoy vont devoir choisir rapidement une politique adaptée aux circonstances. Choix difficile puisque si la crise dure pendant des mois, c'est une nouvelle stratégie qu'il s'agit de mettre en place, basée sur plus de rigueur salariale et plus d'incitations aux entreprises pour continuer à beaucoup investir.

Mais si la crise du Golfe disparaissait dans quelques semaines, la flambée des prix pétroliers, la dégringolade des marchés financiers n'auraient guère plus d'effet

que le krach de fin 1987. Toute l'ambiguïté de la situation se résume dans la mission difficile donnée au Commissariat du Plan auquel est demandé un rapport pour la fin septembre sur les conséquences à court et moyen terme de la crise du Golfe. Rapport utile, bien sûr, qui va forcer à réfléchir, mais rapport qui risque d'arriver trop tard ou trop tôt selon que l'extrême tension actuelle va retomber vite ou durer : les puits de pétrole koweïtiens - probablement minés en profondeur - s'ils sont détruits, seront inutilisables pendant dix ans ; les puits saoudiens, s'ils sont bombardés par les Irakiens, seront hors d'usage pendant plusieurs mois. On en passe, mais les risques sont sérieux pour l'économie

française d'aborder l'année 1991 dans des conditions plus, voire beaucoup plus difficiles, qu'il n'était prévu il y a un mois seulement : énergie beaucoup plus chère, inflation repartie, taux d'intérêt encore plus élevés.

Des signes auxquels on doit attacher la plus grande attention se sont multipliés au cours des dernières semaines. Ils montrent, d'une part, que les chefs d'entreprise français sont inquiets (des projets d'investissements sont suspendus) ; d'autre part, que les investisseurs étrangers - japonais notamment - ont tendance à se retirer du marché des actions et le font, semble-t-il, sur des consignes précises.

Lire la suite page 24

Les Etats-Unis pourraient autoriser le « lait aux hormones »

Une technique contestée pour augmenter la production laitière

page 10

Dégel nippo-soviétique

M. Chevardnadze va se rendre en visite à Tokyo

page 8

Budget en hausse pour l'audiovisuel

A l'université d'état de la communication, M. Catherine Tasca défend le budget des chaînes publiques

page 19

Le sommaire complet se trouve page 28

La « guérilla » paysanne

Des milliers d'agriculteurs manifestent pour défendre le monde rural

Des milliers d'agriculteurs ont manifesté le mercredi 29 août dans toute la France à l'appel de la FNSEA pour protester contre la chute des prix de la viande et défendre leur profession.

« Ultimatum », « guérilla » : le vocabulaire agricole a pris ces derniers jours un ton inhabituel et belliciste qui traduit la vive inquiétude du monde paysan face à l'effet conjugué de la sécheresse et de la chute des cours de la viande, ovine et bovine. Deux mois après la « Grande Moisson », spectacle bon enfant et un peu désuet offert aux Parisiens sur les Champs-Élysées, les agriculteurs doivent se rendre à l'évidence : l'opération séduction a échoué. La République, disent-ils, les abandonne ou ne les comprend pas, l'heure est venue de recourir à la manière forte, le flot de la rue. Se compter, avant qu'il ne soit trop tard. Le mouvement qui se fait jour en cette fin d'été semble tout à

la fois classique et inattendu. Le corps préfectoral est rompu aux attaques en règle contre les grilles et les portails, aux assauts de porcs et de fumeurs. Plus surprenante - et plus inquiétante - est la détermination de ces éleveurs du Centre-Ouest qui, à tort ou à raison, ressentent comme imminente leur disparition. La violence qui a émaillé certaines actions (on se souviendra des deux cent seize moutons anglais brûlés vivants à l'intérieur d'un camion dans les Deux-Sèvres) traduit le profond désarroi que connaît l'élevage, parent pauvre de la paysannerie.

Comme à Poitiers lundi, la « journée de protestation » organisée le 29 août à l'initiative de la FNSEA devait rallier l'ensemble des syndicats agricoles, mais aussi les commerçants et les artisans du milieu rural, les élus locaux, maires, conseillers généraux et députés, toutes tendances politiques confondues. Un unanimisme inédit, un de ces fronts qui naissent

à l'approche d'un danger pressant. La dépréciation des cours de la viande, si grave soit-elle, n'est pas tout le problème. Certes, les pouvoirs publics devront mieux contrôler les entrées en France et dans la Communauté de bœufs allemands ou d'agneaux britanniques. Certes, il faudra distribuer aux éleveurs un surcroît de fourrage pour les aider à alimenter leur cheptel. Les charges de leurs emprunts devront être reportées.

ÉRIC FOTTORINO
Lire la suite page 25
et nos informations page 28

Frissons fin de siècle

Le feuilleton
de JEAN-PIERRE RIOUX
33. - La fête des maires
page 2

Frissons fin de siècle

1889-1900

par Jean-Pierre Rioux



Plus de 20 000 élus ont répondu à l'invitation gouvernementale, et déjeuné aux Tuileries.

ger, qui tente d'exposer, sans y avoir été invité, combien sont néfastes les décrets Crémieux donnant la citoyenneté française aux juifs d'Algérie. C'est fini, c'est gagné. M. Loubet rejoint un salon d'honneur, félicite le traicteur et le préfet de police. Les maires se bousculent vers la sortie, s'égailent vers l'Expo, se réjouissent d'être reçus en fin d'après-midi à l'Élysée pour une robuste garden-party. Il est 15 heures. Le soleil est toujours là. La République, décidément, est bien belle. Il faudra songer à vendre.

Un peu plus tard, dans la salle des fêtes, derrière le Palais de l'électricité, les banquetteurs se retrouvent pour une soirée lyrique. M. Gailhard, directeur de l'Opéra, y a gracieusement mis en relief une histoire de la danse « des origines à nos jours », depuis la préhistoire en collant rose, avec petit ballet aux fourrures sauvages et pensionnaires en tuniques transparentes. Mais on ne se sépare pas sans entonner le *Chant du départ*, sans évoquer le tambour Bara et les volontaires de l'an II : tous les figurants, tous les petits rats drapés de tricolore « disent superbement les sublimes strophes », tandis que les maires se séparent en songeant à leurs prochains combats contre les noirs ennemis de la démocratie.

Un feu de paille, cette émotion sincère pour célébrer le nouveau Valmy ? Les irréductibles le pensent et l'avaient prouvé, à combien, que les propensions françaises à la division n'ont pas été noyées dans le bordeaux des Tuileries. Pourtant, est-ce un hasard, nous dit Maurice Agulhon, si alors tant de places de bourgades et de villes s'ornent de fontaines naïvement civiques et de bustes de la Marianne ? Si tant de conseils n'ont pas hésité à contracter de lourdes dettes pour construire des mairies-écoles en pierre de taille ? S'il n'est pas rare qu'on vote, sans isolement jusqu'en 1914, à 90 % des inscrits ? Si par tout les « couches nouvelles » ont chassé tant de notables à l'ancienne des fauteuils de maires, si tant d'agriculteurs ont ceint l'écharpe et ne craignent plus d'adhérer aux idées « avancées » du radicalisme ? Si des socialistes ont ouvert leurs mairies et développé les œuvres sociales ? L'institution municipale a eu son banquet d'apothéose.

Depuis 1890, l'éveil à la chose publique est patent, favorisé par les progrès de l'instruction, des communications, de la grande presse. La force du régime fut d'avoir duré, d'avoir laissé s'exercer une activité électorale fébrile à date fixe, d'avoir encouragé ces querelles sur la taille des ornements de la place et les mérites du conseiller général qui agitent les comités et les cafés. D'avoir accordé depuis 1884 un rôle considérable aux maires, agents de l'autorité d'Etat et voix de leurs mandants. Une Marianne de proximité s'est reconnue au long de ces tables, sous l'œil attendri et vigilant des préfets. D'autres épreuves la menaceront bientôt, quand l'anticléricalisme divisera et envahira les églises.

Ce samedi soir-là, pourtant, le chansonnier Vincent Hyspa a tiré le meilleur bilan de cette grande journée dans un cabaret où des maires noctambules étaient allés se remettre de leurs émotions : « Quatre-vingt-neuf a vu forcer les grilles ! C'est nous aïeux qui prîrent la Bastille ! Et nous, messieurs, nous prenons le café. »

Prochain épisode Frous-frous

Sur France-Culture

Du lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».

- Mercredi 29 août : La fête des maires.
- Jeudi 30 août : Frous-frous.

Pour en savoir plus

- *Marianne au pouvoir. L'imagerie et la symbolique républicaines de 1880 à 1914*, de Maurice Agulhon, Flammarion, 1989.
- *Les Maires de France du Consulat à nos jours*, de Maurice Agulhon, Louis Girard et al., Publications de la Sorbonne, 1988.
- *Histoire des maires (1789-1939)*, de Jocelyne George, Plon, 1989.
- *Raconte-moi Marianne*, de Michel Giraud, Jean-Claude Larrès, 1984.
- *Histoire anecdotique de la Belle Époque*, de Gérard Guicheteau et Jean-Claude Simeon, La Pré aux Clercs, 1984.

33. La fête des maires

Les bœufs sont du Nivernais.
Les canetons, de Rouen.
Les poulettes, de Bresse.
Les vins, de Champagne et de Bordeaux.
Les élus, de tout le pays,
et le président Loubet... de belle humeur.

La « défense républicaine » du gouvernement de Waldeck-Rousseau n'aurait pu ni s'affirmer ni perdurer sans le secours de ses fantassins d'excellence : les maires, grands ou petits, urbains ou ruraux, d'opinions avancées ou réactionnaires, mais tous entrepreneurs, à leur rang, de l'édification d'un monde moins rude. Clochemerle, avec ses querelles et sa vaillance, devait être mis à l'honneur et remercié. Ce fut fait le samedi 22 septembre 1900, à l'extrême fin du glorieux été de l'Expo, pour l'anniversaire de la victoire de Valmy, quand la République régala ses édi-

Ce matin donc, après les pluies fraîches des derniers jours, le soleil est de la partie, dans le jardin des Tuileries piqué d'énormes tentes. Un journaliste du *Petit Parisien* en est tout ému : « Des souffles parfumés, tièdes et caressants comme les primes haleines du renouveau, passent doucement sur le vieux parc solennel dont les statues blanches se dressent, glorieuses dans leur nudité superbe, au milieu des feuillages teints de pourpre et d'or ». Toute la presse, au reste, donne dans le solennel assez rigoureux, à l'idée de voir attablés sous le regard des loustics parisiens tant d'indigènes issus des profondeurs nationales. L'affaire a passionné de surcroît, car sa conclusion nécessita un petit coup de force gouvernemental.

Faisant tache au milieu d'une carte électorale peu bouleversée par les municipales du mois de mai, Paris la radicale, la révolutionnaire, a en effet brusquement viré à droite : avec 45 sièges sur 80 au Conseil, conservateurs, nationalistes et antisémites mêlés y sont désormais majoritaires. Si bien que ces gardiens de l'honneur avaient eu l'idée, eux aussi, de convoquer les maires de leurs amis à des agapes rivales. Waldeck-Rousseau l'a interdit d'un trait de plume, mais il n'empêche : l'avenir de la gauche républicaine passe par le succès du banquet. En homme de précaution qui connaît sa démocratie, le président du conseil a bien senti qu'un peu d'euphorie serait indispensable pour affirmer la tripe républicaine : « Les sommeliers doivent forcer tant soit peu sur les vins. Au besoin, on forcera sur tout », a-t-il fait signifier au général en

chef de Potel et Chabot. Dès lors, tout fut grandiose. 20 777 élus avaient répondu favorablement à l'invitation gouvernementale, 3 000 demandes parvenues trop tard n'avaient pas pu être honorées : c'était beaucoup pour 36 347 communes, d'autant que le banquet précédait, en 1889, n'avait réuni que 11 250 convives.

La presse interloquée aligne des chiffres inouïs. Un train entier de 250 bœufs du Nivernais a transité par La Villette pour le rôti. 1 800 canetons de Rouen, 3 000 poulettes de Bresse ont été plumés et accommodés à l'avance, avec 5 000 faisans pour faire bon poids. 3 000 commis et maîtres d'hôtel ont taillé des concombres toute la nuit, égoutté des quintaux d'olives, épéché 2 500 litres de haricots verts, sans oublier le cresson pour la viande rouge, disposé sur les 606 tables et dessertes 200 000 assiettes (à peu près la hauteur de la tour Eiffel, calcule-t-on sans y croire) et 1 000 000 verres, chauffé les 12 000 mètres carrés des cuisines le long de la terrasse des Feuillants.

La science n'a pas perdu ses droits : « Pour comble de modernisme, durant que des voitures automobiles transportent les provisions, le départ de chaque mets des douze cuisines pour les tables est signalé par une sonnerie électrique, et le téléphone veille aux manquements possibles dans le service ». On n'a même pas oublié le saucisson national, une rosette acheminée tout exprès et sur la qualité de laquelle le très gouvernemental maire de Lyon, le docteur Augagneur, a engagé son honneur républicain. Une seule inquiétude : on craint un incident viticole dès lors qu'à la suite d'on ne sait quelle action torve d'un groupe de pression seules les vins de Bordeaux seront servis avant le champagne.

Voici les convives, rasés de frais et le teint joyeux, qui convergent vers la porte monumentale de l'Expo, sur le Cours-la-Reine. Ceints de leur écharpe, cantons par cantons, bavardant, en haut-de-forme ou en blouse, certains portant sous le bras le grand parapluie de coton des petites promenades matinales, quelques-uns en famille. Rares sont ceux qui ont pris le métro ou un fiacre : ils ont préféré descendre à pied de leur hôtel, nez au vent dans le grand Paris. Ils entrent, salués par une haie de gardes républicains sabre au clair. La

réaction bretonne n'a pas délégué beaucoup d'élus, mais les rares figurants peints font grosse impression avec leurs chapeaux ronds et leurs gilets brodés. Les titis ont vite repéré des caïds d'Algérie en djellaba et turban, des Antillais avenants et des curés à la soutane confortable barrée de tricolore. Et ils ont acclamé le « maire d'Issy » et celui de Trébo (Loir-et-Cher).

Il est midi. Tous sont assemblés, repartant dans un vif désordre les tables départementales surmontées de drapeaux et de trophées, signalées par les écussons des grandes villes sous les lambrèques rouges à crêpines d'or. Préfets et sous-préfets en grande tenue épinard sont tout sucre. Toute la haute fonction publique, tous les parlementaires, tous les amiraux et généraux, tous les ministres en habit se pressent autour des rois des communes et content des histoires de comices. Le président Loubet s'avance, après une périlleuse montée puis une descente aussi gratuite d'un double escalier d'honneur qui augurent bien de ses talents de music-hall. La *Marseillaise* est reprise d'assez bon cœur : « Dans ces voix ardentes qui prient les convictions démocratiques, on reconnaît le reporter du *Petit Parisien*, on reconnaît le sentiment profond de la France entière, où tous les accents se mêlent ». Enfin, on passe à table.

TOUT fut peut-être un peu trop rapide pour des machoires et des gosiers paysans, mais le service, on le sait, est électrifé. La chère cœur : « Dans ces voix ardentes qui prient les convictions démocratiques, on reconnaît le reporter du *Petit Parisien*, on reconnaît le sentiment profond de la France entière, où tous les accents se mêlent ». Enfin, on passe à table.

Bon prince, l'élu du Corton obtempère. Il ne veut pas gâcher la joie du doyen d'âge, le père Rigaud, quatre-vingt-douze ans, de Marigny-sur-Yonne, à la droite du président, qui lui

demande gravement ce qu'on pense, là-bas, de la défense républicaine. Rigaud, d'ailleurs, jambes par le cognac, dirait bien un mot lui aussi. Il se lève, encouragé par l'hôte de l'Élysée. Il laisse chuintier, épuisé, un très encourageant « Vive la République ! ».

Vient le discours présidentiel, dans une chaleur communicative que les sommeliers, fidèles aux ordres, ont entretenus. Un beau morceau d'éloquence, fleurie mais ferme. Loubet flâte d'entrée son public à l'encolure : « Je ne saurais oublier que pendant vingt-neuf ans de mon existence consacrée au service de la démocratie j'ai eu l'honneur, messieurs les Maires de France, de porter la même écharpe que vous. Si les circonstances m'obligèrent un jour à rompre le lien qui m'attachait à votre magistrature paternelle, il m'est infiniment agréable de souhaiter la bienvenue à mes collègues d'hier, devenus aujourd'hui les auxiliaires les plus précieux de ma mission républicaine et patriotique ».

Puis il serre le nœud de la question : « En répondant à notre invitation avec tant d'empressement, vous n'avez voulu ni adhérer à un programme de parti, ni donner à quelques hommes politiques le plaisir de voir leurs amis réunis autour d'eux. Cette imposante assemblée est autre chose qu'un ralliement de combat. Certains toussant un peu, il précise que chacun doit obéissance à l'autorité, que le bon citoyen sait dominer les querelles passagères que l'exercice de la liberté rend inévitables, qu'il doit sacrifier parfois intérêts et sentiments individuels. Puis il délivre le message : « Quand vous serez rentrés dans vos communes, on vous demandera quels sentiments vous rapportez de notre rencontre. Dites que nous restons fidèles à l'esprit de la Révolution, parce que notre patriotisme est égal à notre amour de la République, parce que nous voulons une France libre, forte et glorieuse, une autocratie sous le règne de la loi et du droit, respectée au-dehors pour son génie, pour la puissance de ses armes, pour son amour de la paix. Dites que nous n'avons pas ambitionné le poste d'honneur où nous sommes, mais que nous accomplirons jusqu'au bout, sans hésitation ni faiblesse, un mandat dont l'exécution nous est rendue plus facile par des collaborateurs tels que vous. Dites enfin, dites surtout, que nous n'avons de haine ni de rancune contre personne, et que notre plus chère espérance est de voir tous les Français fraternellement unis dans un même amour de la Patrie et de la République ».

La loi et le droit l'emportent : une énorme ovation salue cette péroraison, on s'embrasse de toutes parts. Quelques policiers évacuent discrètement vers le commissariat provisoire de l'Orangerie M. Max Régis, député antisémite d'Al-

مركز لأمم

LA CRISE DU GOLFE

Les pays occidentaux, et notamment les Douze, sont en « contact permanent » pour étudier d'éventuelles sanctions contre l'Irak, en réponse au blocus des ambassades étrangères à Koweït, a indiqué mardi 28 août le ministre italien des affaires étrangères. « Plus l'accord est large, plus l'efficacité des mesures est assurée », a déclaré un porte-parole de la Farnesina, interrogé sur la nature des mesures qui pourraient être décidées.

Le Maroc a ordonné mardi l'expulsion de deux fonctionnaires du parti Baas irakien. Il s'agit de MM. Issa Sakman Hamid et Hisham Hassan Ahmed, chargés des affaires africaines au sein du parti. Ces expulsions font suite à l'affaire des diplomates marocains pris en otages au Koweït, a annoncé un communiqué officiel. De son côté, le président égyptien, le général Moustafa el-Farouk, a appelé mardi à l'application de sanctions plus sévères contre Bagdad.

Moscou estime par contre que l'expulsion de diplomates irakiens de Washington « complique la situa-

tion ». « Nous ne voulons pas procéder à de telles actions et nous ne comptons pas exiger le départ de diplomates irakiens pour ne pas compliquer la solution de la crise. De petites choses peuvent aggraver la situation (...) C'est une situation délicate, aussi avançons-nous une approche prudente », a déclaré le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères. Interrogé pour savoir si l'attitude soviétique était plus utile que celle des États-Unis, M. Guerassimov a répondu : « Oui, diplomatiquement, parce que nous parions à l'Irak. Mais la volonté américaine et la volonté soviétique sont les mêmes : arrêter cette agression ».

L'URSS n'est pas un médiateur, a ajouté M. Guerassimov. Nous désirons que le secrétaire général des Nations unies soit un médiateur, que les Arabes assurent entre eux leur propre médiation. Mais, comme nous sommes en terre de dialogue avec les deux parties, dans ce sens nous pouvons contribuer à la solution. Dans ce sens, nous pouvons assurer une petite

médiation. Actuellement, l'Irak est prêt à écouter. Mais est-elle prête à agir, ça, c'est une autre histoire ».

En Israël, M. Itzhak Shamir a démenti mardi que son pays incite les États-Unis à attaquer l'Irak. Répondant à des informations parues dans la presse étrangère, le premier ministre israélien a estimé qu'il s'agissait d'affirmations malencontreuses et dénuées de tout fondement. Nous ne poussons pas les États-Unis à opter pour une telle solution ou une autre, et nous n'avons pas de conseils à leur donner. Évoquant la livraison annoncée d'armes américaines à l'Arabie saoudite, M. Shamir a exprimé son « inquiétude », rappelant « qu'un tel arsenal, récemment vendu au Koweït, est maintenant à la disposition de l'Irak ».

Le ministre israélien de la défense n'a pas exclu la possibilité pour son pays d'être malé à la crise du Golfe. Interrogé par la radio, M. Moshe Arens a déclaré : « Israël est préparé au cas où il serait impli-

qué, d'une façon quelconque, dans ce conflit », exprimant toutefois l'espoir que ce cas « ne se présentera pas ». Il a indiqué qu'Israël dressait actuellement la liste du matériel nécessaire pour sa défense et qu'une demande d'urgence avait déjà été présentée à cet effet à Washington il y a un mois.

Enfin, à Tokyo, l'ambassadeur d'Irak au Japon a annoncé mercredi que les athlètes irakiens et koweïtiens participeraient, au sein de la même équipe et sous le même drapeau irakien, aux Jeux asiatiques qui s'ouvriront à Pékin fin septembre.

Il n'a pas exclu que l'ancien gouvernement koweïtien envoie lui aussi des sportifs à Pékin - ce qu'a confirmé l'ambassadeur de l'émirat à Tokyo - mais il a souligné que l'équipe irakienne serait « la plus nombreuse ». L'équipe de football koweïtienne, qui se trouvait à l'étranger lors de l'invasion, pourrait selon certaines informations, se rendre à Pékin. - (AFP, AP, Reuters.)

Bagdad annonce la libération prochaine des enfants et des femmes retenus en otage

S'efforçant une fois de plus de jouer les peuples contre les gouvernements, le président Saddam Hussein a décidé, mardi soir 28 août, dans un geste aussi spectaculaire qu'imprévu, de libérer « tous les enfants étrangers et les femmes étrangères » retenus en otage en Irak, en vue de desserrer l'étau qui s'est refermé sur lui au cours des derniers jours. Quelques heures plus tôt cependant, il avait réaffirmé lors d'une nouvelle rencontre télévisée avec des « hôtes étrangers » que toute attaque contre son pays entraînerait de nombreuses morts parmi les Occidentaux bloqués en Irak, dont de « fort beaux enfants ».

Selon le quai d'Orsay, le nombre de femmes et d'enfants français actuellement retenus en Irak est de deux cents environ. Le porte-parole du ministère français des affaires étrangères a d'autre part annoncé que plusieurs otages français avaient été ramenés vers des destinations inconnues au cours des dernières vingt-quatre heures, ce qui porte à plus de quarante le nombre de Français ayant subi ce sort depuis le début de la crise.

La décision de laisser partir femmes et enfants a été rendue publique en début de soirée dans un communiqué du Conseil de commandement de la révolution irakienne - la plus haute instance dirigeante d'Irak. Ce communiqué précise que M. Saddam Hussein avait pris cette décision après avoir rendu visite, à Bagdad, à plusieurs familles étrangères. Des femmes avaient « réclamé le droit de partir et de regagner leur pays ». Le président irakien, qui voulait s'acquiescer de la situation de ses hôtes, ajoute le communiqué, a « été profondément touché par le désir de quitter l'Irak formulé par ces femmes. Il a en conséquence ordonné que tous les enfants et toutes les femmes aient la liberté de

rester ou de partir (...) à compter de demain, mercredi 29 août ».

A Washington, l'ambassadeur d'Irak, M. Mohamed el Machat, a confirmé la « bonne nouvelle », mais il a ajouté : « Je ne dis pas qu'ils peuvent tous partir mercredi. Cela doit être organisé et arrangé dans le cadre de la situation difficile qui est la nôtre ». A Paris, l'ambassadeur d'Irak s'est félicité de cette décision « purement humanitaire ». « Il n'y a aucune condition », a-t-il dit. Cela montre que le président Saddam Hussein est humain lui aussi, quoi qu'on dise de lui. Il a cependant justifié une fois de plus la détermination des hommes par la crainte d'une attaque militaire contre son pays. Il a déclaré que les derniers otages seraient libérés une fois que Bagdad aura reçu l'assurance qu'il n'y aura pas d'attaque militaire contre l'Irak. « Nous espérons que les instances internationales, le Conseil de sécurité de l'ONU et la CEE nous diront : Nous vous garantissons qu'il n'y aura pas d'opération militaire contre l'Irak. A ce moment là, tous les étrangers pourront quitter notre pays ».

Durant sa rencontre avec les familles étrangères, diffusée dans la soirée par la télévision irakienne, et retransmise en direct par le CNN, le président Saddam Hussein n'a cessé de répéter que les étrangers retenus sont les « invités de l'Irak pour un certain temps afin d'éviter une guerre ». Il a d'autre part annoncé, pour la première fois depuis l'invasion du Koweït, le 2 août, qu'il était disposé à négocier directement et « immédiatement » avec le président George Bush et M. Margaret Thatcher. Il a offert à M. Bush et à M. Thatcher de participer avec eux à un débat télévisé sur la crise du Golfe, offre immédiatement rejetée avec mépris à Washington et à Londres. « Je suis prêt maintenant, valement prêt, à des entretiens directs, à un dialogue avec M. Bush et M. Thatcher, immédiatement... Pour que le monde sache tout de la situation, ayons un débat entre eux et moi à la télévision », a répété au président Bush d'avoir « un comportement inhumain » et, s'adressant une fois de plus à ses « hôtes » étrangers, il a affirmé partager leur peine. « Si ma famille ou moi-même étions dans la

même situation, nous éprouerions les mêmes sentiments », a-t-il souligné. Le chef de l'État irakien a en outre implicitement reconnu que l'embargo décrété contre son pays commençait à produire des effets. « Lorsque vous supprimez la nourriture d'une société, vous étranglez cette société », a-t-il dit.

D'autre part, l'Irak a fait savoir mardi qu'il expulsait un certain nombre de diplomates américains de Bagdad en représailles à l'expulsion de trente-trois irakiens lundi. Le chargé d'affaires des États-Unis à Bagdad, M. Joseph Wilson, a été convoqué par le chef du protocole au ministère des affaires étrangères qui lui a fait part de la décision. Mercredi, l'Irak a ordonné la fermeture de la représentation commerciale américaine.

M. Arafat à Paris mercredi

A Alexandrie, le président égyptien Hosni Moubarak et son homologue syrien Hafez el Assad se sont entretenus mardi pendant cinq heures des initiatives arabes destinées à empêcher une guerre dans le Golfe. De source autorisée, on précise que ces entretiens ont été très amicaux et que les deux dirigeants partageaient des vues identiques. On estime de source diplomatique que les deux chefs d'État devraient se rencontrer le plan de paix mis en avant par le roi Hussein de Jordanie, qui propose un retrait simultané des troupes irakiennes du Koweït et des troupes étrangères du Golfe, suivi de négociations.

Peu avant l'arrivée d'Assad en Égypte, le président Moubarak avait annoncé lors d'une conférence de presse qu'il demanderait le retrait des forces étrangères dans le Golfe si l'Irak se retirait du Koweït. « Si Saddam Hussein accepte d'évacuer le Koweït, nous les Arabes, nous tous, nous collaborerons pour demander ensemble aux troupes étrangères dans la région de partir », a-t-il dit. Des représentants du Sénat américain ont toutefois invité l'Égypte mardi à envoyer plus de troupes en Arabie saoudite. L'Égypte a par ailleurs appelé les ministres des affaires étran-

gères des pays arabes à se réunir jeudi au Caire pour discuter de la crise. Jusque-là, onze des vingt et un membres de la Ligue arabe, dont la Syrie, ont accepté de participer à cette réunion extraordinaire. Bagdad, par la voix de son ministre des affaires étrangères, a qualifié cette réunion d'« illégale », affirmant qu'elle visait à « consacrer la désunion » du monde arabe.

Poursuivant à Alger une tournée pour trouver une solution pacifique et « arabe » à la crise du Golfe, le roi Hussein de Jordanie, qui venait de Tunisie, s'est entretenu dans la soirée de mardi avec le président Chadli Bendjedid, avant de se rendre à Rabat et à Nouakchott. Aucune indication précise n'a jusqu'à présent été fournie sur ces entretiens qui auraient permis, selon l'entourage du président algérien, d'obtenir « un rapprochement des points de vue sur l'initiative arabe visant à cerner la crise du Golfe dans un cadre arabe ».

Au Caire, l'agence officielle d'information MENA a fourni des précisions sur l'initiative palestinienne transmise, vendredi par le chef du département politique de l'OLP, M. Fawzi Kaddoumi, au président irakien Saddam Hussein.

Le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, devrait expliquer ce plan à M. Rocard lors de la visite qu'il doit effectuer mercredi à Paris.

Selon l'agence qui cite des sources palestiniennes, cette initiative a été transmise aux États-Unis par le biais d'une tierce partie.

Voici les grandes lignes de cette proposition :

1) « Le retrait de l'Irak des territoires koweïtiens à l'exception de l'île de Boudiane et son voisinage par des forces arabes et internationales sous l'égide de la Ligue arabe et de l'ONU ».

2) « Le retour des familles koweïtiennes (qui ont quitté leur pays à la suite de l'invasion irakienne) ».

3) « La détermination d'une période transitoire au cours de laquelle un référendum sera organisé pour permettre aux Koweïtiens de choisir entre

une union avec l'Irak ou l'indépendance de leur pays ».

4) « Dans le cas de l'indépendance, le gouvernement koweïtien entamera des négociations avec l'Irak en vue de la location de l'île koweïtienne de Boudiane à l'Irak, de la délimitation de la frontière entre les deux pays et de l'éf-

acement de la dette irakienne due au Koweït ».

5) « La création d'un fonds chargé de contribuer à la réalisation du développement économique des pays arabes dans le cadre d'un plan arabe commun visant au remboursement de la dette extérieure des pays arabes. » (AFP, Reuters.)

TF 1 et Saddam Hussein

Les risques du vedettariat

Enfin ! Les bonnes relations de M. Bouygues dans le BTP irakien n'auront pas été actives en vain. Après avoir fait tant attendre pendant plusieurs jours, Patrick Poirer d'Arvor a obtenu l'entretien avec Saddam Hussein qui, malgré les apparitions répétées et toujours aussi odieuses du dictateur de Bagdad sur les petits écrans, devait faire monter les taux d'audience.

Cartes la télévision, fit-elle payée, a, comme les autres médias, vis-à-vis de son public un devoir d'information. La position de l'adversaire est partie intégrante de cette information indispensable à l'intelligence des événements et au jugement que l'on peut porter sur eux. La diffusion des images de la télévision irakienne qui montraient Saddam Hussein exerçant en direct son commandement sur les gouvernements occidentaux est nécessaire à la compréhension de la politique irakienne et des méthodes de son inspirateur. A condition que soient chaque fois rappelés les conditions dans lesquelles ces images ont été tour-

nées, on ne saurait parler de complaisance.

Mais faut-il pour autant négocier des jours entiers, s'exposer à des pressions, se voir contraint d'assister à la rencontre fabriquée entre le despote et ses otages, pour s'offrir la satisfaction d'être le premier à donner la parole à Saddam Hussein, après que l'entretien ait été dûment examiné par la censure irakienne, comme TF 1 l'a reçu, n'est-ce pas ?

Le souci du vedettariat et le goût du spectaculaire risquent alors de l'emporter sur le souci d'information. Ce n'est pas au pouvoir politique, contrairement à l'initiative prise la semaine dernière par M. Michel Rocard, de mettre en garde les journalistes sur « le risque de servir les intérêts de la propagande d'une puissance étrangère » (le Monde du 23 août). C'est aux journalistes eux-mêmes de savoir distinguer entre l'information et le spectacle, le service rendu au lecteur ou téléspectateur et la course au sensationnel. Entre le journalisme et le star-system.

D. V.

Assuré du soutien du Congrès

M. George Bush a réitéré sa détermination face à l'Irak

Le président George Bush, qui a rencontré une délégation de cent cinquante membres du Congrès pour la première fois depuis le début de la crise du Golfe, a réaffirmé que son objectif restait le retrait irakien du Koweït et que Bagdad paierait un « prix important » s'il tentait de s'y maintenir. De son côté le département d'État a qualifié de « débile » la proposition de débat télévisé offerte à M. Bush et M. Thatcher par M. Saddam Hussein.

WASHINGTON
de notre correspondant

M. Bush peut garder le regard fixé sur le Koweït sans trop s'inquiéter de ses arrières. Les élus américains, dont le président avait convié une large délégation, mardi 28 août à la Maison Blanche pour les entretenir de la situation au Proche-Orient, ont approuvé sans réserves sa politique à l'égard de l'Irak. « Le président bénéficie d'un fort soutien dans les deux partis », a déclaré à sortie de la réunion le speaker (président démocrate) de la Chambre des représentants, M. Tom Foley. Et le chef de file de la majorité

(également démocrate) au Sénat, M. George Mitchell, a renchéri : « Saddam Hussein doit savoir que le Congrès des États-Unis est fermement uni derrière le président ».

Cela dit, M. Bush ne bénéficie naturellement pas d'un chevron en blanc - comme l'a d'ailleurs indiqué M. Mitchell. Bien des élus ont déjà laissé entendre que si l'utilisation éventuelle des forces américaines pour défendre l'intégrité de l'Arabie saoudite ne leur posait aucun problème, il en serait tout autrement si la Maison Blanche décidait d'attaquer l'Irak pour en finir avec Saddam Hussein, en l'absence de claire provocation de sa part.

Mais rien n'indique que M. Bush penche vers une telle attitude et soit prêt à écouter les conseils d'un commentateur comme M. William Safire, va-t-en-guerre déclaré quand il s'agit des pays arabes, ou des éditorialistes du Wall Street Journal, qui réclamaient mardi que l'Irak, après avoir été « nettoyé », soit placé « sous la suzeraineté d'un dirigeant arabe en lequel l'Occident et les Irakiens eux-mêmes puissent avoir confiance ».

An contraire, certains élus ont retiré des propos présidentialistes qu'il convenait désormais de s'armer de patience, la crise pouvant durer très longtemps. Mais M. Bush s'est félicité de l'efficacité de l'embargo - même si

l'administration ne semble plus croire, comme elle l'avait laissé entendre dans un premier temps, que les Irakiens puissent être affaiblis en deux ou trois mois.

Bien entendu, les élus ont évoqué le coût de l'opération, et bien entendu certains ont suggéré que les Japonais et les Européens prennent sur eux une part du fardeau. (Un sénateur a pour sa part suggéré au président Bush de lever un impôt spécial.) L'administration vient d'ailleurs de réviser à la hausse le coût de l'expédition des troupes américaines en Arabie saoudite : l'addition devait se monter à 2,5 milliards de dollars à la fin du mois de septembre.

Dans le même temps, le Pentagone a indiqué que les Irakiens avaient augmenté leur présence sur place, avec des effectifs atteignant désormais 265 000 hommes (en fait, l'Irak aurait retiré des troupes du Koweït proprement dit mais dispose d'un plus grand nombre de soldats dans les régions « contiguës »).

Les États-Unis ont maintenant environ 60 000 hommes sur le terrain, et les premiers chars M 1 lourds de 60 tonnes et sans rivaux dans l'armée irakienne, ont été débarqués mardi. Ils donnent aux troupes américaines un commencement de capacité offensive qui leur manquait jusqu'à présent, mais d'autres matériels

nécessaires à une opération de grande envergure arriveront sans doute un peu plus tard que prévu : certains bateaux ont subi des avaries, d'autres n'étaient pas en état de partir. Un transfert de forces d'une telle ampleur ne va guère sans quelques anicroches.

Sur le plan humanitaire, la situation se présente désormais un peu mieux. Les 52 femmes et enfants de diplomates américains en poste au Koweït et qui avaient été bloqués plusieurs jours à Bagdad sont arrivés mardi à Washington. Mais la grande nouvelle de la journée, l'annonce par l'Irak que tous les femmes et les enfants étrangers retenus pourraient bientôt regagner leur pays a été accueillie par les porte-parole officiels avec plus de prudence que de satisfaction visible. On attend de voir si cette promesse sera mieux tenue que d'autres. Et les représentants de l'administration pouvaient difficilement afficher trop de contentement le jour où l'Irak annonçait la mort d'un Américain de cinquante-six ans retenu dans la région de Bassorah, qui aurait succombé à une crise cardiaque. Dans cette région, de nouveaux citoyens américains ont été interpellés par les autorités irakiennes et emmenés en des lieux inconnus.

JAN KRAUZE

Cela peut paraître naïf à certains, mais j'ai toujours pensé que je te guérirais à force d'étreintes, de caresses, de peau contre peau. J'ai toujours su parler ce langage des corps. Avec toi particulièrement. Sans doute parce que ce langage est lié à la résurrection, puisqu'il engendre le bonheur, la volupté, l'éblouissement du début d'un amour. Et après tout, toi et moi nous n'en sommes qu'au début.

FRANÇOISE
LEFEVRE

LE PETIT PRINCE
CANNIBALE

VOYAGE AU CENTRE DU SILENCE
AVEC UN LIVRE DONT LE TITRE
COURT DÉJÀ SUR LES LÈVRES

ACTES
SUD

DIFFUSION BCF

مكتبة النجف

LA CRISE DU GOLFE

« Il ne peut y avoir d'arrangement dans l'acceptation du manquement au droit »

déclare M. François Mitterrand à Oslo

M. François Mitterrand a entamé, mercredi 29 août, une visite d'Etat de deux jours en Islande. Le président de la République avait, mardi, fait étape à Oslo pour participer à la Conférence sur l'anatomie de la haine, organisée par la Fondation Elle Wiesel pour l'humanité et par le Comité Nobel norvégien. M. Mitterrand en a profité pour s'entretenir avec le président Vaclav Havel, avant sa visite en Tchécoslovaquie où il doit se rendre les 13 et 14 septembre. Il a également rencontré M. Jan Syta, premier ministre norvégien.

OSLO

de notre envoyée spéciale

Dans son discours à Oslo, M. Mitterrand a assuré qu'il suit « avec intérêt les efforts » de M. Perez de Cuellar « en qui il a une grande confiance », mais « la cause est difficile parce qu'il ne peut y avoir d'arrangement dans l'acceptation du manquement au droit ». A propos des Nations unies, qui, a-t-il dit, ont « parfaitement défini le cadre de leur action », il faut que le droit international « prévale sur la force des intérêts ». « Si, à partir de ce cadre, moyen-orient, on accepte le début d'un processus, il ne s'arrêtera pas », a-t-il affirmé, en se référant à la période allant de 1936 à 1945. Il a poursuivi : « Il faut donc refuser le coup de force. La France est

déterminée à accorder toutes ses chances au dialogue et à l'apaisement. Elle n'a jamais désespéré de la paix [mais elle] considère qu'il ne peut y avoir de dialogue fondé sur la violence ».

Pour le président français, le coup de force de l'Irak est « un révélateur du rôle » de l'ONU, qui a cessé « d'être une chambre d'équilibre des conflits » pour commencer à être « un élément actif dans leur règlement ». Cela constitue, à ses yeux, un signe déterminant pour l'avenir du monde dans sa lutte contre la haine.

« Observer pour nous-mêmes une logique de paix »

Plaidant pour des institutions internationales « capables de se faire obéir, du moins de se faire respecter », il a estimé que l'ONU s'est mise en situation d'assumer le rôle qui est le sien, mais il a insisté sur la différence entre l'ardeur montrée par l'ONU pour régler le conflit actuel et « l'assoupissement devant les autres manquements au droit dans la même région ». M. Mitterrand faisait la référence aux résolutions du Conseil de sécurité ou à celles de l'Assemblée générale sur le Liban et la Palestine.

« Le conflit actuel doit en même temps nous inciter à observer pour nous-mêmes une logique de paix car, s'il y a une logique de guerre, il y a une logique de paix qui suppose aussi que des institutions se fassent respecter et qu'elles en aient les moyens », a déclaré ensuite le président de la République, soulignant ainsi l'importance

de la dernière résolution adoptée qui donne les moyens de faire respecter l'embargo.

M. Mitterrand n'avait pas renoncé à l'invitation de son ami Elie Wiesel. Prix Nobel de la paix en 1980, malgré la situation dans le Golfe. Les moyens modernes de communication lui permettraient, à Oslo aussi bien qu'à Paris, assure son entourage, de donner, le cas échéant, l'ordre d'ouvrir le feu, décision qu'il est le seul à pouvoir prendre. Comme prévu, le président a conféré à Elie Wiesel le grade de grand officier de la Légion d'honneur. Il a assisté à un concert auquel ont pris part les chanteurs Audrey Hepburn et Gregory Peck, Frederica von Stade et Simon Estes, le flûtiste James Galway et le pianiste Caroline Stoffer. Le chef de l'Etat était auparavant intervenu devant la soixantaine de personnalités venues d'une trentaine de pays pour réfléchir sur le racisme, l'antisémitisme et, de façon plus générale, sur tous les phénomènes de haine et pour envisager les moyens de la combattre.

Accompagné de trois membres du gouvernement, MM. Pierre Joxe et Jack Lang ainsi que M. Edwige Avice, le chef de l'Etat s'est adressé à un auditoire allant de M. Takako Doi, présidente du parti socialiste japonais, à M. Harlem Désir, fondateur de SOS Racisme, en passant par M. Edmond Charles-Roux, universitaire américain John Kenneth Galbraith, le président Havel, M. Elena Bonner, M. Vytautas Landsbergis, président du Parlement lituanien, ou

encore M. Bronislaw Geremek, président du groupe socialiste du Parlement polonais. Avant d'aborder le conflit du Golfe, M. Mitterrand avait évoqué l'Europe et les relations Nord-Sud. « Nous avons l'expérience de la Communauté des Douze, c'est important, ce n'est pas tout. Nous avons maintenant à bâtir avec les pays d'Europe centrale et orientale comme avec les pays qui n'appartiennent pas à la Communauté des Douze, tout en étant des pays d'Europe occidentale, une construction commune », a-t-il indiqué. Pour cela, il faut « rechercher, a-t-il expliqué, des maintenant une structure permanente » permettant aux responsables des secteurs ministériels de se rencontrer et de gérer des domaines communs — comme l'environnement — et ce, en attendant la confédération européenne. Selon M. Mitterrand, cette confédération signifie « un certain pouvoir central » et, en son sein, « chacun se trouvera à égalité en tant qu'Etat souverain avec les autres ».

Pour M. Mitterrand, ce qui se passe au Proche-Orient ne relève pas du tout de la lutte Nord-Sud ou d'un antagonisme entre pays riches et pauvres. Il ne faut, a-t-il plaidé, « laisser aucune place à la confusion ». Après avoir relevé que la France « s'interdit » le « conflit » actuel, le chef de l'Etat a répété que « le monde est dans une logique de guerre ». Il a poursuivi : « Cela ne veut pas dire qu'il n'y a aucune chance de s'en sortir, mais les chances s'amenuisent de jour en jour ».

ANNE CHAUSSEBOURG

Le Japon envisage de fermer temporairement son ambassade à Koweït

Le Japon envisageait mercredi 29 août de fermer temporairement son ambassade à Koweït, en raison de la détérioration des conditions de vie des deux diplomates restés sur place. Le gouvernement étudie la possibilité de transférer ces deux personnes vers l'Irak ou, si possible, vers un pays tiers.

Les lignes téléphoniques ainsi que l'approvisionnement en gaz et électricité ont été coupés samedi dernier dans les locaux de l'ambassade, où règne une température proche des 40 degrés, et où les réserves en nourriture commencent à s'épuiser. Un chargé d'affaires et un secrétaire d'ambassade étaient demeurés à Koweït après l'évacuation du reste du corps diplomatique japonais vers Bagdad, les 22 et 23 août.

La Chine a annoncé mercredi de samedi, les diplomates marocains se sont vu interdire l'accès aux bureaux de l'ambassade et ont été sommés « de manière brutale » de fermer l'ambassade et de quitter définitivement le Koweït, faute de quoi d'autres mesures seraient prises à leur encontre. « Un militaire irakien, a précisé M. Filali, a brandi son arme face à un diplomate marocain, lui enjoignant de lever les mains. » « Face à ce traitement inhumain » et « compte tenu de l'épuisement des fonds et des vivres », les fonctionnaires de l'ambassade ont quitté Koweït et ont été transférés à Bagdad, qu'ils n'ont pas le droit de quitter, a poursuivi M. Filali. « Le Maroc, a-t-il conclu, considère, en dépit de tout ce qui s'est produit, que son ambassade à Koweït y demeure ouverte. »

Dans un bref communiqué, le ministère des affaires étrangères a fait savoir qu'en raison « de la situation actuelle, les membres de l'ambassade de la République populaire de Chine n'étaient plus en mesure de vivre et de travailler à Koweït. Ils ont été évacués et sont revenus en Chine. Cela ne traduit aucun changement de position de la part du gouvernement chinois ». Pékin a condamné l'invasion irakienne du Koweït et a réclamé le retrait des forces de Bagdad.

« Traitement inhumain »

La Chine s'est aussi engagée à ne plus vendre d'armes à l'Irak et s'est ralliée à la résolution de l'ONU autorisant un recours à la force pour faire appliquer les sanctions contre Bagdad.

Le Nigeria a rapatrié l'ensemble du personnel de sa toute nouvelle ambassade au Koweït, ouverte voici deux mois environ. L'ambassadeur et le personnel de l'ambassade sont sur le chemin du retour au Nigeria et y demeureront jusqu'à ce que « la situation se clarifie », a-t-on précisé de source proche du gouvernement à

Lagos. Par ailleurs, des instructions ont été données pour un allègement des effectifs de l'ambassade du Nigeria en Irak.

Le Maroc a annoncé mardi, par la voix de son ministre des affaires étrangères, M. Abdellatif Filali, que les fonctionnaires de son ambassade à Koweït ont été transférés « sous la menace » à Bagdad. M. Filali a indiqué qu'« à la suite de la décision du royaume du Maroc de maintenir ouverte son ambassade au Koweït (...), les autorités irakiennes ont eu recours aux pressions, intimidations et menaces continues contre les fonctionnaires de l'ambassade du Maroc au Koweït, y compris le chargé d'affaires ».

Selon M. Filali, dans la matinée de samedi, les diplomates marocains se sont vu interdire l'accès aux bureaux de l'ambassade et ont été sommés « de manière brutale » de fermer l'ambassade et de quitter définitivement le Koweït, faute de quoi d'autres mesures seraient prises à leur encontre. « Un militaire irakien, a précisé M. Filali, a brandi son arme face à un diplomate marocain, lui enjoignant de lever les mains. » « Face à ce traitement inhumain » et « compte tenu de l'épuisement des fonds et des vivres », les fonctionnaires de l'ambassade ont quitté Koweït et ont été transférés à Bagdad, qu'ils n'ont pas le droit de quitter, a poursuivi M. Filali. « Le Maroc, a-t-il conclu, considère, en dépit de tout ce qui s'est produit, que son ambassade à Koweït y demeure ouverte. »

Le personnel de l'ambassade de Turquie à Koweït, dont l'ambassadeur, a quitté mardi la ville pour Ankara, a annoncé le ministère des affaires étrangères. L'eau, l'électricité et le téléphone ayant été coupés, le gouvernement a décidé de ne plus maintenir le personnel diplomatique dans ces conditions. Rappelant que les autorités irakiennes avaient ordonné à tous les pays de fermer leurs représentations à Koweït avant vendredi 24 août, le ministre estime que la Turquie a montré qu'elle refusait cet ordre en restant au-delà de la limite fixée. (AFP, Reuter, AP.)

Les familles d'otages entre panique et insouciance

Les proches des Français retenus en Irak et au Koweït essaient d'obtenir des nouvelles. Par tous les moyens

Les familles hésitent. Parler soulage, dramatiser fragilise. Le besoin de dire et d'agir, la crainte de gêner la diplomatie et la tentation d'attendre en pleurant s'entrechoquent dans les esprits des familles des quelque cinq cents otages français en Irak et au Koweït. Parce qu'« il faut bien faire quelque chose », des comités de soutien se sont créés à Dijon, à Amiens, à Hayange, à Lille et à Reims.

A Amiens, l'équipe de M. Jean-Claude Lemaire, frère de l'un des passagers de l'avion de la British Airways qui fit escale à Koweït-City le 2 août sur la route de la Malaisie, bénéficie d'un local, d'un téléphone et d'un secrétaire, payés par la mairie. « Nous déchargeons ainsi les parents des incessants coups de fil de solidarité ou des appels de la presse », explique-t-il. « Ils ont à la fois la tranquillité et le soutien. »

Ce comité a choisi d'agir via des affiches, des tracts, des pétitions. Il veut faire du bruit : « Ne rien faire, c'est les oublier », explique M. Lemaire. Le gouvernement a ses problèmes, nous les nôtres. On parle de logique de guerre. Notre point de vue est diamétralement opposé. D'autres comités, comme celui de Dijon, se contentent de soutenir les familles déchirées du département, « mais sans bruit, pour éviter d'exercer de trop fortes pressions sur les négociations gouvernementales ».

Les familles hésitent. Céder à la panique, ou feindre l'insouciance. M^{me} Marie-Jeanne Deloffre, une Nordiste, cache ses sentiments. Elle affecte d'être détendue en faisant son marché, comme si son mari était revenu de son chantier à Bassorah à la date prévue, le 2 août. « Mais le soir, les images et les larmes se bousculent, dit-elle. J'ai besoin de mes drogues douces, tillal ou autres, pour m'endormir. »

A l'autre bout de la France, dans le Vaucluse, les proches de M. Bruno Felici, en mission en Irak pour le compte de la société Technique et régulation, affichent eux aussi leur sérénité. « J'ai toujours connu mon père travaillant à l'étranger. J'ai donc l'habitude de ses absences, même si la situation est plus tendue aujourd'hui », confie William Felici, dix-neuf ans. M. Felici devait revenir en France fin août pour trois semaines.

Une bijouterie de Koweït

Le grand-père, Alfredo, soixante-dix-sept ans, a une vision plus pragmatique de l'absence : « Bruno, retenu en otage, ne travaille plus. Comment son épouse, femme au foyer, va-t-elle pouvoir payer les études du fils, les traites de la maison, la note d'électricité ? ». Chez l'employeur, on assure « faire le nécessaire socialement » pour que les salaires soient versés. On précise cependant qu'il

« une petite société de quarante salariés ne peut supporter trop de dépenses sans rentrer », et qu'« un arrangement doit donc être trouvé avec le gouvernement ».

Sauver l'entreprise familiale, « s'assurer qu'en rentrant il trouve tout en bon état », les soucis de M^{me} Simone Rocchini dépassent aujourd'hui la seule absence de son mari, Richard. Parti de Wittenheim, dans le Haut-Rhin, le 9 juillet, il décorait une bijouterie de Koweït. « Les rideaux et les lampes, je peux m'en occuper, mais pour recouvrer les factures et faire les tenues mensuelles, heureusement qu'il y a des artisans bénévoles et solidaires. » Depuis l'invasion du Koweït, elle n'a pas entendu son mari. Aux dernières nouvelles, il serait encore dans la capitale de l'émirat, mais Mme Rocchini s'inquiète. « Ceux de Bagdad, on a vu qu'ils allaient bien, mais les nôtres... » Comme elle, les familles des passagers de l'avion de la British Airways, ni préparées ni accoutumées à ce vide, supportent difficilement cette séparation forcée. Depuis le 19 août, ces otages ne sont plus officiellement localisés.

La sonnerie du téléphone... Toute la journée, elles restent accrochées à cet instant. A l'autre bout du fil, l'entreprise, le Quai d'Orsay, une autre famille. Mais rarement, trop rarement, l'otage. La société Technip et ses sous-traitants, au total plus de cinquante employés actuellement en Irak, ont désigné un correspondant du personnel otage qui rapporte la vie quotidienne, de la composition des menus aux parties de cartes. Le siège se charge de répercuter ces détails que ne fournit pas le Quai d'Orsay. En outre, les réserves financières du bureau de Bagdad de Technip permettent aux otages de parler plus ou moins régulièrement à leurs familles. Et là encore chaque coup de téléphone fait bouillir de neige en France.

Le son et les images. « On ne rate plus un journal télévisé », affirme M. Pierre Legall, père d'un coopérant bloqué dans la capitale irakienne. « Les médias sont plutôt rassurants. On préfère voir. » Le reportage controversé de TF1 dans un hôtel de Bagdad aura au moins réconforté une partie des familles en leur permettant de visualiser les lieux de détention et d'apercevoir quelques visages. « Ils avaient l'air bien », sourit Jean Egan, dont le fils assure la sécurité de l'ambassade de France au Koweït. Trop bien, peut-être. Scandalisée, M^{me} Deloffre maudit les quelques voisins qui ont évoqué la « prison dorée » de son mari.

Autre recours, les messages diffusés par Radio France Internationale. Collectés sur appel gratuit après vérification d'identité, ils sont lus sur antenne par un journaliste. « Nous recevons de cent à cent vingt messages par jour », assure Denis Ponce, directeur de la rédaction de RFI. « Les otages écoutent, prennent note et renvoient, ensuite à ceux qui n'ont pas la radio. » Radio Monte-Carlo, qui a organisé un service

similaire, a annoncé, mardi 28 août, avoir diffusé trois cent trente messages en français et en arabe.

Et quand les efforts des autres ne suffisent pas, on y va soi-même. Le comité d'Amiens a ainsi délégué un Français sur place, susceptible de lui procurer peut-être des nouvelles de Jean-Michel Leturcq et de sa compagne Elisabeth Lemaire. « Même si ça n'aboutit à rien, ça donne du tonus à l'équipe et du moral aux parents », concède M. Jean-Claude Leturcq. Les cinq comités recensés à ce jour se sont d'ailleurs fédérés mardi 28 août à Paris.

« Notre but est d'accélérer la libération des otages », explique M^{me} Yves-Eric Massiani, avocat de la fédération, du barreau de Toulon. Nous réclamons du matériel et du personnel pour la cellule de crise du Quai d'Orsay. Quatre standards dans la capitale de l'émirat, c'est un peu juste pour une information précise et fréquente. M^{me} Isabelle Renouard, directrice des Français de l'étranger au ministère des affaires étrangères, répond que son service « ne divulgue que des informations sûres et neuves » et que donc « on a parfois l'impression que nous ne faisons rien ».

La mésaventure du docteur Fadallah

Une impression qui s'est transformée en accusation chez la famille du docteur Ghassan Fadallah, un médecin français d'origine libanaise, parvenu à franchir seul, après trois jours de route, la frontière irako-égyptienne. A Damas, pendant une semaine, le Quai d'Orsay n'a rien fait pour son rapatriement », dénonce son gendre, M. Didier Stinger, directeur du personnel au CHR de Bordeaux. « Tout est à la charge des familles, c'est la règle », répond-on à la direction des Français de l'étranger.

Les ressortissants étrangers détenus

A quelques heures de la tentative de médiation de M. Perez de Cuellar, plus de deux millions de ressortissants étrangers se trouvaient encore en Irak et au Koweït, mardi 28 août.

Les Egyptiens, avec plus de 1,7 million de personnes, Irak et Koweït confondus, restent les plus nombreux, en particulier en Irak. Les Palestiniens sont 470 000, pour la plupart au Koweït occupé.

L'Inde (177 000), le Pakistan, le Sri-Lanka, et le Bangladesh semblent totaliser plus de 430 000 ressortissants, mais les chiffres restent

Elle s'inquiète quand le Président parle de « logique de guerre », elle tremble quand les parachutistes quittent le pays, elle s'alarme mieux ne pas entendre quand George Bush annonce le rappel des réserves. Pourtant, M^{me} Josy Béraud reste calme. Son mari, qui travaillait à la fin d'une usine de gaz à Bassorah, devait rentrer le 3 août. « Depuis, j'écoute les nouvelles, j'en prends et j'en laisse. Le fait est que nous sommes séparés », confie-t-elle. Elle ne s'inquiète pas trop car elle a connu l'Angola et la Chine de 1978, en pleine crise avec le Vietnam. « Les médias s'enflamment et, sur place, nous n'avons rien vu. J'espère que c'est pareil ici ».

M^{me} Béraud se raccroche à son optimisme. Comme M^{me} Micheline Lizen, de Fougereux (Finistère), qui explique que son mari, spécialiste en peinture industrielle, « continue à travailler sur son chantier » en Irak et que « les retards s'accumulent du fait de l'embargo, qui empêche la livraison du matériel ». Les Irakiens, qui ont commandé une usine dès en mai, ne veulent pas le laisser partir avant la dernière couche.

Thierry Legall, professeur de français et coopérant, reçoit désormais ses élèves irakiens dans son appartement car l'Institut des diplomates est fermé. « A part cela, tout va bien, précisent ses parents. Il voyage librement dans Bagdad malgré des contrôles un peu plus fréquents. Le contrat de Thierry se terminait le 2 août, le jour même de l'invasion du Koweït. Son frère Laurent l'avait rejoint pour quinze derniers jours de vacances. Entre malchance et fatalité, les familles hésitent. »

CHRISTOPHE DE CAEVEL et NATHANIEL HERZBERG

imprécis. Neuf mille deux cents Soviétiques sont sur place, dont une large majorité (9 000) en Irak.

La communauté occidentale représente plus de 10 500 personnes. Les Américains, les plus menacés, sont un peu plus de 3 000, dont 600 en Irak. Les Britanniques sont aussi nombreux : près de 3 700, notamment au Koweït (un peu moins de 3 000). La RFA comptabilise 740 ressortissants, l'Italie 450 environ, et le Canada 700.

Enfin, il reste encore 560 Français en Irak et au Koweït, selon M. Cantegrie, le représentant des Français de l'étranger au Sénat. (Reuter.)

سكزا ابن زليخ

LA CRISE DU GOLFE

La situation militaire et le renforcement du dispositif occidental

Le blocus de l'Irak pourrait s'étendre à l'espace aérien

Tandis qu'arrivaient en Arabie saoudite les premiers navires de transport rapide américains chargés de chars lourds M-1, le Pentagone a annoncé, mardi 28 août, que le trafic maritime était « pratiquement stoppé » entre l'Irak et le reste du monde, « en raison des opérations d'interception et à cause des sanctions des Nations unies (...). Les interceptions et les sanctions ont été extrêmement efficaces ». Les États-Unis ont intercepté « environ 170 navires » dans la région du Golfe, a précisé le porte-parole.

Les forces américaines sont montées à bord d'une « poignée » d'entre eux, « moins de dix », mais ne sont montées à bord d'aucun pétrolier irakien, depuis que la marine américaine avait tiré un coup de semonce sur l'un d'eux il y a une dizaine de jours.

L'ambassadeur d'Irak à Washington a confirmé, d'autre part, que son gouvernement avait donné l'ordre à la marine marchande de

ne pas résister aux tentatives d'arraisonnement. « Nous faisons de notre mieux pour diminuer la tension, a-t-il affirmé. Je veux dire, l'ordre que nous avons donné aux capitaines de bateaux de ne pas résister... »

La situation est relativement calme dans la région du Golfe en raison de la quasi-absence de bâtiments irakiens. Le port jordanien d'Akaba fonctionne au ralenti, indique-t-on à Amman. Trois bateaux y ont accosté mardi; l'un d'eux, venant du Pakistan et battant pavillon maltais, a déchargé du riz et du soja. Les deux autres, un yougoslave et un égyptien, sont venus chercher des engrais pour le Bangladesh et du phosphate pour la Yougoslavie. Quatre bateaux ont appareillé, dont trois chargés de véhicules et de passagers.

Les forces alliées en Arabie saoudite envisagent d'étendre le blocus aux avions. Un haut responsable militaire britannique a déclaré,

mardi, que les Occidentaux devraient mettre en place un blocus aérien si l'Irak tentait de contourner l'embargo. « L'ONU devrait alors décider de l'application ou non d'un blocus aérien et de sa mise en œuvre. Le meilleur moyen de le faire serait que les nations voisines de l'Irak proclament leur espace aérien zone d'exclusion. » Des informations avaient fait état la semaine dernière de l'envoi par avion de vivres déchargés dans le port yéménite d'Aden.

Modernisation de l'arsenal saoudien

Une escadrille de dix chasseurs-bombardiers britanniques Tornado et deux avions ravitailleurs VC-10 sont arrivés mardi à Bahrein pour renforcer la force multinationale. Le même jour, le ministre britannique de la défense, M. Tom King, qui effectuait une tournée des pays du Golfe, se trouvait dans l'émirat.

L'Arabie saoudite, de son côté, a commandé plus de deux millions de masques à gaz, qui seront distribués dans les zones urbaines de la province orientale du royaume, en particulier dans les villes de Dammam, Dammam et Khobar, les ports de Ras-Tannourah et Djoubail, et la ville frontalière de Khafji.

La crise du Golfe devrait permettre à Ryad de moderniser son arsenal militaire, en passant outre à l'opposition manifestée jusqu'à présent par le Congrès américain en raison des objections du puissant lobby pro-israélien. Selon des sources du département de la défense à Washington, les Saoudiens devraient recevoir trente-six chasseurs F-15 C, D et E ultra-modernes, 150 chars M-60 A3, douze avions-cargo C-130 et des missiles Stinger. Le royaume wahhabite pourrait ainsi disposer de 98 F-15, contre 51 pour Israël.

Un contingent d'environ cinq mille hommes commencera à quit-

ter le Pakistan pour l'Arabie saoudite d'ici « deux ou trois jours », ont indiqué, mardi, des sources militaires à Islamabad. Ces forces, qui seront placées sous commandement saoudien, comprendront des artilleurs, des ingénieurs, des logisticiens, des spécialistes en transmissions.

Le matériel lourd devrait être mis à leur disposition par Ryad. Le ministre pakistanais des affaires étrangères a précisé que ces troupes « rempliraient un rôle exclusivement défensif sur le territoire saoudien ».

Troupes syriennes

La Syrie a envoyé des troupes près de sa frontière avec l'Irak, a-t-on appris, mardi, de source militaire étrangère à Ankara. Environ 5 000 hommes ont été dépêchés dans la région de Dayr-az-Zaur. « L'objectif premier sem-

ble être de protéger les puits de pétrole. Bien que l'on n'ait fait état d'aucune liaison entre Damas et Ankara, ce geste pourrait aussi dissuader tout raid aérien irakien contre des cibles turques », ajoute-t-on de même source.

A Djibouti, le premier ministre, M. Barkat Gourat Hamadou, a déclaré, mardi, que la mission des militaires français stationnés dans le pays était de défendre le territoire et que le gouvernement djiboutien n'avait pas donné son accord à leur utilisation dans le Golfe. Quelque 3 800 militaires français sont basés à Djibouti, qui vient de quitter « la région du Golfe » - le porte-avions *Clemenceau*.

Enfin, le Brésil a annoncé, mardi, qu'il n'envairait pas de troupes ou de navires prendre part à des opérations militaires dans le Golfe, mais qu'il envisageait de participer à une force de paix de l'ONU s'il s'en créait une. (AFP, UPI, AP, Reuters.)

La propagande de Radio-Bagdad

« Toi, soldat américain dans le désert... »

Dans un anglais un peu haché, le speaker s'adresse directement aux GI's : « Toi, soldat américain dans le désert saoudien... » Chaque jour, la propagande irakienne de Radio-Bagdad sur ondes courtes essaye de démoraliser les troupes américaines installées en Arabie saoudite.

Une voix anonyme, sans chaleur, s'emploie, jour après jour, à répéter les mêmes thèmes, les mêmes slogans. Chaque phrase commence ainsi : « Toi, soldat américain dans le désert saoudien... » L'objectif est d'abord de donner le mal du pays : « Ta famille souffre du fardeau de la vie. Ne te consacre pas à la guerre. Tes enfants t'attendent, ta femme t'attend. Peux-tu être sûr d'être aimé ? Elle continue de t'attendre. » Un fond sonore rappelle parfois certaines chansons de Fairouz, l'une des plus grandes chanteuses arabes. Puis subitement, le rythme change. Message publicitaire ?

Pas du tout. Cette fois, le présentateur veut démontrer l'invincibilité de l'armée irakienne : « Toi, soldat américain dans le désert, tu vas affronter une armée qui a la foi, qui est la plus homogène du monde, qui a des armes sophistiquées, qui a été aguerrie par huit années de guerre [contre l'Iran] (...). Elle est composée de soldats qui n'ont pas peur de mourir et qui sont prêts à se sacrifier pour défendre leur patrie. Es-tu dans ton intérêt de te battre contre elle ? (...) Toi qui souffres dans le désert brûlant, n'as-tu pas entendu parler de ces dunes de sable qui ont englouti beaucoup de monde et qui l'engloutiront toi aussi. »

« Veux-tu tuer des chrétiens ? »

Radio-Bagdad en appelle aux sentiments religieux des soldats : « Sais-tu qu'il y a plus de 200 églises en Irak. Veux-tu tuer des chrétiens comme toi et être tué par eux ? » Selon diverses estimations, il y a entre cinq cent cinquante mille et un million et demi de chrétiens en Irak, sur une popula-

tion globale de dix-sept millions de personnes.

Vient ensuite un message plus politique : « Toi, soldat américain dans le désert saoudien, es-tu venu en Arabie saoudite pour défendre des émirats corrompus ? Ne sais-tu pas ce qu'ils font avec les jeunes filles américaines ? »

« Augmenter la misère »

Faisant référence à la difficile situation des soldats américains en

son peuple a déposé ? Ces familles régnaient sur le gouvernement par la force. Elles n'ont aucun lien avec leur peuple. » C'est une voix féminine qui évoque ensuite les conséquences économiques de la guerre : « Le Pentagone a déclaré que 2 milliards de dollars avaient déjà été dépensés » (dans l'opération *Bouclier du désert*). « Cela va se refléter négativement sur le budget américain et, en conséquence, cela aura des répercussions sur tous les Américains et fera augmenter encore la misère et le chômage. »



Arabie saoudite, confinés sous des tentes climatisées, ne pouvant sortir de leurs bases, privées de femmes et en principe d'alcool, le speaker revient à la charge : « Est-il dans ton intérêt, en tant que personne civilisée, de défendre des gens qui vivent au Moyen Âge ? » Radio-Bagdad n'oublie pas de s'en prendre à l'ex-famille régnante koweïtienne : « Est-il dans ton intérêt de défendre la famille Al Sabah que

Sur la base militaire de Dabran, la propagande irakienne ne semble pas préoccuper beaucoup les officiers américains. Les soldats ont le choix entre plusieurs radios en langue anglaise qui diffusent en modulation de fréquence dans la région du Golfe. La réception des émissions de la radio irakienne en ondes courtes est en revanche plus aléatoire. (AFP.)

Le dilemme des Saoudiens : comment renverser Saddam Hussein sans provoquer la guerre ?

RYAD

de notre envoyé spécial

« Notre but est de préserver la paix, mais si un conflit doit éclater, nous sommes déterminés et l'Irak sera dévasté parce que cette guerre ne sera pas comme celle que Saddam Hussein a engagée contre l'Iran. » Dans un luxueux immeuble du ministère de la défense et de l'aviation, le général et prince Khalid Bin Sultan, qui vient d'être nommé commandant de la Force conjointe arabo-islamique, ne mâche pas ses mots.

Dressant un catalogue des erreurs de calcul du président irakien qui, selon lui, « n'a notamment jamais cru que le *Grand Régiment* si vite et si facilement vaincu, et qui a pris la décision courageuse et historique d'appeler à l'aide les pays amis, dont les États-Unis qui ont répondu très rapidement », le général Khalid Bin Sultan affirme : « L'Irak doit se retirer du Koweït, la famille régnante y revenir, ou il sera détruit. Nous devons être sûrs », poursuit-il, « que la sécurité de l'Arabie saoudite soit garantie, maintenant et dans l'avenir. »

Celle-ci nécessitera-t-elle la présence permanente de troupes étrangères ? Tout en le niant, le général se prononce d'autant moins clairement sur ce point qu'il partage sûrement, sans pour sa part le dire expressément, le sentiment général ici, c'est-à-dire que la meilleure garantie pour l'Arabie saoudite est rien moins que le départ du pouvoir de M. Saddam Hussein.

La force conjointe arabo-islamique se compose officiellement à ce jour, outre bien sûr l'armée saoudienne et les unités du Conseil de coopération du Golfe (CCG) qui comprend : Arabie saoudite, Koweït, Qatar, Bahrein, Émirats arabes unis, Oman, — des troupes marocaines, égyptiennes, syriennes, du Bangladesh et environ deux mille moudjahidines afghans qui vont trouver dans le désert saoudien, et au milieu d'une débauche d'armements plus sophistiqués les uns que les autres, des conditions bien différentes que celles de leur pays. Les forces américaines basées en Arabie

saoudite demeurent sous commandement séparé, mais, souligne le général Khalid, « la coopération et la coordination avec les États-Unis sont très étroites ».

Vers l'offensive

Les troupes américaines, qui continuent à affluer dans le royaume où le pont aérien mis en place ne se ralentit pas, ont reçu mardi 28 août leurs premiers équipements lourds acheminés par bateaux. Deux navires de guerre de transport ont en effet déchargé à Dammam les premiers chars Abrams M-1, le dernier né de la technologie américaine et qui n'avait encore jamais quitté les États-Unis.

Ils sont destinés à la 24^e division d'infanterie mécanisée ; 16 500 hommes qui sont arrivés par avion ces trois derniers jours, 5 000 véhicules dont — outre les chars Abrams M-1 — des chars rapides Bradley, des canons autotractés de 155 millimètres, des transports de troupes blindés et des lance-roquettes. Selon les experts, l'arrivée de cette unité fait passer le dispositif américain du stade défensif au stade offensif.

« Nous ne sommes pas encore rentrés dans la zone dangereuse », affirme à cet égard un expert militaire. Celui-ci estime qu'il faudra encore au minimum un bon mois, voire un mois et demi, avant que tout le dispositif américain, tel qu'il est prévu, soit opérationnel. « Seul un incident que l'on ne peut pas exclure et qui nécessiterait une réponse rapide, dit-il, les États-Unis ne sont pas encore complètement prêts. Tous les stocks de munitions, de vivres, dont à ce jour 80 à 90 % sont fournis par l'Arabie saoudite (mais l'armée américaine veut, par exemple, faire venir son eau), de carburants (certains sont fournis aussi par l'Arabie saoudite, mais celle-ci ne dispose pas de tous les types employés sur les avions) restent à constituer. Cela ne se fait pas en dix jours. »

Toutefois, à l'heure actuelle, l'armée irakienne, au Koweït ou chez elle, est sous surveillance constante. Aux quatre avions saoudiens sont venus s'ajouter six avions américains, et des Nemrod britanniques. Quatre ou cinq volent en permanence. Les mouvements des avions irakiens qui ont été répartis sur tout le pays, les sites de lancement — le déploiement n'aurait pas changé, mais les dépôts auraient été élargis — sont particulièrement surveillés. Si l'armée irakienne utilise, après les avoir réparés, les pistes des deux bases aériennes du Koweït, aucun avion n'y stationne en permanence.

Le temps accordé à la diplomatie n'est-il que le temps nécessaire à l'armée américaine pour être prête ? On peut se poser la question, bien qu'en Arabie saoudite tout au moins, il ne fait pas de doute que nul ne désire la guerre. Mais vouloir à la fois la paix et le renversement de Saddam Hussein relève de la quadrature du cercle, et en attendant on se prépare donc à la guerre.

FRANÇOISE CHIPAUX

Un avion américain s'écrase près de la base de Ramstein en RFA : douze morts

Douze militaires américains ont trouvé la mort dans l'accident d'un avion de transport survenu dans la nuit du mardi 28 au mercredi 29 août à proximité de la base américaine de Ramstein (ouest de la RFA).

Sur les dix-sept hommes, dont une dizaine de membres d'équipage, qui se trouvaient à bord du quadrimoteur de type Galaxy C-5, douze sont morts, quatre autres ont été gravement blessés et transportés à l'hôpital militaire américain de Landstuhl tandis qu'un autre était toujours porté disparu mercredi matin. Les causes de l'accident ne sont pas établies. (AFP.)

Saddam Hussein annonciateur du Messie ?

Pour de nombreux juifs ultra-orthodoxes d'Israël, la crise du Golfe et les menaces qu'elle fait peser sont le prélude tragique à la venue du Messie, attendue par les juifs croyants pour rétablir le « royaume d'Israël ». Le rabbin Menahem Schneerson, chef spirituel du mouvement « Habad », a adressé, de New-York où il vit, un message qualifiant ces événements de « préparation » et de « préface à la venue du Messie ».

Des milliers de fidèles ont déjà obéi. Certains se sont récemment rassemblés autour de la tombe d'un saint personnage près de Tibériade pour « exorciser les desseins du nouveau Nabuchodonosor » (Saddam Hussein), le roi de Babylone qui brûla Jérusalem et déporta les juifs en Mésopotamie au VI^e siècle avant J.-C. Appuyé contre un mur en plein cœur de

Méa-She'arim, bastion de l'orthodoxie à Jérusalem, un jeune homme d'une trentaine d'années, vêtu de noir comme tous les ultra-orthodoxes, observe les allées et venues des passants en hochant la tête : « La fin du monde est imminente, affirme-t-il dans un souffle. Après la guerre qui va éclater, toutes les nations feront la paix entre elles, pour se tourner contre le peuple d'Israël et le faire disparaître. Mais c'est alors que le Messie nous apportera le salut. »

« Ici, les gens ont foi en Dieu, explique un vieux marchand d'étoffes. Contrairement à ceux qui ne croient pas à la puissance divine, ils n'ont aucune raison de se précipiter pour acheter des masques à gaz en prévision d'une attaque chimique. Le moment venu, Dieu pourvoira à tous nos besoins. » (AFP.)

Un PC hélicoptère français va partir pour Ryad

La France a prévu de détacher en Arabie saoudite un élément précurseur du 3^e régiment d'hélicoptères de combat (RHC), normalement stationné à Etain (Meuse) pour le compte de la Force d'action rapide.

C'est sur la demande des Saoudiens que les Français expédieront dans quelques jours cet élément précurseur, c'est-à-dire un état-major de commandement chargé de préparer l'arrivée ultérieure d'unités opérationnelles.

Créé en 1977, le 3^e RHC, qui a été notamment engagé au Tchad à plusieurs reprises, comprend une escadrille d'hélicoptères Gazelle armés de canons, une escadrille d'hélicoptères légers

de reconnaissance, deux escadrilles d'hélicoptères de manœuvre Puma et trois escadrilles d'hélicoptères « Gazel » équipés de missiles anti-chars Hot.

Chaque escadrille aligne dix appareils. A ce jour, la France n'a pas déterminé le nombre des hélicoptères qui seront finalement acheminés en renfort sur le territoire saoudien.

Des discussions sont en cours entre l'Arabie saoudite et la France sur les conditions de cette expédition. Les hélicoptères suivants pourront, en effet, provenir du 3^e RHC lui-même ou d'une autre formation à bord ou non du *Clemenceau* (le Monde du 29 août).

L'Abrams : un char lourd

Conçu sous la responsabilité de la société Chrysler, le char de combat M-1 Abrams, que les Américains sont en train de débarquer en Arabie saoudite, est un blindé de 55 tonnes qui a reçu un canon de 105 mm et dont l'armement secondaire est constitué de trois mitrailleuses.

Son équipage est constitué de quatre hommes qui peuvent tirer à l'arrêt comme en marche, toutes sortes de munitions extrêmement perfectionnées et précises grâce, notamment, à des systèmes de conduite de tir contrôlés par ordinateur. Sa propulsion, assurée par une turbine à gaz, développe 1 500 chevaux et lui imprime une vitesse de 70 kilomètres à l'heure sur route ou de 40 à 50 kilomètres en utilisation tout terrain. Le blindage est

censé résister à tous les types connus de missiles anti-chars.

La question reste de savoir quel comportement peut avoir un modèle de char aussi lourd dans le désert proche-oriental, où les conditions climatiques sont très sévères. En particulier, son ensemble propulsif très performant pourrait se révéler à l'usage plus fragile que le moteur Diesel traditionnellement utilisé pour les chars, et nécessiter un soutien logistique assez important.

A l'origine (le programme ramonte au début de la décennie 70), cette catégorie de chars a, en effet, été développée pour le théâtre Centre-Europe, face à la menace blindée soviétique, que pour des opérations extérieures, dans le Sud.

LA CRISE DU GOLFE

Selon les experts des services de renseignement

Bagdad ne sera pas en mesure de fabriquer l'arme nucléaire avant plusieurs années

L'Irak est-il sur le point de disposer, non pas d'une arme atomique opérationnelle, mais d'un premier engin nucléaire de démonstration? Vraisemblablement pas. Mais certains petits faits laissent penser que Bagdad s'emploie à l'obtenir de façon aussi discrète que possible. Reste que les experts des services de renseignements estiment qu'il faudra quelques années encore aux Irakiens pour qu'ils aient la capacité de produire, en quantités suffisantes, les matières fissiles (uranium très enrichi ou plutonium) nécessaires à la fabrication d'une arme.

Porter un jugement tranché sur ces affaires n'est guère facile. «D'autant que Bagdad, souligne un expert, ne refuse aucun contrôle de ses installations nucléaires (1) par l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne. La dernière visite des inspecteurs de l'AIEA, en avril dernier, juste avant le conflit, n'a d'ailleurs rien révélé d'anormal, pas plus que les vingt-cinq autres qui l'ont précédée depuis 1970.» Prudent, les Irakiens font tout pour se donner l'image de bons élèves «au profil lisse comme la surface d'un diamant».

Mais ce calme apparent ne suffit pas à rassurer les spécialistes, qui s'interrogent «sur les quelques bulles qui viennent régulièrement brouter cette belle unité». Dernier exemple de ces dérapages irakiens: l'interpellation, en mars dernier, à l'aéroport londonien d'Heathrow, de cinq personnes qui tentaient de faire parvenir à Bagdad des éclateurs d'origine américaine, sortes de dispositifs pyrotechniques très sophistiqués qui servent à la mise à feu des armes nucléaires (le Monde du 30 mars).

En avaient-ils vraiment un besoin urgent pour l'essai prochain d'un engin? Probablement pas. Mais il n'est jamais inutile de se procurer, dès que l'occasion se présente, des matériels sensibles dont l'utilisation n'aura lieu que plus tard. Une opération d'autant plus efficace qu'elle permet de semer le doute chez ceux qui tentent d'évaluer le degré d'avancement des Irakiens. Des Irakiens qu'il ne faut pas sous-estimer, note un spécia-

liste de la prolifération nucléaire. «Ils connaissent bien le marché de ces produits, savent de quoi ils parlent et disposent d'une «shopping-list» qui leur a été dressée par des gens compétents.»

Cependant, il n'est guère facile de savoir quelle voie – celle du plutonium ou de l'uranium très enrichi (2) – les Irakiens ont choisie pour se procurer les matières fissiles nécessaires à la fabrication de leur première bombe.

Cinq installations inspectées

Une analyse précise des installations nucléaires contrôlées par l'AIEA ne permet pas de trancher, mais invite à s'interroger sur quelques points de détail. Lors de leur dernier passage au centre d'études nucléaires irakien de Tuwaitha, situé non loin de Bagdad, les inspecteurs de l'Agence de Vienne ont pu visiter cinq installations:

– IRT-5000. Il s'agit d'un petit réacteur de recherche à eau légère d'origine soviétique dont la puissance ne dépasse pas cinq mégawatts. Cette unité modeste est le résultat de la transformation, en 1976, d'un autre réacteur (IRT-2000) dont la construction par les Soviétiques a commencé en juin 1967 et qui brûlait de l'uranium enrichi à une valeur comprise entre 10 % et 36 %. Depuis qu'il a été modifié, il est alimenté par une charge d'uranium très enrichi (80 %) de 3,5 kilos. Une petite «cellule chaude» jouxtant cette installation, mais les responsables de l'AIEA estiment qu'elle n'est pas capable de faire du plutonium et donc de produire du plutonium.

– Tammuz-1. Là, les gens de l'AIEA n'ont pu constater les dégâts irréversibles causés en 1981 par les bombes des chasseurs israéliens sur ce réacteur de 40 mégawatts que le gouvernement de M. Chirac avait vendu aux Irakiens en août 1976. Si l'on en croit leurs conclusions, rien n'aurait encore été fait pour remettre en état cette installation qui, n'a jamais reçu son combustible.

– Tammuz-2. Fournie en même temps que Tammuz-1, Tammuz-2 est une sorte de petit réacteur d'une puissance limitée (500 à 600 kilowatts) permettant de faire des études de cœur pour d'autres réacteurs. Il est alimenté par une charge d'uranium enrichi à 93 %

de 11,5 kilos qui était stockée dans une piscine lors de la dernière visite de l'AIEA.

– IQZ. Il s'agit d'une installation où sont stockés de l'uranium naturel, de l'uranium légèrement enrichi et de l'uranium appauvri. Selon les inspecteurs de l'AIEA, un peu plus d'une centaine de tonnes d'uranium naturel (yellow cake), achetées en 1981 au Niger, étaient entreposées à cet endroit.

– IQC. Achevées depuis peu de temps par les Irakiens, cette unité, fournie par l'Italie (3), serait capable de produire chaque année quelques tonnes de combustible oxyde pour réacteur.

A première vue, tout cela est moins anodin qu'il n'y paraît et nombreux sont ceux qui se demandent pourquoi Bagdad, qui n'a officiellement pas d'autres installations nucléaires, s'est doté d'un atelier de fabrication de combustibles et, avant que ne soit mis en service Tammuz-1, s'est également offert de formidables quantités d'uranium naturel et appauvri.

Or ce n'est un secret pour personne que de bonnes couvertures d'uranium appauvri, placées à la périphérie d'un bon réacteur de recherche, peuvent produire un plutonium de qualité. Des esprits particulièrement chagrins avaient même en leur temps évalué les capacités «plutoniennes» d'un Tammuz-1 détourné de sa mission et les avaient estimées à 2,4 kilogrammes de plutonium par an. De quoi s'interroger tout de même sur l'utilité pacifique des installations nucléaires irakiennes.

Certains Irakiens se sont fait piéger

«Mais, note un diplomate, si, dans le passé, les Irakiens ont mis l'accent sur la filière plutonium pour laquelle sont nécessaires un réacteur de l'uranium appauvri et une petite unité de retraitement des combustibles irradiés, ils semblent aujourd'hui plutôt engagés dans la voie de l'enrichissement de l'uranium par ultracentrifugation.» Une technique que maîtrisent parfaitement les Britanniques et les Allemands et que le régime de Bagdad a acquis au sein du consortium Urenco.

Aussi ne faut-il guère s'étonner que les Irakiens tentent, via des sociétés-écrans installées dans des pays tiers, de faire leur marché dans ces pays-là et dans quelques

autres réputés, comme la Suisse, pour la qualité de leurs équipements et de leurs matériels techniques. Certains industriels européens se sont d'ailleurs fait piéger, et d'une manière telle que le gouvernement allemand a dû récemment frapper les sources pour mieux faire respecter la morale.

Trois exemples témoignent de ce ressassement parfois tardif. Le premier, selon la revue *Nuclear Week* du 9 août, a trait à la vente, en 1988, de fours à très haute température utilisés pour éliminer les impuretés dans les métaux. Le second concerne l'achat, toujours à une firme allemande, d'un tour permettant l'usinage de pièces de centrifugeuses ou de cônes de rentrée pour des missiles. Le dernier enfin impliquerait une société suisse qui, selon les douanes de Francfort, aurait fourni deux cent cinquante pièces – des roues à dentier – d'une nuance d'acier inhabituelle dont certains experts estiment qu'elles auraient pu servir de butoir aux axes de centrifugeuses utilisées pour l'enrichissement de l'uranium.

Certes, à chaque nouvelle affaire, l'Irak proteste de sa bonne foi. Mais il ne fait guère de doute que les pays les plus industrialisés deviennent de plus en plus soupçonneux par la vente de certains équipements qui ne figurent pourtant pas dans la liste des matériels qualifiés de sensibles par les «directives de Londres». Non-prolifération oblige. Et chacun sait que si l'Agence internationale de l'énergie atomique exerce des contrôles, elle ne peut vérifier que ce qu'elle a le droit de vérifier.

Une impuissance d'autant plus gênante qu'il existe d'autres pays, pas nécessairement signataires du Traité de non-prolifération ou des directives de Londres, qui ont une certaine maturité nucléaire et peuvent offrir leurs services à leurs techniciens. Or la liste est longue de ces «outsiders» nucléaires qui va de l'Argentine au Brésil, en passant par le Pakistan, l'Inde, la Corée, l'Afrique du Sud, Israël et quelques autres.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) L'Irak est signataire du traité de non-prolifération nucléaire depuis 1969 et, à ce titre, s'est engagé à laisser contrôler un nombre précis de ses installations nucléaires.

(2) On considère qu'il faut environ 6 à 7 kilogrammes de plutonium ou un peu plus d'une vingtaine de kilogrammes d'uranium enrichi à plus de 90 % pour faire une charge nucléaire.

(3) Rome a également fourni en février 1978 quatre laboratoires destinés à la production de radioéléments dont les spécialistes s'accordent à dire que leurs capacités de production sont très faibles.

Critiquant la prudence du gouvernement de Stockholm

Le patron de Volvo trouve la neutralité suédoise dépassée...

Dans le sillage de la crise du Golfe, le patron de Volvo, M. Pehr G. Gyllenhammar, vient de lancer un beau pavé dans la mare de la sacrosainte neutralité suédoise. Dans un article publié, dimanche 26 août, par le plus grand quotidien du matin, *Dagens Nyheter*, il suggère carrément – dans un pays où prudence, nuance et conditionnel sont généralement de mise dès que l'on touche aux affaires internationales – que la Suède abandonne sa politique de neutralité traditionnelle et, partant, rallie l'Europe des Douze et le camp occidental.

Bravos de combat, bien sûr, dans la classe politique à Stockholm, qui affirme, à droite comme à gauche, que cette neutralité (fondée sur une défense armée relativement solide) est, à la différence d'autres pays, résolument «active», et qu'il n'y a aucune raison de la jeter au panier. M. Gyllenhammar n'est pas seulement le PDG de la plus grosse entreprise privée suédoise. C'est un homme qui aime aussi donner son point de vue sur les affaires politiques. Il s'inscrit avec le Parti libéral, il entend bien avec les sociaux-démocrates «réalistes», comme l'ancien ministre des finances, M. Kjell-Olof Feldt, et il représente, pour de nombreux Suédois, un certain bon sens.

La Suède «passe», comme d'habitude...

«Toute ma vie, explique-t-il, j'ai accepté avec résignation la neutralité suédoise. Je l'ai acceptée car elle était devenue la ligne de politique étrangère traditionnelle. Je l'ai acceptée parce que des générations de dirigeants politiques suédois ont affirmé que c'est justement cette neutralité qui nous avait permis de rester à l'écart de deux guerres mondiales. En réalité, comme la plupart de mes contemporains, je suis davantage endoctriné que «logiquement convaincu». Pourquoi cette résignation? Parce que la neutralité peut servir d'excuse pour ne jamais ou rarement s'engager, en Europe et dans le monde démocratique, dans des questions essentielles.»

Un petit mot gentil quand même pour Olof Palme qui, dans les années 60 et 70, avait donné une voix à la Suède, surtout en condamnant la guerre «injuste» des Etats-Unis au Vietnam. Mais «nos protestations», s'empresse-t-il d'ajouter, non sans raison, visaient des endroits «sûrs», lointains, et des régimes qui étaient en fait «nos amis et dont on n'avait guère à redouter». Prudence extrême en effet, lorsqu'il s'agissait des grands et puissants voisins comme l'Union soviétique, «pour laquelle nous avons toujours montré un respect silencieux, quelle que soit la dimension de la terre et de la répression» (qui y étaient exercées). Et d'ajouter: «Notre ligne sur ce point était très

proche de celle de la Finlande et de la Norvège.

Pour M. Gyllenhammar, qui ne dédaigne pas la provocation, la mort des démocrates populaires, le dégel Est-Ouest, l'intégration de l'Europe sont des éléments fondamentaux qui doivent modifier la conception de la neutralité. Celle-ci, dans le cas de la crise du Golfe, devient même «un fardeau». Pour condamner l'agression irakienne, on voit pour la première fois des Etats autrefois ennemis faire cause commune, les Occidentaux serrent les coudes et envoient des forces navales dans la région, «une solidarité jamais vue dans ce siècle à l'est installée». Et dans cette nouvelle donne, la Suède «comme d'habitude, passe et se retranche derrière sa neutralité, et cette fois, on laisse entendre que c'est le rôle spécial de médiateur que la Suède (avec Olof Palme) a joué dans le conflit entre l'Irak et l'Iran qui a compté dans la décision de Saddam Hussein de libérer des Suédois».

Bravo, dit M. Gyllenhammar, mais il faut constater que nous sommes en retrait par rapport aux «condamnations actives et solidaires formulées par une série d'autres pays contre le régime de terreur de Saddam Hussein». Et dans ces conditions, il préconise l'abandon de la bonne vieille neutralité, la fin de l'isolationnisme et, implicitement, le rapprochement avec le Marché commun.

Ce raisonnement, il semble qu'une bonne partie des Suédois soit prêts à le suivre. La Suède est «libre d'alliance» certes, mais ce choix politique ne signifie nullement une neutralité d'opinion. Attachés à leur neutralité, les Suédois n'auraient sans doute jamais accepté une politique de cavalier seul, comme celle du président autrichien, M. Kurt Waldheim, en se désolidarisant de la communauté internationale. Le ministre des affaires étrangères, M. Sten Andersson, vient d'ailleurs de déclarer que son pays «n'avait jamais été neutre en matière de droits de l'homme» et qu'il pouvait envoyer des unités dans le Golfe si les Nations unies le demandaient.

Cette neutralité, que M. Gyllenhammar juge à présent dépassée, a toujours été fragile car elle n'est garantie par aucun traité international. Dans les années de guerre froide, certains sociaux-démocrates n'étaient pas une adhésion de la Suède à l'OTAN et le gouvernement avait même mis à l'étude la fabrication de la bombe atomique, avant de décider que la politique traditionnelle était finalement la bonne. Sous Olof Palme, cette neutralité était «active» et les adversaires de l'ancien premier ministre suédois lui reprochaient d'en faire trop. Aujourd'hui, avec son successeur, Ingvar Carlsson, elle est devenue «passive», plus classique, et les critiques fusent... Conséquence des nouvelles données politiques internationales: la Suède semble chercher sa place pour qu'on ne l'oublie pas.

ALAIN DEBOVE

Les retombées politiques en Tunisie

M. Khelil est remplacé par M. Boulares au ministère des affaires étrangères

TUNIS

de notre correspondant

Première retombée de la crise du Golfe à Tunis: M. Habib Boulares a été nommé, mardi 28 août, ministre des affaires étrangères, en remplacement de M. Ismail Khelil, écarté d'un poste qu'il occupait depuis mars dernier.

En fait, ce n'est une surprise pour personne. On avait en effet remarqué depuis le début de la crise du Golfe que M. Khelil, diplomate de carrière depuis les toutes premières années de l'indépendance, avait été tenu constamment à l'écart de toutes les activités diplomatiques du chef de l'Etat. Celui-ci voulait apparemment traiter seul le dossier entouré de ses proches collaborateurs du Palais de Carthage, dont M. Boulares, son conseiller spécial depuis six mois.

Le très laconique communiqué de la présidence de la république qui annonce ce changement en indiquant seulement que M. Khelil sera «appelé à d'autres fonctions» rappelle trop d'autres textes semblables pour ne pas être assimilé à un limogeage, même si l'ancien ministre demeure, pour le moment, membre du bureau politique du Rassemblement constitu-

tionnel démocratique (RCD), le parti que préside M. Ben Ali.

M. Khelil, comme l'ensemble de la classe politique, était pourtant en parfait accord avec la position officielle définie par le chef de l'Etat: refus du fait accompli après l'invasion irakienne du Koweït, rejet du déploiement de forces militaires occidentales dans le Golfe et recherche d'une solution dans un cadre exclusivement arabe.

Le vent de la rue

Mais l'exploitation intérieure qui en a été faite avec l'apparente bienveillance du pouvoir l'a peut-être heurté. On imagine mal que cet homme pondéré, à la longue expérience, ait pu apprécier l'ouverture de ces bureaux d'inspiration «de volontaires prêts à aller défendre l'Irak», ou ces «marches populaires» au cours desquelles l'on brandit des portraits de Saddam Hussein, ou encore le fait que soient scandées des injures à l'égard des dirigeants du Golfe et brûlés des drapeaux américains.

Dès lors, on peut se demander, en l'absence de toute explication officielle, si M. Khelil n'a pas été sanctionné pour ne pas avoir assez

suivi le vent qui soufflait de la rue. Son successeur même maintenant de pair ses activités d'écrivain et de journaliste avec une carrière politique qui remonte à l'époque de la lutte nationaliste. Pour avoir séjourné assez longtemps en Egypte, M. Boulares est généralement considéré comme un bon connaisseur des affaires du Proche-Orient. Il est aussi connu en France, particulièrement dans les milieux universitaires, où il a résidé plusieurs années.

Après un bref passage dans l'opposition sous le régime de l'ex-président Bourguiba, auprès duquel il devait ensuite occuper diverses fonctions officielles, M. Boulares, âgé de cinquante-sept ans, a été nommé ambassadeur au Caire. Après l'arrivée au pouvoir de M. Ben Ali, il fut ministre de l'information et des affaires culturelles, avant d'être nommé, en mars dernier, ministre, conseiller spécial du président de la République. Alors que l'heure est plus que jamais au nationalisme arabe dans nombre de capitales du Proche-Orient et au Maghreb, M. Boulares devrait être plus à l'aise à la tête de la diplomatie tunisienne que son prédécesseur.

MICHEL DEURÉ

Nouveau scandale d'exportations illicites en RFA

Les firmes allemandes auraient fourni des produits chimiques à l'Irak

BONN

de notre correspondant

«L'histoire scandaleuse que des industriels ou des citoyens allemands sans scrupules fussent fortune en participant, au mépris de nos lois, au développement et à la fabrication d'armes de destruction massive et de matériel de guerre!» M. Hans-Dietrich Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, n'a pas mâché ses mots pour réagir aux révélations faites dans le courant du mois d'août par le magazine *Der Spiegel* concernant l'implication de firmes allemandes dans la fourniture de produits sensibles à l'Irak.

Aiors même que l'affaire de la construction de l'usine d'armes chimiques de Rabta, en Libye, par une firme allemande trouvait son épilogue avec la condamnation à cinq ans de prison du directeur de cette firme, Jürgen Hippenstiel-Imhausen, voilà la République fédérale remise au ban des accusés par la faute de l'avidité d'un quarter d'exportateurs et du laxisme des autorités chargées de procéder au contrôle des exportations de «produits sensibles».

Le ministre ouest-allemand de l'économie avait pourtant juré ses grands dieux, au mois de février 1989, qu'une affaire comme celle de Rabta n'était pas prête de se reproduire et que les contrôles à l'exportation allaient être renforcés en conséquence. Or, les services secrets américains ont signalé à plusieurs reprises depuis à leurs homologues allemands que des entreprises de RFA se livraient à un commerce illégal avec l'Irak de Saddam Hussein.

Au milieu du mois d'août, la police ouest-allemande, agissant sous le mandat de la «commission

spéciale Irak» du parquet de Cologne, arrêtait quatre dirigeants d'une firme d'import-export de Hambourg, la Water Engineering Trading, soupçonnés d'avoir livré (sous l'appellation de pesticides contre les parasites du dattier) des produits chimiques pour la fabrication de gaz de combat, et d'avoir participé, en collaboration avec l'entreprise Karl Korb de Dreieich en Westphalie, à la construction de l'usine d'armes chimiques de Samarra, en Irak.

Parmi les personnes arrêtées se trouve un certain Nazir Al Khadi, un Allemand d'origine irakienne, qui avait déjà défrayé la chronique en 1987: condamné à mort pour espionnage en Irak, il avait dû la commutation de sa peine, puis sa libération, à l'intervention personnelle en sa faveur de M. Hans-Dietrich Genscher et du président fédéral, M. Richard von Weizsäcker.

Aciers spéciaux

Selon *Der Spiegel*, le pouvoir irakien s'est également servi de firmes et d'intermédiaires allemands pour développer des armes bactériologiques dans son usine de Salman Pak, située à trente-cinq kilomètres au sud-ouest de Bagdad. Il y a trois ans, un ressortissant ouest-allemand, Josef Kühn, aurait fourni aux Irakiens 100 milligrammes de mycotoxine T12 et 100 milligrammes de mycotoxine T2 qui pourraient servir à la production d'armes bactériologiques particulièrement dangereuses. Selon les experts, ces mycotoxines, obtenues par la manipulation génétique de micro-organismes, présentent «l'avantage» de pouvoir être utilisées contre des adversaires sans faire courir de risques à ses pro-

pres troupes préalablement immunisées.

D'autres firmes allemandes sont-elles impliquées dans la livraison frauduleuse de matériel pour la production de l'uranium enrichi nécessaire à la fabrication de l'arme nucléaire? L'entreprise Tecco, de Bagdad, avait ainsi acquis, auprès d'une société sarroise, quarante tonnes d'acier et quatorze tonnes de tubes, prétendument destinés à l'exploitation pétrolière.

L'attention des autorités responsables du contrôle à l'exportation a été attirée par le prix particulièrement élevé de la transaction: 3,8 millions de deutschemarks, alors que la valeur normale de ces produits ne dépasse pas les 100 000 deutschemarks. Il s'agit en fait d'aciers spéciaux particulièrement durs et résistants utilisés dans les centrifugeuses à gaz pour obtenir de l'uranium enrichi.

Tout ce «petit commerce» met la diplomatie allemande dans une position très délicate, ce qui explique la grosse colère de M. Genscher. Les dénégations, puis les explications embarrassées du chancelier Kohl au moment de la découverte de l'affaire de l'usine de Rabta avaient provoqué la grogne de Washington. La presse des Etats-Unis avait alors eu des mots très durs pour ces Allemands qui participaient à la construction d'un «Auschwitz du désert». Ces nouvelles exportations illicites pourraient embarrasser Bonn qui garde un profil très bas dans l'actuelle crise du Golfe en se protégeant derrière le paravent de sa Constitution, qui interdit l'intervention de troupes allemandes hors du territoire de l'OTAN.

LUC ROSENZWEIG

مكتبة النهر

LA CRISE DU GOLFE

Le FN s'efforce d'expliquer les positions originales de M. Le Pen sur le conflit

Après M. Jules Monnerot qui a donné sa démission du Front national dont il était membre du bureau politique, M. Pierre Sergent, un autre membre de la direction du parti d'extrême droite, a fait part de ses réserves sur certaines déclarations de M. Jean-Marie Le Pen. Deux des trois conseillers régionaux de Franche-Comté membres du FN ont sèchement critiqué, mardi 28 août, la position du président de leur mouvement sur le conflit du Golfe.

TOURS

de notre envoyé spécial

Faut-il que les dirigeants du Front national craignent d'être incompris pour multiplier comme ils le font les explications de leur position sur la crise du Golfe? Malgré le long développement de M. Le Pen sur ce sujet dans son discours de rentrée (le Monde du 28 août), qui reprenait déjà des déclarations antérieures, M. Bruno Megret est revenu à la charge, mardi 29 août, à l'université d'été du parti d'extrême droite à Tours (Indre-et-Loire). Le délégué général a tenu, en catastrophe, une conférence supplémentaire intitulée «Le FN et la crise irakienne». Cette façon de resserrer le couvert en offrant le même menu risque à la longue d'apparaître comme une pesante autojustification, révélatrice d'un malaise interne.

Elle est d'autant plus étonnante que les cadres du mouvement s'affirment, devant la presse, en parfaite harmonie avec les thèses du président du Front.

Elle était nécessaire, selon

M. Megret, car les médias, par la relation qu'ils font des positions du FN, sont responsables du décalage entre les appréciations de la base et les déclarations de M. Le Pen. En se démarquant de «certaines expressions» du chef du Front, mardi 29 août sur France Inter, M. Pierre Sergent, membre du bureau politique, a quelque peu malmené le postulat de M. Megret. En réponse au trouble de son collègue, M. Dominique Fabochon, vice-président du FN, affirmait que «Le Pen ne dit pas quatre choses que la résolution du bureau politique» à laquelle précisément se réfère M. Sergent.

Quoi qu'il en soit, le délégué général a fourni aux cadres des réponses hermétiques aux critiques dont ils pourraient être l'objet mais qui constituent avant tout l'outillage pédagogique destiné à convaincre les masses perplexes.

Pas patriote, le Front national? Halte-là! dit M. Megret. «La France n'est pas encore en guerre», et si c'était le cas le Front serait solidaire de «nos soldats engagés au combat». Pas solidaire des États-Unis? «Il faut voir que l'allié américain n'a pas toujours joué le jeu de la solidarité avec la France» en Indochine, à Suez, et en Algérie. Et que vaut cette alliance, «quand on voit que M. Bush est l'un des plus solides soutiens de M. Gorbatchev»? Le Front national place-t-il la France sous la menace d'un chantage pétrolier? Pas du tout, répond M. Megret. «Ce ne sont pas les Irakiens qui refusent de vendre leur pétrole. Ils ne demandent que ça. L'embargo est responsable.»

Le Front serait-il du côté des dictatures, contre les droits de l'homme? «Les droits de l'homme ne sont pas plus d'un côté que de l'autre.» Mais le FN accepte la prise d'otages... «Si

la France avait appliqué la politique que nous préconisons, il n'y aurait pas d'otages», rétorque M. Megret, se rattachant ainsi du côté du président autrichien, M. Kurt Waldheim, dont la démarche personnelle a été généralement peu appréciée. Le FN serait-il isolé? M. Megret n'y croit pas. «Nous préférons être en désaccord avec certains Français aujourd'hui pour être en accord avec l'ensemble de la population qui nous aura rejoints, demain», assure-t-il.

Dans la salle, un auditeur s'étonne de ne pas avoir entendu parler de l'Etat d'Israël dans cet exposé. «Israël a conservé relativement ses distances. Sa position est extrêmement sage», répond M. Megret sans convaincre véritablement son auditoire dans lequel, subitement, la claque fait défaut. M. Jean-Claude Martinez, membre du bureau politique et député européen, exprime un autre avis: «L'intervention américaine est faite pour assurer la survie d'Israël et la domination israélienne sur la région.»

OLIVIER BIFFAUD

POINT DE VUE

La réunion tardive et brève du Parlement au milieu de l'été souligne la gravité de la situation créée au début du mois d'août par l'invasion du Koweït par l'Irak. Cette crise me paraît grave pour quatre raisons principales.

La première est d'ordre éthique. Il n'est pas possible d'accepter le mépris cynique des principes élémentaires du droit des gens par un Etat qui bafoue l'inviolabilité des lieux diplomatiques et qui utilise des civils comme otages en s'en servant d'instrument de propagande internationale, lorsque ce n'est pas de boucher humain d'installations stratégiques. Un tel Etat se met de lui-même hors de la loi internationale.

La seconde raison est que cette crise remet en cause des éléments essentiels de la stabilité mondiale. Il n'est pas tolérable qu'un Etat puisse s'arroger le droit de modifier par la force les frontières internationales. En Europe, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, partout dans le monde, les frontières sont fragiles, parfois injustes, souvent artificielles. Mais, partout, elles sont les racines de l'ordre international. Leur modification par la force entraînerait un enchevêtrement insupportable de revendications, de révoltes et de déstabilisations régionales. Il n'est pas possible d'admettre qu'un Etat surmuni d'armes par la force de 20 % des réserves pétrolières mondiales. Un tel potentiel conférerait à cet Etat, qui se trouve être une dictature, un insupportable pouvoir de peser sur l'économie mondiale. De telles réserves économiques donneraient au chef de l'Irak une énorme capacité de financement, dont nul ne peut désormais douter qu'il se servirait avant tout pour une politique d'expansionnisme territorial, notamment vers Israël. Or l'Irak se singularise par la scène internationale par le fait qu'il demeure l'un des seuls Etats à nier l'existence d'Israël. Apparaissent ici les germes d'un conflit de dimension mondiale.

La troisième raison résulte des réactions durablement déstabilisantes du monde arabe que révèle cette crise. C'est un signe extrêmement révélateur que seulement trois Etats membres de la Ligue sur vingt aient condamné l'agression irakienne alors même qu'il s'agit de la simple application de l'un des principes de base de la Charte des pays arabes, qui proscrit le recours à la force entre Etats arabes. Il nous faut prendre conscience de la vivacité du sentiment de frustration qui existe parmi les foules arabes les plus pauvres à l'annonce de l'Occident et des régimes qui leur paraissent encore parfaitement utopique il y a quelques années.

J'approuve également le fait que nous continuions de ne pas ménager nos efforts pour promouvoir une solution arabe. Le monde arabe n'est pas monolithique. La France dispose d'un tissu précieux de relations et d'amitiés. Mais surtout, il serait dramatique que cette crise, faisant oublier l'agression initiale, se mue en opposition Nord-Sud, en

En 1978, le «oui, mais» de M. Mitterrand à l'intervention à Kolwezi

Lors de la session extraordinaire du Parlement consacrée, lundi 27 août, à la situation dans le Golfe, M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, avait évoqué, pour le déplorer, l'attitude de M. François Mitterrand, alors premier secrétaire du Parti socialiste, lors de l'intervention des troupes françaises à Kolwezi décidée par M. Giscard d'Estaing, président de la République. M. Millon en avait tiré argument pour affirmer que l'opposition de droite d'aujourd'hui est plus responsable que l'opposition de gauche d'hier. Voici le rappel des faits.

Le 19 mai 1978, afin de mettre fin à des massacres de civils par des «rebelles» venus de l'étranger, dans la cité minière de Kolwezi au Zaïre, la France largua des avions de la ville des parachutistes suivis, le lendemain, par des parachutistes belges. Cet envoi de

troupes répondait à un appel à l'aide du Zaïre.

Le 18 mai, à l'Assemblée nationale, à l'occasion d'un rappel au règlement, M. François Mitterrand demandait que le gouvernement s'explique sur cette opération, dont le principe venait d'être révisé. Il faisait notamment remarquer: «Il est normal que le gouvernement, avant de décider une opération militaire qui ne nous semble pas conforme aux accords de coopération, s'adresse à l'Assemblée nationale.» Après que le ministre de la Défense d'alors, M. Yvon Bourges, eut fourni, en présence de M. Raymond Barre, chef du gouvernement, les explications demandées, M. Michel Rocard prit la parole pour demander si le fait «d'impliquer la République française dans une guerre intérieure» était «le meilleur moyen» d'assurer la sécurité des ressortissants français. Il ajouta: «On les mouvements de troupes actuels relèvent de l'acte de guerre et, dans ce cas, en vertu de l'article 35 de la Constitution, seul le Parlement devrait en décider, ou il

s'agit simplement de mesures de sécurité et alors le détail devrait pouvoir en être rendu public.»

Le véritable débat n'eut lieu que le 8 juin, à l'occasion d'une déclaration du gouvernement sur sa politique étrangère. M. Mitterrand déclara: «Chacun d'entre nous ne peut que se réjouir d'une action courageuse qui visait à sauver des vies humaines et des vies françaises.» Mais il ajouta immédiatement: «Encore faudrait-il que le gouvernement n'ait pas invoqué d'autres objectifs et ne se soit pas montré notamment préoccupé par certaines tentatives de déstabilisation en Afrique. L'argument est acceptable mais il est de nature politique et non pas humanitaire.» Élargissant son propos, celui qui n'était alors que le premier secrétaire du Parti socialiste s'en prit à l'ensemble de la politique du gouvernement en Afrique, lui reprochant de ne pas dire contre qui «nous nous battons». Il souligna: «On ne peut pas progresser dans le voie d'un règlement politique si on ne parle pas plus clairement.»

Le risque d'enlèvement

par Jean Lecanuet

réside dans le caractère imprévisible et extrême de l'actuel régime irakien. Par la froide détermination de son chef, par sa force militaire, et notamment par son armement chimique, ses fusées à moyenne portée et la capacité nucléaire à laquelle il est sur le point d'accéder, par son rôle dans le terrorisme international, par ses ambitions géographiques clairement affirmées (accès à la mer, revendications sur les zones pétrolières du Golfe), par ses ambitions politiques proclamées (désarçonnage du monde arabe, destruction d'Israël en tant qu'Etat), par ses objectifs économiques insaisissables d'une part déterminants de la production pétrolière et mise en œuvre d'une politique agressive de prix élevés et de production restreinte, le régime irakien est éminemment dangereux pour la stabilité mondiale. A cet égard, le gouvernement va-t-il prendre des mesures pour renforcer la défense du territoire? Usines, ports, centrales nucléaires sont des cibles possibles du terrorisme.

Acculé, le président irakien fait courir deux risques majeurs et contradictoires à la stabilité mondiale. Celui de l'embrasement et celui de l'assoupissement dans un lâche soulagement. Mis en échec, le dictateur de Bagdad pourrait être tenté d'utiliser les moyens les plus extrêmes et les plus odieux pour globaliser le conflit.

Tout aussi grave me paraît être le risque d'enlèvement. La solution, préconisée par certains, qui consisterait à laisser une porte de sortie honorable à l'agresseur du Koweït est-elle la bonne? Je ne le pense pas. Les ambitions économiques, politiques et géographiques du dictateur de Bagdad constituent pour lui un objectif à long terme. Il serait criminel et irresponsable de lui laisser le temps d'un repli stratégique, le temps de digérer sa première proie.

La gravité de la crise, l'ampleur des risques qu'elle recèle dictent la voie de la circonspection, de la détermination et de la solidarité.

Une solution arabe

La circonspection m'apparaît dans les efforts déployés par le gouvernement pour privilégier, notamment dans le cadre de l'ONU, une action internationale contraignante qui n'apparaisse pas, pour autant, exclusivement menée par les grandes puissances occidentales. Cette voie mérite d'autant plus d'être recherchée que l'évolution de l'URSS rend possible, tant qu'elle se confirme, une logique de la sécurité collective qui demeurerait encore parfaitement utopique il y a quelques années.

J'approuve également le fait que nous continuions de ne pas ménager nos efforts pour promouvoir une solution arabe. Le monde arabe n'est pas monolithique. La France dispose d'un tissu précieux de relations et d'amitiés. Mais surtout, il serait dramatique que cette crise, faisant oublier l'agression initiale, se mue en opposition Nord-Sud, en

antagonisme entre Orient et Occident.

Tout en m'interrogeant sur sa portée réelle, j'approuve que, malgré un certain retard, la France ait contribué à susciter une approche européenne de la crise. Les décisions prises à l'initiative de la France dans le cadre de l'UEO doivent à cet égard être soutenues.

Je n'ai pas perçu de détermination dans l'interprétation, sourcilieusement juridique, qui a été la nôtre, de l'application de la politique d'embargo au début de la crise. Pour qu'il soit efficace, il faut qu'un embargo soit contraignant. Et pour que le soit, il faut que les moyens de le faire respecter soient ceux du blocus. Je me félicite donc de l'évolution sensible de notre politique sur ce point essentiel.

Des capacités réduites

La détermination ne m'est pas non plus clairement apparue dans la forme de notre déploiement militaire. Le fait que les Clemenceaux ait été gréé en porte-hélicoptères revient à «afficher» clairement des capacités réduites d'intervention de ce bâtiment «en première ligne». La solution ainsi choisie rend nécessaire l'intégration du Clemenceaux dans un processus de défense qui ne pourrait être principalement assuré que par les Etats-Unis en l'état des forces déployées. Sans méconnaître l'efficacité militaire ni l'importance de la force déployée par la France, il y a à un paradoxe qui prend toute sa signification compte tenu de l'ambition d'indépendance nationale affirmée par la diplomatie française, notamment à l'égard des Etats-Unis.

Quant à la solidarité, elle constitue peut-être pour moi l'essentiel. Une certaine précipitation américaine pouvait comporter des ris-

ques. Mais c'est avant tout la rapidité et la puissance du déploiement américain, et rien d'autre, qui ont, dans un premier temps, permis d'enrayer l'extension des annexions irakiennes. Dans l'application concrète de l'embargo, dans les actions militaires qui pourraient être rendues nécessaires par la violation des représentations diplomatiques au Koweït et par les menaces qui pèsent sur les ressortissants occidentaux sur place, mais aussi dans la défense de l'intégrité territoriale de la Jordanie et d'Israël, la France doit se comporter en alliée et en pays d'avant-garde de la sécurité de la Communauté européenne...

Cette crise ne doit pas s'installer dans la durée: les tensions qu'elle révèle sont trop graves pour que la moindre faiblesse puisse être tolérée à l'égard du dictateur de Bagdad: il doit être mis fin sans délai à l'annexion perpétrée contre le Koweït.

Malgré l'empressement de certains membres de la majorité présidentielle à «distribuer les dividendes» d'une paix, il convient de ne pas céder à une démagogie facile. La remise en cause du renouvellement de nos forces conventionnelles qu'entraînerait une nouvelle réduction de la programmation militaire pourrait de stricte nécessité votée en 1989 affecter la crédibilité de notre diplomatie. Elle ferait apparaître une évidente distorsion entre les missions de nos armées et les moyens dont elles seraient dotées. Elle romprait enfin l'accord qui peut exister dans certaines circonstances, en France, lorsque l'essentiel est en jeu.

Jean Lecanuet est président (UDF) de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat.

□ M. Zeller (UDC) quitte le Groupe d'amitié France-Autriche. — N'approuvant pas la visite de M. Kurt Waldheim à M. Saddam Hussein et sa négociation sur les otages autrichiens, M. Adrien Zeller, ancien ministre, député (UDC) du Bas-Rhin et député européen, a décidé de démissionner du Groupe d'amitié France-Autriche, dont il était membre à l'Assemblée nationale depuis 1973. Selon lui, «Kurt Waldheim n'a craint ni de faire le jeu du dictateur irakien ni de rompre l'indispensable solidarité européenne en torpillant l'action engagée par la communauté des nations dans le cadre de l'ONU».

□ Le groupe sénatorial d'amitié France-Irak condamne les «pressions» exercées sur les ressortissants français. — Le groupe sénatorial d'amitié France-Irak a condamné, mardi 28 août, les «pressions» exercées sur les ressortissants étrangers retenus en Irak, et notamment sur les ressortissants français. Le groupe d'amitié France-Irak exprime «son entière solidarité» avec la position arrêtée par le gouvernement.

Le «consensus» plaît à M. Stasi

Intervenant, mardi 28 août devant les Jeunes Démocrates sociaux réunis en université d'été à Ramatuelle, M. Bernard Stasi s'est félicité du «consensus» exprimé par la classe politique française dans l'affaire du Golfe ainsi que «du grand esprit de responsabilité de l'opposition». «Je ne vois pas pourquoi, a-t-il dit, ce mot de consensus serait tabou. Il faut se réjouir que la classe politique de notre pays soit capable de faciliter la cohérence de la nation face à de tels événements.»

En revanche, le député UDC de la Marne a violemment critiqué l'attitude de M. Jean-Marie Le Pen. «Il ne faut pas s'étonner d'une telle attitude, a-t-il déclaré. La

force brutale, le nationalisme agressif incarné par Saddam Hussein, comment cela ne pourrait-il pas fasciner le leader du Front national? L'extrême droite, dans les temps difficiles, est toujours prête, comme elle le fit en 1940, à pactiser avec l'ennemi.»

M. Stasi suggère, à la lumière des événements du Golfe, de revoir l'ensemble du système de défense français et une organisation européenne de notre défense. «Il faut avoir l'humilité de reconnaître, a-t-il dit, que notre patriotisme ombrageux a fait son temps, que si nous persévérons dans cette voie nous ne serons qu'une force d'appoint à l'armée américaine.»

BIBLIOGRAPHIE

La République de la peur

Depuis le coup d'Etat baasiste de 1968, une chape de plomb s'est abattue sur la vie politique irakienne. La dictature hermétique qui peu à peu s'est installée sur les rives du Tigre et de l'Euphrate a rendu de plus en plus ardue la connaissance de l'Irak moderne. Les journalistes occidentaux et même arabes qui visitent Bagdad s'en retournent souvent bredouilles, découragés par la langue de bois baasiste des dirigeants, le silence des Irakiens, réduits au mutisme par le climat de terreur, et le conformisme désolant d'une presse totalement contrôlée par le parti.

Pour les mêmes raisons probablement, mis à part quelques biographies apologetiques consacrées au président Saddam Hussein, il n'existe pratiquement pas, en France, d'ouvrages exhaustifs permettant de comprendre le fonctionnement de la vie politique en Irak sous le règne du Baas. Cette lacune a été comblée en Grande-Bretagne en 1989 avec la publication d'un ouvrage de Samir El Khalil (1), un opposant irakien professeur d'histoire et de politique qui démonte et analyse les racines d'un parti qui a réussi, en l'espace de vingt ans, à transformer la façon de penser du peuple irakien et le soumettre à une dictature impitoyable.

L'auteur explique comment le parti Baas, qui fut à l'origine l'expression d'un certain modernisme et le véhicule du panarabisme, est devenu au fil des ans un instrument de coercition et le moteur d'un Etat

policié qui domine tous les aspects de la vie en Irak. Il faut croire que toutes ces vérités n'étaient pas, il y a peu, bonnes à dire, même en Grande-Bretagne, car Samir El Khalil a mis plus de trois ans à trouver un éditeur pour un ouvrage qui a le grand mérite de présenter l'Irak tel qu'il est et non tel que certains auraient voulu qu'il soit.

Moins critique et moins polémique est l'ouvrage de Christine Mochelins (2), chercheur de la Brookings Institution, qui a séjourné à deux reprises à Bagdad, où elle a eu l'occasion de s'entretenir avec les principaux dirigeants du pays. Celle-ci se veut objective et s'abstient de condamner ou d'approuver le Baas et son chef Saddam Hussein, se contentant d'expliquer les raisons de leur comportement. Enfin, un ouvrage collectif publié en 1986 à Londres par le Comité contre la répression et pour les droits démocratiques en Irak (CARDRI) (3) souligne le caractère parasitaire du régime de Bagdad et s'attarde longuement sur les violations des droits de l'homme en Irak.

J. G.

- (1) Republic of Fears: The Politics of Modern Iraq, Hutchinson Radnor.
- (2) IRAQ, Eastern Flank of the Arab World.
- (3) Saddam's Iraq, Revolution or Reaction?

L'HERMÈS Editeur (1) 46 34 05 25
Collection «L'ESSENTIEL SUR» pour B.T.S.
deux nouveautés par Isabelle ZECH
• droit civil et droit commercial
• droit du travail et droit social
Diffusion: MEDILISSA, 9 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 70

مكتبة الدليل

ASIE

CAMBODGE

L'accord conclu à l'ONU entre les Cinq ouvre la voie à un règlement global du conflit

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Jamais dans l'histoire des Nations unies les cinq membres permanents du Conseil de sécurité n'ont fait preuve d'une telle efficacité dans un laps de temps aussi court. Trois jours après avoir voté, avec un bel ensemble, la dernière des cinq résolutions visant à contraindre les vietnamiens sur le Kometi voisin, les États-Unis, l'URSS, la Chine, la France et la Grande-Bretagne ont achevé de rédiger, mardi 28 août, une déclaration commune en cinq points qui constitue la première véritable étape d'un processus de paix au Cambodge.

D'après ce document qui définit le cadre général d'un règlement politique du conflit (le *Monde* du 29 août), les Cinq se sont mis d'accord sur les points suivants :

- Les arrangements transitoires relatifs à l'administration du Cambodge pendant la période pré-électorale ;
- Les arrangements militaires pendant la période de transition ;

- Les élections sous les auspices des Nations unies ;
- La protection des droits de l'homme ;
- Les garanties internationales.

En réalité, seuls les trois derniers points faisaient encore l'objet de discussions. Les deux premiers avaient déjà été adoptés par consensus en juillet lors de la précédente réunion des Cinq à Paris. Pour mettre toutes les chances de leur côté, les artisans de cet accord ont choisi de ne pas révéler d'emblée la teneur des cinq chapitres du document-cadre et d'en réserver la primauté aux principaux intéressés, à savoir les quatre factions cambodgiennes. Il s'agit du gouvernement en place du premier ministre Hun Sen (soutenu par le Vietnam), des Khmers rouges (appuyés par la Chine), du Front populaire de libération nationale animé par l'ancien premier ministre Son Sann et, enfin, de la faction restée fidèle au prince Norodom Sihanouk.

D'après la déclaration, les Cinq veulent « permettre au peuple cambodgien de déterminer son avenir politi-

que par des élections libres et équitables, organisées et conduites par les Nations unies dans un environnement politique neutre et dans le plein respect de la souveraineté nationale du Cambodge ». Demandant que ce document-cadre « soit accepté dans sa totalité », les membres permanents du conseil de sécurité lancent « un appel aux parties cambodgiennes pour qu'elles s'engagent à adhérer à ce processus et qu'elles forment le Conseil national suprême aussitôt que possible sur la base décrite dans ce document ».

Une fois ce Conseil (CNS) formé, « cet organe pourra désigner un représentant pour occuper le siège du Cambodge aux Nations unies et dans les autres organisations internationales ». Il pourra alors gouverner le Cambodge mais en confiant à l'ONU une grande partie de ses pouvoirs, jusqu'à la tenue des élections. C'est notamment sur ce point — la composition du futur CNS — que les discussions sont les plus vives entre les quatre factions. D'autant que les Nations unies auraient leur mot à dire sur l'attribution de cinq ministères-clés qui,

selon certaines sources onusiennes, pourraient être les affaires étrangères, la défense, les finances, l'information et l'intérieur. Dans ce but, les « parties cambodgiennes » sont invitées à se réunir au plus vite — sans doute début septembre — à Djakarta sous l'égide de l'Indonésie et de la France, co-présidentes de la Conférence de Paris, afin de se prononcer sur ce cadre global, en faisant preuve « d'un maximum de retenue ».

Après un éventuel accord de « toutes les parties au conflit », il restera aux cinq puissances et au secrétaire général des Nations unies à élaborer un plan détaillé visant à mettre fin à onze ans de guerre. Et à chiffrer une opération chapeautée par l'ONU et qui pourrait mobiliser pendant deux ou trois ans jusqu'à 10 000 militaires et autant de civils. Une facture qui pourrait atteindre de 3 à 4 milliards de dollars. Dont 30 % à la charge des États-Unis. Si le Congrès américain donne son accord —

SERGE MARTI

JAPON : dégel des relations avec l'URSS

M. Chevardnadze se rendra à Tokyo au début de septembre

TOKYO

de notre correspondant

Le transport d'urgence, mardi 28 août, d'un enfant soviétique gravement brûlé de l'île de Sakhaline vers le Japon à bord d'un avion de la sécurité maritime japonaise, a été interprété par la presse nipponne comme l'illustration du dégel relatif des rapports entre Moscou et Tokyo.

C'était la première fois que les autorités soviétiques adressaient une telle demande de secours et qu'un avion japonais atterrisse à Sakhaline depuis la seconde guerre mondiale.

L'épisode est d'autant plus significatif qu'il a eu lieu à la veille de la venue à Tokyo, du 4 au 7 septembre, du ministre soviétique des affaires étrangères, destinée à préparer le voyage officiel de M. Gorbatchev au Japon au début de l'année prochaine.

M. Chevardnadze se rendra auparavant en Chine et en Corée du Nord. Dans une interview publiée mercredi par le quotidien *Yomiuri*, M. Chevardnadze a déclaré que l'URSS était prête à retirer ses troupes des quatre îles du sud de l'archipel des Kouriles, occupées par les Soviétiques depuis la fin de la guerre, à condition que Tokyo et Moscou parviennent à un accord global concernant la sécurité en Asie du Nord-Est. Il a cependant réaffirmé la position officielle soviétique selon laquelle la restitution de ces territoires au Japon était exclue.

Selon des membres d'un groupe de Japonais qui se sont rendus à Etorou, l'une des quatre îles, pour prier sur les tombes de leurs parents, M. Chevardnadze devrait inspecter ces territoires avant de se rendre à Tokyo. C'est du moins ce qui leur aurait été dit par les autorités locales.

PH. P.

AFRIQUE DU SUD

Le secrétaire général de la Confédération syndicale inculpé d'enlèvement

Le secrétaire général de la Confédération syndicale d'Afrique du Sud (COSATU), M. Jay Naidoo, a été inculpé d'enlèvement après une perquisition de la police, mardi 28 août, au siège du syndicat à Johannesburg. Les policiers avaient opéré une descente dans les bureaux de la COSATU afin, expliquent-ils, de « libérer » un de leurs collègues victimes, selon eux, d'un rapt. De source proche du syndicat, on précise que des syndicalistes avaient repéré le policier avec un talkie-walkie dans leurs bureaux et l'ont fait entrer pour l'interroger.

Deux autres responsables de la COSATU, MM. Sydney Mafumadi

et Baba Schalk, ont été interpellés en même temps que M. Naidoo. Les trois hommes, inculpés d'enlèvement, de vol et d'agression, ont ensuite été relâchés sous caution. Ils devraient comparaître mercredi devant un tribunal. — (AFP, Reuters.)

BULGARIE

Dix-sept personnes hospitalisées après les incidents au siège du parti

Dix-sept personnes, dont un policier et un pompier, ont été hospitalisées à la suite des violents incidents survenus dans la nuit de dimanche à lundi au siège de l'ancien Parti communiste bulgare, transformé en Parti socialiste bulgare (PSB), à Sofia (*le Monde* du 28 août). Le général Purvan Roussinov, directeur adjoint pour les affaires intérieures de la capitale bulgare, celui-ci a affirmé, d'autre part, que les trente-neuf manifestants contre lesquels une instruction est ouverte pour « rébellion contre la force publique, hooliganisme et incendie criminel » avaient déjà un casier judiciaire et a accusé M. Konstantin Trenchchev, président du syndicat indépendant Podkrepa, l'une des composantes du groupe parlementaire d'opposition Union des forces démocratiques (UFD), d'avoir incité la foule à prendre d'assaut la Maison du parti. — (AFP.)

CHINE

Pékin s'inquiète du rapprochement soviéto-américain

Dans un discours prononcé devant le comité permanent du Parlement, mardi 28 août, le premier ministre chinois a manifesté son inquiétude face au rapprochement soviéto-américain qui, selon lui, a succédé à la guerre froide. Le monde est devenu « un endroit plus turbulent » depuis l'amélioration des relations entre Washington et Moscou, qui est un facteur de « déséquilibre » et exacerbe la crise au Proche-Orient, a déclaré M. Li Peng. Il a répété son opposition à une intervention des « grandes puissances » dans le Golfe. Lundi, il avait affirmé qu'« une nouvelle forme d'hégémonie est en marche ». Ces déclarations interviennent à la veille de l'arrivée, vendredi, à Pékin, du ministre soviétique des affaires étrangères.

Enfin, M. Li a reçu mardi le chef de l'État chypriote, M. Vassiliou a déclaré que son pays était prêt à faciliter l'accès des produits chinois, textiles notamment, dans la CEE : « Le but serait de faire perdre leur origine chinoise à des articles qui seraient transformés à Chypre, obtenant ainsi un label chypriote en conformité avec les réglementations européennes », a-t-il dit. En fait, il s'agirait de contourner les quotas imposés par les Douze. — (UPI, Reuters, AFP.)

ROBERT MINANGOY

AMÉRIQUES

CANADA

Ultime tentative de négociation entre le gouvernement et les Indiens Mohawks

Dans une tentative de la dernière chance, pour dénouer sans violence le conflit entre les Amérindiens de la région de Montréal et les autorités gouvernementales, le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, a appelé, mardi 28 août à Ottawa, les Mohawks à déposer les armes, avant que l'armée n'intervienne.

MONTRÉAL

de notre correspondant

Au cours d'une allocution télédiffusée, M. Mulroney a tendu la main à ceux parmi les Mohawks qu'il considère comme modérés, leur promettant la remise des terres en litige dans le village d'Oka et la reprise des négociations sur leurs « revendications légitimes », une fois le calme revenu. Le premier ministre canadien s'en est vivement pris, en revanche, à l'aile radicale des Mohawks, les fameux « guerriers », qu'il a assimilés à des « terroristes venus pour la plupart des États-Unis » (1) et guidés par d'« anciens combattants de la guerre du Vietnam ». Les guerriers « armés jusqu'aux dents exploitent le sentiment de tous les Amérindiens d'être victimes d'injustice et répriment par la force la dissidence qui se manifeste au sein même du peuple Mohawks », a-t-il affirmé.

Au même moment, des membres du gouvernement québécois accompagnés de représentants de l'armée renouaient à Montréal le dialogue avec plusieurs responsables élus du conseil de bande des Mohawks, pour tenter d'obtenir d'eux la levée des barricades. Ne négligeant rien pour préparer psychologiquement la population canadienne — plutôt pacifique — à leurs opérations, qu'ils promettent d'« annoncer à l'avance », les porte-parole des forces armées ont quant à eux multiplié les conférences de presse au cours desquelles ils ont décrit en détail, photos aériennes à l'appui, l'arsenal des guerriers, à Kahnawake surtout, dans la réserve mohawk de la banlieue sud de Montréal.

Outre les mitrailleuses et les fusils semi-automatiques que les caméras des chaînes de télévision ont déjà montrés, ces derniers seraient équipés « derrière leurs « barricades fortifiées » ou dans les

« tranchées » qu'ils ont récemment creusées — de lance-roquettes, d'armes antichars et de mines. Les explosifs en leur possession seraient largement suffisants pour leur permettre de mettre à exécution leur menace de faire sauter le pont qu'ils bloquent au-dessus du fleuve Saint-Laurent, assure l'armée.

Atmosphère de veillée d'armes

Dans une atmosphère de veillée d'armes, une soixantaine de voitures transportant femmes et enfants ont évacué la réserve, sous les violents jets de pierres de manifestants blancs, mais une bonne partie de la communauté mohawk, toutes tendances confondues, a choisi de rester sur place, résolu ainsi de mettre en échec la stratégie gouvernementale visant à isoler les guerriers.

En dépit de l'appel « au calme et à la compréhension » lancé par M. Mulroney à tous les Amérindiens du pays, les Mohawks ont reçu de nombreux témoignages de solidarité de leurs « frères », qui ont manifesté ou bloqué des routes dans presque toutes les provinces du pays. Certains d'entre eux ont promis « l'éclatement d'une guerre civile » si l'armée passe aux actes à Kahnawake et à Oka, village que la presque totalité de la population blanche a maintenant quitté.

MARTINE JACOT

(1) Les Mohawks ont au Québec une réserve près de Saint-Régis, qui chevauche aussi l'État de New-York et la province canadienne de l'Ontario.

C. Le voyage de M. Rocard au Chili. — A moins d'aggravation subite de la situation dans le Golfe, M. Michel Rocard devrait maintenir son déplacement, du lundi 3 au mercredi 5 septembre, au Chili, où il doit représenter la France aux funérailles nationales de Salvador Allende, dix-sept ans après sa mort, lors du coup d'État militaire de septembre 1973. La situation interne au Québec s'est ajoutée à la tension dans le Golfe pour que, d'un commun accord, Michel Rocard et les autorités locales ajournent la visite que le premier ministre français devait effectuer au Canada à la suite de son déplacement au Chili. M. Rocard devait également passer quelques heures à Saint-Pierre-et-Miquelon.

EUROPE

ROUMANIE : alors que l'agitation continue

« La révolution de décembre n'est pas issue d'une conspiration » affirme M. Ion Iliescu

Dans un article publié mardi 28 août par le quotidien *Adevărul*, le président roumain, M. Ion Iliescu, affirme que « la révolution roumaine n'est pas issue d'une conspiration ». « Les événements de décembre ont eu le caractère d'une vraie révolution populaire liée à la dégradation des conditions de vie », ajoute-t-il, pour répondre aux déclarations de M. Silviu Brucan, ancien responsable du Front de salut national, selon lesquelles Nicolae Ceausescu était tombé à la suite d'un complot (*le Monde* daté 26-27 août).

Le président roumain reproche à M. Brucan la manière « subjective et égoïste » dont il présente les événements de décembre. « Le mouvement dissident, précisait-il, ne saurait être résumé aux actions de certains officiers et aux prises de position de M. Brucan ».

Cette polémique intervient alors que l'agitation se poursuit dans le pays. Ainsi, en dépit de la décision de la municipalité de Bucarest d'interdire toute manifestation dans le centre de la capitale, quelques dizaines d'opposants se sont retrouvés mardi soir sur la place de l'Université, d'où ils ont été chassés par les forces de l'ordre.

Les dix mille ouvriers d'une entreprise de constructions mécaniques de Brasov (centre de la Roumanie), en grève depuis lundi, ont, pour leur part, décidé de

poursuivre leur mouvement et d'organiser, mercredi, un meeting dans le centre de la ville.

L'armée roumaine de Transylvanie a lancé mardi un appel à la population, lui demandant de faire preuve « d'unité » et de « dépasser les intérêts partisans » à l'occasion de la commémoration, le 30 août, du « diktat de Vienne », qui, en 1940, avait rattaché, sous l'égide de l'Allemagne nazie, la Transylvanie du nord à la Hongrie.

L'appel des organisations extrêmes roumaines à manifester le 30 août en Transylvanie peut faire craindre des incidents semblables à ceux qui avaient fait quatre morts à Tîrgu-Mures en mars dernier. — (AFP, UPI.)

■ Maintien en prison de Nica Ceausescu. — La Cour suprême de Roumanie a décidé, mardi 28 août, de maintenir en prison Nica Ceausescu, le fils cadet de l'ancien dictateur, jugé pour génocide, jusqu'à l'annonce du verdict, qui devrait être rendu le 21 septembre. Le tribunal avait demandé sa mise en liberté provisoire pour raison de santé. — (Reuters.)

AFRIQUE

COTE-D'IVOIRE : dans la perspective du congrès d'octobre

Le parti de M. Houphouët-Boigny est traversé de courants « rénovateurs »

L'article de Robert Minangoy que nous publions ci-dessous est le dernier que notre correspondant à Abidjan nous avait envoyé avant sa récente expulsion par les autorités ivoiriennes (*le Monde* du 18 août).

ABIDJAN

(correspondance)

Ce dimanche d'août, le professeur Laurent Gbagbo, dirigeant du Front patriotique ivoirien (FPI) et qui fait figure de chef de l'opposition, avait gagné son pari : plus de trente-cinq mille personnes étaient venues l'écouter, au stade municipal de Treichville : c'est dans ce quartier populaire, le plus ancien d'Abidjan, qu'était né, en 1947, le parti du président Félix Houphouët-Boigny, le PDCI-RDA.

Le secrétaire général du FPI, qui a acquis une certaine aura auprès de la jeunesse, fer de lance de la contestation du printemps dernier, se prononça pour l'abaissement de l'âge de la majorité de vingt et un à dix-huit ans et il invita les autorités à se pencher sur les revendications des élèves et des étudiants, afin d'assurer la reprise des cours, prévue le 3 septembre. Ecoles et universités furent fermées en avril.

Ce jour-là, le professeur Gbagbo — probable rival du président Houphouët-Boigny lors des élections générales prévues pour novembre — dénonça aussi le « laxisme », la « corruption » et le « clientélisme » du régime. Un thème que reprennent désormais certains courants « rénovateurs » du PDCI-RDA.

Depuis l'avènement du multipartisme, le 30 avril dernier, l'ancien parti unique se trouve confronté à une crise d'identité sans précédent.

Désemparé face au nouveau paysage politique, il a réagi souvent maladroitement au cours des derniers mois. En envoyant, par exemple, des « casseurs » à Korogbo (nord du pays), pour tenter d'empêcher la tenue d'un rassemblement de l'opposition. Ou en faisant obstruction à la liberté d'expression dans les médias d'État. De tels excès, loin de renforcer son autorité, aggravent son discrédit. Cette « fuite en avant » a d'ailleurs provoqué des réactions internes : plusieurs groupes d'intellectuels du PDCI-RDA ont osé braver les caïques de la direction, dont l'impopularité est aujourd'hui flagrante.

Le malaise au sein du parti avait éclaté au grand jour à l'occasion des « tournées d'explication », entreprises en mai, à travers tout le pays. Plusieurs ministres durent faire face à une contestation ouverte de militants qui critiquaient la politique menée depuis l'indépendance. Ce malaise, plus qu'une crise de génération, a provoqué la naissance de plusieurs courants « rénovateurs » plus ou moins virulents.

L'arrogance des dirigeants

Le plus modéré, visiblement soutenu par le chef de l'État, est celui de M. Laurent Dona Fologo, ancien ministre et membre du bureau politique, instance suprême du PDCI-RDA. M. Fologo cherche avant tout à ménager la chèvre et le chou, en évitant un affrontement avec les barons du régime.

La Coordination pour la rénovation, dont le porte-parole est un haut fonctionnaire, M. Djany Kobina, regroupe trois cents membres, des cadres pour la plupart. Leur analyse, beaucoup plus radicale, a fait l'effet d'une bombe. Évoquant le « risque

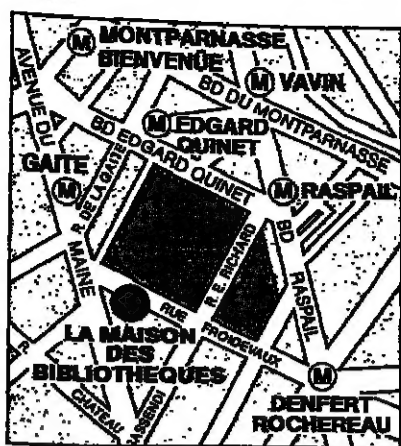
évident de naufrage politique et électoral » et la « double crise, morale et politique » que traverse le parti rongé par « des comportements déviés : laxisme, népotisme, compromission, clientélisme, corruption généralisée », les militants de la Coordination pour la rénovation prennent acte des « forts courants secouant l'appareil ». Selon eux, les vieux dirigeants du parti, « sentant le vent du changement, raïssent leur jugement à l'égard des nouveaux venus ».

Pour le Cercle d'étude et de recherche pour le progrès économique et social (CERPEP), autre courant « rénovateur », le manque de débats contradictoires au sein du parti entretient l'arrogance des dirigeants. Le CERPEP met l'accent sur la nécessité de réformer les structures d'un appareil où, jusqu'à présent, tout part du sommet. C'est par la télévision que les militants du PDCI-RDA apprennent la décision du chef de l'État, parlant au nom du parti, d'instaurer le multipartisme ! Le CERPEP propose la création de fédérations départementales (inexistantes actuellement) et le remplacement du secrétariat général (composé de douze membres) par un poste de secrétaire général et un autre de président du parti.

M. Houphouët-Boigny mesure-t-il l'ampleur des secousses qui ébranlent son parti ? Pour l'instant, le vieux chef a admis le principe d'une rénovation. Mais jusqu'où est-il prêt à aller ? La moralisation du PDCI nécessiterait l'éviction de nombreux amis du chef de l'État et l'entrée de personnalités nouvelles et intègres. Tel est l'enjeu véritable du prochain congrès du PDCI, prévu pour le début d'octobre.

ROBERT MINANGOY

صكذ لمن زلجصل



La maison des BIBLIOTHEQUES

61, RUE FROIDEVAUX - PARIS 14^e

28
MAGASINS
POUR
VOUS
GUIDER

NOUVEAU EN RÉGION PARISIENNE
VERSAILLES:
64 - 70, rue des Chantiers
Tél. : 39.63.66.09

ARPAJON : 13, Route Nationale 20
(200 m avant la sortie Arpaçon-centre) -
64.90.05.47 - BIARRITZ : 11, rue des
Halles - 59.24.08.74 - BORDEAUX :
10, rue Bouffard - 56.44.39.42 - BRIVE
(Point Expo) : 30, rue Louis-Latrade -
55.74.07.32 - CLERMONT-FERRAND :
22, rue Georges-Clemenceau -
73.93.97.06 - DIJON : 100, rue Monge -
80.45.02.45 - DRAGUIGNAN (Point
Expo) : Zac de St-Hermentaire -
94.67.33.19 - GRENOBLE : 59, rue
Saint-Laurent - 78.42.55.75 - LILLE :
88, rue Esquermoise - 20.55.69.39 -
LIMOGES : 57, rue Jules-Norac -
55.79.15.42 - LYON : 9, rue de la Répu-
blique (métro Hôtel-de-Ville Louis-Fra-
déo) - 78.28.38.51 - MARSEILLE :
109, rue Paradis (métro Estrangin) -
91.37.60.54 - MONTPELLIER : 8, rue
Sérane (près gare) - 67.58.19.32 -
NANCY : 8, rue St-Michel (face St-
Epvre) - 63.32.84.84 - NANTES : 16, rue
Gambetta (près rue Coulmiers) -
40.74.59.35 - NICE : 2, rue Offenbach -
93.88.84.55 - PERPIGNAN : Km 3, Route
de Prades (zone commerciale) -
68.55.39.92 - POITIERS : 42, rue du
Moulin-à-Vent - 49.41.68.46 - QUIMPER :
(Point Expo) idées Maison - 17, av. de la
Libération - 98.90.63.33 - REIMS :
(Point Expo) Espace et Volumes - 39 bis,
av. de Paris - 26.04.09.01 - RENNES :
18, quai Emile-Zola (près du Musée) -
99.79.56.33 - ROUEN : 43, rue des Char-
rettes - 35.71.96.22 - SAINT-ETIENNE :
40, rue de la Montat - 77.25.91.46 -
STRASBOURG : 11, rue des Bouchers -
88.36.73.78 - TOULOUSE : 1, rue des
Trois-Renards (près place St-Sémin) -
61.22.92.40 - TOURS : 5, rue Henri-Bar-
busse (près des Halles) - 47.38.63.66.

Magasins régionaux ouverts du mardi au samedi inclus.

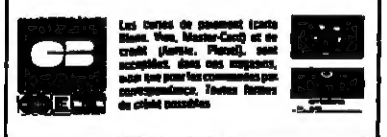
et à PARIS

61, rue Froidevaux, 75014

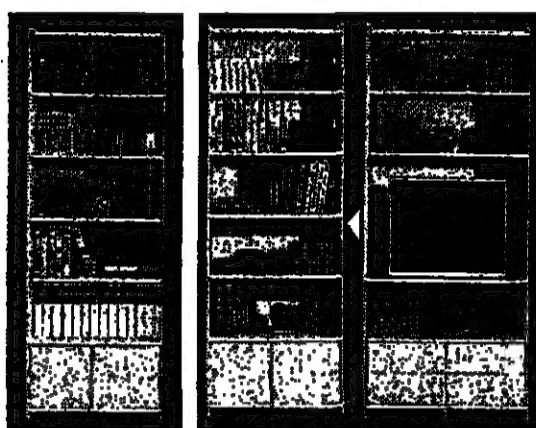
Ouvert le lundi de 14h à 19h30 et du
mardi au samedi inclus de 9h30
à 19h30.

Métro : Denfert-Rochereau - Gaité - Edgar
Quinet - Bus : 28/39/69/66 - RER : Denfert
Rochereau - SNCF : gare Montparnasse.

• CRÉDITS PERSONNALISÉS (après acceptation du dossier)
• DEVIS GRATUITS • EXPÉDITIONS FRANCO DANS TOUTE
LA FRANCE • REMISE EN CAS DE NON CONVENANCE.

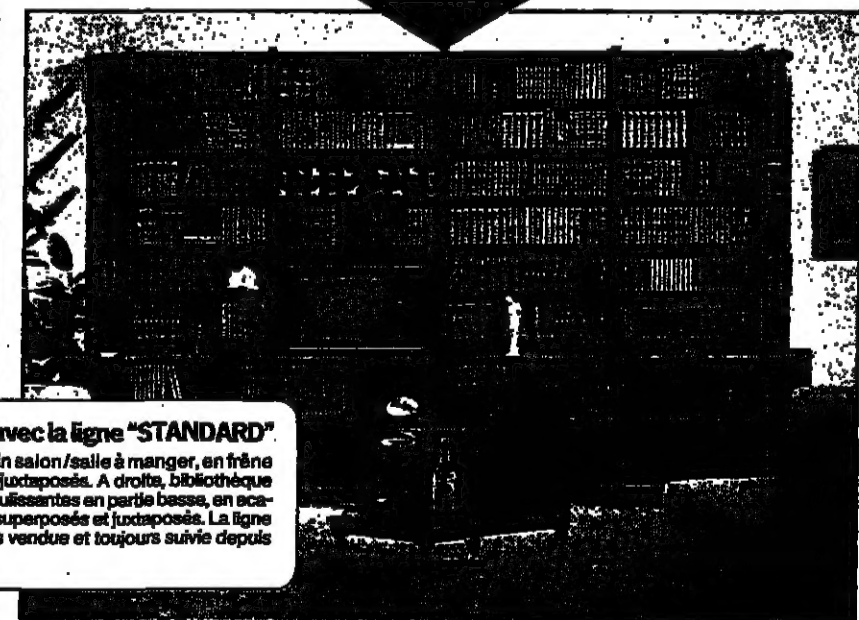
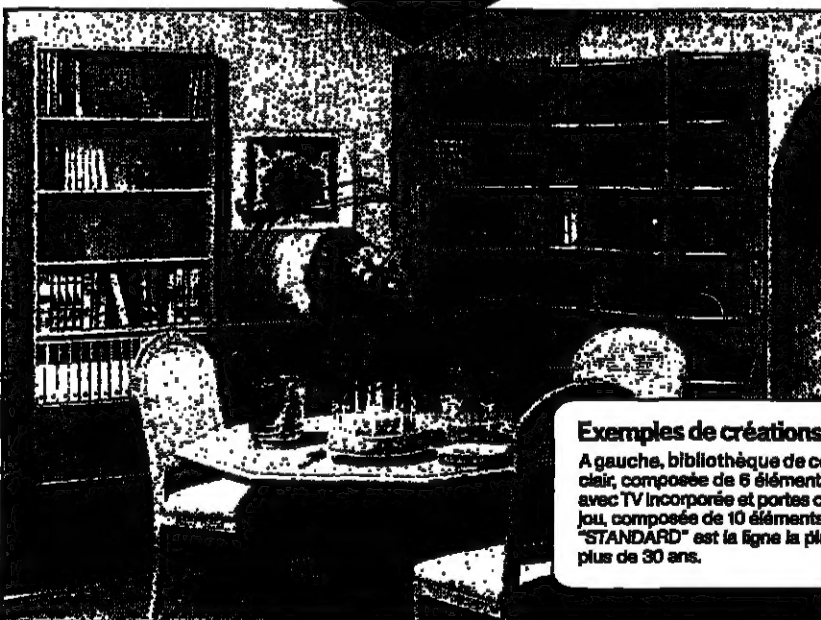
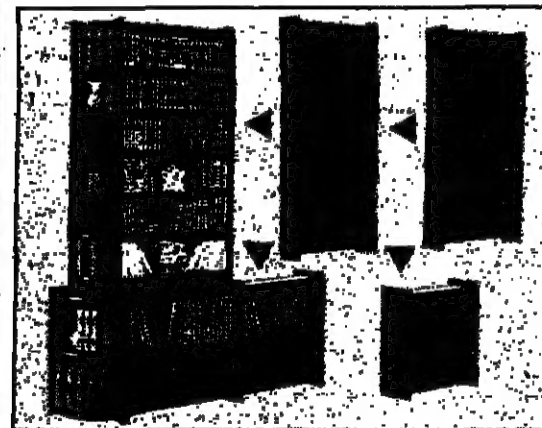
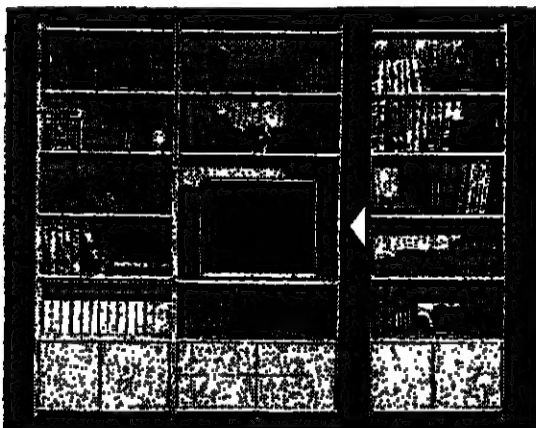
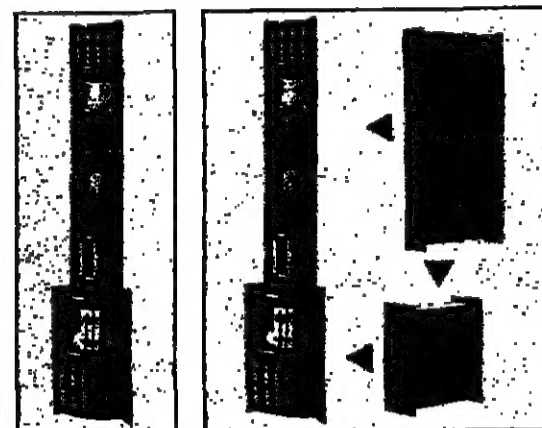


présente en permanence le plus grand choix de
BIBLIOTHEQUES JUXTAPERPOSABLES®
pouvant former des ensembles à la mesure
de vos besoins, de votre espace, de votre budget



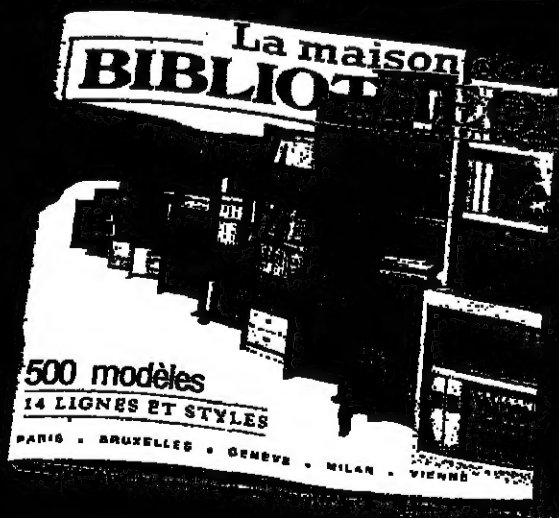
PAR SIMPLES
JUXTAPPOSITION
ET
SUPERPOSITION

SANS FIXATION MURALE
DONC
AISEMENT DEMONTABLES
DEMENAGEABLES A VOLONTÉ
ET AGRANDISSABLES
AU FIL DU TEMPS
ET SUIVANT VOS BESOINS.



Exemples de créations avec la ligne "STANDARD"
A gauche, bibliothèque de coin salon/salle à manger, en frêne
clair, composée de 6 éléments juxtaposés. A droite, bibliothèque
avec TV incorporée et portes coulissantes en partie basse, en sca-
jou, composée de 10 éléments superposés et juxtaposés. La ligne
"STANDARD" est la ligne la plus vendue et toujours suivie depuis
plus de 30 ans.

DEMANDE DE CATALOGUE
24 H/24 SUR ENREGISTREUR
☎ (1) 43.20.73.33



NOUVEAU CATALOGUE GRATUIT

J'aimerais recevoir gratuitement et sans aucun engagement de ma
part votre catalogue : 80 pages toutes en couleurs, avec photos,
dimensions, teintes et essences, la contenance et le prix précis de
chaque modèle. Merci.

☐ M. ☐ Mme NOM _____ PRÉNOM _____
☐ Mlle _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____
PROFESSION _____ TEL. _____

Coupon à envoyer à la Maison des Bibliothèques 75680 Paris Cedex 14

هكذا من الكتب

MÉDECINE

Tandis que le moratoire européen reste en vigueur

Le « lait aux hormones » pourrait être autorisé aux Etats-Unis

L'hebdomadaire américain « Science » (daté 24 août) publie pour la première fois la position de la Food and Drug Administration sur la somatotropine, une hormone bovine produite par manipulations génétiques, qui permet une augmentation artificielle et importante de la production laitière. Les chercheurs de la FDA estiment que l'utilisation de cette hormone ne présente pas de danger pour le consommateur. Ils relancent du même coup la polémique sur un sujet dans lequel les aspects médicaux et scientifiques sont étroitement mêlés à des considérations économiques, politiques et industrielles. Dans l'attente des conclusions d'une évaluation actuellement en cours, les pays de la Communauté européenne sont aujourd'hui opposés à l'utilisation de la somatotropine chez les vaches laitières.

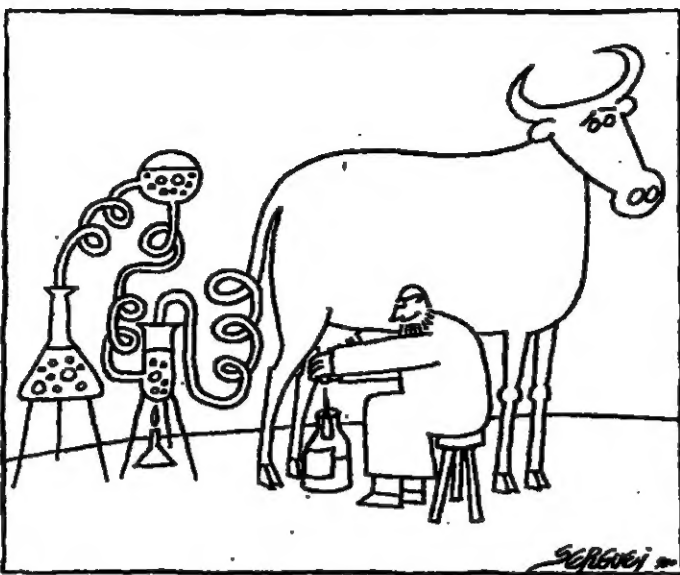
Dans tout conflit, fut-il médical et scientifique, il faut savoir choisir son camp. Et dans le conflit international qui oppose partisans et adversaires du « lait aux hormones », avant même la prise de position de la Food and Drug Administration (FDA), le *Journal de l'Association médicale américaine* (JAMA) avait choisi le sien en publiant dans son dernier numéro (daté 22-29 août) un éditorial signé du docteur Charles J. Grossman (Université de Cincinnati-Ohio), qui est un vibrant plaidoyer en faveur de l'utilisation d'une hormone bovine - la somatotropine - produite depuis peu par manipulations génétiques et permettant une augmentation notable de la production de lait.

Le docteur Grossman souligne les avantages offerts par une telle molécule et conclut que ceux qui s'opposent aujourd'hui à son utilisation généralisée chez les vaches laitières. « Ceux qui s'opposent à la somatotropine bovine, écrit-il, font malheureusement appel à des questions de sécurité et de santé pour faire diversion et pour défendre leurs intérêts économiques. Cette attitude a eu pour effet de semer la confusion et d'effrayer l'opinion publique, à tel point que cinq des plus grandes chaînes de supermarchés américaines ont demandé que leurs marques de produits laitiers ne soient pas fabriquées à partir de lait provenant de vaches traitées à la somatotropine. »

Qualifiant une telle décision de « réaction hystérique », le docteur Grossman dénonce certains groupes d'intérêts qu'il accuse d'attiser les craintes du public à des fins mercantiles. « S'il s'agit d'une question économique, qu'on le dise clairement, conclut-il, et qu'on laisse le génie génétique en dehors de la controverse. »

A l'appui de cet éditorial, le *Journal de l'Association médicale américaine* publie, dans le même numéro, un texte signé des docteurs William H. Daughaday (Washington University School of Medicine-Saint-Louis) et David M. Barbano (Cornell University-New York), qui soulignent eux aussi les notables avantages de la somatotropine et estiment que la Food and Drug Administration devrait, dans quelques mois, donner son accord à la commercialisation de cette substance.

Par souci d'objectivité, la JAMA précise que ces deux derniers auteurs ont été amenés à travailler avec la firme Monsanto, l'un des quatre fabricants internationaux de somatotropine bovine. Monsanto, avec American Cyanamid, Eli Lilly et Upjohn auraient investi sur ce sujet plus de 500 millions de dollars en recherche et développement.



La publication récente de l'article de deux chercheurs associés à la Food and Drug Administration (Judith C. Juskevich et C. Greg Guyer), dans l'hebdomadaire américain *Science*, est un événement. L'administration américaine annonce vraisemblablement de cette manière qu'elle autorisera bientôt la commercialisation de cette hormone. Ainsi, les publications de *Science* et de JAMA constituent-elles le dernier épisode d'une longue affaire dont les enjeux industriels, économiques, politiques et sanitaires apparaissent considérables.

Une hausse de 15 % de la production

Les premières tentatives visant à augmenter la production laitière à partir de stimulations hormonales remontent à plus d'un demi-siècle. Le développement des biotechnologies et la mise au point des outils sophistiqués du génie génétique devaient permettre, dans les années 80, d'aboutir aux mêmes résultats qu'avec l'insuline ou l'hormone de croissance humaine. La somatotropine bovine, ou BST, peut être, aujourd'hui, obtenue en quantité industrielle par des bactéries au patrimoine génétique modifié et capable de produire l'hormone bovine.

Chez l'animal, cette hormone est naturellement synthétisée par l'hypophyse et joue un rôle central dans la sécrétion du lait. Elle est notamment en grande partie à l'origine de la montée laitière et de la mobilisation des réserves corporelles chez l'animal grâce à une action, directe ou non, sur de nombreux tissus.

Sous l'effet de cette même hormone administrée par voie externe, ces phénomènes s'accroissent. « Les expérimentations ont porté sur des injections sous-cutanées de forme retard espacées de deux à quatre semaines et effectuées de deux à trois mois après le vêlage », explique-t-on à l'Institut national de la recherche agronomique. Avec un taux optimal de somatotropine, l'accroissement de la production est légèrement supérieur à 4 kilogrammes de lait par vache et par jour, soit une augmentation de l'ordre de 15 % à 25 % et avec des variations très importantes selon les essais et les vaches. » (1).

Les spécialistes notent toutefois que l'augmentation de la production de lait est étroitement liée au volume et au type d'alimentation. Ainsi, avec des aliments concentrés distribués à volonté, on peut atteindre et dépasser les cinq kilogrammes supplémentaires quotidiens. En revanche, lorsque la vache est au pâturage ou lorsqu'on limite les apports d'aliments concentrés, on note des augmentations beaucoup plus faibles (moins de trois kilogrammes).

Bien évidemment, le recours à la somatotropine administrée par voie cutanée soulève d'emblée la question des différentes conséquences sur la composition du lait, c'est-à-dire sur la santé des consommateurs. Pour les fabricants, la cause sur ce point est entendue. « Non, le lait des vaches recevant un supplément de somatotropine n'est pas différent de celui des animaux qui n'en reçoivent pas, prend soin d'expliquer le Syndicat français de l'industrie du médicament vétérinaire. Les taux de matières grasses, de protéines, de minéraux et de lactose sont les mêmes et les aptitudes à la transformation fromagère sont identiques. »

Plusieurs études font, par ailleurs, valoir que les niveaux réduits en hormones dans le lait sont dans tous les cas à la limite du perceptible. « Lorsque l'on compare les concentrations de BST dans le lait des vaches traitées à celle des vaches témoins, on découvre que les teneurs réelles sont si faibles qu'elles ne sont pas détectables par les méthodes de l'ordre du nanogramme par millilitre, soit l'équivalent de la concentration en sucre après dissolution d'un morceau de sucre dans un million de litres de lait », explique le professeur Jean-Dominique Puy, spécialiste de pharmacotoxicologie à l'Ecole nationale vétérinaire de Nantes. (2).

Les mêmes études montrent que les niveaux réduits en facteurs de croissance tissulaire (somatomédine) dont la production est stimulée chez l'animal avec les injections de BST ne sont pas non plus à craindre. Parmi les arguments rassurants qui sont avancés, figure le fait que la BST est une protéine, à ce titre, détruite par les enzymes du tube digestif humain. De plus, cette hormone est spécifique de l'espèce animale dont elle provient et ne peut donc avoir d'effet sur le métabolisme humain, qu'elle soit présente dans le lait ou dans la viande consommée.

Réticences européennes

Tous ces arguments sont longuement et minutieusement développés dans la volumineuse documentation publiée notamment aux Etats-Unis pour tenter de convaincre les autorités administratives d'autoriser la commercialisation de l'hormone. Or, en dépit des certitudes expérimentales affichées par les fabricants et par de nombreux spécialistes vétérinaires, ni la FDA ni les autorités européennes n'ont encore accordé cette autorisation officielle. En revanche, plusieurs pays (Afrique du Sud, URSS, Brésil, Mexique, Tchecoslovaquie et Bulgarie) ont, ces derniers mois, accordé de telles autorisations.

Pour sa part, la CEE a décrété un moratoire dans l'attente d'une évaluation plus précise des risques et des véritables enjeux (*Le Monde* du 30 décembre 1989 et du 1 juillet 1989). En mai dernier, à Bruxelles, le professeur Samuel Epstein, spécialiste de toxicologie à l'université de Chicago, affirmait, au cours d'une conférence de presse organisée par les groupes européens hostiles à la commercialisation de la BST, être en possession de documents internes de la firme Monsanto. Selon le spécialiste américain, ces documents établissent que les taux résiduels de BST sont nettement plus élevés que ceux généralement avancés, à tel point qu'il serait « criminel » de commercialiser un tel lait. La

firme Monsanto réfute totalement les affirmations du spécialiste de Chicago et déclare que les documents en question sont des faux.

Outre-Atlantique, le lobby pro-BST doit également affronter les différents groupes de défense des consommateurs et des droits de l'animal. Leur porte-parole, M. Jeremy Rifkin, vient de critiquer très sévèrement les responsables du JAMA. Ces adversaires développent une série d'autres arguments, avançant par exemple que le recours à la BST a pour effet de réduire les taux de fécondité des animaux, d'induire des lésions inflammatoires des mamelles, impliquant le recours massif aux antibiotiques, soit un risque non négligeable pour la santé des consommateurs de viande. A l'inverse, les fabricants font valoir que les autorités américaines ont autorisé la consommation du lait et de la viande provenant des animaux sur lesquels on mène les études *in vivo* à partir de la BST, preuve évidente de l'innocuité du procédé. Preuve aussi, selon eux, de l'autorisation prochaine de la commercialisation.

Nouvelles polémiques

La science et la médecine deviennent ici un enjeu politique, industriel et économique. De très nombreux éléments indiquent que le nouvel outil biologique permettant un accroissement de la production laitière aurait rapidement pour effet, s'il était autorisé, d'accroître les phénomènes de concentration des grandes exploitations bovines, au détriment des petits producteurs qui n'auront pas, eux, les moyens ou les possibilités techniques d'avoir recours aux injections régulières de somatotropine. « C'est avec la crainte d'une « déstructuration du monde rural » et en tenant compte aussi de l'insécurité des organisations de consommateurs que les responsables de la CEE se sont récemment opposés - et jusqu'à la fin de l'année - à la commercialisation de la somatotropine. D'autre part, et en dépit des arguments des fabricants pharmaceutiques, beaucoup voient dans la somatotropine une solution aberrante et dangereuse compte tenu de la politique actuelle des quotas laitiers. Il reste donc à savoir quel sera l'impact de la décision américaine à venir sur celle de la CEE. Il y a quelques semaines, à Bruxelles, certains responsables européens ont laissé entendre que la communauté pourrait prolonger l'interdiction de la BST et ce, même si les études scientifiques devaient conclure à l'innocuité du produit. Dans le même temps les autorités américaines « valent » averti les Européens qu'elles ne comprendraient pas l'interdiction en Europe de l'utilisation de cette hormone si la FDA estimait que celle-ci était inoffensive pour la santé humaine. »

L'affaire de la somatotropine, après celle de la viande aux hormones, qui a longtemps opposé l'Europe aux Etats-Unis, ne fait qu'inaugurer une série de nouvelles polémiques centrées sur les conséquences économiques et les dangers sanitaires de l'hormonothérapie en élevage. Anabolisants, neuroleptiques de croissance, produits sympathomimétiques, les progrès de la biologie et de la physiologie animale font qu'aujourd'hui un nombre de plus en plus grand de substances peut être proposé pour améliorer la croissance des animaux (porcs, poules, petits ruminants, poissons) et le rendement des élevages. (3).

Ce conflit est d'autant plus aigu et les polémiques d'autant plus vives que - coïncidence ou conséquence - cet apport scientifique et technique correspond au développement de puissants mouvements consommateurs et à un intérêt nouveau et légitime pour les aliments de qualité dont l'appellation et l'origine sont connues et identifiées, sinon contrôlées.

JEAN-YVES NAU

- (1) « La somatotropine bovine, nouvel outil de gestion des élevages laitiers », INRA Sciences sociales (numéro 3)-Mars 1989.
- (2) « La somatotropine bovine et la sécurité du consommateur », du professeur J. D. Puy. Point de vue publié par le mensuel *Four & Science*, daté de février 1990.
- (3) Sur ce thème, lire « L'hormonothérapie en élevage. Conséquences sanitaires et économiques », du professeur J. D. Puy. *Offre de nutrition et diététique* (XXV 4, 1990).

ENVIRONNEMENT

A l'abri des incendies et de l'urbanisation

Un « village » de tortues dans les Maures

L'incendie de 12 500 hectares de forêts dans le massif des Maures a été fatal à environ dix mille tortues d'Hermann, une espèce dont le massif des Maures, avec la Corse, est l'unique refuge. Ce sinistre confirme ainsi l'intuition des écologistes qui, en mai 1988, sur un terrain de 1 hectare à Gonfaron, près de Brignoles, ont créé un « village » pour protéger ces reptiles et encourager le repeuplement du Massif. Ce « village des tortues » est même devenu, avec une moyenne de 50 000 touristes par an, l'un des lieux les plus fréquentés du Var.

TOULON

de notre correspondant

Si on estime à environ 50 000 le nombre de tortues d'Hermann subsistant dans le Var (chiffre publié avant les incendies de la semaine dernière), cette espèce animale est menacée de disparition. « Du fait des incendies bien sûr, mais aussi de l'urbanisation et du ramassage qui, même s'il est interdit, est responsable de 5000 disparitions de tortues chaque année », explique M. Bernard Devaux. Ce cinéaste-animalier a créé en 1988 le « village des tortues » de Gonfaron, avec deux autres spécialistes des reptiles et écologistes, MM. David Stubb et Jean-Pierre Fournier. Le « village » abrite pour le moment environ 1 500 spécimens de cette espèce.

Chirurgie plastique

Dans cet univers de terre et de rocailleries rouges, planté de rares chênes, le dépaysement est assuré. Des enclos et des constructions de bois donnent au « village » une touche d'exotisme africain, mais « l'important », dit Bernard Devaux, est que les tortues vivent ici dans leur milieu naturel, que les visiteurs les voient évoluer et prennent conscience que ces reptiles ne sont pas des animaux de compagnie. Ils doivent être laissés en liberté. »

La visite au « village » est rarement sans effet, surtout chez les jeunes qui sont à l'origine de la plupart des démarches de restitution. Depuis l'ouverture de ce centre, 1 300 tortues ont été rendues à la nature, après une période de surveillance vétérinaire et de réaccoutumance à l'état sauvage. Certaines arrivent dans un état nécessitant

des soins sérieux, comme cette « Caroline » dont un chien jaloux avait dévoré une patte avant. Sur d'autres tortues, le Dr Brieuc-Fertard, vétérinaire attaché au « village », a dû effectuer des césariennes pour les libérer d'œufs volumineux ou encombrants. Les responsables ont même mis au point une chirurgie plastique, destinée aux tortues nomades dont le haut de la carapace saute sous une lame de débroussaillage. Une prothèse en polyester et fibre de verre permet une survie durant les années où les écailles se reforment.

Des émetteurs sur les carapaces

Le village dispose d'un enclos de « quarantaine », où sont accueillies les tortues malades ou « douteuses », qui seront rendues à leurs terres d'origine, souvent lointaines. Hormis le bassin des tortues aquatiques et la « maison chaude » des tortues grecques qui supportent mal le climat des Maures, les visiteurs apprécient l'« école » où les femelles peuvent pondre en toute quiétude, et la « nurserie » dans laquelle les plus jeunes s'ébattent sous la protection d'un vaste filet antiprédateurs. Mais ils n'ont pas accès à l'enclos d'« adaptation » où les tortues séjournent quelques mois, hors de toute présence humaine, avant d'être relâchées.

M. Bernard Devaux souhaite élargir le champ de son action en favorisant la recherche. « On sait peu de chose sur les tortues, dit-il, même au plan physiologique, et rares sont les vétérinaires pouvant leur apporter des soins. » Chaque année, 350 d'entre elles sont rendues aux Maures. Les responsables du « village » souhaitent savoir ce qu'elles deviennent alors, connaître leur comportement, leur parcours, leur territoire.

Aussi ont-ils favorisé le lancement d'une étude qui sera menée en septembre prochain par deux étudiants anglais et suisses, qui suivront une trentaine de tortues grâce à des mini-émetteurs collés sur leurs carapaces. Histoire de se familiariser davantage avec « un vieux fossile de trente-cinq millions d'années » qui, pour M. Bernard Devaux, « a bien le droit de se sentir chez lui en Provence ». Malgré la menace du feu.

JOSÉ LENZINI

Des tonnes de poissons morts dans l'Allier

Un cours d'eau stérilisé sur une quinzaine de kilomètres en aval de Clermont-Ferrand, une dizaine de tonnes de poissons dérivant le ventre en l'air : tel est le spectacle qu'offre l'Allier depuis le dimanche 26 août. Un violent orage s'est abattu ce jour-là sur Clermont-Ferrand, a lessivé les rues de la ville (qui n'avaient pas reçu une goutte d'eau depuis des semaines) et a probablement entraîné, en outre, un produit toxique.

L'eau ainsi contaminée s'est précipitée dans l'Artière, petite rivière dont la sécheresse a réduit le débit, puis a gagné l'Allier. Une pollution de même nature et encore plus catastrophique avait été constatée au début du mois de juillet, dans la Seine, après qu'un violent orage se fut abattu sur Paris (*Le Monde* du 3 juillet).

CERTAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

EN BREF

Des écologistes demandent le report de l'ouverture de la chasse. - Deux organisations écologistes, les Amis de la terre et l'Association pour la protection des animaux sauvages, demandent à M. Bric-Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, de reporter l'ouverture de la chasse, prévue le 9 septembre, jusqu'au moment où le gibier aura retrouvé des conditions de subsistance normales. Ces associations estiment que la sécheresse et la canicule ont déjà éliminé les animaux les plus faibles et que les survivants sont rassemblés près des points d'eau, s'exposant ainsi plus que les autres années.

Autorisation de réaménager la plage de Pamplone (Var). - En conclusion de l'enquête publique ouverte à Ramatuelle (Var) sur le réaménagement de la plage de Pamplone, le commissaire a émis un avis favorable au projet. Celui-ci prévoit de faire reculer tous les restaurants bordant la plus grande plage de la presqu'île de Saint-Tropez et de construire derrière eux un collecteur d'épaves. Ce projet avait fait l'objet, depuis un an, de vives controverses (*Le Monde* du 10 août 1989). Les écologistes craignent pour leur chiffre d'affaires et les défenseurs de l'environnement redoutent que le réaménagement ne prélude à une urbanisation de la plaine littorale jusqu'ici préservée.

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LE MONDE

مكتبة النور

ARTS • SPECTACLES



Au cours de son dernier duel avec Arnold Schwarzenegger, Michael Ironside, le méchant de *Total Recall*, a les avant-bras tranchés par une sorte de mur qui fait couperet. Arnold se saisit des morceaux, qu'il jette au loin, disant avec un bon sourire : « Rendez-vous à la fête. » Il y a, dans *Total Recall*, bien d'autres brutalités, fortement bruitées et plus ou moins parodiques, notamment une grosse tête, détachée de son corps, qui roule des yeux effarés (voir notre photo ci-contre). C'est pourquoi le film de Paul Verhoeven a frisé le X. Si, en définitive, il l'a évité, c'est que l'histoire se passe en partie sur la planète Mars...

Total Recall est présenté au XVI^e Festival de Deauville, qui se tient du 31 août au 9 septembre. Également invité, *Robocop 2*, où les bagarres furieuses, les corps pulvérisés ne manquent pas. Le premier de la série, dû... à Paul Verhoeven, obéissait allégrement aux lois du genre. Celui-ci est de Irvin Kershner.

Deauville demeure une grande vitrine du cinéma américain, un festival d'avant-premières. S'y côtoient la grosse artillerie des studios et les films indépendants dont on peut souvent attendre une bonne surprise. Il est, en tout cas, toujours un reflet assez exact de l'humeur de l'industrie cinématographique aux États-Unis. Et, cette année,

l'humeur est à la prudence. Moins de violence, moins de sexe, la censure rôde, l'ordre moral règne. Le fantôme du code Hays se réveille, et même la statue honnie du sénateur Mc Carthy...

L'enquête de Henri Behar en témoigne. La liberté d'expression est en danger outre-Atlantique. Tendances et racines : le Festival de Deauville rend hommage à la légende du cinéma, à l'histoire de Hollywood. John Boorman, John Voight, Richard Chamberlain, Sydney Lumet, Bugs Bunny le lapin sont honorés cette année. Et Jane Russell, qui en son temps a mobilisé les ligues de vertu et symbolisé le péché...

LIRE PAGES 14 A 17
LES SÉLECTIONS CINÉMA
MUSIQUES, ARTS

CENSURES AUX ÉTATS-UNIS

Les supplices de la vertu

LE conservateur du Musée de Cincinnati est trainé en justice pour avoir exposé les nus controversés du photographe Robert Mapplethorpe. A Seattle, une exposition sur les tatouages et les mutilations rituelles (plus proche de ce qui se fait au *National Geographic* que ce qui se montre dans *Screw Magazine*) est attaquée. En Floride, des membres du groupe de rap 2 Live Crew sont arrêtés. Au cinéma, les films de Pedro Almodovar, David Lynch ou Martin Scorsese sont menacés ou frappés de classement « X » et assimilés à des œuvres pornographiques. Dans le même temps, l'organisme chargé de répartir des subventions à des manifestations artistiques de toute nature, le National Endowment for the Arts (NEA, Dotation nationale pour les arts), est menacé de disparition pour avoir financé, sur des fonds publics, des œuvres estimées « inacceptables ». De quoi s'agit-il ? Rien de moins que de la place des arts

dans la société, le rôle que doit tenir le gouvernement pour leur soutien et, plus largement encore, de la liberté d'expression.

Depuis sa création, il y a vingt-cinq ans, le NEA a distribué plus de 85 000 subventions – vingt à peine ont posé un problème. La répartition des fonds attribués par le Congrès et le choix des subventionnés sont déterminés par des comités d'artistes ou d'experts qui choisissent sur des critères de qualité, sans jamais toucher au sujet ou au contenu. Tous les cinq ans, le Congrès est amené à renouveler la charte du NEA. Jusqu'à une date récente, cela se faisait par reconduction presque tacite. Aujourd'hui, les protestations de groupes conservateurs ou religieux rendent le combat particulièrement âpre.

On retrouve dans la bataille du NEA, les anciens combattants de la bataille contre la *Dernière Tentation du Christ* : le sénateur républicain de Caroline du

Nord Jesse Helms ; le révérend Pat Robertson, télé-évangéliste et ancien candidat à la présidence des États-Unis ; le révérend Sheldon, en Californie ; le révérend Donald Wildmon et son American Family Association (AFA), installée à Tupelo, Mississippi.

Il y a près de dix-huit mois, un membre de l'AFA signale au révérend Wildmon les protestations provoquées par le *Christ dans l'urine*, du peintre Andres Serrano, exposé au Musée des beaux-arts de Virginie. Celui-ci découvre que le NEA a contribué pour 15 000 dollars à l'exposition. Il s'émue. L'émotion se propage à l'exposition du photographe Mapplethorpe, à l'Institut d'art contemporain de Philadelphie. En juin 1989, la Galerie Corcoran, de Washington, annule cette même exposition, attaquée en plein Congrès. « Il [est] temps de rejeter l'art sacrilège, obscène et blasphématoire », s'écrit le représentant Rohrabacher (républicain de Californie).

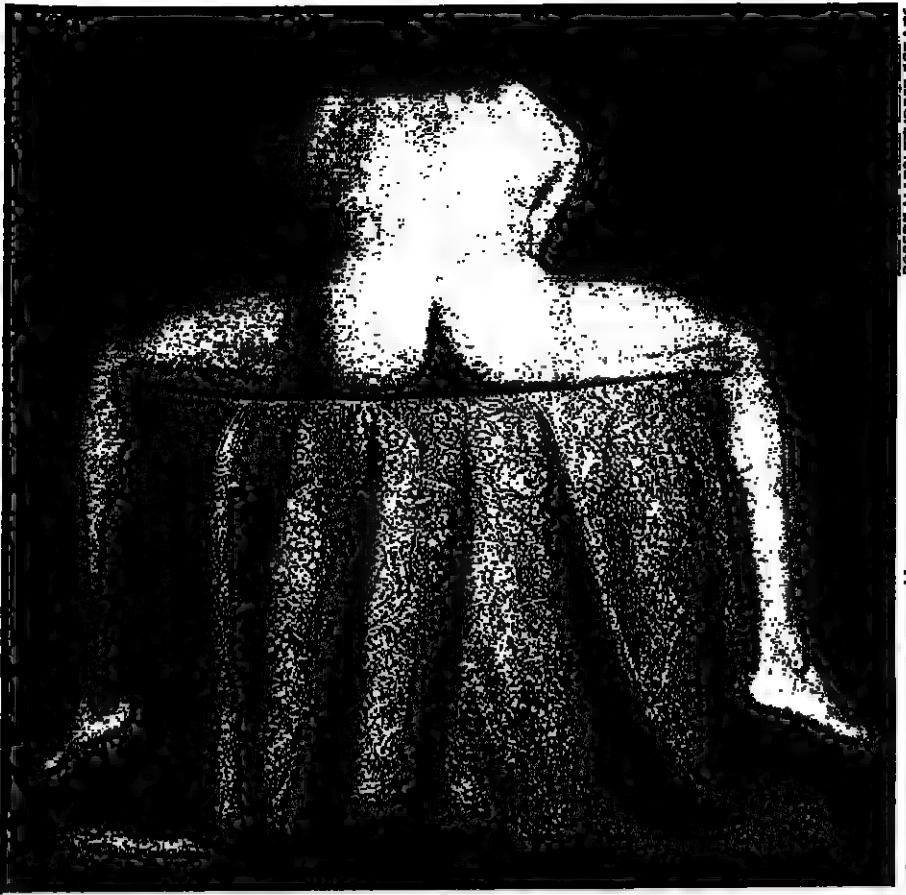
L'extrême droite accuse Washington, et le NEA de s'être faits les mécènes des blasphémateurs, des pornographes, des élitistes et des malades mentaux. Sa tête de pont au Parlement est Jesse Helms. Équivalent américain d'un Pierre Poujade mâtiné de La Pen. Jesse Helms est un populiste d'une démagogie diablement efficace. En 1972, il était contre l'intégration raciale dans les cars scolaires. En 1984, il s'opposait à ce que le Martin Luther King Jr Day soit considéré comme jour férié à l'échelon national. En 1989, il accroche à un autre train de projets de loi un amendement visant à l'abolition du NEA. Une commission présidentielle, formée en octobre 1989, rejette l'amendement d'Helms, mais une partie de sa proposition demeure, imposant au NEA de prévoir une clause anti-obscénité.

HENRI BÉHAR
(Lire la suite page 12)

CENSURES AUX ÉTATS-UNIS

AVALANCHE DE LABELS « X »

La nouvelle



Les œuvres de Robert Mapplethorpe (ci-contre, Carlton) ont été utilisées comme détonateur par le droit fondamentaliste, qui a exigé et obtenu l'annulation de leur exposition à la Corcoran Gallery de Washington.

De plus en plus de films sont classés « X » aux États-Unis.

Les films touchés, qui ne sont pas nécessairement pornographiques, n'ont accès ni aux médias ni à la grande distribution. Dernières victimes : les œuvres de Pedro Almodovar, Abel Ferrara, Wayne Wang ou David Lynch. Face à ce phénomène, l'industrie cinématographique américaine exige la création d'un label accordé aux films de qualité destinés aux adultes.

A NIMÉE depuis vingt-deux ans par Jack Valenti (ancien conseiller du président Johnson), la Motion Picture Association of America (MPAA) est un organisme qui émane de l'industrie cinématographique et qui la représente, à la manière d'un lobby. Les membres en sont Warner, Paramount, Disney, Fox, Columbia-Tristar, Universal, Orion, MGM et Artistes associés.

Présidé par Richard Heffner, professeur à l'université de Rutgers (New-Jersey), l'un des départements de la MPAA fait office de commission de contrôle et a pour mission d'attribuer les films distribués commercialement d'un label-avertissement (*rating*). A sa création, ce système constituait une libéralisation face à la censure alors en vigueur et régie par le code Hays. De fait, il coupait l'herbe sous le pied à toute forme de censure locale.

Ces labels-avertissements sont au nombre de cinq : « G » (*general*, visible par tout public); « PG » (*parental guidance*, avec autorisation des parents); « PG-13 » (idem, mais réservé aux plus de treize ans); « R » (*Restricted*, toute personne âgée de moins de dix-sept ans doit être accompagnée par un adulte); « X » (adultes uniquement).

C'est sur ce dernier label que porte le débat. Depuis six mois, les labels « X » tombent en avalanche. Sont (entre autres) frappés du signe infamant : *le Cuisinier, le voleur, sa femme et son amant*, de Peter Greenaway (pour son « *ton général* », raison également donnée pour *Henry* : *Portrait of a Serial Killer*, de John McNaughton); *Orchidée sauvage*, de Zalman King, avec Mickey Rourke (sexe); *Santa Sangre*, d'Alexandro Jodorowsky (sexe); *The Killers*, de John Woo, pourtant très bien accueilli au dernier Festival de Sundance, à Park-City, et déjà projeté dans une salle de Chinatown (violence); *Life Is Cheap... but Toilet Paper is Expensive*, de Wayne Wang (violence

et sexe), *Hardware*, de Richard Stanley (violence), et *Attache-moi*, de l'Espagnol Pedro Almodovar (sexe). Désireux d'obtenir le reclassement en « R », les cinéastes (ou les distributeurs) font appel auprès de la MPAA. Si le « X » est maintenu, ils opèrent des coupes dans les films (dans *Orchidée sauvage*, on a taillé dans les coups de reins de Mickey Rourke) ou les sortent sans label (ceux de Greenaway, McNaughton, Almodovar, dont les distributeurs ont intenté une action en justice).

Ces films sont souvent ambitieux, souvent étranges (anglais, espagnols, de Hongkong...). Et tous distribués par des indépendants. Porte-parole de la MPAA, Charlene Soltz nie qu'il y ait un préjugé contre les petits distributeurs. « La question n'est pas de savoir quelle compagnie a présenté le film. Le label est attribué en fonction du contenu de l'œuvre. C'est le seul critère pris en compte par la Commission. » La polémique atteint désormais les majors. Avant de recevoir sa Palme d'Or au dernier Festival de Cannes, David Lynch affirmait que la version de *Wild at Heart* (*Sailor et Lula*) distribuée sur les marchés européens serait sensiblement plus musclée que celle sortie par Goldwyn aux États-Unis. *Hell's Kitchen*, de Phil Joanou (Orion), est frappé du label « X ». *Good Fellas* (*les Affranchis*), de Martin Scorsese (Warner), qui sort en France le 12 septembre, en est menacé – tous deux pour violence excessive.

On le voit, personne n'est désormais épargné. Lynch est considéré comme un artiste important et aucun cinéaste américain n'est plus respecté que Scorsese (*Raging Bull* a été désigné comme meilleur film des années 80). Leurs films, comme celui de Joanou, sont des produits des studios qui affichent des génériques brillants : Willem Dafoe, Isabella Rossellini pour le premier, Robert de Niro chez Scorsese, Sean Penn chez Joanou.

Légalement et techniquement, les labels-avertissements ne constituent pas une forme de censure : nul n'est tenu de soumettre son film à la commission. Comme le souligne Jack Valenti, « le système des labels est destiné aux parents. Tant que ceux-ci estimeront nécessaire de contrôler ce que voient leurs enfants, ils doivent pouvoir être prévenus ». C'est paver de bonnes intentions la route qui conduit à l'enfer. Conçus comme un guide à l'usage des familles, les *ratings* sont devenus effectivement un guide pour les exploitants de salles. Qui fait, de facto, force de loi.

Ambiguïté du système : la MPAA a déposé en copyright les labels « G », « PG », « PG-13 » et « R » mais pas le « X ». « Il n'y avait pas de raison », dit Charlene Soltz. Le « X » ne s'adresse qu'aux moins de dix-sept ans : nous n'avons jamais eu l'intention d'empêcher les adultes de voir ce qu'ils ont envie de voir. »

La Cour et l'opinion

DÉFINITION LÉGALE DE L'OBSCÉNITÉ

Dans l'arrêt rendu dans l'affaire « Miller contre l'Etat de Californie (1973) », la Cour suprême des États-Unis définit comme obscène toute œuvre « (faisant) appel aux penchants luxurieux », témoignant d'un comportement « offensant de manière patente », et « (dépourvu) de valeur artistique, littéraire, politique ou scientifique ». La Cour stipule en outre que quiconque intente un procès pour obscénité à propos d'une œuvre d'art doit prouver « qu'un individu moyen, appliquant les standards à ce moment en vigueur dans la communauté, doit juger que ladite œuvre, prise globalement, fait appel aux penchants luxurieux ».

LE SERMENT ANTI-OBSCÉNITÉ

Suite à l'amendement introduit par le sénateur Jesse Helms, le N.E.A. (*National Endowment for the Arts*) requiert de ceux qui reçoivent ses subventions de ne pas « promouvoir, diffuser ou

produire des œuvres obscènes ou indécentes, y compris (mais sans se limiter à) des descriptions de sadomasochisme, d'homosexualité, de l'exploitation sexuelle des enfants ou d'individus engagés dans une activité sexuelle, ainsi que tout matériel dénigrant les objets ou les croyances des adhérents d'une religion particulière ou d'une non-religion [...] [et qui], pris dans leur ensemble, n'ont aucun mérite sérieux sur le plan littéraire, artistique, politique ou scientifique ».

LE PUBLIC ET L'OBSCÉNITÉ

Selon un sondage paru dans le *Newsweek* du 2 juillet 1990, si 75 % des Américains estiment que l'obscénité est en hausse dans les arts (78 % pensent que les parents devraient mieux en protéger leurs enfants), 75 % ne veulent pas se voir imposer par la loi ce qu'ils peuvent voir ou ne pas voir, entendre ou ne pas entendre.

Les supplices de la vertu

(Suite de la page 11)

Certains artistes refusent. D'autres signent mais barrent (en vain) le paragraphe. Certains acceptent, mais protestent publiquement, décidant de porter l'affaire devant la Cour suprême (le serment anti-obscénité est-il constitutionnel ?) Les autres s'estiment « moralement contraints » de refuser la subvention. Les grosses pointures entrent dans la danse : Joseph Papp, producteur et directeur du New York Shakespeare Festival (équivalent de notre TNP); les Presses de l'université de l'Iowa; l'Oregon Shakespeare Festival; La Revue de Paris; le Théâtre New City, à New-York, le Lincoln Center. Tous estiment « dérangeante la formulation du serment ». Allez donc savoir si quel'un, dans un futur plus ou moins lointain, jugera que le personnage gay de *Chorus Line*, acceptable à sa création, ne sera pas demain considéré comme obscène.

Beaucoup assimilent le serment anti-obscénité au serment de loyauté du maccarthysme. Dans les années 30, la commission des activités anti-américaines mit ainsi fin au Federal Theater Project (dont les animateurs « subversifs » s'appelaient Orson Welles et John Houseman).

Récemment, la polémique s'est encore intensifiée. Quatre des dix-huit subventions (sur quatre-vingt-cinq candidatures) unanimement recommandées par la commission théâtre du NEA ont été refusées (les quatre *performance artists* visés avaient reçu des subventions dans le passé). Ce quadruple rejet a provoqué la colère de la commission, dont l'avis n'est que consultatif. Son chef, Philip Arnoult, parle de « tort considérable causé à ces artistes... Certains d'entre eux traitent d'identité sexuelle, d'oppression dans la société, du sida. Leurs œuvres sont parfois agressives », admet-il tout en s'interrogeant : « S'achemine-t-on vers la subvention exclusive d'expressions artistiques « gentilles » ? » Tandis qu'ailleurs on commence à parler de liste noire, les sociologues proposent l'explication suivante : après l'écroulement du communisme – la menace rouge n'est plus ce qu'elle était, et Bush paraît

moins zélé que Reagan, – les anciens combattants de la guerre froide traquent désormais l'ennemi intérieur. Soucieux de redorer une image ternie par les frasques des téléprédicateurs Jim Bakker et Jimmy Swaggart, déçu par son incapacité à interdire l'avortement ou à rendre la prière obligatoire dans les écoles, le mouvement fondamentaliste dirige son action contre l'homosexualité, la pornographie et le blasphème, terrain sur lequel il estime possible une victoire totale.

Ainsi, la Fédération nationale pour la décence et la Coalition pour une meilleure télévision, fondées par le révérend Wildmon, avaient déjà boycotté les magasins où l'on vendait *Playboy* ou *Penthouse*, ainsi que les entreprises sponsorisant des émissions de télévision considérées comme moralement douteuses. Ce vent de vertu touche également les bibliothèques : cent soixante-douze livres seraient aujourd'hui interdits dans quarante-deux États; cela va de classiques comme *Huckleberry Finn*, de Mark Twain, ou *l'At-trape-cœur*, de J. D. Salinger, au numéro spécial *mail-lots de bain* de la revue *Sports Illustrated*.

La situation est d'autant plus tendue, aujourd'hui, que 1990 est une année électorale : un tiers du Sénat repasse devant les électeurs, ainsi que la totalité de la Chambre. Prenant de vitesse la communauté artistique (notion, au demeurant, bien floue), les intégristes et la droite ont défini les termes du débat et réussi à lier le NEA à l'antireligion et à la pornographie. Voter pour le NEA, disent-ils, revient à voter pour le blasphème et la pédérastie. Pour alerter les membres du Congrès et le public, les lobbies conservateurs leur envoient des milliers de photocopies des œuvres qu'ils considèrent comme « blasphématoires et/ou obscènes », expédient aux électeurs des listes (avec nom, adresse, numéro de téléphone) indiquant comment chaque législateur local a depuis quatre ans voté sur « les questions morales : homosexualité, avortement, pornographie, religion, famille ». On agit de même entre partis. Le sénateur Jesse Helms, qui se représente aux élections, en novembre prochain, attaque son challenger – un Noir – en ces termes : « Ce

qui s'oppose à Jesse Helms est, une fois de plus, une coalition d'homosexuels, d'artistes, de pacifistes, de gauchistes. »

Etalant à la télévision les photos de Mapplethorpe (toujours les mêmes), le révérend Wildmon demande : « Pensez-vous que ce soit là une dépense légitime de la part du gouvernement ? » Le contribuable a « le droit de déterminer à travers le Congrès comment son argent sera dépensé », poursuit le révérend Sheldon. « Tant que [les arts feront appel aux] dollars fédéraux... le Congrès a une responsabilité vis-à-vis de ses électeurs », soutient le député Philip Crane (républicain, Illinois), qui réclame l'abolition pure et simple du NEA.

Les chiffres permettent de remettre les choses à leur place. Peu de pays occidentaux dépensent aussi peu pour la culture et les arts que les États-Unis. En 1989, le gouvernement fédéral a royalement confié au NEA 171,3 millions de dollars pour subventionner le théâtre, le ballet, la musique, la photographie, la peinture, la sculpture. (Dans le même temps, la France, qui compte quatre fois moins d'habitants que les États-Unis, a consacré plus de 500 millions de dollars à la musique, au théâtre et à la danse, uniquement.) Le budget total du NEA est inférieur à ce que le Pentagone dépense pour entretenir ses fanfares; le NEA coûte environ 69 cents par an à chaque citoyen américain (la moitié d'un ticket de métro).

Mais, si la générosité du NEA est mesurée, son influence est énorme – en particulier dans le développement culturel des minorités. Une troupe théâtrale d'Atlanta, l'une des rares où de jeunes dramaturges noirs peuvent être joués, attend les 60 000 dollars du NEA, pour décrocher le reste de son budget (1 million). Le Festival New Wave, de la Brooklyn Academy of Music, est devenu le pont entre le théâtre et la danse d'avant-garde (souvent multi-ethnique) et le grand public; son budget est de 10 millions de dollars, – la contribution du NEA représente 6 % – mais ces 6 % sont essentiels. Il en va de même pour la Harlem

School of Arts. Comptant plus de mille étudiants, pour la plupart noirs, hispaniques ou asiatiques, elle reçoit 50 000 dollars pour financer une classe de chanteurs d'opéra. La subvention du NEA ne représente qu'une faible partie d'un budget annuel global de 1,7 million de dollars mais c'est elle qui déclenche le reste. Ce sont là des institutions communautaires établies, d'autres, qui démarrent à peine, ne pourront survivre sans l'aval de la Dotation.

Mais que cet organisme disparaisse ou pas, selon Lloyd Richards, doyen de l'institut d'études dramatiques de l'Université Yale, le dommage causé à la culture est peut-être déjà irréparable. « La peur a été injectée dans la communauté artistique », dit-il. L'exemple le plus absurde : Le New York City Opera s'appropriant à ouvrir sa saison avec *Moïse et Aaron*, de Schoenberg, le responsable du département développement s'est enquis, par écrit, d'une éventuelle violation des tabous du NEA. Les trois jeunes vierges nues portées au sacrifice au premier acte, comme le réclame le livret, ne tombent-elles pas sous le coup de l'« exploitation sexuelle de l'enfance » ?

Pour l'heure, le NEA ne sait rien de son avenir, ni même s'il en a un (le vote du Congrès sur son destin aura lieu en septembre). Son délégué général, John Frohnmayer, décrit ainsi son travail : « Attraper des grenades dès qu'elles franchissent le mur et les relancer avant qu'elles explosent ».

Personne ne veut croire à son élimination mais, si une formulation limitant l'usage des fonds publics pour ce qui peut être tenu pour pornographique ou blasphématoire était imposée, ce serait la première fois que le gouvernement fédéral serait amené à rendre un jugement moral sur les projets artistiques qu'il entend soutenir. « Nous finirons par aboutir à une sorte de supervision éclairée », pronostique Fred Grandy, représentant républicain de l'Iowa et ancienne vedette d'un feuilleton télévisé. Mais la question est posée : l'art serait-il une chose trop sérieuse pour être confiée aux seuls artistes ?

HENRI BÉHAR

سكزا من زلزل

CENSURES AUX ÉTATS-UNIS

La nouvelle

AU CINÉMA

intolérance

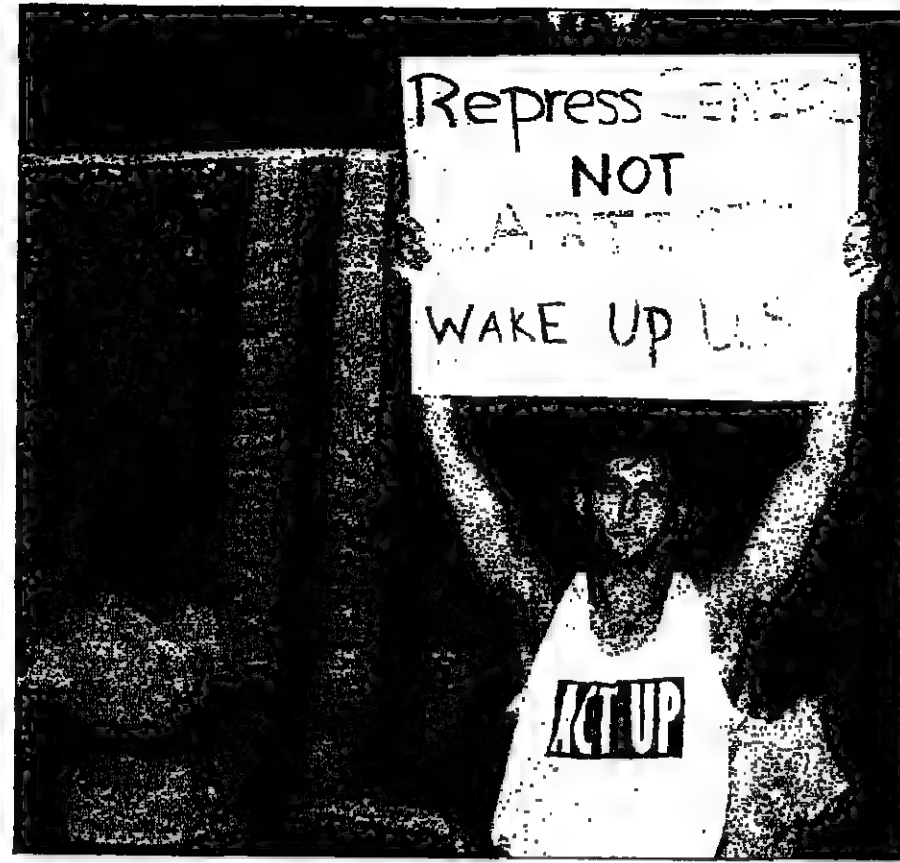
Attitude louable, mais les conséquences se sont révélées désastreuses pour la carrière commerciale d'un film et pour les cinéastes amenés à compromettre leur œuvre de manière humiliante. Jadis, il était relativement chic d'être classé « X » — ce fut le cas pour la plupart des films de Pasolini, pour *Benjamin*, de Michel Deville, *la Grande Bouffe* et *la Dernière Femme*, de Marco Ferreri, *Macadam Cowboy*, de John Schlesinger, ou *le Dernier Tango à Paris*, de Bernardo Bertolucci. Le système des avertissements fonctionnait bien — même ses adversaires d'aujourd'hui le reconnaissent. Depuis, l'industrie du porno s'est agressivement emparée du label « X » non déposé, en faisant un argument de lancement pour les films les plus hard.

Dès lors, toute œuvre « adulte » classée « X » se retrouve coincée entre le marteau et l'enclume. Que le label soit accepté (le risque est d'être assimilé au porno) ou rejeté, c'est une forme de suicide commercial : les grands distributeurs ne veulent pas en entendre parler ; les journaux et les magazines les plus importants refusent même de mentionner son titre, tant sur le plan publicitaire que rédactionnel ; l'accès à la télévision lui est interdit, ainsi que les circuits d'exploitation, qui, grâce à la dérégulation, contrôlent la majeure partie des écrans.

SCORSESE, ALMODOVAR
AU BANC DE L'INFAMIE

Montré, depuis 1987, dans le cadre de projections pirates — le vendredi à minuit dans une seule salle de Chicago. — *Henry : Portrait of a Serial Killer* a attendu trois ans pour trouver un (petit) distributeur. Si intenses que soient leurs protestations, David Lynch et Scorsese sont tenus contractuellement (clause standard) de livrer au studio un film « R ». Scorsese, et Lynch ont dû procéder aux aménagements nécessaires pour éviter le « X ». Qu'on répugne au terme ou non, une forme de censure (ou d'autocensure) est effectivement pratiquée.

En juillet dernier, la Cour suprême de l'Etat de New-York déboutait le distributeur Miramax et maintenait le « X » frappant le film d'Almodovar. Mais dans ses commentaires le juge lançait une véritable bombe : « La manière dont la MPAA évalue les films (...) incite la Cour à mettre en doute l'intégrité du système actuel des labels... » Notant que les critères de la commission des ratings « ne sont pas scientifiques », le juge critiquait la composition même de la commission (« l'industrie qui tire profit des scènes de meurtre en série ou d'un portrait noble et séduisant de la guerre ne se soucie apparemment pas de l'opinion de professionnels, mais uniquement de celle de ses consommateurs »), déplorant l'absence, aux côtés de parents qui la composent exclusivement, de médecins, de psychopédagogues ou de sociologues susceptibles « de donner aux membres de la commission un conseil éclairé quant à l'impact sur les jeunes esprits de la description d'un viol assorti de violence d'un côté, et d'un acte d'amour de l'autre. (...) L'effort témoigné par la MPAA pour encourager une plus grande indulgence à l'égard de la violence est indéfendable... »



Face à l'offensive de l'extrême droite émanée du Sénat par Jesse Helms, la communauté artistique s'est mobilisée. Ci-contre, un militant de Act Up, à Washington, implore les États-Unis de se réveiller.

De fait, la commission paraît généralement plus choquée par le sexe que par cette violence, qu'elle accepte sans sourciller dans les films d'évasion, mais refuse dans une approche réaliste. Exemple le plus récent : le « R » attribué à *Total Recall*, de Paul Verhoeven, où, Arnold Schwarzenegger tue une femme à bout portant, mais c'est une « mauvaise » qui lui a donné — en gros plan — des coups très pénibles entre les jambes. Jack Valenti dit n'être responsable ni des choix éditoriaux des grands organes de presse ni des décisions prises par les exploitants. « Techniquement, c'est vrai, reconnaît le cinéaste Abel Ferrara (qui a réussi à faire passer son *Roi de New York* du « X » au « R » sans en retirer une seule image), et c'est peut-être aux journaux et aux chaînes de télé qu'il faudrait intenter un procès » pour refus de parler des « X », quelles que soient leurs qualités. « Mais qui en a les moyens — ou l'envie ? »

Sentant le vent tourner, certains grands quotidiens — le *New York Times*, le *Los Angeles Times*, le *Washington Post* — font désormais exception à leur règle et pratiquent prudemment le cas par cas. La télévision, essentielle aux États-Unis pour le lancement d'un film, reste un bastion imprenable. Indépendants en tête (les studios sont plus discrets, qui déces-

teraient voir leur échapper la tranche des quinze à dix-huit ans), l'industrie américaine réclame donc la création d'un nouveau label, « A », qui, opérant un distinguo entre les films pour adultes et les films porno, permettrait à toutes les parties de ne pas perdre la face.

« Au point où on en est, dit le cinéaste Paul Schrader, la situation est devenue un affrontement d'egos qu'une confrontation de principes. » Bien que, suite à une pétition signée par une quarantaine de cinéastes — Francis Coppola en tête, — Jack Valenti ait consenti à rencontrer une délégation de réalisateurs pour débattre la situation, le combat pour l'adoption de cette nouvelle catégorie risque d'être difficile. Valenti est contre ; il estime qu'il y a déjà assez de catégories, et qu'une de plus ne ferait que rendre les choses encore plus confuses (il ne semble pas avoir fait autant de difficultés lorsque Spielberg a exigé la création d'un « PG-13 » pour *Indiana Jones et le temple maudit*). Plus franche encore, Charlene Soltz, porte-parole de la MPAA, soutient qu'un « A » ne servirait à rien : « Ce label serait instantanément avalé par le porno. »

« Faux, rétorque Abel Ferrara. En 1975, la moitié des placards publicitaires dans le *Daily News* concernaient des films porno projetés en salle et George profondement bénéficiait de pubs dix fois plus grandes que celles d'Almodovar. Il y avait à l'époque tout un circuit national réservé à ce genre de cinéma. Ces films et ces salles n'existent plus, le porno est devenu une industrie vidéo. »

Prenant le taureau par les cornes, Silverlight Entertainment a décidé de sortir *Life is Cheap... but Toilet Paper is Expensive*, de Wayne Wang, fin août, avec un label « A ». Le matériel publicitaire indique : « Ce film contient des thèmes adultes et des images qui peuvent ne pas convenir à des spectateurs âgés de moins de dix-huit ans. » L'avertissement précise : « Ce film ne porte pas de label agréé par la MPAA. Nombre de cinéastes estiment que le système actuel (...) encourage la censure et ne sert pas les intérêts des spectateurs. »

Élément important : le *New York Times* a accepté de publier ces placards, le *San Francisco Chronicle* et le *Los Angeles Times* sont en passe de suivre son exemple. Plusieurs distributeurs indépendants ayant immédiatement souhaité reprendre cette formulation, Mark Lipsky, président de Silverlight, entend déposer le label « A » et envisage de le tester à Seattle et à Cincinnati, deux villes réputées difficiles.

H. B.

Le porno-rap du phonographe

Accusé d'avoir, par des messages subliminaux, poussé un adolescent au suicide, Judas Priest, du groupe Heavy Metal, est traîné en justice. Auparavant, en Floride, deux des quatre membres du groupe de rap 2 Live Crew sont arrêtés pour « obscénité ».

Ce dernier événement a évidemment été au centre du onzième New Music Seminar, qui s'est tenu, en juillet dernier, à New-York, et le sujet du débat houleux animé par deux grandes figures de l'industrie du disque : Irving Azoff, qui a quitté la présidence du département musique de la multinationale MCA pour fonder Giant Records, et la chanteuse Laurie Anderson.

Reprochant, entre autres, aux éditeurs d'avoir, il y a cinq ans, cédé à des pressions d'origines diverses et accepté d'apposer « volontairement » des stickers sur les pochettes indiquant que les lyrics pouvaient être tenus pour « discutables », Irving Azoff lançait un cri d'alarme. Il affirmait que « la censure étouffe les extrêmes mais affaiblit toute culture », quand Laurie Anderson donnait, de son côté, aux participants la primeur d'une de ses nouvelles compositions, *Large Black Dick* (Gros Dard noir), référence directe à la photo de Robert Mapplethorpe qui a précipité la crise du National Endowment for the Arts (lire ci-dessus).

Les démêlés des 2 Live Crew avec la justice américaine constituent l'illustration la plus évidente d'une situation où se mêlent divergences culturelles, pression économique et raciale, liberté et responsabilité du créateur.

En 1986, le premier album du groupe, *The 2 Live Crew Is What We Are*, devient disque d'or malgré la réticence des radios à le passer. Le 20 avril 1987, la police de Floride arrête la vendeuse d'un magasin de disques accusée d'avoir vendu à un mineur une œuvre « obscène » (le dit album). La plainte est retirée, le sheriff local ayant admis qu'il s'agissait là d'une manœuvre d'intimidation.

Même s'il est peu programmé par les radios, leur deuxième album, *Move Something*, dépasse les 500 000 exemplaires. Bien qu'il porte un sticker d'avertissement, cinq des grandes sur-

faces les plus importantes refusent, en avril 1988, de le mettre en vente. Le label (indépendant) du groupe sort une version « atténuée », que des disques refusent de commander, estimant qu'elle n'aura aucun succès. En juin 1988, un disque d'Alabama est arrêté pour avoir vendu *Move Something* à un adulte (en fait un agent de police en civil). Arguant du premier amendement de la Constitution américaine, il est acquitté.

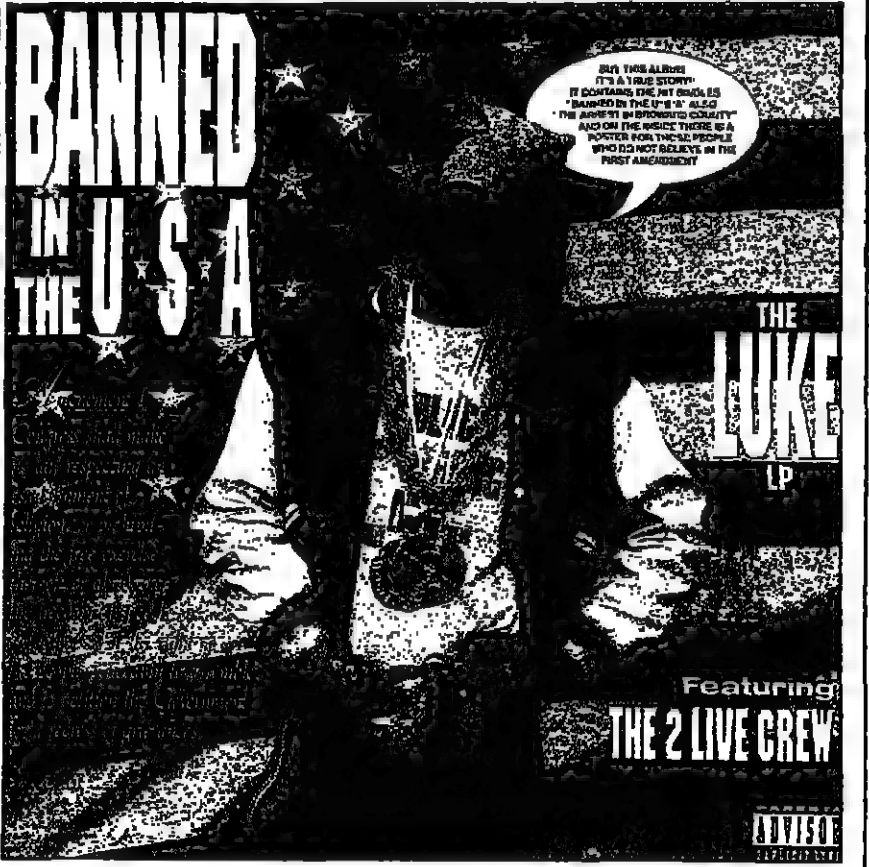
A noter que, de leur propre chef, les 2 Live Crew avaient fait porter sur les pochettes de leur dernier double album *As Nasty As They Wanna Be* un avertissement aux parents. Mieux encore, les deux versions — hard et (relativement) soft — étaient disponibles, le groupe ajustant déjà le contenu de ses concerts en fonction du public.

La 6 juin 1990, un juge fédéral déclare *Nasty* « obscène » dans trois comtés de Floride. C'est la première fois dans l'histoire qu'un disque est ainsi qualifié. Quatre jours plus tard (le 10 juin), un disque qui persistait à vendre l'album est appréhendé. Le lendemain, deux membres du 2 Live Crew sont à leur tour arrêtés pour obscénité à l'issue d'un concert à Hollywood (Floride). Immédiatement, dans plusieurs États, la police et la justice ordonnent aux détaillants de retirer *Nasty* de leurs bacs, ce que beaucoup d'entre eux avaient déjà fait.

Les 2 Live Crew — c'est leur spécialité — ne font pas dans la dentelle. L'auditeur est bombardé de descriptions détaillées, anatomiques et sexuelles qui relèvent de l'intimité la plus stricte. Leurs supporters clament que Crew demeure bien en deçà de ce qui se passe dans une chambre à coucher (le du moins, et je vous le souhaite, si vous faites ça bien), lance Luther Campbell, leader du groupe). Des sociologues soutiennent que, au contraire, par leurs excès de langage, 2 Live Crew épingle le « machisme » survolté souvent répandu dans la culture black. Et, ajoute-t-on, les tracasseries dont Crew fait l'objet proviennent aussi du fait que le groupe était jusqu'ici édité sous un petit label indépendant, Skywalker Records.

Luther Campbell, dit Luke, le leader de 2 Live Crew vient de sortir son premier album solo (ci-contre).

Bruce Springsteen l'a autorisé à transformer son *Born in the USA* (né aux États-Unis) en *Banned in the USA* (Censuré aux États-Unis). Et au cas où l'on n'aurait pas compris, la pochette est agrémentée du texte du premier amendement à la Constitution : « Le Congrès ne fera pas de loi limitant la liberté d'expression ou de la presse. »



Nombreux tout de même sont ceux qui estiment la musique et les lyrics de 2 Live Crew « dégradants » ou « sexistes », pour reprendre les termes de Laurie Anderson. Celle-ci réclame pourtant pour le groupe le droit d'écrire et d'interpréter ce qu'il veut sans contrainte légale. « A moi, par la suite, de leur rendre la vie impossible et de leur intenter un procès si ça me chante, pour insulte, diffamation, tout ce que vous voulez, les raisons ne manquent pas. »

Au cours du New Music Seminar, intervenant de la salle puis invité à se joindre au panel, le rapper Ice-T lançait une véritable déclaration de guerre et appelait à une mobilisation générale de

la communauté rap, l'enjoignant à dépêcher une délégation de rappers (flanqués d'avocats) au prochain procès en Floride de Luther Campbell, leader de Crew, et suggérant que tous les rappers figurant dans le Top 20 contribuent pour 1 000 dollars au fonds de défense de Campbell. « S'ils l'épinglent, je serai le prochain sur la liste, et puis ce sera vous. »

La date du procès de 2 Live Crew a été fixée au 9 octobre, le verdict concernant Judas Priest vient d'être rendu : acquitté.

H. B.

CINÉMA

TOUS LES FILMS
NOUVEAUX

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans le Monde du mardi (date mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

A la poursuite
d'Octobre rouge

de John McTiernan,
avec Sean Connery,
Alec Baldwin,
Scott Glenn,
Sam Neill,
James Earl Jones,
Josef Altman,
Américain (2 h 15).

En 1984, ce n'était pas encore l'idylle entre l'URSS et les États-Unis. Or l'URSS vient de lancer un sous-marin ultra-éclaire. Les services secrets américains sont sur les dents. Un officier soviétique se mutine et met le cap sur les États-Unis. Pourquoi? Suspense. Action et Sean Connery.

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1^{re} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, dolby, 2^e (47-42-60-33); UGC Odéon, dolby, 3^e (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, handicapée, dolby, 8^e (43-59-19-08); UGC Biarritz, dolby, 8^e (45-62-20-40); Miramar, dolby, 14^e (43-20-59-52); 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); Kinopanorama, handicapée, dolby, 15^e (43-08-50-50); UGC Maillot, dolby, 17^e (40-68-00-18).

VF : Rex (le Grand Rex), handicapée, dolby, 2^e (42-36-83-93); UGC Montparnasse, dolby, 8^e (45-74-54-54); Paramount Opéra, dolby, 8^e (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (43-43-01-59); UGC Cobalt, dolby, 13^e (45-81-54-59); Gaumont Alésia, handicapée, 14^e (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15^e (48-28-42-27); Pathé Clichy, dolby, 18^e (45-59-19-08); Publicis

22-46-01); Le Gambetta, dolby, 20^e (46-36-10-96).

L'Aventure
de Catherine C.

de Pierre Beuchot,
avec Fanny Ardant,
Hanna Schygulla,
Robin Renucci,
André Wilms,
Marlène Marini,
Michael Gough,
Français (1 h 40).

Fanny Ardant vient de quitter son amant, rencontre Hannah Schygulla, et se rend compte que cette femme mystérieuse, et qui par ailleurs, bien que mariée, se donne à qui le veut, vit une histoire avec l'ex-amour de sa vie. S'installe entre tous ces personnages le type de relations dites perverses que le cinéma apprécie.

Forum Horizon, handicapée, 1^{re} (45-08-57-57); Pathé Impérial, handicapée, 2^e (47-42-22-52); 14 Juillet Odéon, 8^e (43-25-59-83); George V, 8^e (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20); Pathé Clichy, 18^e (45-59-19-08).

Le Gloire
de mon père

d'Yves Robert,
avec Philippe Caubère,
Nathalie Roussel,
Didier Pain,
Thérèse Liotard,
Français (1 h 45).

Souvenirs d'enfance de Marcel Pagnol, avec la Provence idéalisée, les paysages rudes et chaleureux, l'odeur des



herbes de la garrigue, la douceur de vivre en ce début de siècle qui reste une « Belle Époque » dans la mémoire émue.

Gaumont Les Halles, dolby, 1^{re} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, dolby, 2^e (47-42-60-33); Rex, 2^e (42-36-83-93); Bretagne, dolby, 8^e (42-22-57-97); Publicis Saint-Germain, dolby, 8^e (42-22-57-97); UGC Danton, dolby, 8^e (42-25-10-30); La Pagode, 7^e (47-05-12-15); Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (43-59-19-08); Publicis

Champs-Élysées, dolby, 8^e (47-20-76-23); Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8^e (43-87-35-43); 14 Juillet Bastille, handicapée, dolby, 11^e (43-57-90-81); Les Nations, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (43-43-01-59); Fauvette, handicapée, 13^e (43-31-58-86); Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40); Gaumont Alésia, 14^e (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15^e (48-28-42-27); UGC Maillot, 17^e (40-68-00-18); Pathé Wepler, 18^e (45-59-19-08).

(46-01); Le Gambetta, THX, dolby, 20^e (46-36-10-96).

Trois Années

de Fabrice Cazeneuve,
avec Sabine Azéma,
Jacques Villaret,
Philippe Votier,
Lucas Belvaux,
Zouk,
Radjap Mitrovic,
Français (1 h 32).

D'après Tchekhov, les atermoiements sentimentaux d'une jeune femme très belle et de son mari qui est seulement un brave homme. Tchekhov est maître dans l'art de montrer les doutes, les découragements, les résignations joyeuses, les chutes du « trop tard ». Le cinéma est un art différent. Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 8^e (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-19-08); George V, THX, 8^e (45-62-41-46); Saint-Lazare-Pasquier, handicapée, 8^e (43-87-35-43); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); Fauvette, 13^e (43-31-58-86); Gaumont Parnasse, handicapée, 14^e (43-35-30-40); Gaumont Alésia, 14^e (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15^e (48-28-42-27); UGC Maillot, 17^e (40-68-00-18); Pathé Wepler, 18^e (45-59-19-08).

42-27); Pathé Wepler II, 18^e (45-22-47-94); Le Gambetta, 20^e (46-36-10-96).

Un week-end
sur deux

de Nicole Garcia,
avec Nathalie Baye,
Joachim Sasseau,
Félicie Pasot,
Miki Manojlovic,
Henri Garcin,
Gilles Tostan,
Français (1 h 40).

(Voir notre photo légendaire.) Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 8^e (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-19-08); George V, THX, 8^e (45-62-41-46); Saint-Lazare-Pasquier, handicapée, 8^e (43-87-35-43); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); Fauvette, 13^e (43-31-58-86); Gaumont Parnasse, handicapée, 14^e (43-35-30-40); Gaumont Alésia, 14^e (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15^e (48-28-42-27); UGC Maillot, 17^e (40-68-00-18); Pathé Wepler, 18^e (45-59-19-08).

il est mouillé et voilà les affreux gremilins qui se multiplient, qui sèment la terreur dans la tour ultra-moderne du richissime Clamp et moquent New-York. Six ans après le premier *Gremilins*, Joe Dante s'autoparodie et tricote un nombre impressionnant de pastiches.

VO : Forum Horizon, handicapée, THX, dolby, 1^{re} (45-08-57-57); UGC Odéon, 8^e (42-25-10-30); George V, dolby, 8^e (45-62-41-46); Pathé Marignan-Concorde, dolby, 8^e (43-59-92-82); UGC Normandie, dolby, 9^e (45-63-16-16). VF : Rex, dolby, 2^e (42-36-83-93); UGC Montparnasse, dolby, 8^e (45-74-54-54); Paramount Opéra, handicapée, dolby, 8^e (47-42-56-31); Les Nations, dolby, 12^e (43-43-01-59); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Fauvette, 13^e (43-31-58-86); Gaumont Alésia, handicapée, 14^e (43-27-84-50); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-72-06); Sept Parnassiens, dolby, 14^e (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, handicapée, 15^e (48-28-42-27); UGC Maillot, handicapée, 17^e (40-68-00-18); Pathé Clichy, dolby, 18^e (45-59-19-08).

La liberté,
c'est le paradis

de Sergueï Bodrov,
avec Volodia Koryaz,
Alexander Buryev,
Svetlana Gaitau,
Viktoriya Tomkova,
Sovétique (1 h 15).

Enfermé dans un centre de redressement, Sacha, treize ans, rouquin et louchon, s'évade sans cesse. Il va retrouver sa mère qui vit mal sa solitude et le dénonce, puis son père, en prison comme d'habitude. Road movie dans l'immensité et la désolation de la Russie. Une distance attentive qui rejette le mélodrame. Grand Prix 1989 au Festival des Deux Mondes de Montréal.

VF : Cosmos, 6^e (45-44-28-80).

Nuit d'été en ville

de Michel Deville,
avec Marie Trintignant,
Jean-Hugues Anglade,
Français (1 h 25).

Nathalie Baye, actrice, divorcée, est une femme libre. Elle a deux enfants, un garçon et une fille qu'elle peut voir un week-end sur deux. Cette fois, elle les emmène avec elle à Vichy, où elle doit présenter un gala. Boulot alimentaire. Difficultés avec les gosses. Un week-end sur deux est le premier film de Nicole Garcia en tant que réalisatrice. Un film qui porte son mystère, sa sensibilité.

ils se sont rencontrés, ils se sont dragués, ils ont fait l'amour, ils se regardent, se parlent, s'écourent, ils font l'apprentissage de la tendresse, de la sensualité, ils commencent à se connaître dans ce huis-clos éphémère et douillet. Une parenthèse de bonheur.

Gaumont Les Halles, handicapée, 1^{re} (40-26-12-12); Pathé Marignan, dolby, 8^e (45-33-79-39); La Pagode, 7^e (47-05-12-15); Pathé Marignan-Concorde, dolby, 8^e (43-59-92-82); Publicis Champs-Élysées, dolby, 8^e (47-20-76-23); Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-87-35-43); Pathé Française, dolby, 8^e (47-42-56-31); La Bastille, handicapée, 11^e (43-07-48-60); Les Nations, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Fauvette, 13^e (43-31-58-86); Gaumont Alésia, handicapée, 14^e (43-27-84-50); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-72-06); Sept Parnassiens, dolby, 14^e (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, handicapée, 15^e (48-28-42-27); UGC Maillot, handicapée, 17^e (40-68-00-18); Pathé Clichy, dolby, 18^e (45-59-19-08).

Le Soleil
même la nuit

de Vittorio
et Paolo Taviani,
avec Julian Sands,
Charlotte Gainsbourg,
Nastassja Kinski,
Massimo Bonini,
Margherita Lozano,
Patricia Millardet,
Italien (1 h 52).

Un jeune noble qui visait la belle carrière et le beau mariage renonce au monde quand il apprend que sa fiancée a été la maîtresse du roi. Dans des paysages merveilleusement filmés, il se fait moine, puis ermite. Il résiste aux tentations de la gloire et de l'amour charnel. Plus tard, Dieu, il cherche la foi et l'homme.

VO : Gaumont Opéra, dolby, 2^e (47-42-60-33); Ciné Beau-

GAUMONT AMBASSADE (Gaumont-Rama) - PUBLICIS ÉLYSÉES - REX - GAUMONT OPÉRA (grande salle) - GAUMONT LES HALLES
PUBLICIS SAINT-GERMAIN - GAUMONT PARNASSE (Gaumont-Rama) - BRETAGNE - GAUMONT ALÉSIA (Gaumont-Rama)
GAUMONT CONVENTION - LA PAGODE - UGC DANTON - MAILLOT - UGC GARE DE LYON - FAUVETTE - GAMBETTA - NATION
WEPLER PATHÉ - SAINT-LAZARE-PASQUIER - 14 JUILLET BEAUGRENNELLE - 14 JUILLET BASTILLE - ÉVRY - ASMÉRES
VINCENNES - VITRY-SUR-SEINE - PATHÉ CHAMPIGNY - PATHÉ BELLE-ÉPINE THIAIS - CYRANO VERSAILLES - PARLY II
C21 SAINT-GERMAIN - 4 TEMPS LA DÉFENSE - VILLAGE NEUILLY - VILLI - ART ET CRÉER - FRANÇOISE ENGHEN - ART ET ROSNY
ART ET MARNE - LES USA DRSAY - PANTRI - FIANCÉES SARCÈLES - BURY BOUSSY - CANTO L'ISLE-ADAM - PALAISEAU - SEVRAN
CALYPSO VILLY-CHATELON - LA VARENNE - LA PRÉFÈRE CACHAN - AREOL CORBEIL - 4 PÉREY SAINT-GENEVIÈVE-DES-BOIS.

PHILIPPE CAUBÈRE NATHALIE ROUSSEL DIDIER PAIN THÉRÈSE LIOTARD

YVES ROBERT MARCEL PAGNOL

LA GLOIRE DE MON PÈRE

...VLADIMIR COSMA... JULIEN CLAMAC - VICTORIN DELAMARE - PAUL CHAUBERT - JORIS MOLINAS... ALAIN POIRE

GAUMONT AMBASSADE - GAUMONT OPÉRA - GAUMONT HALLES - GAUMONT CONVENTION - GAUMONT ALÉSIA - GAUMONT PARNASSE
14 JUILLET ODÉON - 14 JUILLET BASTILLE - PATHÉ WEPLER - FAUVETTE - GAMBETTA (+ périphérie)

SABINE AZÉMA JACQUES KIRSNER JACQUES VILLERET

TROIS ANNÉES

FABRICE CAZENEUVE

TCHÉKHOV JACQUES TOURNIER

سكذ لى زلجل

CINÉMA

Il y avait une fois un cirque célèbre pour sa troupe de monstres à quatre bras, à quatre yeux, à quatre têtes... Il y avait aussi une belle acrobate, dont l'un des seins était désespérément amoureux. *Grease*, film de Tod Browning, comme tous les grands classiques, reste inégalable.



bourg, handicapés, dolby, 3- (42-71-52-36) ; UGC Odéon, dolby, 5- (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, dolby, 5- (45-74-94-94) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 5- (43-59-04-57) ; 14 Juillet Beaulieu, handicapés, 11- (43-57-90-81) ; Escorial, dolby, 13- (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79) ; VF : Miramar, 14- (43-20-85-52).

Tatie Danielle
d'Etienne Chaillat, avec Tatie Chelton, Catherine Jacob, Isabelle Nanty, Nelly Dolsky, Eric Prat, Laurence Février, France 1 (1 h 50).

Souvenez-vous : « Elle ne vous connaît pas encore, elle vous déteste déjà. » Vous la connaissez déjà et vous l'aimez toujours, la Tatie teigneuse, l'épouvantable et un jour tomba sur une fille jeune et pas plus commode qu'elle.

Gaumont Ambassade, 9- (43-53-19-08) ; Les Montparnasse, 14- (43-27-82-37).

The King of New York

Abel Ferrara, avec Christopher Walken, Larry Fishburne, Jay Julian, James Julian, Paul Calderon, Victor Argo, Américain (1 h 40).

Sortant de prison, le Roi de New-York, roi des truands, veut réhabiliter un hôpital. Il se heurte à un fils aussi obsessionnel que lui. Dans la nuit artificielle du cinéma, un grand opéra d'images et Christopher Walken.

VO : Pathé Hauteville, 8- (45-62-41-46).

Zan Boke
de Gaston Jean-Marie Kabore, avec Joseph Ndiama, Colette Kaboré, Jean-François Ouédraogo, Burundais (1 h 40).

A bord d'un village détruit par la ville, une Afrique sin-

gulière, sans folklore. Racontée avec l'amour lucide d'un homme du pays. C'est rare et magnifique.

VO : Forum Orient-Express, handicapés, 1- (42-33-42-26) ; Les Trois Luxembourgs, 8- (45-33-57-77) ; Elysées Lincoln, 8- (43-55-38-14) ; Sept Paroissiales, 14- (43-20-32-20).

REPRISES

Falstaff

d'Orson Welles, avec Orson Welles, Jeanne Hovine, Margaret Rutherford, John Gielgud, Marina Vlady, Fernando Rey, Espano-italien, français, 1965, noir et blanc (2 h).

Revue, coupée, adaptée pour le cinéma, la trilogie du jeune prince Henry et de son ami le poillard tréclent Falstaff, qu'il abandonne quand il monte sur le trône. Un rôle en or pour Orson

Welles, dont ce n'est certainement pas le meilleur film, mais qui s'entoure d'une distribution de rêve.

VO : Réflex Médias Logos, salle Louis-Jourvet, 5- (43-54-42-34).

Grease

de Tod Browning, avec Wallace Ford, Olga Badanova, Lela Hyams, Américain, 1932, noir et blanc (1 h 05).

(Voir notre photo légende.)

VO : Action Ecoles, 5- (43-25-72-07).

Les Incorruptibles

de De Palma, avec Kevin Costner, Robert De Niro, Sean Connery, Charles Martin Smith, Andy Garcia, Richard Bradford, Américain, 1987 (1 h 59).

D'après la plus fameuse des séries policières, un exercice de style chatoyant et hautain, une reconstitution superbe de Chicago années 30, un hommage à

Eisenstein, avec en plus Sean Connery et Kevin Costner. A voir sur grand écran avant que le film passe sur Canal + fin septembre. Pour commander.

VO : Grand Pavlov, dolby, 15- (45-54-46-55).

Un jour aux courses

de Sam Wood, avec Groucho Marx, Harpo Marx, Chico Marx, Américain, 1937, noir et blanc (1 h 30).

Qu'il se déchaîne à l'Opéra, dans un grand magasin, dans un train en partance pour l'Ouest ou comme ici sur un champ de courses, le burlesque furieux des Frères Marx ne vieillit pas. On ne s'en lasse pas. On ne le raconte pas, on rit.

VO : Action Ecoles, 5- (43-25-72-07).

La sélection cinéma a été établie par Colette Godard.

Les festivals de la rentrée

La Mostra de Venise, à laquelle nous consacrons la semaine prochaine un numéro spécial, et le Festival international du film américain de Deauville sont les deux événements phares de cette rentrée cinéma. En Europe, en France, aussi, de nombreuses manifestations permettent de découvrir des cinématographies inconnues, des œuvres inédites. Voici quelques-uns de ces rendez-vous.

PASSAGES DE L'IMAGE

Les artistes s'intéressent de plus en plus aux rapprochements entre la photographie, le cinéma, la vidéo et plus récemment les images de synthèse. Au Musée national d'art moderne, des créations d'artistes du monde entier, Dennis Adams, Dan Graham, Bill Viola, Suzanne Lefont, ou John Massey — jalonent cet itinéraire de découvertes. A l'occasion de l'ouverture, dans la salle Garance, où seront projetés des films, de Chantal Akerman à Robert Zemeckis ; des vidéos, de Vito Acconci à Robert Wilson, et des images de synthèse.

* Centre Georges-Pompidou. Du 11 septembre au 15 octobre. Tél. : 42-77-12-33.

CINÉMA MUET DANOIS

Le muet russe, les films d'Antoine au Musée d'Orsay, les nuits du Festival d'Avignon, le cinéma muet est dans le vent. Ce festival permettra donc de découvrir l'un des pays précurseurs du septième art. Au début du vingtième siècle, le Danemark est en Europe le plus dynamique en matière de cinéma. Les cinéastes multiplient les genres, allongent la durée coutumière des films. Les trente-trois œuvres réalisées entre 1907 et 1916 permettront donc de découvrir les différentes facettes de ce cinéma : des mélodrames (*Honneur chèrement acheté*, de William Augustinus), des comédies érotiques (*Un mariage pendant la révolution*, d'August Blom ou *Nos femmes modernes*, d'Edouard Schnedler-Sorensen), des policiers (*Sherlock Holmes aux mains des bonheurs*, de Viggo Larsen ou *L'X mystérieux*, de Benjamin Christensen), des films de guerre (*Pour la patrie*, d'August Blom). Le festival proposera également un document sur le cinéma muet danois de la *Dame au caméléon* à *Jeune d'Arc* (1907-1928). Enfin une exposition d'affiches et de photos fera revivre cet âge d'or.

* Maison du Danemark, à Paris. Du 12 septembre au 14 octobre. Tél. : 47-23-54-20.

FILM BRITANNIQUE

Après Michael Powell en 1987, Jack Clayton en 1988 et Bryan Forbes l'an dernier, le Festival du film britannique de Cherbourg rend cette année hommage à Karel Reisz. Celui qui compte parmi les fondateurs du « Free cinema » vient présenter l'ensemble de son œuvre, du premier court métrage, *Mamma Don't Allow* (1956), à son dernier film, *Chacun sa chance* (1990). Cherbourg célèbre Vanessa Redgrave — révélée par *Morgan*, de... Karel Reisz en 1965 — et propose une sélection de films inédits ou qui n'ont pas connu le succès qu'ils auraient mérité en France : *Melencolia*, d'Andi Engel ; *Stormy Monday*, de Mike Figgis ou *Pour le gloire*, de Martin Scorsese.

* Cherbourg. Du 29 septembre au 7 octobre. Tél. : 33-33-38-94.

CINÉMA AU FÉMININ

Pour sa septième édition, le Festival de Digne rend hommage à Gina Lollobrigida et présente en clôture l'avant-première française des *Dames Galantes*, de Jean-Charles Tachella. La compétition rassemble l'œuvre de cinéastes européennes : *Europa*, de la Polonoise Agnieszka Holland ; *L'Homme imaginaire*, de Patricia Bardon, *Farewell*, de Sabine Precenzina (France) ; *Gentle signora*, d'Adriana Monti (Italie) ; *Le Marquis d'Esquilache*, de Josefina Molina (Espagne), *Le Temps des herbes*, d'Irene Paviauskova ; *Mes cinémas*, de Furuzan et Gusan Karimustafa (Turquie) et *L'Intrigue de la vignette*, d'Anne-Marie Eléone (Belgique).

* Digne. Du 22 au 30 septembre. Tél. : 40-68-43-47.

FILM IBERIQUE

ET LATINO-AMÉRICAIN

Autour de l'Espagne (*Room Boom*, de Rosa Verges, *Dell*, d'Antoni Ribas, *Dias de Huma*, d'Antoni Ribas), sept pays participent à la compétition de la douzième édition du Festival du film ibérique et latino-américain de Biarritz, présidé par le cinéaste Luis Berlanga. L'Argentine est en los avec *Copios-Tango War*, de Jorge Coscia, et *Flop*, d'Eduardo Mignone ; le Brésil avec *Dias Melhoras Vira*, de Carlos Diegues. La Colombie présente quant à elle *Rodrigo No Fuzza*, de Victor Gaviria, projeté au dernier Festival de Cannes ; Cuba, *Papeles Secundario*, d'Orlando Rojas, le Nicaragua propose *Sandino*, de Miguel Littín, le Pérou, *Caidos Del Cielo*, de Francesco

Lombardi et le Venezuela *Rio Negro*, d'Atahualpa Lichy. Une seconde compétition réunira une sélection de onze documentaires dont *Cien Anos de Carlos Gardel*. Ce film, qui célèbre le centième anniversaire de la naissance du père du tango moderne, sera complété par une exposition de cinquante affiches.

* Biarritz. Du 24 au 30 septembre. Tél. : 59-24-20-24.

CINÉMA ITALIEN

Depuis six ans maintenant, les Italiens traversent les Alpes pour offrir leurs dernières créations. Pour sa septième édition, le Festival d'Annecy rend aussi hommage aux frères Taviani en présentant douze de leurs œuvres et une exposition photo sur « la Toscane des frères Taviani ». La réalisatrice Riccardo Freda vient assister à la projection de quatre de ses films. On rappellera l'entente cordiale entre le cinéma italien et le Festival de Cannes en proposant quinze films couronnés sur la Croisette, depuis *Rome ville ouverte*, de Roberto Rossellini (1946), jusqu'à *Cinema Paradiso*, de Giuseppe Tornatore, en 1989.

* Annecy. Du 13 au 20 octobre. Tél. : 50-51-50-51.

CINÉMA MUET ALLEMAND

A la découverte, encore une fois, d'un cinéma muet. Les Journées de Pordenone s'inscrivent cette année à l'œuvre des cinéastes allemands avant Caligari. Traduction du *Cabinet du docteur Caligari* (1920), le premier des classiques du muet allemand avant Nosferatu. Deux films berlinois d'Ernst Lubitsch — *Wenn vier desseibe tun* (1917) et *Meyer aus Berlin*, avec le maître en personne (1919) — les comédies de Max Reinhardt, les polars d'Harry Piel, les pantomimes de Messter, les tragédies d'Otto Rippert, près de cent œuvres réalisées entre 1895 et 1920 représenteront l'impressionnante production du début du siècle que l'histoire officielle a longtemps ignorée. Cette manifestation, qui s'achèvera par une conférence sur le cinéma allemand (le 21), présentera pour la première fois en Europe la version intégrale d'*Intolérance* de Griffith, restaurée par le Musée d'art moderne de New-York, avec chœurs et orchestre.

* Pordenone (Italie). Du 13 au 21 octobre. Tél. : 19-39 0432-890458.

Le premier film de Nicole Garcia est une merveille. Nathalie Baye est tout simplement stupéfiante.

MAINTenant PRÉSENTÉ

NATHALIE BAYE

UN WEEK-END SUR DEUX

un film de NICOLE GARCIA

FRÉDÉRIC DEVAL

Le Flamenco et ses valeurs

Peu de musiques savent autant rassembler dans la convivialité, et toucher d'aussi près au sacré. Culture traditionnelle, le flamenco est la vie telle qu'en elle-même l'espèce humaine la vitra jusqu'à son extinction.

Cinémathèque d'Aubier • Festival d'Arles

Aubier

THEATRE

NANTERRE AMANDIERS

LES FOURBERIES DE SCAPIN

MOHÈRE

LE CERCÉU

LES VILLES

LA DAME DE CHEZ MAUMY

EN ATTENDANT GODOT

HEDDA GABLER

LE TEMPIRE

ION

PRINCESSES

SAISON 1990-1991

Pour recevoir gratuitement le programme de la saison 90/91 remplir et renvoyer ce coupon à : NANTERRE-AMANDIERS, 7, Avenue Pablo Picasso 92033 NANTERRE CEDEX.

NOM : _____

PRENOM : _____

ADRESSE : _____

VILLE : _____

CODE POSTAL : _____

مكتبة النهر

MUSIQUES

SÉLECTION
PARIS

Mercredi 29 août

Haydn

Les Sept Dernières Paroles du Christ
Christophe Galland (récitant),
Quatuor Salomon.

Pour la première fois à Paris, tout au moins dans la période moderne, les Sept Dernières Paroles du Christ sur la Croix seront exécutées par un quatuor à cordes « à l'ancienne ».

Le Quatuor Salomon joue, en effet, sur des instruments montés avec des cordes en boyaux. Leur sonorité est moins puissante, plus feutrée, moins riche en harmoniques aigus.

Christophe Galland est acteur et metteur en scène. Il a notamment dirigé la mise en scène du *Malade imaginaire*, au Châtelet, et a été l'assistant de Jean-Marie Viéville pour celle d'*Ayça*.

Eglise Saint-Séverin, 20 h 30. Tél. : 48-04-98-01. Location Fnac. De 65 F à 95 F.

Samedi 1^{er} septembre

Cherubini

Leçons des ténébres
Gérard Lesné (basse-contre),
Jean-Paul Fouchécourt (ténor),
Bernard Deletre (basse),
Chloé Banchini,
Simon Heyerick (violin),
Serge Saitta,
Hélène d'Yvoire (flûte),
Karl Uemura (basse de violon),
Eliane Matiffa (basse de violon),
Mathias Spaeter (théâtre),
Pierre Alain Clère (orgue et clavier).

Les Leçons des ténébres, de Marc Antoine Cherubini, ne sont pas si concises et inspirées que celles de François Couperin. Elles n'ont rien de moins des pages d'une beauté suffoquée. Mais n'ont-elles pas été écrites pour des voix de femmes ?

Versailles. Chapelle royale du château, 17 h 30. Tél. : 39-49-48-24. 40 F.

Dimanche 2

Kochlin

Debussy

Fauré

Médias

Monique Zanetti (soprano),
Jean-Etienne Bevoize (piano).

Monique Zanetti dans un programme de mélodies françaises de Debussy, Kochlin et Fauré. Elle s'est fait connaître et apprécier dans le répertoire baroque, dans *Ayça* notamment.

Et si, justement, de son travail avec Christine et Villégier, elle avait retenu qu'il ne suffit pas d'avoir une belle voix pour chanter la mélodie française, mais qu'il fallait (peut-être avant tout ?) être compris des auditeurs ?

Maison-Laffitte. Château.

17 h 30. Tél. : 48-04-98-01.
Location Fnac. De 65 F à 95 F.

Mozart

Sonate pour piano et violon
KV 378

Beethoven

Sonate pour piano et violon
« A Kreutzer »

Brahms

Sonate pour piano et violon
n° 2 op. 100

Gérard Poulet (violin),
Kun-Woo Paik (piano).

De Mozart à Brahms, toute une évolution de la sonate. Chez Mozart, elle est encore pour piano et violon ; le pianiste y est aux commandes. Chez Beethoven (tout au moins dans la Sonate « A Kreutzer »), elle est en *solo concertante* : piano et violon s'y livrent de rudes batailles. Chez Brahms, les deux instruments s'équilibrent : ils font la paix.

Sceaux. Orangerie, 17 h 30. Tél. : 48-83-12-13.

Lundi 3

R. Strauss

Till Eulenspiegel

Mendelssohn

Concerto pour violon
et orchestre

Beethoven

Symphonie « Pastorale »

Bartók

Concerto pour orchestre

Sylvia Marcovici (violin),
Orchestre français des jeunes.

Emmanuel Krivine (direction).

Avec l'enthousiasme et l'ardeur au travail qu'on lui connaît, Emmanuel Krivine anime chaque année l'Orchestre français des jeunes.

Un orchestre constitué, comme son nom l'indique, de jeunes musiciens français issus des conservatoires nationaux de régions et du conservatoire de Paris. Après un stage d'une quinzaine de jours, qui prend place dans le cadre des salons d'Arc et de Senans, ils se produisent en concert à travers toute la France. Des solistes prestigieux, Claudio Arrau, Gérard Caussé, Augustin Dumay, Brigitte Engerer, Mischa Maisky, Paul Meyer ont joué avec eux.

Nouveau, cette année : la participation de jeunes musiciens originaires des pays de l'Est, Roumanie, Tchécoslovaquie, Pologne.

Le programme est passionnant et d'une difficulté redoutable. Mais Krivine et ses troupes ont depuis longtemps prouvé qu'ils pouvaient faire la nique aux plus grands.

(Voir notre photo légendée.)

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. Entrée libre.



Mardi 4

Haendel

Turpsichore, suite

Corbett

Concerto grosso « La Bizzaria universale »

Bach

Concerto pour violon
BWV 1053

Rameau

Dardanis, suite

Orchestre baroque de la Communauté européenne,
Roy Goodman (direction).

Un programme grand public, par une formation baroque formée sur le modèle de l'Orchestre des jeunes de la Communauté économique européenne. Si ces jeunes « baroqueux » manifestent le même enthousiasme que les « modernes », cela devrait chauffer à l'Auditorium des Halles !

Auditorium des Halles,
20 h 30. Tél. : 48-04-98-01.
Location Fnac. De 65 F à 95 F.

Régions

Festival de Besançon

Le 31 août (10 heures), huitième de finale du Concours de jeunes chefs d'orchestre, les 3 et 4 septembre (9 h 30), quart de finale, le 5 (9 h 30), demi-finale (9 h 30), le 7 (20 heures), finale, avec l'Orchestre philharmonique des Pays de la Loire, dans des œuvres de Mozart, Copland, Beethoven, Richard Strauss, Berlioz, Weber, Saint-Saëns, Ravel et Dutilleul ; les épreuves se déroulent dans la cathédrale Saint-Jean.

Bureau du festival, Mairie, 2, rue Mégevand 25034. Tél. : 81-80-58-34.

Festival de la Chaise-Dieu

Le 29 août (21 h 15), Symphonie « Pastorale », de Beethoven, Ouverture d'Oberon, de Weber, Concerto pour violon et orchestre, de Brahms, avec Viktoria Mullova (violin), l'Orchestre philharmonique de Moscou, Dmitri Kitaenko (direction).

Le 30 août (21 h 15), Symphonie « Italienne », de Mendelssohn, Concerto pour violoncelle et orchestre, de Dvorak, avec Alexander Rudin (violin), l'Orchestre philharmonique de Moscou, Dmitri Kitaenko (direction).

Le 31 août (21 h 15), De Profundis, Concerto pour piano et orchestre n° 3, de Liszt, Symphonie n° 3, de Beethoven, avec Steven Mayer (piano), Orchestre de la Résidence de La Haye, Jacek Kasprzyk (direction).

Le 1^{er} septembre (16 heures), Les Leçons de ténébres, avec Jill Feldman (soprano), Laurence Boulay (clavier, orgue), Pascal Montheillet (théâtre), Catherine Romana (basse de violon).

Le 2^e septembre, Requiem, de Berlioz, avec Jorge Antonio Pita (ténor), Wiener Jeunes-choir, la Schola Cantorum de Vienne, le Tirolier Kammerchor, Grand Ensemble de cuivres Guy Trouvon, Ensemble Akroma Claude Giot, Orchestre philharmonique de Moscou, Dmitri Kitaenko (direction).

Bureau du festival, 51, rue de la Pomme, 31 000 Toulouse. Tél. : 61-22-40-05.

Jazz

Cesarus Alvim

Connexion

Cesarus Alvim a troqué la basse pour le piano. Il fait toujours entendre la même musique intérieure, précoce, sensible. Il suit s'entourer des meilleurs.

Jean-François Jenny-Clarke à la basse et Tony Rabeson à la batterie, ça ne trompe pas, c'est plus qu'une indication. Mais quand le souffleur est un prince du saxophone, un manipulateur de paradoxes, un esprit rare, peut-être un génie pur, bref : Jean-Louis Chautemps. Alors, la visite au Sunset s'impose.

Impérativement catégorique.

Le 5 septembre, à 22 heures, au Sunset. Tél. : 40-26-46-60.

Allionnes (Sarthe)

Festival des temps modernes

Quand on lit, au programme, les noms de Favros (Hindemith révisé par le blues du nord), d'Evan Parker (l'Anglais libéré) ou d'André Jaume (poète méditerranéen des anches), on se dit que ce Festival d'Allionnes ne peut pas sonner comme les autres. Qu'il doit y avoir quelque chose. Qu'il ne peut en être autrement. Que c'est pour cela, sans doute, qu'il s'appelle le Festival des Temps modernes. Et l'on y va.

Du 31 août au 2 septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 43-23-85-93 ou 43-89-88-02.

Jazz à Mulhouse

Tous les singuliers de la musique, tous ceux qui ne se résignent pas et qui cherchent, les Raval, les Lazro, les Jim Pepper, les Lazarevitch, le Tribute to Mingus sont là. Avec en prime, l'ONI de Claude Barthélémy, au sommet de sa splendeur. Les expositions, ateliers, animations et projections ne font que compléter harmonieusement le tableau. Mulhouse est le dernier grand festival de l'été : un des moins confortables.

Du 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Rock

Monsters of rock

Sans doute pour coïncider avec la reprise au cinéma de

Si une hirondelle ne fait pas le printemps, le concert que donne, chaque année, Emmanuel Krivine et l'Orchestre français des jeunes au tout début du mois de septembre, ouvre la saison musicale parisienne. Le 3 septembre, ils joueront Strauss, Mendelssohn, Beethoven et Bartók.

Freddie, voici les monstres du rock, aberrations auto-proclamées de l'évolution du genre. Avant la rentrée des classes, les amateurs de hard rock pourront faire le plein de solos de Les Paul et de basse vrillonnante avec, par ordre d'entrée en scène The Front, Face to Face, Quireboys, resurgence britannique du glam rock tel que le pratiquait Rod Stewart ; Poison, le seul des groupes de programmes à appartenir au courant qui fait passer tant de nuits blanches aux pasteurs américains ; Whitesnake, représentant de l'artillerie lourde dont l'apparition, au milieu des années 70, marque l'entrée en scène de Led Zeppelin ou Deep Purple ; et enfin Aerosmith, vrais monstres sacrés, nés de Boston, dont la carrière s'était perdue, ces dernières années, dans un usage de cocaïne et vient de connaître un second départ impressionnant. Leur rock est dur et lourd, mais aussi par moment, malin et sensuel.

Le 3 septembre, de 15 heures à minuit, à l'Hippodrome de Vincennes, 170F. Location Fnac, Virgin.

Festival « Ete chaud »

Oasis annonçant la rentrée prochaine, la programmation du Festival permet une petite remise en jambe à base de jazz mais aussi de rock, avec Marcel Kanché (le 5 septembre), un original, les Cafards (le 31 août) alternatifs reggae-fants ou Tribu (le 1^{er} septembre) groupe-juke box plein de classiques du rock.

Du 22 au 29 septembre, de 22 h 30 au Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris, 2^e. Tél. : 42-36-37-27.

La sélection « Musiques » a été établie par Alain Lompech. « Jazz » : Francis Marmande. « Rock » : Thomas Sédinel. « Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures

DINERS

L'ALSACE AUX HALLES
16, rue Coquillière, 1^{er}
42-36-74-24

DE NUIT COMME DE JOUR : Chevreuilles, poissons, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1^{er} étage.

AU PETIT RICHEL
25, rue Le Pelletier, 9^e
47-70-68-68 / 47-70-86-50

F. sam. dim.

MENU GOURMAND à 180 F, vin compris, et sa carte traditionnelle. Décor 1880. Salons particuliers. Service assuré jusqu'à 22 h 30. Parking Drouot.

RIVE GAUCHE

RESTAURANT THOUVENEL 47-05-49-75
79, rue Saint-Dominique, 7^e

Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUTS LES JOURS. SALONS CLIMATISÉS.

RIVE DROITE

Chaise-Dieu

EN COOPÉRATION AVEC
LA FONDATION CREDIT LYONNAIS

XXIV^e FESTIVAL DE MUSIQUE DU 23 AOUT AU 3 SEPTEMBRE 1990

صكذامن رايصل

Si une hirondelle ne fait pas le printemps, le concert que donne, chaque année, Emmanuel Krivine et l'Orchestre français des jeunes au tout début du mois de septembre, ouvre la saison musicale parisienne. Le 3 septembre, ils joueront Strauss, Mendelssohn, Beethoven et Bartók.

Freddie, voici les monstres du rock, aberrations auto-proclamées de l'évolution du genre. Avant la rentrée des classes, les amateurs de hard rock pourront faire le plein de solos de Les Paul et de basse vrillonnante avec, par ordre d'entrée en scène The Front, Face to Face, Quireboys, resurgence britannique du glam rock tel que le pratiquait Rod Stewart ; Poison, le seul des groupes de programmes à appartenir au courant qui fait passer tant de nuits blanches aux pasteurs américains ; Whitesnake, représentant de l'artillerie lourde dont l'apparition, au milieu des années 70, marque l'entrée en scène de Led Zeppelin ou Deep Purple ; et enfin Aerosmith, vrais monstres sacrés, nés de Boston, dont la carrière s'était perdue, ces dernières années, dans un usage de cocaïne et vient de connaître un second départ impressionnant. Leur rock est dur et lourd, mais aussi par moment, malin et sensuel.

Le 3 septembre, de 15 heures à minuit, à l'Hippodrome de Vincennes, 170F. Location Fnac, Virgin.

Festival « Ete chaud »

Oasis annonçant la rentrée prochaine, la programmation du Festival permet une petite remise en jambe à base de jazz mais aussi de rock, avec Marcel Kanché (le 5 septembre), un original, les Cafards (le 31 août) alternatifs reggae-fants ou Tribu (le 1^{er} septembre) groupe-juke box plein de classiques du rock.

Du 22 au 29 septembre, de 22 h 30 au Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris, 2^e. Tél. : 42-36-37-27.

La sélection « Musiques » a été établie par Alain Lompech. « Jazz » : Francis Marmande. « Rock » : Thomas Sédinel. « Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er} septembre, 70 F la soirée, abonné 200 F. Tél. : 48-95-20-70.

Le 29 août au 1^{er}

ARTS

SÉLECTION PARIS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-Spectacles.

Albert Kahn et le Japon

L'exposition (cent quarante documents et films sélectionnés) est l'occasion de découvrir la passion du banquier et mécène pour le Japon. Mais aussi, dans la tourterelle parisienne du mois d'août, la fraîcheur de ce merveilleux jardin de Boulogne où Albert Kahn avait juxtaposé les paysages, les arbres et les fleurs qu'il aimait.

Espace départemental Albert Kahn, 14, rue du Port et 1, rue des Abondances, Boulogne, 92100. Tél. : 46-04-52-80. Tous les jours, sauf lundi, de 11 heures à 19 heures (jusqu'au 30 septembre) et de 10 heures à 18 heures à partir du 1^{er} octobre. Jusqu'au 30 décembre, 10 F.

Architecture et publicité

Derniers jours pour aller voir cette exposition plus factieuse que sociologique, plus amusante que pédagogique, sur les mariages de la publicité et de l'architecture. Toutes choses de ce monde étant peu ou prou architecturées, et tout ou presque pouvant se vendre, le sujet traité est naturellement ambitieux, tellement ambitieux.

Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournai, Paris 6. Tél. : 48-33-90-38. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 12 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 8 septembre.

Rodolphe Bresdin graveur solitaire

Un maître de l'eau-forte révéral et visionnaire ignoré de ses contemporains, ce qui d'ailleurs le laissait parfaitement indifférent. Une soixantaine de planches parmi les cent cinquante qu'il a laissées composer l'exposition-dossier proposée par le Musée d'Orsay.

Musée d'Orsay, quai Anatole France, place Henri-de-Montfort, Paris 7. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 7 octobre, 27 F.

Carnets de croquis

Les architectes contemporains aussi dessinent. La preuve ? Ces trois architectes, pour trois raisons différentes, avaient jusqu'à présent masqué à l'indéboulonnage de leur œuvre, Ripault dans celle de sa jeunesse, Andreu dans celle, planante, de ses aéroports et celle, lourde à porter, de l'Arche de la Défense.

Maison de l'architecture, 7, rue de Chailot, Paris 16^e. Tél. : 46-70-01-45. Tous les jours sauf samedi, dimanche et lundi de 13 heures à 18 heures, samedi de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 septembre.

De West

Prises lors de missions géographiques, ethnologiques, scientifiques, les vues documentaires, sociales ou picturales de Mylène Watkins ou Jackson traduisent la découverte mythique de l'Ouest américain. A voir aussi pour les portraits d'indiens réalisés par Carls durant quarante ans.

Palais de Tokyo, 12, av. de Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-38-53. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 septembre, 25 F. (comportant l'ensemble des expositions).

Le Théâtre de la mode

Au lendemain de la guerre, les Français veulent montrer qu'ils n'ont pas perdu la main. En 1945, ils envoient aux Etats-Unis ce Théâtre de la mode, suite de quatorze décors et deux cents petits mannequins, qui disparaissent un temps pour ressurgir en 1984. Les voiles de retour en France.

Paris d'hospitalité

Depuis quelques années, la politique architecturale de Paris a considérablement évolué. Diversité des approches en fonction des spécialités (Charles Foix à Ivry pour les personnes âgées), recherche de talents (Riboullet, Ciriani, etc.) capables de donner une nouvelle et forte expression à un univers qui semblait s'effriter. Il n'y a pas que des réussites, mais la reconversion de l'AP est en bonne voie.

Pavillon de l'Armenie, 2^e étage mezzanines Sud et Nord, 21, boulevard Morland, Paris 4. Tél. : 42-78-33-97. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 septembre.

Patrimoine roumain

Les journaux l'avaient raconté, les photographes et les télévisions en avaient rapporté des témoignages fragmentaires. Voici le détail de ce qui a subi Bucarest sous le régime Ceausescu. Mais l'exposition ne s'arrête pas au martyre de la capitale roumaine, elle nous convie à parcourir un des pays au patrimoine le mieux préservé malgré ses vicissitudes politiques, en particulier le patrimoine rural.

Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris 4. Tél. : 42-74-22-22. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 2 septembre.

Un choix d'art minimal dans la collection Panza

Remodelant les trois étages du musée, des installations et des environnements de Carl Andre, Dan Flavin, Sol LeWitt, Robert Morris, Bruce Nauman, Richard Nonas, James Turrell et Lawrence Weiner. Soit un très grand ensemble d'art minimal, du plus immatériel au plus plastique.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 4 novembre, 28 F.

Andy Warhol

Et si l'œuvre tout en surface du pape de la pop culture était moins superficielle qu'on ne le pense généralement ? Qui nous renvoie en pleine figure l'image d'un monde vidé par la multiplication des images, d'un monde désincarné, coupé du monde, sur lequel la mort plane.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 10 septembre.

Peinture et demeures de la Belle Epoque à Paris

C'est un classicisme tardif, né entre le Second Empire et la première guerre mondiale, période mieux connue sous l'étiquette Belle Epoque, qu'évoque cette exposition des services de la Ville de Paris. Vu de plus près, ce classicisme associe des grandeurs et des servitudes caricaturales aussi bien de la noblesse que de la bourgeoisie. Mais les caricatures, avec l'âge, finissent par trouver leur charme.

Mairie du VIII^e arrondissement, 55, bd Malesherbes, Paris 8. Tous les jours sauf dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 octobre.

Biron

Henri Laurens. On la sagesse, la mesure, la perfection d'une sculpture claire, qui a mûri au fil des décennies, gagnée en souplesse, en rondeurs suggérées par le corps de la femme, mais perdant de sa rigueur. Une rigueur tout droit venue du



RÉGIONS

Aix-en-Provence

Sainte-Victoire Cézanne 1990

Voir notre photo légende.

Musée Granet, place Saint-Jean-de-Médard, 13100. Tél. : 42-38-14-70. Tous les jours, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 septembre, 40 F.

Albi

Robert Combas

Robert Combas, l'un des héros, sinon le héros de la peinture française des années 80, a été invité quelque temps à Albi, chez Laurence. Ce qu'il a tiré de cette rencontre ? Des tableaux bien sûr, beaucoup de tableaux, mais aussi, comme ceux d'aujourd'hui, beaucoup de questions, beaucoup de questions d'obscures et scandaleuses, comme ceux d'aujourd'hui devant les grands bords du comte Henri.

Musée Toulouse-Lautrec, 81003. Tél. : 63-54-14-09. Tous les jours, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 septembre.

Aries

Alechin

Lorsqu'un peintre du Nord émigre vers le Sud, ce n'est pas forcément pour brasser la couleur du ciel. A preuve Alechin, qui, lors de ses séjours ariens, s'est employé à relever à peine la rue les plaques d'égout, ces autres bouches du Rhône. Pour avoir un aperçu complet des alibis et venues de l'artiste dans le Midi, il faut d'Arles, ou d'ailleurs, faire un saut à Albi, où le Musée PAB présente les fruits de sa collaboration avec l'éditeur cévenol.

Musée d'Arles, 10, rue du Grand-Prieuré, 13200. Tél. : 90-43-57-58. Jusqu'au 30 septembre.

Biron

Henri Laurens

On la sagesse, la mesure, la perfection d'une sculpture

claire, qui a mûri au fil des décennies, gagnée en souplesse, en rondeurs suggérées par le corps de la femme, mais perdant de sa rigueur. Une rigueur tout droit venue du

Caen

Les vanités dans la peinture au XVII^e

Un Musée des beaux-arts de Caen, on aime explorer la peinture du dix-septième siècle, en éclairer les images, montrer les sens cachés. Bref, s'occuper d'icologie, par exemple de l'allégorie de la Charité ou de la symbolique des fleurs. Ou encore, comme cette fois, présenter les tableaux de vanités.

Musée des beaux-arts, Le Château, 14000. Tél. : 31-85-28-63. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 15 octobre, 9 F.

Céret

Joan Brossa

Le Musée d'art moderne de Céret et le Musée de Collioure ont pris l'habitude de coproduire une exposition d'été. Elle est consacrée cette fois à l'œuvre de l'espagnol Joan Brossa, dont les activités multiples de poète, dramaturge et artiste conceptuel sont mal connues en France.

Musée d'art moderne de Céret, 4, rue Joseph-Perray, 66400. Tél. : 58-47-27-76. Tous les jours, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 18 septembre.

Clermont-Ferrand

Les secrets d'une cathédrale

Une exposition sur la cathédrale de Strasbourg nous a montré voilà quelques mois que les biblistes du Moyen Age n'étaient pas si anachroniques que ça. Voici les secrets de Notre-Dame de Clermont-Ferrand. La présentation est peut-être moins portée sur l'architecture que sur la construction. En tout cas,

petits et grands y trouveront leur compte. Surtout le samedi, où un tailleur de pierre vient remplir son office.

Cathédrale Notre-Dame, 63000. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 septembre, 16 F.

Colmar

Collages, collections des musées de province

Une bonne idée du Musée d'Unterlinden, qui vient de réaménager sa section d'art moderne. Au programme : cent pièces choisies dans les collections des musées de province, et mille morceaux rapprochés à toutes sortes de fins depuis les papiers collés des cubistes jusqu'aux œuvres des artistes d'Arte Povera.

Musée d'Unterlinden, 68000. Tél. : 89-41-43-23. Tous les jours, de 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 septembre, 22 F.

Fécamp

Georges Braque

Une importante rétrospective de l'œuvre gravé, en cent soixante pièces. On voit que le matériel dicte la forme à l'artiste, qui n'est plus peintre lorsqu'il manipule encres, plumes et acides.

Centre culturel du palais Bénédiction, 110, rue Alexandre-le-Grand, 76400. Tél. : 35-28-00-06. Tous les jours, de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 6 septembre.

Sables-d'Olonne

Georg Baselitz

« Image », ou la figure humaine dans l'œuvre du peintre allemand Georg Baselitz, depuis 1965. On en a fait son cheval de bataille de la différence (par rapport à l'abstraction ambiante, au tany de sa formation, dans les années 30, et le lieu d'un expressionnisme formel).

Musée de l'abbaye Sainte-Croix, rue de Verdun, 85100. Tél. : 51-32-01-19. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 16 septembre.

Le sauvetage de la montagne Sainte-Victoire, dévastée par l'incendie d'août 1989, est devenu cet été une entreprise artistique avec l'exposition, à Aix-en-Provence, d'un grand nombre d'œuvres immortelles de Cézanne. Cézanne lui-même qui l'a mythifiée était évidemment l'ambassadeur le plus éloquent pour toucher le grand public et recueillir les fonds nécessaires au rétablissement.

L'île-sur-la-Sorgue

Gaston Chassaï

L'occasion n'est pas si courante de pouvoir plonger dans le monde fabuleux de Gaston Chassaï, un univers coloré et rigoureusement construit, composé à l'aide d'objets aussi divers que farfelus. Une rétrospective riche de 76 créations (peintures et collages) réalisées entre 1943 et 1964, qui témoigne de l'œuvre importante de ce peintre demeuré jusqu'à la fin l'enfant des classifications.

Compiègne

La guerre de Troie n'aura pas lieu

Pour la deuxième année consécutive, le beau château d'Oiron accueille des œuvres du Fonds national d'art contemporain (de Richard Baskin à Jeff Wall, en passant par Daniel Buren, Toni Grand, Richard Long...). Quant au titre de l'exposition, c'est une façon de rappeler l'existence, à Oiron, de l'exceptionnelle décoration maniériste traitant de la guerre de Troie. Tout en confirmant qu'il ne saurait être question d'instaurer des rapports d'hostilité entre l'art contemporain et l'art ancien.

Melle

L'été romain

On comment révéler les secrets de l'architecture romaine de la petite ville tout en rondour de Melle grâce à l'art contemporain. A Saint-Hilaire, le MH-Tronic, grosse boîte à musique, permet une visite en musique. Jean-Paul Albini a installé ses vitraux de publicité à Saint-Savinien. Christiane Kubist révisé quant à elle l'église de Saint-Pierre en la plongeant dans une obs-

Montauban

Ingres

Cette exposition de 71 dessins réalisés par le peintre sur des commandes royales permet de faire le point sur la carrière officielle d'Ingres pendant la monarchie de Juillet. La présentation du premier numéro des « papiers d'Ingres » tente d'apporter des éléments de réponses, tout en proposant un portrait insolite de ce peintre qui fut intime de Louis-Philippe, mais resta aussi dans l'ombre du dernier roi de France.

Musée Ingres, 82, rue de l'Hôtel-de-Ville, 82000. Tél. : 63-20-11-52. Tous les jours, de 9 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures. A partir du 1^{er} septembre, tj sauf lundi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 7 octobre.

Gérard Titus-Carmel

Cent deux œuvres tirées de plus de vingt séries, pour suivre le cheminement très personnel de l'artiste. Depuis les dessins minuscules de tissus noués autour de bâtons de 1975, jusqu'aux grandes peintures géométriques des Indes et des Extrême-Orient, les œuvres des années 1980-90.

Musée Ingres, 82, rue de l'Hôtel-de-Ville, 82000. Tél. : 63-20-11-52. Tous les jours, de 9 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures. A partir du 1^{er} septembre tj sauf lundi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 7 octobre, 12 F.

Mortaux

Jean Grenier

Un hommage à Jean Grenier (1898-1971), critique d'art, philosophe, écrivain, ami de Paulhan, Max Jacob, Guillemot, Camus et de beaucoup d'autres. A travers ses écrits et un vaste choix d'œuvres de peintres dont il a parlé, en particulier les non-figuratifs dont il a aimé la quête.

Musée des Jacobins, place des Jacobins, 25000. Tél. : 88-88-68-88. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 18 octobre, 20 F.

Nantes

Howard Hodgkin

Accrochés dans le patio blanc du musée, les précieux tableaux d'un Anglais d'aujourd'hui, que tout, dans l'exercice de la peinture, fascine : cadre, espace, motif, couleurs et coupe de brosse. Et qui le dit à sa façon, très persuasive.

Musée des Beaux-Arts, 10, rue Georges-Clément, 44000. Tél. : 40-41-65-65. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 septembre.

Nîmes

Nicola de Maria

En une cinquantaine d'œuvres, l'italien, depuis 1975, du plus peintre des peintres ayant appartenu à la Transavanguardia italienne, bien calquée depuis quelque temps. Et dont il s'est tout naturellement délecté, préférant exacerber les couleurs et la lumière plutôt que les images.

Musée des Beaux-Arts, rue Godefroid, 30003. Tél. : 86-76-73-47. Tous les jours, de 9 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 30 septembre.

Oiron

La guerre de Troie n'aura pas lieu

Pour la deuxième année consécutive, le beau château d'Oiron accueille des œuvres du Fonds national d'art contemporain (de Richard Baskin à Jeff Wall, en passant par Daniel Buren, Toni Grand, Richard Long...). Quant au titre de l'exposition, c'est une façon de rappeler l'existence, à Oiron, de l'exceptionnelle décoration maniériste traitant de la guerre de Troie. Tout en confirmant qu'il ne saurait être question d'instaurer des rapports d'hostilité entre l'art contemporain et l'art ancien.

Château d'Oiron, 79100. Tél. : 49-86-57-42. Tous les jours, de 10 heures à 18 heures jusqu'au 31 août, de 10 heures à 18 heures jusqu'au 31 octobre. Jusqu'au 31 octobre, 16 F.

Rochechouart

Christian Boltanski, Annette Messager

Une exposition à deux qui a pour titre « Contes d'été », et dont le fil conducteur est le lieu même du musée, le château de Rochechouart. Cela ne peut qu'aller comme un gant à ces deux artistes, faiseurs de rêves ou de cauchemars. Leurs images sont pleines de réminiscences, de souvenirs d'enfance, de fantasmes, comme un vieux château.

Musée départemental, Château, 87600. Tél. : 55-45-10-16. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. A partir du 1^{er} septembre, tj sauf lundi et mardi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 septembre, 8 F.

Saint-Paul-de-Vence

Joan Miró

Une très grande rétrospective faite d'œuvres majeures venues de partout, qui prend Miró à ses racines catalanes et catalanes, le montre au mieux de sa forme, crevant le plancher des étoiles, plongeant sans filer dans le bleu, le vide, l'infinit et la nuit, turlutinant les monstres de ses pensées sauvages, pour en tirer des formes et des couleurs inépuisables.

Fondation Maeght, 06570. Tél. : 93-32-81-53. Tous les jours, de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 octobre.

Tanlay

François

Titres de femmes triangulaires ou lunatiques peintes vers 1940, portraits d'hommes célèbres dessinés à l'emporte-pièce, eaux-fortes enfin : celles particulièrement réjouissantes de la série (complète) des Dégas dans la maison Tellier.

Centre d'art contemporain du château de Tanlay, 89430. Tél. : 86-76-76-33. Tous les jours, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 septembre, 10 F.

Toulon

Vienne aujourd'hui

Le Musée de Toulon a entrepris de faire le tour des capitales européennes pour en présenter l'art d'aujourd'hui. Après Berlin et Lisbonne c'est le tour de Vienne, dont les plasticiens sont d'ailleurs assez mal connus en France. A l'exception d'Arnulf Rainer l'héritier le plus direct de Schiele et Kokoschka.

Musée de Toulon, 113, boulevard du Général-Lacour, 83000. Tél. : 94-83-15-54. Tous les jours, de 13 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 octobre.

Toulon

Antonio Saura

C'est la première exposition d'envergure, en France, consacrée à Antonio Saura, l'un des figures majeures de la peinture contemporaine espagnole. Elle est conçue autour de quatre thèmes qui reviennent constamment dans l'œuvre de l'artiste : les femmes les crucifixions, les portraits imaginaires de Goya, le foules.

Musée d'art moderne et contemporain, 69, rue Pargamène, 13100. Tél. : 61-21-34-50. Tous les jours, sauf mardi et dimanche matin, de 10 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 22 septembre, 10 F.

Vimoutiers

Chasseur de vérité, gendarme de vie

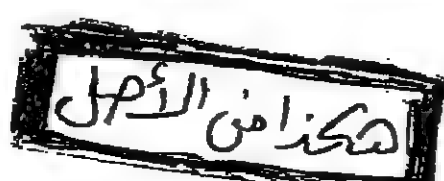
Le voyageur en pays d'Aup est invité à passer par le prieuré Saint-Michel d'Outreux. Un bel endroit où, autour d'une citation de Rodin, sont réunies des sculptures de Nicolas Alquin, Peter Briggs, James Brown, Eugène Dodeigne, Bernard Pagès et Imgrid Sieg.

Prieuré Saint-Michel, Outreux 61120. Tél. : 33-39-15-15. Tous les jours, sauf mardi, de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 septembre.

La sélection « Arts » a été établie par :

Gervaise Breuerie et Frédéric Edelman

Sélection « Photo » : Patrick Rogiers



SOCIÉTÉ

L'attentat du DC-10 d'UTA

La piste libyenne suscite l'embarras des autorités policières et judiciaires

Les autorités policières et judiciaires manifestent discrètement un certain embarras à la suite de la publication par l'hebdomadaire *le Point* du 27 août d'une enquête mettant en cause trois opposants congolais et des agents libyens dans l'attentat du DC-10 d'UTA Brazzaville-Paris, qui avait provoqué la mort de ses 170 passagers au-dessus du désert du Ténéré, le 19 septembre 1989.

Embarras parce qu'elles confirment les premiers résultats de l'enquête révélés par l'hebdomadaire tout en restant prudentes sur l'implication de l'Etat commanditaire de l'attentat. Menées conjointement par la Direction de la surveillance du territoire (DST) et la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ), les premières investigations ont en effet permis au juge Jean-Louis Bruguière, chargé de l'instruction, de recueillir des informations initialement recueillies par la police congolaise. L'attentat aurait été commis par trois opposants au régime de Brazzaville. Pris en main depuis plusieurs années par des agents libyens, ils auraient décidé de

« punir la France pour sa politique au Tchad », selon les déclarations de l'un d'eux, Bernard Yanga. Interpellé le 20 janvier 1990, celui-ci est passé aux aveux le septième jour de sa garde à vue dans la capitale congolaise.

Selon lui, c'est Abdallah Elazrag, un « diplomate » libyen en poste à l'ambassade de Brazzaville, qui a fourni aux trois hommes la valise piégée. Deux experts libyens auraient été dépêchés pour étudier les détails de l'opération.

Départs précipités de « diplomates »

En fuite aujourd'hui au Zaïre, un certain N'Gallina, l'artificier du commando congolais, se serait échappé de l'Etat commanditaire de l'attentat. Connu des services congolais pour avoir suivi des stages de manœuvres d'explosifs en Libye, Apollinaire Mantagany devait pour sa part accompagner la valise piégée dans l'avion. Devait-il descendre à l'escala de N'Djamena au Tchad? A-t-il été trahi par ses commanditaires au risque de périr dans l'avion comme ses cent soixante-dix passagers? Mantagany est aujourd'hui introuvable.

Les services français sont convaincus de la validité de cette piste, même si pour l'instant elle

ne repose que sur des aveux. Mais les enquêteurs français auraient toutefois recoupé les informations de Yanga. En particulier quelques voyages de valises diplomatiques libyennes, des rencontres, des départs précipités de « diplomates » de Brazzaville, le jour de l'attentat.

Il reste que l'enquête est loin d'avoir abouti. « Et certains recoupements vont être aujourd'hui difficiles à faire maintenant que l'affaire est connue. Certains protagonistes, en fuite dans des pays étrangers, vont avoir des soucis à se faire pour leur propre sécurité », reconnaît-on dans les milieux de l'enquête.

Quant à l'implication directe de la Libye dans l'attentat, on reste circonspect. A l'image des affaires de trafic d'armes, on sait qu'en général le « client apparent » n'est pas toujours le commanditaire véritable. Mais il peut l'être aussi. Les services français ne doivent pas ménager leur énergie pour s'y retrouver dans les méandres de la sous-traitance terroriste.

L'Elysée n'a encore fait aucun commentaire sur l'affirmation du *Point* selon laquelle les résultats des investigations du juge Bruguière avaient été transmis à la présidence de la République par les services de police.

D. L. G.

JUSTICE

Un rapport de l'ONU

En un an, 430 juges et avocats ont été persécutés dans 45 pays

Deux professions, à première vue sans danger, ne sont pas à l'abri des assassinats : entre juillet 1989 et juin 1990, 430 juges et avocats ont subi des persécutions dans quarante-cinq pays : 67 d'entre eux ont été tués.

GENÈVE

de notre correspondante

Ces chiffres sont extraits du rapport présenté à la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, actuellement réunie au Palais des Nations par M. Rod Brody, directeur du Centre pour l'indépendance des juges et des avocats dont le siège est à Genève. Le triste record en ce domaine continue à être détenu par la Colombie avec au moins 37 assassinats au cours de cette période.

Nulle part au monde, relève le rapport, les magistrats ne s'acquittent de leur charge avec autant de périls. Menacés et meurtriers n'y sont pas seulement le fait des hommes de main du cartel de Medellín mais ont souvent aussi pour exécutants des commandos dirigés par des officiers de l'armée régulière.

En Colombie, lorsqu'un juge est menacé ou tué, un autre est chargé

d'instruire l'affaire et devient immédiatement à son tour une cible. On peut à cet égard citer le cas du juge Marta Lucia Gonzales, qui, conduisant l'enquête sur un massacre de travailleurs agricoles commis en 1988, tenta de faire arrêter trois membres des forces armées colombiennes, dont un commandant. Menacée de mort, elle dut fuir le pays; son père, Alvaro Gonzalez, fut assassiné le 4 mai 1989.

Le juge Maria Elena Diaz Perez, reprenant l'affaire du massacre, parvint aux mêmes conclusions que sa collègue; elle fut assassinée à Medellín le 28 juillet 1989 dans sa voiture, au même temps que deux de ses gardes du corps, le troisième étant blessé.

Absence de poursuites

L'instruction fut alors confiée à Yadir Ester Cervantes; celle-ci, menacée de mort en août, ne circula plus qu'en voiture blindée et sous escorte policière. Il se créa ainsi une chaîne sanglante qui risque de ne jamais être interrompue.

Au Sri-Lanka, autre pays où règne la violence, dix meurtres d'avocats ont endeuillé l'année. Après l'assassinat par des civils non identifiés, le

16 juillet et le 28 août, de deux colibres défenseurs des droits de l'homme, Charitha Lankapura et Kanahana Abhayapala, l'ordre des avocats demanda au gouvernement que ses membres puissent être protégés, faute de quoi il leur serait impossible d'exercer leur profession. Les négociations sur ce point paraissent piétiner, surtout depuis que le ministre de la défense Ranjan Wijeratne eut accusé l'Ordre des avocats de recevoir des fonds d'Amnesty International pour aider la « subversion ».

Il serait tragiquement répétitif de relater des exemples portant sur les quarante-cinq autres pays dont le rapport fait état. Mais ce qui est « particulièrement troublant », fait remarquer M. Brody — évoquant notamment la situation au Brésil et aux Philippines — c'est que bien peu de cas ont fait jusqu'à présent l'objet d'enquêtes de la part des autorités compétentes. L'absence de poursuites contre les responsables directs ou indirects de cette catégorie de crimes ne peut que créer un climat propice à de nouveaux forfaits et déstabiliser la justice.

ISABELLE VICHNIAC

SCIENCES

Erreur de montage d'un système de sûreté dans six centrales nucléaires

Des inspections de sûreté ont montré que les filtres à sable de six centrales nucléaires françaises, ces dispositifs qui permettent, lors d'un accident, d'évacuer la pression tout en retenant au maximum les produits radioactifs, étaient mal montés. La découverte de la première anomalie a été faite le 30 juin lors de la visite d'entretien décennale de la tranchée n° 1 de la centrale du Tricastin (Drôme).

La direction d'EDF a aussitôt pris des mesures pour déterminer si d'autres tranchées souffraient de ce mal, classé au niveau 2 dans l'échelle de gravité des incidents

nucléaires par le Service central de sûreté des installations nucléaires. L'enquête a montré que les tranchées de Tricastin-2, Chinon B-3, Golfech-1, Penly-1 et Cattenom-3 étaient également touchées.

Selon EDF, « cette anomalie pourrait mettre en évidence la défaillance du contrôle de qualité sur les centrales concernées au moment du montage des filtres à sable et la nécessité d'améliorer encore les conditions d'essai de qualification après l'installation d'un nouveau système ». Une mission *ad hoc* devrait prochainement se pencher sur ce sujet.

Une mission anglo-soviétique compromise

Les parrains de « Juno » boudent l'espace

Première tentative de par-rainage commercial d'un vol spatial habité, la mission anglo-soviétique *Juno* semble compromise faute... de parrains. La banque Moscou-Narodny, qui finançait une partie de l'opération, vient d'annoncer qu'elle renonce au projet, faute d'avoir reçu le soutien d'autres partenaires financiers.

La banque a bien dépensé, comme prévu, quelques millions de livres (environ 60 millions de francs), a affirmé mardi 28 août M. John Glover, un directeur du siège londonien de Moscou-Narodny. Mais, alors que le contrat prévoyait un par-rainage commercial pour le reste du projet, soit environ 16 millions de livres (150 millions de francs), aucun mécène ne s'est engagé dans l'opération.

« Bien que la mission *Juno* originale ne soit plus viable, les efforts pour organiser un vol en collaboration avec l'agence spatiale soviétique en 1991 se poursuivent », ajoute cependant la banque. Deux astronautes britanniques, sélectionnés parmi 3 000 candidats ayant répondu à une petite annonce (*le Monde* du 6 juillet 1989), s'entraînent déjà en URSS depuis cinq mois.

Selon le projet initial, l'un des deux astronautes — Helen Sherman, un chercheur de vingt-six ans, ou le major Timothy Mace, trente-quatre ans — devait passer huit jours dans la station orbitale soviétique Mir, pour y effectuer des expériences scientifiques et médicales. — (AFP.)

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

LA SANTÉ PUBLIQUE

Envoyer 60 F (dimanche 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce journal.

EN BREF

□ Deux détenus s'évadent à Marseille. — Deux détenus se sont évadés à Marseille : le premier, lundi soir 27 août, du palais de justice où il devait être entendu pour une affaire de vol; le second, mardi matin 28 août, de l'hôpital Nord où il venait d'être transféré après avoir avalé une fourchette. Sylvain Stradai, âgé de vingt-neuf ans, un délinquant sans envergure selon la police, était détenu à la prison des Baumettes, et Lakdar Belgoun, un Algérien âgé de trente et un ans condamné pour vol, était en attente d'une procédure d'expulsion au centre de rétention d'Arenes. Tous deux étaient toujours en fuite mercredi matin.

□ Trois et deux ans de prison ferme pour mauvais traitement d'enfant. — Le tribunal de Toulouse a condamné, mardi 28 août, une mère de famille de trente-six ans et son concubin, âgé de quarante ans, à deux et trois ans de prison ferme pour avoir fait subir des mauvais traitements à un enfant de six ans. A l'audience, Monique Tropis a assuré que son compagnon, Philippe Desmiret, faisait subir à son fils David : coups de poing, coups de pied, coups de ceinturon... Le chauffeur de poids-lourd avait même créé un nouvel instrument pour ses supplices : une planche à clous sur laquelle il forçait l'enfant à s'agenouiller quand ses notes étaient mauvaises à l'école. C'est l'institutrice, alertée par la démarche de l'enfant, qui avait découvert les traces de blessures et alerté la gendarmerie.

□ Un avocat relaxé pour le vol d'un tableau à Arles. — Un jeune avocat du bureau de Carcassonne (Aude) a été relaxé, mardi 28 août, par le tribunal de Tarascon (Bouches-du-Rhône) du vol d'un tableau au palais de justice d'Arles. M. Xavier Fermond, âgé de trente-deux ans, avait été surpris, le 24 juillet dernier à la sortie du palais, portant sous le bras une toile du dix-huitième siècle. Il soutient que « l'examen », avait-il déclaré, après l'avoir « accidentellement » décrochée du mur de la salle d'audience où il venait de plaider. Le tribunal a estimé qu'il ne pouvait être coupable « en l'état de sa personnalité ».

□ Le meurtrier d'un homme poignardé à Strasbourg toujours en fuite. — Samy Trabelsi, vingt-six ans, soupçonné d'avoir tué d'un coup de couteau en plein cœur, Bernard Schaeffer, lundi 27 août, dans un quartier HLM de Strasbourg, était toujours en fuite mercredi matin. Selon les enquêteurs, Trabelsi avait bousculé la sœur âgée de trois ans de Bernard Schaeffer et, dans la dispute qui suivit, avait sorti un grand couteau de cuisine pour poignarder sa victime. Le meurtrier présumé habite la rue où le drame s'est produit et aurait pu trouver refuge dans une maison du quartier.

□ Treize Albanais attendent toujours à Roissy. — Treize des trente-neuf Albanais arrivés la semaine dernière sans visa en France attendent toujours dans la zone internationale de l'aéroport de Roissy.

Sept d'entre eux souhaitent obtenir un visa français pour rendre visite à des parents résidant en France, les six autres désirent avoir l'autorisation d'aller en Belgique pour les mêmes motifs. La police de l'air et des frontières effectue les démarches nécessaires à la régularisation de leur situation. Dimanche 26 août, le ministre de l'Intérieur avait accordé aux vingt-six autres Albanais l'autorisation d'entrer sur le territoire français.

□ Service « rentrée » au rectorat de Paris. — Les services de l'académie de Paris ont mis en place une antenne d'information sur la rentrée scolaire, afin de répondre aux demandes des parents. Elle fonctionnera, jusqu'au 21 septembre, au 11-19, rue Archereau, 75019 Paris. Un service de renseignements téléphoniques est également disponible vingt-quatre heures sur vingt-quatre au 40-34-28-17 ou au 40-34-28-18.

□ Tornades dans la région de Chicago : au moins 20 morts. — Des tornades ont balayé, dans l'après-midi du mardi 28 août, jour de rentrée scolaire, le nord-est de l'Etat d'Illinois, une région proche de Chicago. D'après un premier bilan, il y aurait au moins 20 morts et 260 blessés. Les dégâts matériels sont importants : maisons détruites ou endommagées, lignes électriques ou téléphoniques arrachées, caravanes et voitures renversées, arbres cassés. Cinq

hôpitaux et une école auraient aussi beaucoup souffert des tornades. Les localités les plus touchées sont Joliet, Plainfield, Crest-Hill, Wheatland-Township et Lockport-Township. — (AFP, UPI.)

□ Une rencontre européenne d'enfants « sans vacances ». — A l'initiative du Secours populaire français, 5 000 enfants, venus des douze pays de la Communauté européenne se sont réunis, mardi 28 août à Paris, sous l'Arc de la Défense pour une première rencontre européenne d'enfants sans vacances, marquée par des jeux et diverses animations. Agés de six à quinze ans, ces enfants sont issus de familles défavorisées et accueillis pour quelques jours en France dans plusieurs centaines de familles de différentes régions.

□ Handicapés : 1 700 kilomètres avec des vélos tout terrain. — Vingt-deux handicapés physiques et mentaux viennent d'accomplir un raid de 1 700 kilomètres avec des vélos tout terrain (VTT). Ils ont été accueillis, mardi 28 août, à Paris, par M. Michel Gilbert, secrétaire d'Etat aux handicapés. Organisé par une association du Sud-Ouest, ce raid en VTT s'est déroulé en vingt-quatre étapes entre Toulouse et Paris et n'a emprunté que des sentiers de randonnée. Les participants, âgés de dix-sept à cinquante-quatre ans, étaient encadrés par trois moniteurs. Leurs bagages étaient transportés par un camion de l'armée.

Au sommaire du *Monde* de l'éducation de septembre

La maternelle en danger ?

L'école maternelle se sent menacée. Les mairies sont inquiètes de la mise en place, à partir de cette rentrée, des fameux « cycles d'apprentissage », dont le premier recouvre la grande section de la « petite école » et les CP et CE 1. La maternelle ne risque-t-elle pas, par ce biais, de devenir une annexe du primaire ? Ses pratiques et objectifs pédagogiques ne vont-ils pas être bouleversés ? Et comment ne pas se préoccuper de l'absence de priorité gouvernementale en faveur d'une entrée généralisée des enfants de deux ans à la « petite école » ? Christine Garin et Martine Valo ont enregistré ces inquiétudes dans leur enquête du numéro de septembre du *Monde de l'éducation*, « La maternelle en danger ». Elles ont aussi constaté que les écoles les plus dynamiques sont les moins préoccupées par cette évolution. Rien n'est simple !

Egalement au sommaire de ce numéro : — Actualité : toutes les nouvelles de la rentrée ; — Bonnes feuilles : une typologie des instituteurs, selon Oreste Saint-Drome ; — Ecole au quotidien : « Le virus du cours particulier » ; et

la grande misère de la santé scolaire ;

— Formation/entreprise : une université de la mode à Lyon ;

— Tribune : « Oui, enseigner, ça s'apprend ». Un point de vue de Jean-Claude Barbant, secrétaire général du SNI-PEGC, sur les nouveaux IUFM (instituts universitaires de formation des maîtres) ;

— Société : « La prévention contre la drogue » : ce que peut l'école ;

— Nos rubriques : A Paris : Ecole mode d'emploi ; Etudiants/intros pratiques ; Recherches...

— Et notre dossier : tous les sujets du bac 1990, en français et en philo. Avec des commentaires de professeurs et des exercices relatifs au sujet 1 (résumé de l'épreuve anticipée de français. Des interviews de huit écrivains « donnés au bac » : Daniel Boulanger, Annie Ernaux, Ph. Jacquot, A. Jacquard, J.-M.G. Le Clézio, A. Robbe-Grillet, Claude Roy et Michel Tournier. Et sept personnalités expliquent leur relation à la philosophie : Jacques Attali, H. Caillaud, A. Comte-Sponville, E. Le Roy Ladurie, Gilles Perrault, Françoise Sagan et P. Thullier.

Votre solitude, c'est uniquement dans votre tête

Puisqu'il y a forcément quelque part un être qui répond à votre idéal. Pour que son chemin et le vôtre se croisent il faut rencontrer des personnes qui recherchent quelque chose comme vous, mais dont la sensibilité profonde correspond à la vôtre. C'est cette aventure que vous pouvez connaître : découvrir des personnes dont le caractère, défini par une véritable étude psychologique, s'harmonise avec le vôtre. L'évolution du monde vous passionne, un progrès dans un domaine aussi essentiel ne peut pas vous laisser indifférent.

« 3000 COUPLES RACONTENT » Un document passionnant. Des témoignages qui répondent à vos questions : « Les tests sont-ils utiles et exacts ? Et les taux de réussite ? Et l'Amour avec un grand A » (envoyé sur demande). Sur un échantillon de 6 000 personnes ayant déclaré « Être comme moi », on a relevé 5 fois plus de mariages réussis que dans la vie courante.

Pour recevoir une documentation complète, faites 36 15 Code ION sur votre Minitel ou retournez le coupon ci-dessous à :

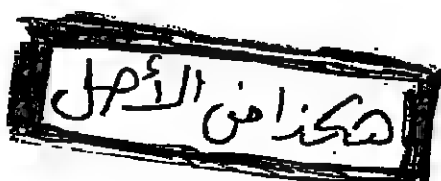
Ion International

UNE LIBERTÉ EN PLUS.

■ PARIS (75009) 94, rue Saint-Lazare Tél. : (1) 45.26.70.85
■ TOULOUSE (31000) 16, rue Nungesser-et-Coli Tél. : 63.59.48.58
■ BRUXELLES (1000) rue du Marché-aux-Herbes 105 BP 21 Tél. : 311.74.30
■ GENEVE (1206) 4, route de Florissant Tél. : (022) 46.84.88

Veuillez m'envoyer gratuitement sans engagement sous pli neutre et cacheté, votre brochure 24 pages couleur.

M. Mme, Mlle
Prénom Age
Adresse M57



COMMUNICATION

L'université d'été de Carcans-Mauboussin

M^{me} Tasca dévoile le budget de l'audiovisuel public

La plupart des responsables de l'audiovisuel public s'étaient donné rendez-vous, mardi 28 août, à l'université d'été de Carcans-Mauboussin (Gironde) pour y débattre de l'utilisation des archives, des télévisions de ville, des enjeux de l'information télévisée ou encore de

l'avenir du secteur public. L'occasion aussi pour une partie d'entre eux de s'entretenir avec M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée à la communication, venue dialoguer avec les radios locales associatives réunies en convention nationale et conclure leurs travaux. Ambiance

détendue et estivale, comme toujours dans ce village d'Aquitaine, mais qui n'a pas empêché le ministre de faire, de façon informelle, quelques révélations sur le budget de l'audiovisuel qu'elle défendra à l'automne devant le Parlement.

CARCANS-MAUBOUSSIN
de notre envoyé spécial

Souci d'apaiser l'inquiétude des professionnels ? Désir de prendre ses marques avant une éventuelle remise en cause des priorités gouvernementales si la crise du Golfe perdurait ? M^{me} Catherine Tasca s'est livrée, mardi 28 août, au jeu des confidences et, bousculant le calendrier, a révélé les grandes lignes du budget de l'audiovisuel qu'elle défendra dans quelques semaines au Parlement. Un budget 1991 qui s'inscrit « tout d'abord dans la continuité des efforts consentis » cette année, a précisé le ministre de la communication.

Sauf imprévu, le gouvernement prévoit en effet d'allouer l'an prochain au secteur public de l'audiovisuel 1,2 milliard de francs de ressources publiques supplémentaires, portant à 11,574 milliards son

budget global (contre 10,936 milliards de francs budgétés en 1990). Une hausse permise tout d'abord par l'augmentation annoncée de 2,5 % de la redevance et... la baisse du taux de TVA auquel l'Etat soumet cette taxe. De 5,5 %, la ponction opérée par le quai de Bercy devrait chuter à 2,10 %, alignant l'audiovisuel sur le régime applicable à la presse écrite.

Ces deux mesures devraient rapporter 450 millions de francs. Elles seraient notamment complétées par la « rebudgétisation » totale de Radio-France internationale (RFI) — désormais intégralement prise en charge par le Quai d'Orsay, — ainsi que par un remboursement accru des exonérations de redevance décidées par le gouvernement pour des raisons sociales. De 70 millions de francs, celui-ci passerait à 150 millions l'an prochain.

Recettes de poche, peut-être,

mais qui devraient permettre au gouvernement de tenir un autre de ses engagements : réduire la place des recettes publicitaires dans le financement de l'audiovisuel public. Celles-ci ne devraient plus représenter que 27,8 % des ressources d'Antenne 2-FR 3, l'an prochain, et 41,1 % seulement des revenus de la deuxième chaîne. « Le gouvernement n'a pas voulu supprimer totalement la publicité à la télévision publique comme certains le souhaitent », a remarqué M^{me} Tasca, mais à travers ce nouveau financement nous redonnons à Antenne 2 une marge de liberté (...). Quand le poids de la publicité devient trop important, la programmation s'en ressent. »

Côté dépenses, priorité devrait être donnée à la radio — « un secteur dont les pouvoirs publics se sont moins préoccupés ces dernières années » — ainsi qu'à

Antenne 2-FR 3. Radio-France devrait ainsi bénéficier de 170 millions de francs du fait des mesures nouvelles l'an prochain (contre 30 seulement cette année), tandis que les deux grandes chaînes publiques recevraient 700 millions de francs d'argent public supplémentaires.

L'outre-mer, avec RFO et l'International avec RFI ne seront pas oubliés, a promis le ministre, tout en reconnaissant que l'INA et surtout la SEPT seraient moins privilégiés : « Le développement de la chaîne culturelle connaît un certain retard », a-t-elle souligné, remarquant qu'elle ne serait probablement pas franco-allemande en janvier, comme cela avait été initialement décidé.

Des arbitrages défavorables

Bon budget ? Mauvais budget ? L'entourage du ministre se félicitait ouvertement d'arbitrages gouvernementaux plutôt favorables en ces périodes de tensions budgétaires. Les PDG des sociétés publiques présentes à Carcans-Mauboussin se faisaient plus circonspects. M. André Larqué se réjouissait de voir attribuer les 20,4 millions de francs promis pour ses investissements, mais se désolait de ne se voir attribuer que 12 millions supplémentaires pour ses dépenses de fonctionnement, quand il lui en aurait fallu 20.

M. Jérôme Clément, le président du directoire de la SEPT, espérait que l'attribution de 30 millions de francs de ses recettes de redevance serait amplement compensée par une aide accrue du ministère des affaires étrangères pour favoriser son implantation à l'étranger.

M. Philippe Guillaume, le PDG des deux grandes chaînes publiques, en revanche, se réjouissait du budget prévisionnel d'Antenne 2, tout en ne masquant pas son inquiétude pour celui — plus tendu — de FR 3. La production en région pourrait en souffrir, tandis que la troisième chaîne devrait restreindre l'ampleur des décrochages locaux qu'elle ambitionne de créer.

On serait loin alors du projet de « télévision capitale » présenté, mardi 28 août, par le directeur régional de Paris-Ile-de-France-Centre, M. Christian Dauriac : trois heures de diffusion quotidienne réparties en fin de matinée, d'après-midi et de soirée.

PIERRE-ANGEL GAY

La difficile survie des radios associatives

CARCANS-MAUBOUSSIN
de notre envoyé spécial

Les radios associatives ont-elles jamais reçu pareil hommage ? En moins de deux heures, mardi 28 août, voilà qu'elles recueillaient successivement l'appui du ministre de la communication, venu dire sa foi dans ce secteur pourtant sinistré par les uns, celui de M. Roger Burnel, au nom d'un CSA « unanime » à soutenir leur action, et celui des parlementaires par la voix du sénateur Gérard Delfau, qui a fait de leur sauvegarde une croisée personnelle.

La solennité de radios qui, depuis deux jours à Carcans-Mauboussin, travaillent à leur union s'en sont bien rendu compte, même si la traduction financière de cet intérêt à part entière, aux côtés des radios commerciales et du service public. On pourrait plutôt dire qu'il survit.

Difficile en effet de résister à la défiance commerciale qui s'est abattue sur la FM. Difficile de faire remarquer sa spécificité, quand on est entouré de relais tellement plus puissants. Difficile d'imposer un nom quand les autres radios — peut-on les appeler « concurrentes » ? — disposent de gigantesques moyens pour soigner leur notoriété. Sur les 1 800 radios recensées actuellement en France, le secteur associatif en comprend 350. « Les derniers des Mohicans » notait un participant.

Espèce protégée ? Le CSA l'entend un peu ainsi, dans un communiqué célèbre, les range dans une caté-

gorie précise et se dit prêt à la vigilance, lors de nouvelles autorisations pour que, zone par zone, leur représentation reste la même. Encore manquent-elles de moyens, les fonds d'aide, alimentés par une taxe sur les recettes publicitaires des radios et télévisions commerciales, constituant leur principale recette. 293 radios se sont ainsi partagées, en 1989, près de 45 millions de francs de subventions de fonctionnement. 241 de ces radios avaient des ressources comprises entre 100 000 et 300 000 francs, 29 ne disposaient pas d'un budget de 100 000 francs ! « Insuffisant pour faire du bon travail », clament les opérateurs à l'unisson.

Approche plus sélective des aides

M^{me} Catherine Tasca a refusé l'idée d'une hausse du barème de la taxe parafiscale alimentant le fonds, lequel, en raison notamment d'une meilleure rentrée de la taxe, sera tout de même cette année en augmentation : 53 millions de francs, a-t-elle annoncé le ministre. D'autres ressources, toutefois, pourraient être débouclées, avec une approche plus sélective des bénéficiaires afin d'aider des projets particuliers : projets de programmes, projets de formation, projets d'équipement pour de meilleures conditions de diffusion.

Projets à étudier avec de nouveaux partenaires, a suggéré M^{me} Tasca, en évoquant la possibilité d'actions concertées avec différents ministères (la jeunesse et les sports, la santé, l'immigration, etc.) et en annonçant la rédaction d'un vade-mecum à desti-

nation des radios associatives et de leurs éventuels partenaires. Deux conditions toutefois : le maintien de ces aides en tant que financement d'appoint — « Vous n'êtes pas un service public bis », a déclaré le ministre. Il faut diversifier vos ressources et ne pas être dépendantes des subventions publiques » — et le regroupement des radios — « Trop de choses ont souffert de votre isolationnisme ». Mais qui en doutait encore ?

Fédérations, confédérations, associations diverses n'ont pas entériné leurs querelles de chapelle et ont bien du mal à s'exprimer d'une même voix et à présenter, aux pouvoirs publics ou à éventuels partenaires, une même interlocuteur. C'était un peu l'objet de la convention de Carcans. Un comité de pilotage pourrait donc, dans un premier temps, réunir des représentants de toutes les régions, tendances, communautés diverses avant qu'une instance élue puisse légitimement représenter l'ensemble des radios associatives.

Radio Ados continuera de toute façon son travail avec les jeunes ; Radio Allège ses initiatives diverses à l'égard des prisonniers, des immigrés et de son quartier ; Radio Périgord 104 poursuivra ses fonctions d'éveil et d'animation de toute la communauté de Champagnac, tandis que dans les Alpes, une poignée de radios de montagne entend bien faire tout ce qui est en leur pouvoir pour aider des amis roumains à créer à Timisoara une radio non commerciale... On ne se refait pas.

ANNICK COJEAN

En présentant sa nouvelle grille

RMC mise sur les grandes signatures

NICE

de notre correspondant régional

M. Hervé Bourges, vice-président-directeur général de Radio-Montecarlo, a présenté, le mardi 28 août, à Monaco, la grille des programmes de la rentrée sur RMC, qui prendra effet le 3 septembre. Elle se situe dans le droit fil du plan de relance de RMC défini par M. Bourges en février 1989 et qui visait à faire de la station monégasque « une radio nationale à tonalité suisse, de proximité et de convivialité ». Principale innovation : l'appel à des personnalités originales du Midi ou synas des attaches dans cette région auxquelles seront confiées des rubriques régulières de trois minutes après le journal de la mi-journée.

Il s'agit de Daniel Herrero, entraîneur du club de rugby du RC Toulon, le lundi, Marcel Maréchal, directeur du Théâtre de la Cité de Marseille, le mardi, Haroun Tazieff, vulcanologue, le mercredi, Thierry Ardisson, animateur de télévision, le jeudi, et Jean Lacomme, journaliste et écrivain, le vendredi. Ces grandes signatures auront carte blanche pour commenter, à leur guise, l'actualité. La station monégasque s'est également attachée la collaboration du professeur Jean-Paul Escande, dermatologue à l'hôpital Cohn, qui parlera, chaque jour de la semaine, des progrès de la médecine dans RMC-Matin.

M. Hervé Bourges a, par ailleurs,

annoncé la conclusion prochaine des négociations concernant la restructuration de Télé-Montecarlo (*Le Monde* du 10 novembre 1989). L'objectif est de créer une nouvelle société d'exploitation, dont l'actionnaire principal sera la Générale des eaux. Cette société doit prendre en location-gérance les fréquences et les moyens de production de l'actuelle station — dont les pertes mensuelles sont de 2 millions de francs — contre le versement de royalties annuel. « Le plan de relance de TMC », a précisé M. Bourges, répondra à trois objectifs : assurer la survie d'une télévision populaire bien implantée dans le Sud, maintenir le caractère monégasque et régional de la station, et apporter un plus spécifique par le maintien et la diffusion du programme musical MC-Musique. »

G. P.

Ventes satisfaisantes pour « The European »

M. Robert Maxwell est satisfait des ventes de *The European*. Lancé en mai dernier, l'hebdomadaire aurait atteint, selon sa direction, 340 000 exemplaires vendus par semaine au mois de juillet, un chiffre nettement supérieur à l'objectif de 225 000 que le journal s'était

La mort de Willy Vandersteen

« Le Breughel de la bande dessinée »

Le dessinateur belge Willy Vandersteen est mort le 28 août à Edgem, près d'Anvers, à l'âge de soixante-dix ans. Créateur des célèbres personnages Bob et Bobette, il laisse une œuvre forte de 225 albums, traduits en 20 langues et édités à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires.

Hergé le tenait pour « le Breughel de la bande dessinée » et les lignes de ce prolifique représentant de l'école belge dépassaient souvent ceux du créateur de Tintin. C'est en 1941 que Willy Vandersteen abandonna sa carrière de décorateur pour se consacrer à la bande dessinée après avoir lu, dans un magazine britannique, que cette activité commençait à avoir un véritable succès.

Ses premières œuvres sont publiées par le quotidien flamand *De Pers*. En 1948, Willy Vandersteen rejoint la toute jeune équipe du *Journal de Tintin* et c'est là qu'il crée Bob et Bobette, dont le succès mondial — du premier album *Ille d'Amphora* au tout der-

nier, *l'As du ballon* — ne se démentira pas. Willy Vandersteen quitta le *Journal de Tintin* en 1959 et resta ensuite fidèle à l'éditeur flamand De Sijndard. Il fonda son propre studio, qui emploie quinze à vingt collaborateurs. Là naîtront des milliers de titres et tous les autres personnages : Bossy, Le prince Riri, Jérôme, Robert et Bertrand, etc.

L'influence d'Hergé

Très influencé graphiquement par Hergé, Willy Vandersteen se soucie moins que le père de Tintin de perfection formelle mais fait preuve d'un incontestable génie commercial, qui lui a toujours fait pressentir les attentes du public.

Véritable institution culturelle en Flandres, l'œuvre de Vandersteen est aussi saluée par les spécialistes de la BD, surtout pour les premières aventures de Bob et Bobette et une inépuisable version de jeunesse de *Tintin* l'espère.

J. F. L.

SPORTS

ATHLETISME : championnats d'Europe à Split

La marche discrète de Toutain

En se classant deuxième en finale du 100 m des championnats d'Europe d'athlétisme, mardi 28 août à Split (Yougoslavie), le Français Daniel Sanguin, dont on attendait beaucoup, a légèrement déçu. En terminant troisième des 20 kilomètres marche, Thierry Toutain, dont on n'attendait rien, a agréablement surpris.

SPLIT

de notre envoyé spécial

Le nez tordu d'Alain Prost, le menton en galoche de Michel Platini, les sacs de Yannick Noah, les lunettes de Laurent Fignon ont fait la une de tous les magazines. Ce sont des traits caractéristiques de champions identifiées par tous les Français. Mais il est des visages sportifs vus à plus d'anonymat, l'ovale fermé, la bouche volontaire, la nuque brune et les yeux vifs de Thierry Toutain, ces traits de cinéma, il n'y avait jusqu'ici que les rares amateurs de marche pour les reconnaître.

« Les championnats de France ont lieu devant des gradins vides, comment voulez-vous que les gens connaissent les marcheurs ? », demande le bonhomme étrangement grand et charpenté (1,83 m, 73 kilos), mais d'une extrême souplesse. Les trompettes de la renommée et du sponsoring sont souvent mal embouchées. La tête de Thierry Toutain ne revenait à personne. Qui aurait pu s'imaginer à un fonctionnaire de police âgé de vingt-huit ans, bon père, bon époux, qui passe son temps libre à se déhancher en balançant les bras sur les chemins de campagne du Jura, à une vitesse (15 km/h) que beaucoup de marathoniens amateurs ne suivraient pas ?

Plus vite que Leblanc

A une époque où le moindre sportif de haut niveau est pris en charge par une mairie ou un conseil général, où les fabricants de vêtements font de la surenchère pour équiper des ringards, où la plus petite chance de médaille autorise toutes les largesses, Thierry Toutain affirme s'adonner à son sport sans amoralisme, en « étant de sa poche ». Un sprinter, une paire de pointes lui fait l'année. Un marcheur, une paire de pompes ne fait qu'un mois dans l'année. On consomme donc douze fois plus, mais on est aidé douze fois moins. Pour persévérer dans ces conditions, pour accepter d'avoir régulièrement la plante des pieds à vif, il faut du caractère et Thierry n'en manque pas. Natif de Fourmies, il a la volonté légendaire des gens du Nord. Etait-ce suffisant pour en faire un champion ?

Tant qu'il se consacra aux 50 kilomètres marche pendant dix ans, on douta qu'il le devint jamais. Or, en descendant ces deux dernières années sur la distance inférieure, les 20 kilomètres, une démarche assez rare en athlétisme où on allonge plus volontiers les parcours quand on est limité, le policier s'est révélé. Ainsi, avant de se rendre à Split, il a réalisé trois fois moins de 1 h 22 min sur 20 kilomètres, dont une fois 1 h 21 min 54 s 7, ce qui constituait un nouveau record de France. Pas n'importe quel record. Il a effacé Gérard Lelièvre, aujourd'hui entraîneur national, dont la performance avait, en son temps, constitué un record du monde. C'était une « marque magique » qu'il franchissait. Thierry Toutain pensait donc légitimement à une place sur le podium, bien qu'il n'ait pas figuré parmi les

dix meilleurs Européens de la saison.

La vérité des bilans n'est pas celle d'une course. A Split, sous un ciel d'encre, il n'hésita donc pas à se lancer à la poursuite de Pavol Blazek quand il eut compris que le Tchèque l'avait bien parti pour gagner. Le Français ne fut malheureusement pas le seul à avoir ce réflexe. L'Espagnol Daniel Plaza se mit « dans sa roue » comme disent les coureurs cyclistes, pour mieux le sauter par la suite. L'effort, l'obstination du policier devaient cependant être récompensés. Nul autre ne devait le rattraper, ni le Polonais Korzenkowski, ni l'Espagnol Mesas.

L'orage venait d'éclater lorsque le Français pénétra dans le stade. Dans les tribunes battues par l'averse, c'était la boucasse pour trouver un abri. Il n'y eut que le tonnerre pour saluer sa performance. Thierry passait la ligne 1 min 17 s après Blazek, bras en l'air, en triomphateur. Il le pouvait : aucun marcheur français n'était plus monté sur un podium européen depuis Maggi en 1950 pour une médaille de bronze. Sur ce podium, on aura enfin pu voir à qui et à quoi il ressemblait. Un beau prototype de l'athlète assurant, ce Thierry Toutain.

ALAIN GRAUOUD

100 mètres femmes. — Les sprinteuses est-allemandes ont réalisé un triple sur cette distance : Katrin Krabbe (20 ans, 1,82 m, 64 kilos) l'emportant en 10 s 89 devant Silke Mosler (11 s 10) et Kerstin Behrandt (11 s 17). La Française Odiah Sidibé a terminé cinquième (11 s 40). Laurence Bily, qui était l'européenne la plus rapide (11 s 09) cette saison sur la distance derrière Katrin Krabbe, a abandonné en demi-finale sur blessure.

Saut en longueur femmes. — En l'absence de la Soviétique Galina Chistakova, détentrice du record du monde (7,52 m) blessée, l'Allemande de l'Est Heike Brehmer (25 ans, 1,90 m, 70 kilos), championne du monde 1983, a gagné le titre avec un saut de 7,30 m au deuxième essai. Elle a devancé la Roumaine Marieta Icu (7,02 m) et l'Allemande de l'Est Helga Radtke (6,94 m).

100 mètres hommes. — En tête jusqu'à 30 mètres de la ligne d'arrivée, le Français Daniel Sanguin a été dépassé dans les dernières foulées par le Britannique Linford Christie, (30 ans, 1,87 m, 83 kilos), déjà champion d'Europe en 1986, qui a été chronométré à 10 s, en dépit d'un vent contraire de 2,20 m/s. Daniel Sanguin a réalisé 10 s 04, et le troisième, le Britannique John Regis, 10 s 07. Les Français Bruno Marie-Rose et Max Morin ont terminé respectivement quatrième (10 s 10) et cinquième (10 s 15).

Javelot hommes. — Le Britannique Steve Backley (21 ans, 1,96 m, 87 kilos), qui a porté récemment le record du monde du javelot à 90,98 m, après avoir gagné les Jeux du Commonwealth au début de l'année, s'est imposé grâce à un jet de 87,30 m avec un engin non planeur. 20 kilomètres marche hommes. — Das le premier quart du parcours, marqué par des côtes sèches, le Tchèque Pavol Blazek est devenu champion d'Europe, dans le temps de 1 h 22 min 05 s. Il a précédé l'Espagnol Daniel Plaza (1 h 22 min 22 s) et le Français Thierry Toutain (1 h 23 min 22 s).

TENNIS : les Internationaux des Etats-Unis

Élimination surprise de Stefan Edberg

Déjà éliminé cette année au premier tour des championnats internationaux de France, le tennisman suédois Stefan Edberg, devenu récemment numéro un mondial, a vécu la même mésaventure, mardi 28 août à Flushing Meadow, où il a été battu par le Soviétique Alexander Volkov, cinquante-deuxième joueur mondial. Depuis que l'Australien John Newcombe avait été éliminé dès le premier tour par le Tchèque Ivan Kodes en 1971, jamais la tête de série n'1 n'avait disparu d'entrée à New-York. Le gaucher suédois a mis un terme à une série de vingt et un matches et quatre tournois sans défaite du Suédois.

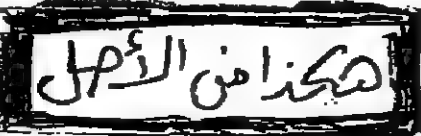
L'élimination de Stefan Edberg a été la seule surprise d'une journée plutôt favorable aux joueurs français.

Hendri Laconie s'est montré expéditif face à l'Indien Ramesh Krishnan. Yannick Noah était parti pour faire aussi bien face à l'Américain David Pate, mené deux sets à rien et 4-0 dans le troisième. Le Français a pourtant dû attendre le cinquième set pour s'imposer au terme d'un

match marathon qui risque de laisser des traces pour le choc du deuxième tour contre l'Allemand de l'Ouest Boris Becker.

Premier tour (meilleurs) / Volkov (URSS) b. Edberg (Sué) n° 1 6-3, 7-6, 6-2; Jare (Arg) n° 16 b. Blackman (EU), 6-3, 6-3, 6-4; Chernenkov (URSS, n° 10) b. Delavre (Fra), 6-4, 7-5, 6-3; Sanchez (Esp) n° 7 b. Garrow (EU), 7-6, 6-4, 6-4; Lendl (Fch) n° 3 b. Laurendeau (Can), 7-5, 6-2, 6-2; Courier (EU) n° 14 b. Masur (Aus), 6-4, 6-0, 5-7, 6-1; Sangaras (EU) n° 12 b. Goldie (EU), 6-1, 7-5, 6-1; Lacomme (Fra) b. Krishnan (Ind), 6-4, 6-1, 6-1; Ariss (EU) b. Forget (Fra), 7-6, 6-4, 3-6, 6-4; Rognato (EU) b. Benhabiles (Fra), 6-4, 6-2; Noah (Fra) b. Pate (EU), 7-6, 6-4, 6-7, 4-6, 6-2.

Premier tour (dames) / N. Zvereva (URSS, n° 14) b. K. Cuernetec (Fra), 6-1, ab.; M. Navratilova (EU) n° 2 b. F. Hauxmiller (Arg) 6-4, 6-0; M. Melisova (Bul) n° 9 b. A. Frazier (EU), 6-1, 6-3; Z. Garrison (EU) n° 4 b. B. Reineisler (Aut), 6-1, 6-3.



AGENDA

CARNET DU MONDE

Nécessaires

Christine COMBARIEU-BADIANE
et
A. BARS BADIANE

sont heureux d'annoncer la naissance
de leur fille

Aline, Syrah,

à Paris, le 21 août 1990.

David et Valérie APPIA

ont la joie d'annoncer la naissance de

Paul,

le 25 juillet 1990.

2830 Arizona Terrace, N.W.
Washington D.C. 20016.

Décès

M^{me} Suzanne Aujaleu,
sa fille.

Ses petits-enfants,
Le docteur Jean-Paul Dessaux et la
docteur Catherine Spitzer,

François Dessaux et Mariel Lorne,
Ses arrière-petits-enfants,
Juliette Antier et Julien Dessaux,
Ses neveux,
M. et M^{me} Maurice Aujaleu
et leurs enfants,
Le docteur et M^{me} Jean-Pierre
Aujaleu
et leurs enfants.

Ainsi que la famille Kopf,
ont la tristesse de faire part du décès
du

docteur Eugène AUJALEU,
professeur agrégé du Val-de-Grâce,
ancien directeur général
de la santé et de l'INSERM,
grand officier de la Légion d'honneur,
grand croix
de l'Ordre national du Mérite,

survenu à Gambais (Yvelines), le
26 août 1990, à l'âge de quatre-vingt-
six ans.

Les obsèques religieuses seront célé-
brées le jeudi 30 août, à 15 heures, en
l'église du Ménilmontant (Tarn-et-Garonne).

Une messe sera célébrée ultérieurement
à la paroisse Notre-Dame-des-
Champs, boulevard du Montparnasse,
à Paris.

144, boulevard du Montparnasse,
75014 Paris.

(Après de médication en 1936, le professeur
Aujaleu occupa la chaire d'épidémiologie du Val-
de-Grâce à Paris, et y dirigea le service de physi-
ologie. Pendant la seconde guerre mondiale, en
1942, le professeur Aujaleu fut directeur de ser-
vice de santé du gouvernement provisoire de la
République française, à Alger. A la Libération, il
devint directeur de l'hygiène sociale au ministère
de la santé publique et de la population, avant
d'occuper, de 1958 à 1964, le poste de directeur
général de la santé. Il dirigea ensuite, de 1964 à
1969, l'Institut national de la santé et de la
recherche médicale (INSERM). À partir de 1969,
dette à laquelle il était membre du Conseil exé-
cutif de l'Organisation mondiale de la santé
(OMS) et jusqu'en 1980, le professeur Aujaleu a
joué un rôle international actif. Personnalité pro-
minente de l'OMS, il avait présidé l'Assemblée
mondiale en 1981).

— Marie et William Mair,
Jacques Dourgnon,
Yvonne Sée,
Stéphane et Victoria Mair,
Anne, Sophie, Laure et Paul Dour-
gnon,
Manuel, Sébastien et Julien Dour-
gnon,
ont le chagrin de faire part du décès de

Denis DOURGNON,

leur mère, sœur et grand-mère.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité.

— M. et M^{me} Pierre Dufour,
M. et M^{me} Jacques Dufour,
M^{me} Claire Dufour,
ont la douleur de faire part du décès de leur frère

Jean DUFOUR,
docteur en sciences physiques,
maître de conférences
à l'université d'Amiens,

survenu à Paris, le 26 août 1990.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le Théâtre de Goncourtiers
Et toute son équipe
ont la douleur de faire part de la mort
de son collaborateur.

Jean DUFOUR,
survenue à Paris, le 26 août 1990.

(Jean Dufour était présent à Goncourtiers des
débats, à la fin des années 60, lorsque le
Théâtre était encore une salle des écrivains et la Ca-
pote dramatique, une compagnie. Collaborateur du
Centre avec Bernard Sobel, il est toujours resté à
ses côtés, signant avec lui certaines mises en
scène (Brecht, Flaubert).)

— Catherine et Victor Fuchs,
Vanessa,
Martine et Michel Fuchs,
Olivier et Karine,
Carla et Hervé Gouinguenet,
ont la douleur de faire part du décès de leur
mère et grand-mère,

Louise FUCHS,
née Kaster,
(Loudy).

le 25 août 1990, à l'âge de soixante-
quatre ans.

Les obsèques auront lieu vendredi
31 août, à 8 heures, au cimetière de
Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.
54, avenue Philippe-Auguste,
75011 Paris.

M^{me} Martine Frischmann,
Bertrand Frischmann,
Le docteur et M^{me} David Kraft,
M^{me} Lily Kraft,
Les familles Saporta et Sorel,
ont l'immense douleur de faire part du
décès de leur mère, grand-mère, sœur,
belle-sœur et tante,

Frédérique FRISCHMANN,
née Kraft,

survenue à Paris, le 27 août 1990.

L'inhumation aura lieu au cimetière
de Grenelle, le jeudi 30 août, à 10 h 30,
dans la plus stricte intimité.

Ni fleurs ni couronnes.

9, square de Port-Royal,
75013 Paris.

85, avenue du Général-Leclerc,
75014 Paris.

— M^{me} Yvonne Gautier,
son époux,
Philippe Gautier,
Erick Gautier,
Brigitte Gautier,
ses enfants,
Erick André Gautier,
son petit-fils,
M^{me} Marcelle Vastot,
sa sœur,
Ses beaux-frères, belles-sœurs, cou-
sins, neveux, nièces
Et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques GAUTIER,
survenu à Cintheau, le 27 août 1990.

Une veillée de prières sera dite
le mercredi 29 août, à
20 h 30, au prieuré de Cintheau.

Les obsèques auront lieu à Caracas
(Venezuela), le lundi 3 septembre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Il se remémorait tous ceux qui d'une
manière ou d'une autre les auront
accompagnés dans leur peine.

Anniversaires

— Le 29 août 1967, décédait
Misa SCHEIN.

Le 17 juin 1990, décédait son
époux,
Sophie.

Pour eux, une pensée.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-22-94

Les avis peuvent être insérés
LE JOUR MÊME
s'ils nous parviennent avant 9 h
au siège du journal,
15, rue Falguère, 75001 Paris.
Tél. : 40-65-22-94.

Tarifs de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 87 F
Abonnés et actionnaires : 77 F
Communications diverses : 90 F
Les lignes en capitales grasses sont
facturées sur la base de deux lignes.
Les lignes en blanc sont obligatoires
et facturées. Minimum 10 lignes.

CONCILIUM

REVUE INTERNATIONALE
DE THÉOLOGIE 174

REGIONS
EPIQUELES
EN
EUROPE DE L'EST

NORBERT CREINACHER - VIRGIL ELIZABDO
DERRIERE LE RIDEAU DE FER EN 1982

LE CAHIER 67 FF

BEAUCHESNE

72, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS

AUTOMOBILE

Volvo 960 : la ligne remplace le V



En modifiant son haut de
gamme à partir de l'automne,
Volvo a-t-elle fait un mauvais
pari ? Les événements du Golfe,
selon la suite qu'il faudra en
attendre, si les choses tournent
mal, risquent fort en effet de
bouleverser le bel avenir des
marques de luxe et, par là, leur
production. On se souvient du
sort que connurent les firmes
américaines lors des précédents
chocs pétroliers, qui virent mai-
grir les modèles alors encore
produits outre-Atlantique, pour
en faire finalement des voitures
de collection, tant leur concep-
tion s'inspirait du gâchis éner-
gétique de l'époque. L'appelle-
tion « compact » s'ensuivit.

Certes, les plus célèbres
constructeurs de voitures de
grosses cylindrées se sont tout
de même penchés à partir des
années 70 sur les soucis de
consommation qu'imposait la
situation, quelle que soit la des-
tination de leurs modèles. A ce
titre, dans la compétition, les
rendements énergétiques en-
trent encore en ligne de
compas. Il reste qu'après
années de nouvelle abondance
pétrolière, les voitures dites de
prestige ne s'encombrent pas
considérablement de ce genre
de considérations.

Quoi qu'il en soit, le haut de
gamme de Volvo abandonne
donc aujourd'hui le 6 cylindres

en V produit avec Renault et
Peugeot (PRV) pour se voir
monter désormais avec un 6
cylindres en ligne (2922 cm³,
16 CV pour 204 chevaux à
6 000 tours), double arbre à
cames en tête et 24 soupapes.
L'allège léger est largement mis
à contribution dans l'affaire, et
la technologie du laser autant
que la gestion électronique
s'emploient à dépiquer les
dépendances coûteuses, affir-
me la marque suédoise. Accep-
tons-en l'augure. Côté
« caisse », la révolution n'est
pas, semble-t-il, au rendez-
vous.

Il est par ailleurs annoncé que
Volvo s'est préoccupé de don-
ner à l'utilisateur du nouveau
véhicule un choix de conduites
plus large qu'à l'accoutumée.
Trois programmes sont à sa
disposition grâce à sa transmis-
sion automatique : économique
(ouf), sportif et hivernal.

Une prise en main de ces
nouvelles 960, qui comporte-
ront des versions 4 cylindres à
16 soupapes ou Diesel (des
moteurs déjà exploités), ber-
lines ou breaks, et qui rem-
placeront les 760, permettra de
répondre à un certain nombre
de questions. Indiquons, pour
l'essentiel, que la 740 poursuit
sa carrière par ailleurs.
Quant aux prix, ils iront de
250 000 F à 281 000 F.

C. L.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du
mardi 28 août :

DES DÉCRETS

— n° 90-756 du 22 août 1990 por-
tant publication de la convention
relative à la conservation de la vie
sauvage et du milieu naturel de l'Eu-
rope (ensemble quatre annexes),
ouverte à la signature à Berne le
19 septembre 1979 ;

— n° 90-757 du 24 août 1990 por-
tant réorganisation de la défense
dans la région Méditerranée et por-
tant dérogation, à titre expérimental,
à certaines dispositions relatives à
l'organisation de la défense ;

— n° 90-758 du 24 août 1990 por-
tant à titre expérimental en région
militaire de défense Méditerranée
dérogation aux dispositions relatives
au commandement, ou à la direc-
tion, et à l'administration dans l'ar-
mée de terre, la gendarmerie na-
tionale et les services communs ;

— n° 90-759 du 24 août 1990 por-
tant dispositions particulières rela-
tives aux délégations de pouvoirs du
ministère de la défense ;

— n° 90-760 du 24 août 1990 por-
tant dérogation à titre expérimental
à certaines dispositions administratives
en région militaire de défense Médi-
terranée ;

— n° 90-761 du 24 août 1990
modifiant la répartition des attri-
butions exercées par certaines autorités
régionales et portant dispositions

particulières relatives aux délégations
de pouvoirs du ministre de la
défense ;

— n° 90-762 du 27 août 1990 rela-
tif à l'évolution de certains loyers
dans l'agglomération de Paris, pris
en application de l'article 18 de la loi
n° 89-661 du 6 juillet 1989 tendant à
améliorer les rapports localisés et por-
tant modification de la loi
n° 86-1290 du 23 décembre 1986.

DES ARRÊTÉS

— du 24 août 1990 portant ho-
mologation de règlements du Comité de
la réglementation bancaire ;

— du 24 août 1990 relatif à cer-
taines attributions, habilitations et
délégations de pouvoirs en région
militaire de défense Méditerranée ;

— du 24 août 1990 fixant à titre
expérimental les attributions particu-
lières du commandant des écoles de
l'armée de terre en région militaire
de défense Méditerranée ;

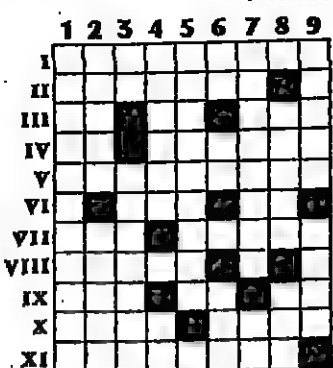
— du 30 juillet 1990 portant clas-
sement sur les listes I et II des sub-
stances vénéneuses ;

UNE INSTRUCTION

— du 31 juillet 1990 relative à
l'utilisation de la fraction de la partici-
pation des employeurs à l'effort de
construction réservée par priorité au
logement des travailleurs immigrés et
de leur famille.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5336



HORIZONTALEMENT

1. A qui on peut accorder du crédit.
— II. Pâtes, ne sont pas claires.
— III. D'un auxiliaire, Matière pour un
livre. Véhicule. — IV. Saint. Pèce flo-
rable. — V. Qui sont donc bien rentrés.
— VI. Très gras et sé. A la mode. —
VII. Qui frappe fort. Dont on n'a pas
voulu se charger. — VIII. Pour des
vêtements sévères. — IX. Sans
motifs. Abréviation. Symbole. —
X. Pas imaginaire. Fournit de l'es-
sence. — XI. Qui ne semblent pas du
tout rongées.

VERTICALEMENT

1. Volerient un œuf mais pas un
bout. — 2. Pour respirer dans l'eau.
Pard aux arbres. — 3. Note. Peut faire
beaucoup de dégâts quand il est
apprenti. — 4. Ferme les paupières.
Article. — 5. Les comportements de
l'administration. — 6. Utile pour faire
des projets. Ne représente pas un
chiffre rond. On y trouve de grands
barrages. — 7. Moins beau quand il
est de service. Pour y entrer, on n'a
plus besoin du bac. — 8. Utile quand
on veut percer. Planches. — 9. Où il y
a des vices. Peuvent être mis dans le
lavin.

Solution du problème n° 5335

Horizontalement
I. Maldonne. — II. Opium. Age. —
III. Rot. Impôt. — IV. Igues. Pi. —
V. Lerne. E.N.A. — VI. Lège. En. —
VII. Irise. — VIII. Eglise. — IX. Ion. Né.
— X. Saleté. Té. — XI. Ide. Essus.

Verticalement
1. Morillon. Si. — 2. Apogée. Lad. —
3. Livrerie. Le. — 4. Dd. Energie. —
5. Omies. Iote. — 6. Usines. —
7. Nappa. Es. — 8. Egoïne. Ente. —
9. Ser. Anisée.

GUY BROUTY

PARIS EN VISITES

JEUDI 30 AOUT

« Jardins et cours de Belleville-
Ménilmontant », 14 h 30, métro
Place-des-Fêtes (Paris pittoresque
et insolite).

« Montmartre, quartier d'artistes
et de jardins : du Bateau-Lavoir au
Lapin agile », 14 h 30, métro
Abbesses (C. Merle).

« Le Marais anglophile du
18^e siècle, l'art du thé, salons biling-
ues et Amiral », 14 h 30, sortie
métro Saint-Paul (L. Hauller).

« Hôtels, jardins et ruelles du
Marais », 14 h 30, métro Saint-
Paul-Le Marais (Lutèce-visites).

« Les plus grands hôtels du
Marais », 14 h 30, place des
Vosges, statue de Louis XIII
(M^{me} Cazes).

« Hôtels et églises de l'île Saint-
Louis », 14 h 30, sortie métro
Saint-Paul (Régulation du passé).

« Les bâtiments conventuels du
Val-de-Grâce, spécialement acces-
sibles », 14 h 45, croisement bou-
levard de Port-Royal et rue Saint-
Jacques (M. Banassat).

« Le parc Georges-Brassens »,
15 heures, angle rue des Morillons
et rue Brancion.

« Le quartier des Halles d'hier et
d'aujourd'hui : une métamorphose

de Paris », 15 heures, devant
l'église Saint-Eustache, rue du Jour
(Monuments historiques).

« Le château de la reine Blanche,
l'hôtel de Julienne et l'hôtel Scipion »,
15 heures, 17, rue des
Gobelins (D. Bouchard).

« La Conciergerie, du palais des
rois à la prison révolutionnaire »,
15 heures, 1, quai de l'Horloge
(E. Romann).

« Saint-Eustache et les Halles,
d'hier et d'aujourd'hui », 15 heures,
devant le portail principal
(Connaissance de Paris).

« L'Opéra Garnier et les fastes
du Second Empire », 15 heures, en
haut des marches (Tourisme
culturel).

« La franc-maçonnerie, des origi-
nes à nos jours », 15 h, entrée,
16, rue Cadet (Connaissance d'ici
et d'ailleurs).

« Exposition Charles de Gaulle à
la Bibliothèque nationale »,
15 heures, entrée de l'exposition,
58, rue de Richelieu (Paris et son
histoire).

« Le Louvre, de Philippe-Au-
guste à la Pyramide », 18 h 30,
place du Palais-Royal, devant le
Louvre des antiquaires (Approche
de l'art).

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Administrateurs délégués : Antoine Grieset, Nelly Pierret

Rédacteurs en chef : Bruno Freppart, Jacques Amalric,
Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-30-10

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-32-90

Tarif : FRANCE, SUISSE, AUTRES PAYS

3 mois : 400 F, 572 F, 790 F

6 mois : 780 F, 1 123 F, 1 560 F

1 an : 1 400 F, 2 066 F, 2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, Renvoyer ce bulletin

Accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 40-65-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

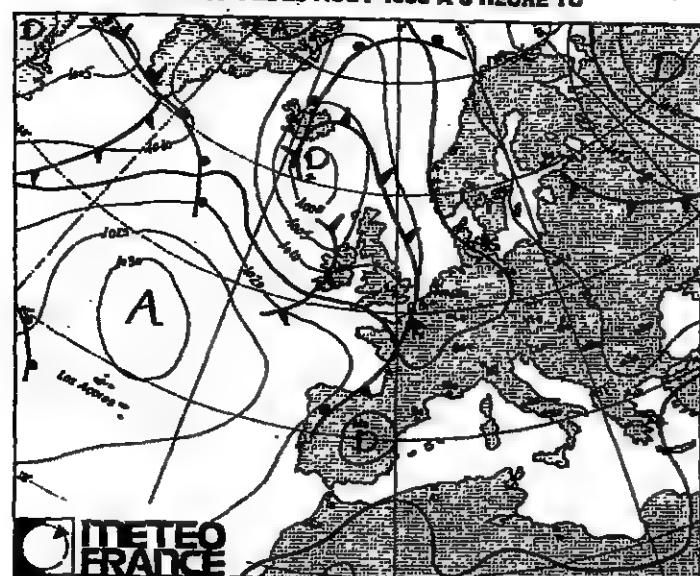
Je soussigné reconnais avoir l'obligation de verser toutes les sommes dues en capital et d'imprimerie.

هكذا من الأسفل

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 29 AOÛT 1990 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 31 AOÛT A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 29 août à 0 heure et le jeudi 30 août à 24 heures.

Une perturbation pluvio-orageuse abordera la Bretagne mercredi en fin de journée et s'échouera hors de nos frontières vendredi matin.

Jeudi : pluvio-instable sur le Sud-Est. Averses sur le Nord-Ouest.

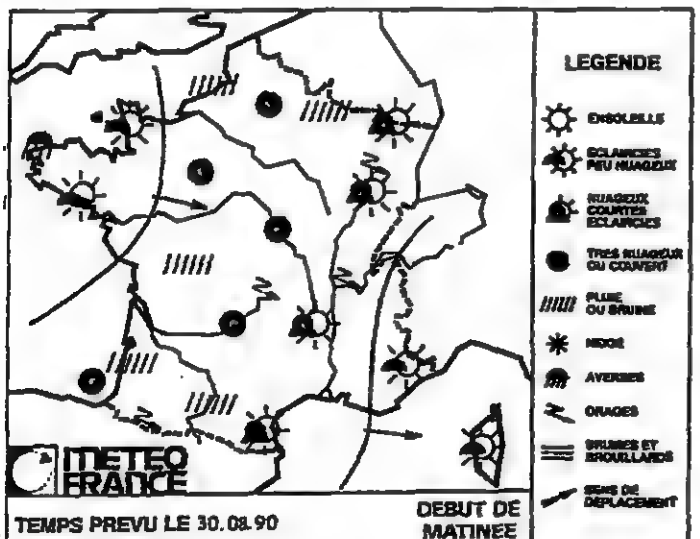
Le matin, le temps pluvio-instable se situera du Nord-Picardie à l'Aquitaine-Midi-Pyrénées. Les pluies seront plus nombreuses dans le Sud-Ouest. Sur toute la moitié est, excepté Corse, Provence-Côte d'Azur, où le ciel sera peu nuageux, les nuages seront nombreux et il y aura même quelques ondées ou orages résiduels. De la Basse-Normandie aux Pays

de Loire et à la Bretagne, le ciel sera variable avec alternance d'éclaircies et d'averses.

En cours de journée, les éclaircies et averses gagneront vers l'est pour atteindre en soirée une ligne allant des Ardennes au Nord de l'Aquitaine. La zone pluvio-orageuse se situera des Pyrénées au Nord-Est et aux Alpes. La Corse et Provence-Côte d'Azur seront encore éparpillées.

Les températures maximales seront de l'ordre de 13 à 17 degrés, localement 18 à 20 degrés dans le Sud.

Les températures minimales atteindront 25 à 30 degrés dans le Sud-Est. Ailleurs, elles seront en baisse sensible, 18 à 20 degrés près des côtes de la Manche et 20 à 25 degrés ailleurs.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés									
Valeurs horaires minimales entre le 28-8-90 à 6 heures TU et le 29-8-90 à 6 heures TU									
FRANCE					ÉTRANGER				
ALGER	27	16	D		ALGER	30	17	D	
BARCELONE	27	16	C		BARCELONE	31	18	N	
BELGRADE	27	16	C		BELGRADE	31	18	N	
BOMBAY	33	20	N		BOMBAY	33	20	N	
BREITENBURG	27	16	C		BREITENBURG	27	16	C	
CAEN	27	16	C		CAEN	27	16	C	
CHERBOURG	27	16	C		CHERBOURG	27	16	C	
CLERMONT-FERRAND	27	16	C		CLERMONT-FERRAND	27	16	C	
DURAN	27	16	C		DURAN	27	16	C	
GENÈVE	27	16	C		GENÈVE	27	16	C	
GRANVILLE	27	16	C		GRANVILLE	27	16	C	
LIMOGES	27	16	C		LIMOGES	27	16	C	
LYON	27	16	C		LYON	27	16	C	
MARSEILLE	27	16	C		MARSEILLE	27	16	C	
NANCY	27	16	C		NANCY	27	16	C	
NANTES	27	16	C		NANTES	27	16	C	
PARIS-MONTMARTRE	27	16	C		PARIS-MONTMARTRE	27	16	C	
PARIS-MONTREUIL	27	16	C		PARIS-MONTREUIL	27	16	C	
PERPIGNAN	27	16	C		PERPIGNAN	27	16	C	
RENNES	27	16	C		RENNES	27	16	C	
STRASBOURG	27	16	C		STRASBOURG	27	16	C	
TORONTO	27	16	C		TORONTO	27	16	C	
Toulon	27	16	C		Toulon	27	16	C	
VALENCIENNES	27	16	C		VALENCIENNES	27	16	C	
VIENNE	27	16	C		VIENNE	27	16	C	

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : **F** signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; **O** Film à éviter ; **N** On peut voir ; **NP** Ne pas manquer ; **CC** Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 29 août

- TF 1**
- 20.35 Théâtre : Le pâtre. Place de Roger Hanin, mise en scène de Pierre Boutevin, avec Roger Hanin, Anne-Marie Philippot, Marie-Joëlle. Un PDG raciste et entouré d'étrangers.
- 22.30 Sport : Football. Championnat de France : Marseille-Bordeaux, en direct de Marseille.
- 00.15 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 20.40 Carte blanche à Christine Cockrent. C'est encore l'été : sketches et reportages comiques : Crise du Golfe : Les enjeux de la crise.
- 23.00 Cinéma : Jules et Jim. Film français de François Truffaut (1962). Avec Jeanne Moreau, Oskar Werner, Henri Serre.
- 0.40 Journal et Météo.
- 0.55 Sport : Athlétisme. Championnat d'Europe à Split (Yougoslavie).
- 1.30 Magazine : Du côté de chez Fred. L'avenir de Hongkong.
- LA 3**
- 20.35 Feuilleton : Richard Wagner. De Tony Palmer, avec Richard Burton, Vanessa Redgrave (4^e épisode). La naissance d'une fille.
- 21.35 Magazine : Zoom. D'André Harris et Alain de Sédouy. Un spécial mai 68, réalisé... en mai 1988.
- 22.30 Journal.
- 22.55 Opéra : Turandot. Opéra en trois actes, de Giacomo Puccini.
- CANAL PLUS**
- 21.00 Cinéma : Comment faire l'amour avec un nègre sans se fatiguer.

- Film franco-canadien de Jacques W. Bensli (1989). Avec Isach de Bankolé, Maka Kotto, Robert Bizeau.
- 22.30 Flash d'informations.
- 22.40 Cinéma : Julia et Julia. Film italien de Peter Del Monte (1987). Avec Kathleen Turner, Sting, Gabriel Byrne.
- 0.15 Cinéma : La princesse de Clèves. Film français de Jean Delannoy (1981). Avec Marina Vlady, Jean-François Poron, Jean Marais.
- LA 5**
- 20.35 Téléfilm : Police des polices. De Michael Tuchner, avec Richard Crenna, Kate Capshaw (1^{re} partie). Des « ripoux » new-yorkais.
- 22.15 Sport : Tennis. US Open 1990.
- 23.30 Sport : Cyclisme. Résumé du Championnat du monde 1990 au Japon.
- 0.00 Journal de minuit.
- LA 6**
- 20.35 Téléfilm : La clandestine du FBI. De Bill Duke, avec Howard Rollins, Lynn Whitfield. Une femme de couleur en mission.
- 22.10 Téléfilm : L'homme aux chiens. De Bruno Gantillon, avec Madeleine Robinson, Michel Robin. Un veuf au grand cœur.
- 23.35 Six minutes d'informations.
- 23.40 Musique : Boulevard des clips.
- LA SEPT**
- 20.00 Documentaire : L'eau des fleuves. De Jean-Paul Allégret.
- 21.00 Téléfilm : Les étoiles de mer. De Mikio Sato.

- 22.35 Documentaire : Les instruments de musique et leur histoire. De Gerhard Vogel, Rainer Aust et Michael Krey.
- 23.05 Documentaire : Figures de la foi. (Sainte Brigitte de Suède). De Hans Furuhaugen.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.50 Lectures d'été. Poèmes en prose, de Gustave Roud.
- 21.05 La fureur de lire, destin d'écrivains. André Malraux au Danemark.
- 22.05 Du ça dans le pastis. Camille Albane, coiffeuse.
- 22.15 Le bestiaire enchanté et sans oubli. La taupe.
- 22.40 Musique : Nocturne. Jazz à la belle étoile. New-York : atos en zigzag. Le quintet des artistes John Zorn et Tim Bane.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Nuits bleues. Jimmy Witherspoon.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 6 mai lors du Festival de Schwetzingen) : Quatuor à cordes n° 79 en ré majeur op. 78 n° 5, de Haydn ; Quatuor à cordes op. 3, de Berg ; Quatuor à cordes n° 13 en la mineur op. 29, D 804, de Schubert, par le Quatuor de Cleveland (William Preucil, Peter Salaff, violons ; James Dunham, alto ; Paul Katz, violoncelle).
- 22.30 Concert (en simultané avec FR3) : Turandot, opéra en trois actes de Puccini, livret d'Adami et Simon, par l'Orchestre de l'Opéra de Vienne, dir. Lorin Maazel ; sol : Katia Ricciarelli, Eva Marton, José Carreras.
- 0.58 Les valseuses de l'été.

Jeudi 30 août

- TF 1**
- 13.35 Feuilleton : Les feux de l'amour.
- 14.25 Série : Tribunal.
- 14.55 Club Dorothée vacances.
- 16.50 Tierscé à Vincennes.
- 17.00 Série : Chape.
- 17.50 Série : Hawaii, police d'Etat.
- 18.30 Jeu : Une famille en or.
- 18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.
- 19.25 Jeu : La roue de la fortune.
- 19.55 Loto sportif.
- 20.00 Journal, Météo, Trafic infos et Tapis vert.
- 20.40 Feuilleton : Orages d'été, avis de tempête. De Jean Sagols, avec Annie Cordy, Gérard Klein (dernier épisode). Et tout est bien... qui finit bien.
- 22.10 Série : Cause à l'autre. Un parleur en direct.
- 23.50 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 13.40 Série : Falcon Crest.
- 14.05 Magazine : Est show.
- 14.30 Téléfilm : Venise en hiver. De Jacques Doniol-Valcroze, avec Yolande Follet, Claude Gaud (1^{re} partie).
- 15.40 Magazine : Est show (suite).
- 16.45 Série : Larry et Andy.
- 17.10 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, animé par Laurent Cabrol.
- 17.35 Magazine : Giga. Les années collège.
- 18.10 Série : Mac Gyver.
- 18.00 Feuilleton : Châteaufort.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Jeux sans frontières. Emission présentée par Georges Beller et Marie-Ange Nardi. Equipes : Bergamo (Italie), Algarve (Portugal), Archidona (Espagne), Suva (Yougoslavie), Saravalle (San-Marin), Toulouse (France).
- 22.00 Variétés : Ages tendres. Emission présentée par Albert Reiner.
- 22.45 Feuilleton : Le journal (4^e épisode).
- 23.40 Journal et Météo.
- 23.55 Sport : Athlétisme. Championnat d'Europe à Split (Yougoslavie).
- FR 3**
- 13.30 Magazine : Regards de femme. Invitée : Christine Gouze-Rénel, productrice.
- 14.00 Chut, les parents se reposent.
- 15.00 Série : Mission casse-cou.
- 16.00 Magazine : 40^e à l'ombre de la 3. Présenté par Vincent Perrot, en direct de Matignon.
- 18.00 Feuilleton : Sudisme gauche.
- 18.30 Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
- 20.00 Jeux : La classe.
- 20.35 Cinéma : Tarzan aux Indes. Film américain de John Guillemin (1982). Avec Jack Mahoney, Mark Dana, Simi.
- 22.05 Journal et Météo.
- 22.30 Magazine : Cinépanorama. Rome-Berlin, de François Chalais.

- Film américain de Hal Hashby (1986). Avec Jeff Bridges, Rosanna Arquette, Alexandra Paul. Capitaine N° 3.
- 18.00 Caboul cadin. Capitaine N° 3.
- En clair jusqu'à 20.30**
- 18.30 Dessins animés : Ca cartoon. Présenté par Philippe Dana.
- 18.50 Top albums. Présenté par Marc Toesca.
- 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildes et Antoine de Caunes.
- 20.30 Cinéma : Lady Jane. Film britannique de Trevor Nunn (1985). Avec Helen Mirren, Benham Carter, Gary Elwes, John Wood.
- 22.45 Flash d'informations.
- 22.50 Cinéma : Police Academy 5. Film américain d'Alan Myerson (1988). Avec Bubba Smith, David Graf, Mickael Wislow (v.o.).
- LA 5**
- 13.30 Série : Amicalement vôtre.
- 14.30 Série : L'enquêteur.
- 15.25 Série : Kung fu.
- 16.35 Dessins animés.
- 18.05 Série : Ripside.
- 19.00 Journal images.
- 19.10 Jeu : Je compte sur toi.
- 19.45 Journal.
- 20.30 Drôles de sports.
- 20.35 Téléfilm : Police des polices.
- 22.15 Sport : Tennis. US Open 1990.
- 0.00 Journal de minuit.
- LA 6**
- 13.20 Série : Madame est servie (rediff.).
- 13.50 Série : Docteur Marcus Welby.
- 14.40 Feuilleton : Jo Gaillard (1^{re} partie).
- 17.15 Informations : M 6 info.
- 17.20 Série : Laredo.
- 18.10 Série : Cher oncle Bill.
- 18.35 Série : Espion modèle.
- 19.25 Série : Dis donc papa.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.35 Cinéma : Don Camillo. Film italien de Terence Hill (1983). Avec Terence Hill, Colin Blakely, Mimmy Farmer.
- 22.40 Téléfilm : Au bout du rouleau.

- 0.10 Six minutes d'informations.
- LA SEPT**
- 14.30 Cours d'Italien (11).
- 15.00 Série : Médecins des hommes (Les Karens : le pays sans pitié, d'Yves Boissac).
- 16.30 Moyen métrage : L'éternelle Idole. 17.00 Documentaire : Le temps des cathédrales (3).
- 18.00 Documentaire : Hôtels, the story (Hôtel de Paris, Monte Carlo).
- 19.00 Documentaire : Seuls.
- 19.15 Documentaire : L'ange et la barbare. D'Yves de Peretti.
- 19.30 Magazine : Imagine.
- 20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
- 21.00 Spectacle : Toussaint Louverture. La révolution d'un esclave africain devenu général de la République.
- 22.00 Documentaire : Occidentales (3).
- 22.05 Vidéo-danse : Virevolts.
- 23.10 Documentaire : Questions sur le théâtre.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.50 Lectures d'été. Poèmes en prose, de Gustave Roud.
- 21.05 La fureur de lire, destin d'écrivains. Michel Foucault au Portugal.
- 22.05 Du ça dans le pastis. Jean Audouze, conseiller présidentiel.
- 22.15 Le bestiaire enchanté et sans oubli. Le paon.
- 22.40 Musique : Nocturne. Jazz à la belle étoile. Les séducteurs transalpins. La quarante du pianiste Franco d'Andrea : le quartet du trompettiste Enrico Rava ; le quartet d'Aldo Romano ; le duo Dino Saluzzi ; bandoneon, John Surman, saxophone et clarinette.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Nuits bleues. Jimmie Witherspoon.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (en direct du Royal Albert Hall à Londres) : Obéron, ouverture, de Weber ; Concerto pour piano et orchestre n° 1 en ré mineur op. 15, de Brahms ; Symphonie n° 5 en ut mineur op. 67, de Beethoven, par l'Orchestre philharmonique de Londres, dir. Klaus Tennstedt ; sol : Alfred Brendel, piano.
- 23.07 Nuits chaudes. Mes nuits chez Maud Rayer.
- 0.58 Les valseuses de l'été.

Audience TV du 28 août 1990

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers									
HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6		
19 h 22	39,5	Santa Barbara	Mac Gyver	Actual. rég.	Nulle part	Je c. sur toi	Es. mobile		
		16,4	6,4	13,4	0,8	1,9	2,0		
19 h 45	41,8	Roue fortune	Mac Gyver	19-20 info	Nulle part	Journal	Des donc p		
		17,9	6,4	10,0	1,7	2,2	1,7		
20 h 16	53,5	Journal	Journal	La Classe	Nulle part	Journal	Mad. Service		
		25,4	12,2	7,6	1,4	3,7	3,4		
20 h 55	56,7	La passante	Lion et vent	Les j. filles	Agile de Far	Non pers.	C. au bonheur		
		18,5	17,8	5,8	2,7	10,7	2,7		
22 h 8	52,6	La passante	Lion et vent	Soir 3	Agile de Far	Non pers.	C. au bonheur		
		18,1	15,9	4,0	3,3	10,9	3,5		
22 h 44	38,7	La passante	24 h sur la 2	Histoire nat.	Façons mour.	Tennis	R. à Panama		
		18,2	11,4	3,3	0,4	4,4	1,4		

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges		
PARIS										
2 ^e ARRONDISSEMENT										
2 PIÈCES 51 m², 4 ^e face	5, rue Volney GCI - 40-16-28-71	5 140 + 848								
4 ^e ARRONDISSEMENT										
2 PIÈCES 69 m², 4 ^e étage	14, quai des Célestins SOLVEG - 40-67-06-99	6 591 + 1 110								
8 ^e ARRONDISSEMENT										
3 PIÈCES 62 m², r. de. ch.	59, rue Galilée AGF - 42-44-00-44	8 200 + 906								
11 ^e ARRONDISSEMENT										
STUDIO MEUBLÉ 20 m² sur jard.	HOME PLAZA NATION HOME PLAZA - 40-09-40-00	5 500 + 825								
2 PIÈCES MEUB. 50 m² sur jard.	HOME PLAZA BASTILLE HOME PLAZA - 40-21-22-23	8 500 + 1 276								
3 PIÈCES Park., 71 m², 2 ^e ét.	4, rue Mouffe LOC INTER - 47-45-19-97	8 657 + 569								
5 PIÈCES 94 m², 3 ^e étage	4, rue Mouffe LOC INTER - 47-45-19-97	7 981 + 825								
12 ^e ARRONDISSEMENT										
2 PIÈCES Park., 52 m² 2 ^e étage	12, rue de Rambouillet AGF - 42-44-00-44	4 490 + 528								
4 PIÈCES 71 m², 6 ^e étage	15, rue des Colonnes-du-Trône LOC INTER - 47-45-19-97	6 369 + 1 041								
4 PIÈCES Park., 80 m² 1 ^{er} étage terrasse 22 m²	12, rue de Rambouillet AGF - 42-44-00-44	8 000 + 848								
13 ^e ARRONDISSEMENT										
2 PIÈCES Park., 57 m² 2 ^e étage	21, rue Vergniaud SAGGEL - 47-42-44-44	4 550 + 747								
14 ^e ARRONDISSEMENT										
3 PIÈCES Park., 60 m² 7 ^e étage	149, rue R.-Losserand AGF - 42-44-00-44	4 860 + 821								
16 ^e ARRONDISSEMENT										
2 PIÈCES 89 m², 2 ^e étage.	19, rue Raymond SAGGEL - 47-42-44-44	8 000 + 1 831								
3 PIÈCES 104 m², r.-de-ch.	8/10, rue Oswald-Cruz SAGGEL - 47-42-44-44	11 500 + 1 379								
4 PIÈCES 70 m², 5 ^e ét. sans ascenseur	7, rue Vital AGF - 42-44-00-44	7 500 + 788								
17 ^e ARRONDISSEMENT										
2 PIÈCES Park., 45 m² 3 ^e étage	117, rue Cardinet SOLVEG - 40-67-06-99	3 889 + 890								
3 PIÈCES 70 m², 7 ^e étage + chbre service	8, rue des Dardanelles GCI - 40-16-28-71	7 159 + 1 223								
19 ^e ARRONDISSEMENT										
2 PIÈCES Park., imm. neuf 64 m², 4 ^e étage	48, rue de Mouzats SAGGEL - 42-66-61-05	5 300 + 710								
3 PIÈCES Park., imm. neuf 76 m², 3 ^e étage	48, rue de Mouzats SAGGEL - 42-66-61-05	6 660 + 859								
4 PIÈCES Park., imm. neuf 82 m², 2 ^e étage	48, rue de Mouzats SAGGEL - 42-66-61-05	7 500 + 1 017								
20 ^e ARRONDISSEMENT										
4 PIÈCES Park., 82 m² 5 ^e étage	19-21, rue d'Annam AGF - 42-44-00-44	6 570 + 1 374								
77 - SEINE-ET-MARNE										
4 PIÈCES Park., 88 m² r.-de-ch.	MELUN 1, allée Nicolas-de-Staël AGIFRANCE - 64-39-81-38	3 800 + 1 066								
78 - YVELINES										
4 PIÈCES Park., 92 m², r.-de-ch.	BAILLY 32, sq. des Maronniers SOLVEG - 40-67-06-99	4 694 + 1 173								
5 PIÈCES Park., 110 m² 3 ^e étage	LE CHESNAY 40, bd Saint-Arnaud AGIFRANCE - 47-42-17-61	5 950 + 987								
PAV 6 PIÈCES 132 m², garage jardin 688 m²	NOISY-LE-ROI 19, rue Nicolas-Coustaut AGIFRANCE 30-44-01-13	8 500 + 489								
3 PIÈCES Park., 46 m² 3 ^e étage	ST-GERMAIN-EN-LAYE 40 ter, rue des Usines AGF - 42-44-00-44	5 460 + 810								
91 - ESSONNE										
4 PIÈCES Park., 75 m² 2 ^e étage	GIF-SUR-YVETTE Rd. Les Grandes-Coudrales GCI - 40-16-28-70	3 450 + 878								
92 - HAUTS-DE-SEINE										
4/5 PIÈCES Imm. neuf, park. 105 m², 3 ^e étage	ASNIÈRES 25, rue d'Argenteuil SAGGEL - 47-78-15-85	7 300 + 1 238								
STUDIO Park., 31 m² 1 ^{er} étage	BOULOGNE 24, rue de Siby AGIFRANCE - 46-03-61-83	2 500 + 563								
2 PIÈCES 43 m², 1 ^{er} ét.									BOULOGNE 57, rue des Peupliers SAGGEL - 47-42-44-44	2 834 + 820
2 PIÈCES Park., imm. nf, 53 m² 2 ^e étage									CLAMART 1, rue de Bâvres SAGGEL - 46-08-80-36	4 000 + 532
3 PIÈCES Park., imm. nf, 70 m² Rez-de-chaussée									CLAMART 1, rue de Bâvres SAGGEL - 46-08-80-36	5 000 + 686
3 PIÈCES 71 m², 3 ^e ét.									ISSY-LES-MOULINAUX 12, rue Diderot AGF - 42-44-00-44	5 900 + 897
3 PIÈCES Park., 70 m², 2 ^e ét. imm. neuf									MEUDON 2, rue des Capucins SAGGEL - 46-08-80-36	6 100 + 928
2/3 PIÈCES 61 m², 6 ^e ét.									NEUILLY 163, bd Bineau SAGGEL - 47-42-44-44	5 368 + 1 500
3 PIÈCES 65 m², 2 ^e ét.									NEUILLY 7bis, rue de Rouvray LOC INTER - 47-45-19-97	6 939 + 586
3 PIÈCES Park., 66 m², 1 ^{er} ét.									SÈVRES 33, Grande-Rue SOLVEG - 40-67-06-99	5 200 + 790
2 PIÈCES Park., 70 m² Rez-de-chaussée									22, rue Salomon- de-Rothschild AGF - 42-44-00-44	+ 1 139
4 PIÈCES Park., imm. neuf 88 m², 3 ^e étage									SURESNES 29, av. G.-Pompidou SAGGEL - 47-78-15-85	6 400 + 1 313
4 PIÈCES Park., imm. neuf 93 m², 2 ^e étage									SURESNES 29, av. G.-Pompidou SAGGEL - 47-78-15-85	6 600 + 1 373
3 PIÈCES Park., 97 m² 4 ^e étage									SURESNES 16/22, rue Salomon- de-Rothschild AGF - 42-44-00-44	5 590 + 1 580
94 - VAL-DE-MARNE										
4 PIÈCES 90 m², 2 ^e ét. 1 cave, ch. indiv.									BRY-SUR-MARNE Av. du Général-Leclerc GFI - 45-22-24-24. Porte 414	4 700 + 1 100
2 PIÈCES Park., 47 m² r.-de-ch.									CHARENTON 158, rue de Paris LOC INTER - 47-45-19-97	3 345 + 606
5 PIÈCES Park., imm. neuf 106 m², 7 ^e étage									JOINVILLE 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	7 800 + 836
2 PIÈCES Park., 57 m² 1 ^{er} étage									NOGENT-SUR-MARNE 2 bis, rue Hoche SAGGEL - 42-66-61-05	3 384 + 500
3 PIÈCES Park., 74 m² 5 ^e étage									SAINT-MANDÉ 31, av. Joffre LOC INTER - 47-45-19-97	5 976 + 837
4 PIÈCES Park., 88 m² 3 ^e étage									SAINT-MANDÉ 2, av. Joffre LOC INTER - 47-45-19-97	9 047 + 849
5 PIÈCES Park., 95 m² 2 ^e étage									SAINT-MANDÉ 25, av. Joffre LOC INTER - 47-45-19-97	7 356 + 980
3 PIÈCES Park., 74 m² 2 ^e étage									VINCENNES 21/35, rue du Petit-Père AGF - 42-44-00-44	5 300 + 733

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
LES BELLES PROPRIÉTÉS
L'AGENDA IMMOBILIER
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Ile-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



Commercialisation SNC PHÉNIX GESTION



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



مكتبة الدليل

ÉCONOMIE

Les conséquences de la crise du Golfe

Pause pétrolière

Après plusieurs jours d'intenses consultations à Vienne, l'OPEP a finalement décidé le 29 août d'augmenter provisoirement sa production de brut. Dix membres sur treize étaient disposés à accroître leur extraction, l'Irak, l'Iran et la Libye demeurant hostiles à toute révision des quotas fixés le mois dernier à Genève.

Dès la veille, le marché de New-York anticipant cet accord avait enregistré un repli des cours sur les échéances éloignées (la parité gagnant près de 1 dollar à 27,88 dollars le baril), tandis que les compagnies pétrolières annonçaient tour à tour une baisse des prix du super de 10 à 15 centimes par litre. Après Shell, Elf, Total et BP ont suivi le mouvement, garantissant que cette tendance se poursuivrait quelque soit l'évolution des cours jusqu'au dimanche 2 septembre, date du grand retour des vacances. Après avoir grimpé de 30 centimes en huit jours, les prix du super devraient ainsi repasser sous la barre des 6 francs dès le 29 août.

Le danger d'un troisième choc pétrolier restera pourtant réel tant que la crise du Golfe ne trouvera pas une issue diplomatique et pacifique. Et si certains pays membres de l'OPEP (Arabie saoudite, Venezuela) veulent se montrer raisonnables face à l'Occident en assurant l'approvisionnement régulier du marché, d'autres pays (Algérie, Nigéria) aimeraient profiter de la situation créée au Moyen-Orient pour accroître leurs recettes en devises, alléger le fardeau de leur dette et améliorer leurs capacités d'investissement.

A Vienne, les membres de l'OPEP étaient ainsi enclins à suivre la position de l'Iran, qui préconise une répartition de l'effort d'approvisionnement entre les producteurs et les consommateurs, ces derniers étant invités à puiser dans leurs stocks pour assurer la soudure. L'Agence internationale de l'énergie, qui regroupe vingt et un pays consommateurs occidentaux, a fait savoir qu'elle n'envisageait pas pour l'instant une telle mesure. Si le défaut de pétrole koweïtien et irakien continue de se faire sentir, le bras de fer sera inévitable entre producteurs et consommateurs.

E. F.

Les marchés financiers américains redoutent un enlisement

Wall Street s'efforce de faire bonne figure mais la crainte d'un conflit long et coûteux alourdit le malaise des marchés financiers. D'autant que les indicateurs économiques ne sont pas bien orientés.

NEW-YORK

de notre correspondant

« Attendez avant de tirer ! » implorait un quotidien populaire new-yorkais au lendemain de la décision du Conseil de sécurité des Nations unies autorisant le recours à la force pour faire respecter l'embargo contre l'Irak.

Mais depuis quelque temps, le ton a imperceptiblement changé, révélateur du malaise que reflètent les marchés financiers à l'idée d'un conflit de positions qui traînerait en longueur, ponctionnant chaque jour un peu plus une économie américaine déjà proche de la récession et qui voit dans l'irrésistible ascension du prix du brut un nouveau facteur d'aggravation de ses déficits.

A première vue, la Bourse ne peut que se réjouir de toute amorce de solution diplomatique visant à éviter un affrontement dont nul ne peut mesurer les conséquences. C'est ainsi qu'il faut interpréter la hausse de près de 80 points de l'indice Dow Jones intervenue le 27 août à Wall Street après trois semaines de dégringolade presque ininterrompue.

Dans le même temps, la perspective de voir les pays de l'OPEP réunis à Vienne, décider une augmentation de leur production pour compenser les 4 millions de barils/jour perdus en Irak et au Koweït a ajouté à l'optimisme prudent des opérateurs. Le même jour, la relative accalmie des tensions dans le Golfe a fait baisser de 4 dollars le prix du baril, lequel redescendait à 26,91 dollars pour les livraisons d'octobre prochain.

Mais, dès le lendemain, le ton redevenait tendu sur les marchés financiers et pétroliers.

Réserves considérables non exploitées

Au gré des mauvaises nouvelles, à savoir l'expulsion par les États-Unis d'une bonne partie du personnel de l'ambassade d'Irak et quelques heures plus tard, la transformation par décret, du Koweït en province irakienne. De quoi refroidir Wall Street qui ne gagnait plus que 3,22 points le lendemain en clôture tandis que le cours du baril repassait de 97 cents, à 27,88 dollars, mardi, au New York Mercantile Exchange. Certes, en repassant 131 points en trois séances, le Dow Jones s'est efforcé de faire bonne figure, mais il est loin d'avoir rattrapé les 416 points abandonnés depuis le début de la crise.

Normalement, ces cours en baisse devraient déclencher des ordres

d'achat mais les incertitudes sont trop grandes. En attendant que Washington ait réussi à convaincre ses alliés de mettre aussi la main à la poche, son « boudoir du désert » lui coûte 32 millions de dollars par jour. Plus de 1,2 milliard ont été programmés jusqu'au 30 septembre prochain, selon le Pentagone. Ses chiffres sont régulièrement revus à la hausse au fur et à mesure que le président Bush rappelle les réserves. Pour l'instant, ces sommes paraissent toutefois supportables aux commentateurs, à condition que l'aventure ne s'éternise pas.

Car, dans le même temps, le renchérissement du prix du brut pèse sur tous les postes : croissance, inflation, production industrielle, déficit budgétaire... Depuis l'annexion du Koweït, l'or noir a grimpé de 70 %. D'où l'obligation de réviser en baisse d'au moins un demi-point les rythmes de croissance et d'inflation établis pour l'année en cours, sur la base d'un cours de 27 dollars par baril, susceptible d'être largement dépassé si les pays modérés de l'OPEP n'ouvrent pas les robinets.

Dans le cas contraire, si le Venezuela et l'Arabie saoudite prennent le relais des barils manquants, les États-Unis verraient leur « manque à gagner », actuellement évalué à 7,5 % de leur consommation domestique, tomber à 2,5 % selon les calculs du département de l'Énergie. Un pourcentage plus raisonnable mais difficilement compréhensible dans un pays qui possède des réserves de pétrole non exploitées considérables et qui continue à importer la moitié des

barils dont il a besoin, essentiellement pour des raisons fiscales.

Une crise pétrolière durable pèserait immédiatement sur une croissance très ralentie (1,2 % en volume au deuxième trimestre 1990) alors que nombre d'entreprises souffrent d'un manque d'investissement et de résultats financiers insuffisants. Dans le même temps, la consommation des ménages qui a longtemps constitué le moteur de l'économie américaine, patine et le marché du logement reste déprimé.

Cette situation de fond, aggravée par la crise du Golfe, rend la position de la Réserve fédérale très difficile. Lors des deux précédents chocs pétroliers de 1973 et 1979, la Banque centrale avait répliqué à la relance inflationniste par un relèvement important des taux d'intérêt. « Mais d'ici là, rappelle un conjoncturiste washingtonien, « dans les deux cas » ajoutait-il, des récessions sévères avaient suivi avant que les autorités puissent juguler une inflation à deux chiffres ».

En l'absence, le scénario ne s'inscrit qu'en pointillés sur le tableau noir des experts mais certains commentent à y croire. A commencer par les observateurs de l'Indicateur de confiance établi par la Conférence Board : cet indice mensuel a dramatiquement chuté à 83,8 au mois d'août contre 101,7 le mois précédent. Une baisse bien plus forte que celle de l'après-midi d'octobre 1987 qui ramène l'indice à son plus bas niveau depuis près de huit ans. Mauvais présage.

SERGE MARTI

M. Rocard installe au Plan un groupe de réflexion

Parce que la crise du Golfe risque d'avoir des conséquences économiques et sociales importantes pour la France, M. Michel Rocard avait annoncé le 17 août qu'il allait être créé un groupe anti-crise. Celui-ci, qui rendra fin septembre une première « note d'étape », a été installé officiellement mercredi matin 29 août, par le premier ministre au Commissariat au Plan, rue de Mardignac à Paris. Sa tâche est d'étudier les retombées immédiates et plus lointaines du choc pétrolier sur le fonctionnement de l'économie française mais aussi ses conséquences sociales. M. Pierre-Yves Cossé, commissaire au Plan, présidera les travaux.

Quand on lui demande si la crise du Golfe est grave sur le plan économique et financier, s'il est inquiet, M. Lionel Stoléru, secrétaire d'État chargé du Plan, répond que « quelque chose de sérieux est à l'œuvre qui risque fort de modifier de façon significative » les équilibres dans le monde. Mais tout aussitôt il ajoute qu'à aucun prix la crise déclenchée par Saddam Hussein ne doit modifier ou retarder en quoi que ce soit la construction européenne : franc et deutchemark doivent continuer de converger vers l'écu et si le choc pétrolier, en déséquilibrant le commerce extérieur de notre pays, affaiblit

sait notre monnaie, « il faudrait faire quelque chose ».

En disant cela, M. Stoléru pense bien évidemment à des mesures de rigueur, il n'a en effet aucune, refusant d'ailleurs d'évoquer l'idée trop générale de rigueur, préférant que soient annoncées, quand cela sera nécessaire, des décisions concrètes et précises d'ordre fiscal, budgétaire, salarial ou monétaire. Ainsi approuve-t-il, apparemment sans réserve, les signes qui vont être lancés par M. Bérégovoy dans le projet de budget pour 1991 en direction des chefs d'entreprise pour que, surtout, l'effort d'investissement ne soit pas interrompu.

Du parasol au paratonnerre

La gestion de notre économie, selon M. Stoléru, devra pouvoir prendre, en fonction de l'évolution de la crise, soit la forme d'un paratonnerre (c'est la guerre et plus rien ne fonctionne comme auparavant), soit celle d'un parasol (la politique économique est durablement modifiée), soit enfin celle d'un parasol (la politique économique est modifiée mais pour quelques semaines seulement).

Mais à la gestion de la crise devra s'ajouter une gestion sociale tout aussi sérieuse : l'ensemble des partenaires sociaux ont été contactés, depuis le CNPF jusqu'à la CFDT, en passant par FO, la CGT, la CFTC, la FEN, la FNSEA... Ces rencontres, qui ont déjà eu lieu, permettront de maintenir « un fil permanent ». Ce n'est pas le consensus qui est recherché ni une quelconque caution aux mesures qui pourraient être prises ultérieurement.

Il n'y aura pas d'unanimité mais des désaccords. Après consultation, M. Stoléru enverra une note au premier ministre que personne n'aura à approuver. « Chacun est assés grand pour prendre ses responsabilités », souligne le secrétaire d'État. Sur un point, et un point seulement, M. Stoléru voudrait quand même obtenir une certaine forme d'accord : sur les chiffres et les statistiques qui, seuls, permettent de parler de la même chose. Ce qu'il faut surtout éviter, selon lui, c'est ce qu'a fait M. Perigot, le président du CNPF : un discours très général sur la rigueur, sans propositions précises.

Le groupe anti-crise travaillera avec de hauts fonctionnaires des finances, de l'industrie, du commerce extérieur, des affaires sociales, et comprendra également des experts reconnus pour leur connaissance des problèmes internationaux, qu'ils soient économistes ou qu'ils occupent des fonctions au sein de grandes entreprises (CGE, Renault, Saint-Gobain...).

Comme la construction de l'Europe et la compétitivité de l'économie française restent prioritaires, les travaux du groupe anti-crise vont être axés non pas sur « la France et le pétrole » mais sur « la France par rapport à ses concurrents ».

M. Stoléru raconte à ce sujet l'anecdote favorite du patron de Sony, M. Morita : un Américain, un Français et un Japonais chassent le lion. Le soir, alors que, fatigués, ils se déchaussent, on entend le fauve rugir tout près. Le Japonais relance précipitamment ses chaussures tandis que l'Américain se moque de lui : « Vous ne prétendez pas courir plus vite que le lion », dit-il à son compagnon de chasse. « Non, répond le Japonais, mais je pourrais courir plus vite que vous. » « Nous ne devons pas nous occuper du lion mais du Japonais », conclut M. Stoléru, qui compte ajouter aux travaux du groupe anti-crise une dimension pédagogique : seule capable de faire comprendre aux Français qui remplissent les réservoirs de leurs voitures avec une essence à 6 francs le litre la signification des sacrifices qu'il faudra peut-être leur demander.

Al. V.

M. Yvon Chotard reconduit dans ses fonctions au Bureau international du travail. M. Yvon Chotard, ancien président de la commission sociale du CNPF, a été reconduit pour trois ans dans ses fonctions de délégué du gouvernement français au conseil d'administration du Bureau international du travail, a annoncé le Journal officiel du 28 août. Membre du Conseil économique et social, M. Chotard, soixante-neuf ans, représente la France au BIT depuis 1987.

La préparation du budget 1991

Les réserves des députés socialistes

Les députés socialistes se sont réunis, mardi 28 août, à l'Assemblée nationale pour évoquer les conséquences de la crise du Golfe sur la préparation de la loi de finances pour 1991. Si tous mesurent que la hausse des prix du pétrole, les risques de relance de l'inflation et la chute des marchés boursiers liés aux événements moyen-orientaux ne peuvent pas rester sans influence sur les équilibres budgétaires, les élus socialistes ont toutefois tenu à indiquer par avance au gouvernement qu'ils restent « vigilants » face à la remise en cause des grandes orientations ayant déjà fait l'objet d'un accord entre le groupe et le Quai de Bercy. Les députés n'entendent pas voir anéantir tous leurs efforts pour imposer une marque « sociale » au budget.

Réalistes, les députés socialistes sont aussi des saint Thomas qui, selon l'expression de M. Jean-Paul Planchou (Seine-et-Marne) « attendent de voir pour croire » à l'ampleur des

conséquences économiques de la crise. « Ce que nous réfléchissons, c'est que l'on nous présente systématiquement une disproportionnelle par rapport aux événements », observe M. François Hollande (Corrèze). L'auteur du rapport sur la fiscalité du patrimoine, proche de M. Lionel Jospin, souhaite également que M. Pierre Bérégovoy ne renonce pas à toute réforme en matière de taxation des plus-values des entreprises, au nom de la nécessité soudaine de renforcer leur compétitivité. « S'il y a une épreuve, qu'elle soit assumée par tout le monde, capital et travail », note M. Planchou, chevronné, qui n'est pas d'accord avec une baisse supplémentaire de l'impôt sur les sociétés.

Sociéux de « s'adapter le remède au mal », M. Planchou s'est déclaré beaucoup plus favorable à une action

plus « ciblée » sur les coûts de production, dont la hausse serait liée à celle du prix du pétrole. Il a donc suggéré des mesures d'économie d'énergie et une baisse de la taxe intérieure sur les produits pétroliers. Lors de leur réunion de groupe, mardi, les députés ont également insisté sur l'enjeu politique que représentait la mise en oeuvre de la contribution sociale généralisée (CSG) et sur la nécessité de soumettre cette réforme dès la rentrée au Parlement. Les députés souhaitent que soit bien mis en valeur l'aspect redistributif de la CSG.

Une nouvelle réunion à l'hôtel Maitland, le 6 septembre, devrait leur permettre de faire entendre leur voix. Face à MM. Michel Rocard, Pierre Bérégovoy et Michel Charasse, sur les dernières modifications à apporter aux arbitrages budgétaires.

P. R.-D.

Barrage contre l'inflation

Suite de la première page

Si ces faits sont confirmés, ils prouveraient que les investisseurs étrangers qui avaient investi en quatre vagues paré sur la France et son économie doutent maintenant de sa capacité à absorber dans de bonnes conditions un possible troisième choc pétrolier.

C'est bien pour stopper une possible dérive vers plus d'inflation et moins d'investissement que MM. Rocard et Bérégovoy sont tombés d'accord pour accentuer une politique déjà en œuvre depuis sept ans mais constamment discutée par l'actuelle majorité politique : celle qui accorde des avantages fiscaux aux entreprises pour les renforcer financièrement et les aider à se moderniser.

Très rapidement a été décidée (voir le Monde du 25 août) une baisse supplémentaire de l'impôt sur les sociétés qui - pour les seuls bénéfices réinvestis - passerait de 37 % à 34 %. De même les entreprises pourront, elles, déduire la TVA sur leurs achats de produits pétroliers : les choses pourraient aller assez vite sur ce point, une déduction totale étant admise sur deux ans. Enfin, un ensemble de mesures fiscales - probablement basées sur des amortissements accélérés - inciterait les sociétés à économiser l'énergie.

Telles sont les grandes lignes d'un dispositif qui, en l'état actuel des choses - on est presque en état d'urgence - balaise bien des hésitations, notamment celles d'un Parti socialiste toujours tourmenté par le risque de trop favoriser les « profits » au détriment des salariés, de leur travail, de leurs efforts depuis sept ans, et bien sûr de la réduction des inégalités.

Reste le combat contre l'inflation dont dépendent la tenue du franc et les chances qu'a notre monnaie de rentrer dans la prochaine union moné-

taire européenne à parité avec le mark. Les enjeux, là aussi, sont très lourds et l'on comprend M. Bérégovoy de tout faire pour empêcher que le franc ne repère en quelques mois l'énorme terrain conquis ces dernières années.

Deux barrages vont donc être dressés. Le premier est mécanique : il consiste à réduire le taux de la TVA pour freiner la hausse des prix. Le taux supérieur passera ainsi de 25 % à 23 %, peut-être même 22 %. Le problème est tout de même de ne pas trop relancer les achats d'automobiles - premières bénéficiaires d'une telle mesure - à un moment où les importations et la consommation devraient se ralentir au bénéfice de l'équilibre commercial et de l'investissement.

Le second barrage est capital : c'est celui de la modulation salariale. L'Etat a conscience des responsabilités qu'il a en donnant l'exemple, au moment où probablement les salaires du secteur privé augmentent nettement plus vite, à un rythme compris entre 5 % et 6 % l'an. Si modulation il y a, les coûts français continueront d'augmenter relativement lentement, permettant à notre industrie de continuer à exporter. Si modulation il y a aussi dans le secteur public, l'Etat pourra économiser les 3 ou 4 milliards de francs sur les traitements de la fonction publique qui lui permettront en 1991 de « pousser » l'investissement. Et de contribuer à ralentir l'augmentation des dépenses publiques qui, par rapport à cette année, progresseront de 4,6 % au lieu de 5,4 % d'abord envisagé.

Mais les fonctionnaires devront probablement accepter que soient différées de plusieurs mois les revalorisations de leurs traitements, non seulement pour 1990, mais pour 1991. Y sont-ils prêts ?

ALAIN VERNHOLLES

AIRY ROUTIER

LA RÉPUBLIQUE DES LOUPS

Le Pouvoir et les Affaires

CALMANN-LÉVY

Un vol. 286 pages, 98 F.

Calmann-Lévy

PRIX DU MEILLEUR LIVRE FINANCIER 1990



هكنا من الأهل

ÉCONOMIE

CONJONCTURE

Selon l'INSEE

Une forte hausse du prix du tabac pourrait freiner la consommation

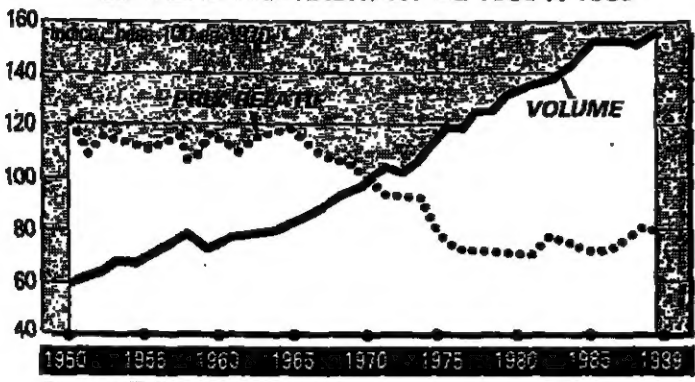
Le fait est là : quand le prix du tabac baisse en valeur relative, la consommation augmente. Depuis 1950, comme on peut le voir sur le graphique ci-dessous, le volume de la consommation n'a cessé de croître, tandis que l'indice du prix du tabac baissait par rapport à l'ensemble des prix de détail.

Ainsi, de 1965 à 1975, le prix du tabac a progressé trois fois moins vite que l'indice général des prix (2,1 % par an contre 6,3 %), et la consommation de tabac a décollé, son taux de croissance doublant à

forts consommateurs (Grèce, États-Unis, Pologne, Suisse, Yougoslavie, Turquie) sont en général ceux où les prix sont les plus faibles. Les pays où l'on fume le moins sont la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède, la Finlande et le Danemark.

En 1989, les Français ont fait partir en fumée 42,5 milliards de francs, soit 1,2 % de leur budget, autant que pour le lait et les produits frais, à peine moins que pour le pain et la pâtisserie (1,3 %). On dénombre toujours plus de fumeurs, que de fumeuses, mais la proportion

ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION DE TABAC PAR HABITANT DE 1950 À 1989



Source : INSEE, comptes nationaux.

3,9 % par habitant et par an (contre une progression de 5,5 % pour la consommation totale). En revanche, à partir de 1983, la stabilisation du prix relatif du tabac a freiné la progression de la consommation, ramené à 1,3 % par an.

La conclusion est simple, et l'INSEE conforte ainsi les mesures gouvernementales adoptées le 6 juin dernier en conseil des ministres (hausse de 50 % du prix du tabac en trois ans) : « Pour avoir un effet durable (sur la consommation), la hausse du prix du tabac doit non seulement être plus forte que celle de l'ensemble des prix, mais se poursuivre sur plusieurs années », écrit M. Dominique Darmon, auteur de l'étude de l'INSEE (1). De plus, le tabac est, en France, plutôt moins cher qu'ailleurs : en 1985, 27 % de moins en moyenne que dans l'Europe des Douze. « Les pays les plus

des premiers diminuent, alors que celle des seconds augmente : en 1960, trois hommes sur quatre fumaient et seulement une femme sur quatre ; en 1989, on trouve un homme sur deux, et une femme sur trois. Chez les adolescents, aucune distinction de ce genre, garçons et filles étant aussi nombreux, et la proportion de « gros fumeurs » (plus de 15 cigarettes par jour) est voisine de 6 %, soit environ 340 000 jeunes de douze à dix-huit ans.

On fume de plus en plus de cigarettes avec filtre (75 % du marché), la préférence pour les blondes s'affirme (59 % des cigarettes vendues) et les consommateurs se tournent vers les variétés « légères », qui ont conquis 20 % du marché en dix ans.

JOSÉE DUYRE

(1) « La cigarette : à tout prix ? », INSEE première, n° 100, août 1990.

SERVICES

45 millions de visiteurs en 1990

La France devrait battre son record de fréquentation touristique

La première conférence de presse du nouveau ministre du tourisme, M. Jean-Michel Baylet, le 29 août, ne pouvait avoir lieu sous de meilleurs auspices, car le premier bilan de la saison touristique 1990 s'annonce excellent. Selon toute vraisemblance, la France battra, cette année, tous ses records de fréquentation internationale avec 45 millions de visiteurs étrangers, soit deux millions de plus qu'en 1989.

Avec 9,6 millions de visiteurs, les Allemands de l'Ouest restent les premiers clients de l'Hexagone devant les Britanniques, qui atteindront le chiffre de 8,4 millions de touristes. Pourtant, la palme de la progression du nombre de visiteurs en France appartient à l'Espagne

(+18 %), suivie du Japon (+14 %).

Il semble que l'impressionnante opération de promotion qu'ont représentée en 1989 les fêtes du Bicentenaire ait contribué à attirer les foules. La dégradation de la qualité du service et l'inflation ont desservi de grandes destinations concurrentes comme l'Espagne, l'Italie ou la Grèce. Le développement d'une demande pour de courts séjours de moins de quatre jours a favorisé la France, qui offre une grande variété de thèmes touristiques.

Toutes clientèles confondues la saison touristique a donc été bonne mais plutôt dans les zones montagneuses, septentrionales et atlantiques. Les enquêtes disponibles ne permettent pas de dire si cet

engouement pour des régions moins courues d'ordinaire est dû au beau temps généralisé ou aux « coups de fusil » couramment pratiqués en Provence-Côte d'Azur et dans les hauts lieux touristiques.

Ce bilan avantageux dressé par M. Baylet doit toutefois être tempéré pour ce qui est de la balance des paiements touristiques. En 1989, le solde de celle-ci avait atteint 39,6 milliards de francs. Bien que les recettes attendues en 1990 soient supérieures de 5 à 6 %, le solde aura dû mal à atteindre son niveau de l'année précédente en raison du recul des cours du yen et du dollar ainsi que de la progression rapide des dépenses touristiques des Français à l'étranger.

Al. F.

SOCIAL

La conférence de presse de M. Henri Krasucki

La CGT aborde prudemment la rentrée sociale

On s'en doutait, les « mesures difficiles » envisagées par M. Michel Rocard à la suite de la crise du Golfe n'ont pas surpris la CGT. Pour son secrétaire général, M. Henri Krasucki, qui donnait mardi 28 août sa traditionnelle conférence de presse de rentrée, la situation internationale sert d'« habillage à une politique d'austérité décidée bien avant » l'annexion du Koweït par l'Irak « et le traitement des étrangers en otages », que la CGT condamne sans réserve.

Le leader syndical s'en est pris à « la flambée du prix de l'essence » qui, ces trois dernières semaines, aurait rapporté « 512 millions supplémentaires aux pétroliers et 91 millions de taxes à l'État » puisque des stocks préexistants n'ont pas été utilisés. Après avoir dénoncé cette « escroquerie », le secrétaire général s'en est pris à la « tromperie » et au « vol » que constitue selon lui la contribution sociale généralisée (CSG) mise en chantier par le gouvernement pour réformer le financement de la Sécurité sociale. Autant d'éléments qui témoignent d'« une agression systématique, cohérente, brutale ou insidieuse contre l'ensemble du monde du travail pour aboutir à un type de société beaucoup plus injuste encore ».

M. Krasucki est apparu moins à son aise lorsqu'il a évoqué les initiatives que son organisation pourrait lancer pour faire pièce à ceux qui veulent « un salaire déstabilisé à qui toute défense collective deviendrait très difficile ». Si, comme il se doit à pareille époque, la CGT se fait l'écho d'un « mécontentement » diffus et se félicite de « la poursuite d'un cheminement en profondeur des idées de lutte », son secrétaire général a fait preuve d'une grande prudence. Il a préféré insister sur la nécessité d'organiser « des débats avec les syndicats, puis avec l'ensemble des salariés, sur les questions telles qu'elles se posent concrètement », en espérant des « développements ultérieurs ».

Pour M. Krasucki, la réside la clé du « syndicalisme moderne » qui doit supplanter celui d'« autrefois » et cultiver les convergences avec les autres organisations dès lors qu'elles adhèrent au « syndicalisme de lutte ». Aussi, continue-t-il de faire — sans grande conviction — les yeux doux à Force ouvrière, qui envisage une manifestation « contre l'austérité » le 22 septembre prochain.

Pour la CGT, l'heure est-elle aux économies d'énergie ? Au risque de donner l'impression que son organisation reste l'arme au pied, M. Krasucki se veut donc réaliste à l'orée de la rentrée sociale. Le « caractère de masse » de l'action de la CGT, a expliqué sans fard M. Krasucki, « ne se définit pas seulement par le nombre de ceux qui y participent », mais aussi par ceux auxquels cette action est destinée. « C'est-à-dire l'opinion publique ».

JEAN-MICHEL NORMAND

INDUSTRIE

Messagerie et localisation par satellite

Thomson-CSF fournira le centre de contrôle de Locstar

La firme Locstar, première société européenne de messagerie et de localisation des véhicules par satellite, vient de confier à Thomson-CSF la réalisation du centre de contrôle de l'ensemble de ces opérations lors de la mise en service du système au milieu de l'année 1992.

A cette date, Locstar fournira à toute l'Europe et au bassin méditerranéen un service de messagerie, de télécommande, de transfert et de collecte de données, via deux satellites actuellement fabriqués par Matra. Dès le début de 1992, un complément de service sera apporté avec la localisation très précise des véhicules.

Le contrat que Thomson-CSF vient de signer concerne la réalisation d'un centre de contrôle des deux satellites, d'un centre de traitement des données et d'une station terrestre, l'ensemble étant installé sur les terrains du technopôle de Château-Gombert, près de Marseille.

Pour préparer l'affrontement avec les Japonais

Philips France réorganise son électronique grand public

Dans le cadre du vaste mouvement de réorganisation lancé en juin dernier à Eindhoven (Pays-Bas) pour juguler la plus grave crise que le groupe ait jamais traversée, la direction de la filiale française a décidé, à compter du 1^{er} septembre 1990, de regrouper toutes ses activités au sein de la Radiotechnique Portes-ouvertes, société, qui, à la même date, changera de nom pour devenir Philips Électronique Grand Public (PEGP).

Ce réaménagement ne s'accompagnera toutefois d'aucune modification significative dans l'organisation commerciale. Les marques Philips, P. D. M. (Philips Du Pont Magnetics), Portescage, Radiola et Schneider continueront à être distribuées par les entreprises en nom collectif existantes. L'opération a pour but de mettre fin à l'inutile dispersion des sociétés battant pavillon Philips.

L'électronique grand public est la première activité du groupe

ANDRÉ DESSOT

Confronté à un tassement de ses ventes

Fiat va mettre en chômage technique 35 000 salariés

Contrecoup des mauvaises performances enregistrées depuis le début de l'année, le constructeur automobile Fiat a décidé de mettre en chômage technique un bon tiers de ses effectifs employés dans la péninsule italienne.

Cette mesure a été annoncée lors d'une conférence de presse convoquée dans les bureaux romains du groupe de M. Giovanni Agnelli mardi 28 août à l'issue d'une rencontre entre la direction et les représentants des syndicats. 35 000 salariés sur les 117 000 employés par le Fiat en Italie devraient ainsi suspendre leur activité pour une durée comprise entre une et quatre semaines entre septembre et décembre.

Ces mises en chômage technique concernent 12 des 21 établissements

du groupe Fiat produisant essentiellement des véhicules haut et bas gamme. Les unités fabriquant les modèles milieu de gamme (Fiat Tipo et Tempra) devraient en revanche continuer normalement leur activité.

Préoccupée par un « gonflement anormal des stocks », la direction de Fiat espère ainsi réduire de 75 000 unités sa production d'ici la fin de l'année pour coller à l'évolution récente de la demande. Après un premier semestre 1990 convenable, les principaux constructeurs européens ont en effet enregistré un tassement très net de leurs ventes à partir du mois de juin.

Le groupe Fiat, deuxième vendeur de voitures en Europe derrière l'allemand Volkswagen, est particulièrement affecté. Sur les sept premiers mois de l'année, ses ventes ont chuté de 4,2 % sur un marché européen dont le repli s'est limité à 0,3 %.

EN BREF

Coopération Mitsubishi-Daimler en URSS. — Le groupe Mitsubishi se propose de participer avec Daimler-Benz à la production de voitures en Union soviétique. Selon le quotidien *Asahi*, citant des sources chez Mitsubishi, cette coopération est le premier projet concret envisagé dans le cadre de l'accord global passé entre les deux groupes en mars. Mitsubishi devrait proposer ce projet à Daimler-Benz, qui produit déjà des moteurs en URSS, lors d'entretiens prévus en septembre à Tokyo. Mitsubishi Motors Corp. envisage de produire des petites cylindrées et des véhicules commerciaux. — (corresp.)

Renault va vendre 35 % de capital d'une de ses filiales à un japonais. — Renault projette de céder 35 % du capital de sa filiale la Société de mécanique d'Irigny (SMI), spécialisée dans les pièces et le montage de directions, au japo-

nais Koyo (directions et roulements à billes), filiale de Toyota, ont annoncé mardi 28 août les syndicats CGT et CFDT de Renault qui condamnent cette opération. La direction, tenue par une « obligation de réserve », ne faisait aucun commentaire mercredi. La SMI a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires hors taxes de 699 millions de francs pour un résultat net de 17,1 millions.

M. Altali n'est pas satisfait du premier semestre d'Air France. — Le trafic passagers d'Air France n'a progressé que de 1,7 % au cours du premier semestre 1990 et le coefficient moyen d'occupation des vols est en retrait de 1,4 point par rapport à la même période de l'année dernière, indique mardi 28 août le président du groupe national, M. Bernard Altali, dans le magazine intérieur de la compagnie, *France Aviation*. « Nous n'avons pas de raisons d'être satisfaits. (...)

Not recettes commerciales, de ce fait, sont largement inférieures aux prévisions », souligne-t-il en annonçant la poursuite d'efforts de rationalisation.

Le chimiste italien Enimont sans patron. — Le groupe chimique italien Enimont (groupe Ferruzzi Montedison) sera sans patron dans quelques jours. Administrateur délégué depuis la création de l'entreprise le 1^{er} janvier 1989, M. Sergio Cragnotti présentera sa démission le 7 septembre prochain lors de l'assemblée des actionnaires. Cette assemblée avait été renvoyée en juillet dernier en raison du désaccord persistant entre les actionnaires d'Enimont (l'État italien à travers l'ENI, et le groupe Ferruzzi Montedison) sur le plan de restructuration présenté par M. Cragnotti. Par ailleurs, la direction du groupe confirme sa décision de licencier 2 000 personnes.

AGRICULTURE

La « Guérilla » paysanne

Suite de la première page

L'état d'esprit du monde agricole est un sentiment soudain de grande fragilité face aux coups de dés aléatoires que sont les caprices du ciel ou les errements d'une économie de marché mal maîtrisée, dont les pays de l'Est, libérés de fraîche date, offrent un avatar. L'agriculture représenterait naguère un tissu serré d'exploitations qui permettaient à la France de conserver une ruralité vivante, c'est-à-dire peuplée et active. Depuis la guerre, la population paysanne s'est réduite au rythme moyen de deux cent cinquante emplois par jour. Le dernier recensement effectué dans les campagnes a montré que le pays comptait seulement un million de chefs d'exploitation à temps complet, soit une diminution de la moitié des effectifs en une vingtaine d'années.

Accrocs dans le tissu rural

Ces accrocs dans le tissu rural n'ont pas tardé à mettre en difficulté nombre de petites entreprises et de familles de non-agriculteurs, les services publics et les commerces, distractions) ayant périéclité sous les pas perdus des derniers paysans. Combien de volets se ferment pour ne plus s'ouvrir, chaque année, dans les villages du sud de la France, et pas seulement dans la Lozère ou dans la Corrèze. Les quotas laitiers, les limitations de productions céréalières, les importations massives de produits de substitution aux céréales, la course à la concentration des élevages ont, au fil du temps, donné à l'agriculture un visage nouveau, moderne mais effrayant, une agriculture hyperproductive qui produit toujours plus sur moins d'espace, rétrécit ses bases au risque de se démanteler.

En réclamant la définition d'une politique de la ruralité, la profession agricole escorte par les élus

locaux et les agents économiques des départements veut donner un coup d'arrêt à ce processus qui mène au désert climatique des états à mille tristes et laissera les champs sans hommes ni bêtes. Au printemps dernier, M. Nallet a manifesté sa volonté de donner aux exploitants un rôle nouveau d'aménageur de l'espace, le paysan gardien des paysages. Mais les agriculteurs sont désormais trop peu nombreux pour relever seuls les défis d'une nouvelle ruralité aux contours mal définis.

Et, depuis le début de la crise estivale, c'est un euphémisme de dire qu'ils se sentent bien seuls. Le ministre leur semble lointain, peut-être un peu las des dossiers agricoles, qu'il s'écarterait sans doute à un autre collègue. « Il a été très absent en août, c'est regrettable. Il aurait pu se montrer un peu », constatait mardi un responsable agricole.

Au cours d'une réunion exceptionnelle le 27 août, le groupe d'études sur l'élevage bovin de l'Assemblée nationale a dénoncé l'afflux de viande est-allemande et « l'inconséquence de la Commission

européenne, qui n'a adopté aucune mesure suffisante pour répondre à cette situation particulière ». De son côté, le groupe sénatorial de l'élevage présidé par M. Jean Cluzel a demandé une audience à M. Nallet pour le 11 septembre, ainsi qu'un débat sur les productions animales.

« Mon grand-père me disait qu'un agriculteur devait toujours garder un coin de grange ou de porcherie en réserve. Aujourd'hui, nous sommes complètement à découvert », nous disait mardi soir le président de la FNSEA, M. Raymond Lacombe, apôtre de la ruralité et combattant dans l'âme. « Si l'agriculture périt, c'est tout l'équilibre de l'économie rurale qui sera compromis », concluait-il avant de partir pour Mâcon, où il devait conduire une marche de manifestation. Les milliers d'hectares incendiés dans les Maures viennent rappeler à point nommé que le rôle des animaux, en particulier des moutons, dans la préservation des espaces naturels n'est pas une idée en l'air. Plutôt un concept terre à terre ; mais, précisément, n'est-ce pas de la terre qu'il s'agit ?

ERIC FOTTORINO

L'opposition et le PS réclament des mesures

Le COS, le RPR et le PS se sont adressés, mardi 28 août, au gouvernement pour que des mesures soient prises en faveur des agriculteurs touchés actuellement par la sécheresse et par l'effondrement des cours de la viande.

Le Centre des démocrates sociaux a demandé au gouvernement « de prendre des mesures immédiates d'aide directe au revenu des éleveurs » et a mis « en garde sur les risques sérieux que comporterait une politique de tarification et d'autorégulation devant une crise de cette ampleur ».

Les groupes RPR de l'Assemblée nationale et du Sénat se sont prononcés pour la création de commissions parlementaires d'enquête afin de « faire toute la lumière » sur la dégradation des marchés agricoles et de « proposer des solutions à la situation insupportable » des agriculteurs français. Enfin, le Parti socialiste a réclamé, lui aussi, la mise en œuvre d'« actions conduisant à une meilleure répartition des marges à l'intérieur des filières agro-alimentaires et d'actions de solidarité nationale en rapport avec la gravité de la situation ».

مكتبة النهر

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 29 AOUT

Cours relevés à 13 h 48

Règlement mensuel

Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
3790	C.N.E.P.	3745	3745	3745		Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
1390	C.C.F. T.P.	1122	1122	1122	+ 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
1440	C.A. L.	1020	1020	1020	+ 0.60	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
1790	Renault T.P.	1750	1750	1750	+ 2.57	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
1900	Rhone-Poul. T.P.	1188	1188	1188	+ 0.32	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
1980	San Goban T.P.	1119	1081	1101	- 1.81	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
1990	Thomson T.P.	1120	1150	1120	- 0.56	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
2010	AGF St. Malo	923	923	923	- 0.20	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
610	Als. Lign.	953	987	981	- 0.20	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
1400	Als. Supem.	1591	1550	1550	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
370	A.L.S.P.	1120	1120	1120	- 0.72	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
1470	AGF St. Canzale	950	946	946	- 0.29	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
925	Am. Energy	960	955	962	- 0.53	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
930	Am. Invest.	980	980	980	- 0.26	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
781	Am. Ind. Am.	190	190	190	- 0.72	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
245	Bulq.	250	250	250	+ 1.42	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
178	Bell-Equinox	218	218	218	- 0.41	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
440	Bancan.	246	246	246	- 0.87	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
500	Bayer H-V	500	570	570	- 5.00	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
1030	Bell-Sci.	605	780	780	- 1.86	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
1030	Bell-Sci.	605	1052	1052	- 0.53	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
480	B.P.	580	570	570	- 1.72	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Compagnie<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td></td>	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Premier cours	Dernier cours	%
340	B.L.P.	790	751	745	- 0.70																		

COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations											
Emp. Etat 8.25/77	117.50	2.35	Colobud	1200	...	Magnat	748	753	A.E.G.	620	...
Emp. Etat 9.25/78	99.80	1.02	Cofinif	383	380	Midi D'Alger	476	457	d
Emp. Etat 10.25/79	130.50	10.68	Comptex	558	558	d	140	146	Alcan Ind.	275	...
Emp. Etat 12.25/80	120.10	13.17	Co Indefinies	6000	5770	d	255	255	Alcan Aluminium	110.50	...
Emp. Etat 14.25/82	131.80	15.85	Co Lyons Almand	589	590	Monsieur	150	150	Algerie	69	...
Emp. Etat 15.25/83	126.40	9.21	Concordia	790	812	Optique	338	345	Amorcan Bank	672	...
Emp. Etat 16.25/84	103.65	10.66	Concor Mkt Prov	34	33.70	Ortel (C)	225	...	Astazianne Mines	176	...
Emp. Etat 17.25/85	123.85	5.77	Crédit Gd. Alg	300	405.00	Orpys-Dumont	1324	1324	Banco Poplar Epa	450	...
Emp. Etat 18.25/86	99.25	4.69	Cr. Universt. Cde	605	619	Palas-Novembre	1030	...	Banque Occidentale	1850	1852
Emp. Etat 19.25/87	98.75	5.27	Crédit	126	126.30	Palas-Victor	627	615	B. Reunions Int.	3500	...
Emp. Etat 20.25/88	102.50	5.65	Charley	730	725	Paribas	186.50	186.50	Co. Pacific	83.10	...
Emp. Etat 21.25/89	123.85	5.77	Degremont	1254	1228	d	650	648	C. P. R.	61.50	...
Emp. Etat 22.25/90	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 23.25/91	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 24.25/92	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 25.25/93	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 26.25/94	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 27.25/95	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 28.25/96	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 29.25/97	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 30.25/98	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 31.25/99	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 32.25/00	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 33.25/01	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 34.25/02	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 35.25/03	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 36.25/04	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 37.25/05	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 38.25/06	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 39.25/07	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 40.25/08	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 41.25/09	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 42.25/10	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 43.25/11	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 44.25/12	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 45.25/13	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 46.25/14	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 47.25/15	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 48.25/16	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 49.25/17	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 50.25/18	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 51.25/19	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 52.25/20	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 53.25/21	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 54.25/22	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 55.25/23	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 56.25/24	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 57.25/25	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 58.25/26	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 59.25/27	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 60.25/28	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 61.25/29	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 62.25/30	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 63.25/31	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 64.25/32	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 65.25/33	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 66.25/34	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 67.25/35	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 68.25/36	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 69.25/37	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 70.25/38	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 71.25/39	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 72.25/40	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 73.25/41	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 74.25/42	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 75.25/43	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 76.25/44	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 77.25/45	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 78.25/46	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 79.25/47	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 80.25/48	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 81.25/49	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 82.25/50	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 83.25/51	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 84.25/52	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 85.25/53	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 86.25/54	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 87.25/55	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 88.25/56	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 89.25/57	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 90.25/58	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 91.25/59	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 92.25/60	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 93.25/61	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 94.25/62	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 95.25/63	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 96.25/64	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 97.25/65	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 98.25/66	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 99.25/67	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 100.25/68	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 101.25/69	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 102.25/70	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 103.25/71	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 104.25/72	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 105.25/73	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 106.25/74	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 107.25/75	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 108.25/76	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 109.25/77	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 110.25/78	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 111.25/79	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 112.25/80	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 113.25/81	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 114.25/82	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 115.25/83	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 116.25/84	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 117.25/85	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 118.25/86	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 119.25/87	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat 120.25/88	99.25	4.69	Ed. Leclercq	2200	2200	d	230	230	Compagnie	18	...
Emp. Etat											

SICAV (sélection)

VALUES	Emission	Reacher	VALUES	Emission	Reacher	VALUES	Emission	Reacher
	Fmls Incl.	net		Fmls Incl.	net		Fmls Incl.	net
A.	7913 70	269 38	Frax-Aspen	35 42	30 42	Placement J	6153 33	5441 25+
AA.	210 37	300 74	Frax-Cap	35 46	34 64	Placement Premier	5004 24	5937 05
AAA.	102 70	735 57	Frax-Gen	12009 38	12009 38	Placement	115	115
Abolition	5907 50	5907 50	Frax-Gen	230 82	227 41	Pace GenCo	5575 51	5575 81
Adm.	105 65	105 34	Frax-Gen	556 86	548 43	Pamco Oil	10688 48	10677 80
Adm. as Dir.	102 74	104 75	Frax-Gen	29 10	28 10	Phy. Excess	108 74	105 83
AD.	928 96	917 61	Frax-Gen	807 81	817 47	Phy. Excess	25903 52	25903 82
AD.	1036 08	985 13	Frax-Gen	30 18	29 42	Phy. Excess	1047 38	1021 33
AD.	118 95	112 25	Frax-Gen	1012 13	1012 13	Phy. Excess	118 13	118 13
AD.	108 10	105 83	Frax-Gen	4651 27	4639 67	Phy. Excess	505 78	578 41
AD.	406 48	386 55	Frax-Gen	1199 12	1169 28	Phy. Excess	158 38	156 04
AD.	1088 29	1062 98	Frax-Gen	12471 33	12409 87	Phy. Excess	5218 77	5187 10
AD.	1030 17	1030 17	Frax-Gen	150 62	147 31	Phy. Excess	1125 14	1108 31
AD.	850 01	834 16	Frax-Gen	10167 80	10167 80	Phy. Excess	557 17	518 03
AD.	176 54	176 54	Frax-Gen	1034 74	1034 74	Phy. Excess	233 59	233 59
AD.	910 90	588 25	Frax-Gen	101952 10	101952 10	Phy. Excess	213 01	204 11
AD.	818 82	8108 59	Frax-Gen	11725 81	11274 82	Phy. Excess	51 95	545 16
AD.	1111 83	1111 83	Frax-Gen	541 01	502 82	Phy. Excess	502 83	453 05
AD.	348 56	340 08	Frax-Gen	180 32	155 95	Phy. Excess	12792 84	12741 87
AD.	1271 25	1234 32	Frax-Gen	247 87	244 31	Phy. Excess	476 88	480 08
AD.	154 94	151 25	Frax-Gen	195 16	195 16	Phy. Excess	723 10	685 76
AD.	104 82	101 57	Frax-Gen	287 07	250 19	Phy. Excess	1468 59	1489 59
AD.	140 86	134 79	Frax-Gen	256 22	244 60	Phy. Excess	13388 55	1323 88
AD.	119 54	114 39	Frax-Gen	330 74	300 20	Phy. Excess	1191 91	1191 91
AD.	114 61	109 67	Frax-Gen	238 39	228 53	Phy. Excess	686 96	678 76
AD.	101 59	98 27	Frax-Gen	385 41	385 41	Phy. Excess	1036 73	1036 73
AD.	155 25	151 85	Frax-Gen	134 15	128 07	Phy. Excess	241 02	232 58
AD.	5410 58	5410 58	Frax-Gen	177 94	169 87	Phy. Excess	402 87	382 09
AD.	5520 26	5438 60	Frax-Gen	354 51	339 43	Phy. Excess	1372 27	1314 13
AD.	1103 34	1087 03	Frax-Gen	5784 43	5787 53	Phy. Excess	658 18	638 62
AD.	368 15	351 22	Frax-Gen	10788 52	10785 57	Phy. Excess	55 98	55 98
AD.	170 33	1728 21	Frax-Gen	512 38	512 38	Phy. Excess	208 17	208 17
AD.	32 17	31 39	Frax-Gen	11258 29	11258 29	Phy. Excess	111 45	111 45
AD.	1123 09	1095 70	Frax-Gen	2454 82	2453 48	Phy. Excess	417 03	1130 83
AD.	5983 88	5974 90	Frax-Gen	821 57	805 48	Phy. Excess	340 66	328 35
AD.	384 09	383 32	Frax-Gen	2083 51	2062 86	Phy. Excess	5304 91	5134 08
AD.	440 97	440 96	Frax-Gen	2554 73	2553 73	Phy. Excess	121 73	978 40
AD.	1035 15	1014 02	Frax-Gen	5782 38	5782 38	Phy. Excess	135 76	135 76
AD.	143 10	117 08	Frax-Gen	656 26	635 17	Phy. Excess	521 42	482 13
AD.	803 02	788 44	Frax-Gen	181 81	173 36	Phy. Excess	655 81	204

Cote des Changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc	COURS 29/8	COU- ture
Barre d'Alu (1/2 on)	5 789	5 265	5
Barre d'Alu (1/2 on)	6 962	6 967	12
Barre d'Alu (1/2 on)	32 222	335 260	124
Barre d'Alu (1/2 on)	16 323	16 323	124
Barre d'Alu (1/2 on)	287 510	287 510	287
Barre d'Alu (1/2 on)	190 000	190 000	190
Barre d'Alu (1/2 on)	87 530	87 530	87
Barre d'Alu (1/2 on)	3 233	3 233	3
Barre d'Alu (1/2 on)	1 000	1 000	1
Barre d'Alu (1/2 on)	400 000	400 000	393
Barre d'Alu (1/2 on)	91	91	86
Barre d'Alu (1/2 on)	85 580	85 580	82
Barre d'Alu (1/2 on)	47 620	47 620	47
Barre d'Alu (1/2 on)	5 431	5 431	5
Barre d'Alu (1/2 on)	3 808	3 808	3
Barre d'Alu (1/2 on)	4 558	4 558	4
Barre d'Alu (1/2 on)	5 625	5 625	5

Marché libre de l'or

BILLET		MONNAIES ET DEVICES	COURS	
face	rente		préc.	29
000	5 480			
500	345 500	Or fin (en barre)	65400	65200
750	18 850	Or fin (en lingot)	85850	85850
500	307 500	Napoléon (20)	418	418
250	91	Pièce Fr 100	461	461
750	10 750	Pièce Fr 100 1/2	461	461
500	4 000	Pièce Louis (20 R)	390	385
500	418	Sourabaya	511	488
160	50	Pièce 20 dollars	2380	2320
500	5 700	Pièce 10 dollars	1340	1340
410	4 810	Pièce 5 dollars	825	825
660	3 860	Pièce 50 pence	2505	2495
410		Pièce 10 pence	416	416

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - e : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché contraire

Réunis à Lourdes

Les Verts s'interrogent sur leurs capacités à élargir leur électorat

Quatre cents militants environ sont réunis depuis le 27 août à Lourdes, à l'occasion des « journées d'été » des Verts. Les exhortant à ne pas céder aux charmes d'éventuelles alliances politiques, fût-ce pour barrer la route au Front national. M. Antoine Waechter, chef de file du mouvement, a affirmé, mardi 28 août : « S'il arrivait que demain nous priviliégions le pouvoir formel, en acceptant par exemple une place dans un gouvernement, nous n'aurions rien fait d'autre que préparer le lit du Führer. »

LOURDES

de notre envoyé spécial

Le sida, la forêt, le TGV, les vaccinations, l'économie de montagne, l'étude de la presse, les micro-pol-

lants, culture et nature, éthique et morale, et, bien sûr, la politique de l'eau... C'est peu dire qu'on travaille beaucoup à l'université d'été des Verts, organisée à Lourdes du 27 août au 1^{er} septembre. Mais il a fallu cinq heures, le premier jour, pour amender un texte sur la crise du Golfe qui avait été déjà longuement mis au point, la veille, par le collège exécutif des Verts (le Monde du 29 août). « Je me demande parfois pourquoi on passe si mal dans les médias. Mais cette fois, j'ai compris : ces deux pages sur le Golfe, ça ne peut passer nulle part », a reconnu peu après une militante, lors d'un débat consacré précisément aux Verts et à la politique.

Jugés sympathiques, gentils – trop gentils – par de larges fractions de l'opinion publique, les Verts semblent encore éprouver quelques difficultés à avancer des solutions concrètes ou à aborder des domaines tels que le social. On ne trouvera nulle trace, par exemple, de leur conception du partage du travail parmi les thèmes retenus pour les multiples ateliers de leurs journées lourdaises. Lors du débat de lundi organisé à l'Assemblée nationale sur les conséquences de l'agression irakienne, l'unique poste de télévision installé sur les lieux de la rencontre est resté superbement ignoré, tandis que M. Antoine Waechter lui-même corrigeait les épreuves de son prochain livre, assis à l'ombre d'un arbre. « On parle de nos problèmes de jolies, mais est-ce qu'on se soucie de l'approvisionnement en eau de l'Algérie ? », lança, en une autre occasion, une jeune écologiste au cours d'un débat sur l'irrigation.

Quitté aussi à déplorer, au sein même du mouvement, à ceux qui s'interrogent, comme M. Yves Cochet, député européen : « Serions-nous comme le Parti socialiste des années 70, le parti de la vertu ? » Un autre chef de file du mouvement, M. Didier Anger, qui, le premier, vient de déposer un projet de motion d'orientation dans la perspective de la prochaine assemblée générale des Verts, prévue pour novembre 1990, affirme que « pour être écologiste au sens plein du terme, il faut aussi que nous soyons capables d'aborder tous les grands problèmes de l'heure ». Tous les deux sont à l'origine de la demande d'organisation d'un référendum d'initiative militante, qui vise à revenir sur la règle de non-débat en cas de danger d'élection d'un membre du Front national.

Bien que « pour l'instant, il n'y ait pas d'alliance possible », comme l'affirme pourtant M. Anger, cette hypothèse est déjà « perçue comme une concession au PS » par la majorité du mouvement. Pour M. Antoine Waechter, « l'expérience du sous-ministre de l'environnement constitue l'exemple même de ce qu'il y a lieu de ne pas faire ». Fidèle à la règle du « ni-ni » (ni gauche, ni droite) M. Waechter semble ne pas imaginer d'autre voie qu'une longue route pour les Verts : « La société n'évoluera qu'à la condition que la pensée écologiste devienne majoritaire. »

Comme le dit gravement un vieux militant Vert, « pour avoir plus de 10 % des voix, il faut s'occuper de plus de 10 % des problèmes ». En termes plus savants, des spécialistes du marketing, invités à Lourdes, expliquent que, selon des études réalisées par la SOFRES pour le Monde (1), un nouveau problème risque de se poser aux Verts s'ils veulent continuer de progresser dans l'électorat : pour passer d'un vote par défaut à un vote de conviction, ils vont devoir formuler des propositions. « La grande force du Front national est d'avoir amené les autres sur son terrain d'exercice ».

Le parti de la vertu

Comme le dit gravement un vieux militant Vert, « pour avoir plus de 10 % des voix, il faut s'occuper de plus de 10 % des problèmes ». En termes plus savants, des spécialistes du marketing, invités à Lourdes, expliquent que, selon des études réalisées par la SOFRES pour le Monde (1), un nouveau problème risque de se poser aux Verts s'ils veulent continuer de progresser dans l'électorat : pour passer d'un vote par défaut à un vote de conviction, ils vont devoir formuler des propositions. « La grande force du Front national est d'avoir amené les autres sur son terrain d'exercice ».

Comme le dit gravement un vieux militant Vert, « pour avoir plus de 10 % des voix, il faut s'occuper de plus de 10 % des problèmes ». En termes plus savants, des spécialistes du marketing, invités à Lourdes, expliquent que, selon des études réalisées par la SOFRES pour le Monde (1), un nouveau problème risque de se poser aux Verts s'ils veulent continuer de progresser dans l'électorat : pour passer d'un vote par défaut à un vote de conviction, ils vont devoir formuler des propositions. « La grande force du Front national est d'avoir amené les autres sur son terrain d'exercice ».

Succédant à M. Pierre Bézard

M. Bruno Cotte est nommé procureur de la République de Paris

M. Bruno Cotte, actuel procureur de la République de Versailles (Yvelines), est nommé procureur de la République de Paris par décret publié mercredi 29 août, au Journal officiel. Il succède à ce poste à M. Pierre Bézard, nommé le 6 juillet (le Monde du 8-9 juillet) conseiller à la Cour de cassation lors d'une réunion du Conseil supérieur de la magistrature présidée par M. François Mitterrand. M. Cotte avait été nommé, le 11 avril dernier, procureur de la République à Versailles, tandis qu'il était remplacé au poste de directeur des affaires criminelles et des grâces qu'il occupait à la chancellerie depuis le 22 février 1984 par M. Franck Terrier, jusqu'alors conseiller technique au cabinet de M. Pierre Arpaillange.

Le procureur de la République de Paris, dont le parquet comprend notamment une quatorzième section chargée des affaires de terrorisme, occupe un poste-clé de l'appareil judiciaire. Depuis sa nomination, le 18 juillet 1988, le prédécesseur de M. Cotte avait eu à traiter des dossiers sensibles, qu'il s'agisse des affaires Luchaire, Pechiney et Société générale ou de

l'attentat contre le DC-10 d'UTA. Plusieurs incidents avaient d'ailleurs opposé M. Bézard au ministère de la Justice, notamment lors du non-lieu exigé par la Place Vendôme dans l'affaire Luchaire.

[Né le 10 juin 1945 à Lyon, M. Bruno Cotte, licencié en droit, a commencé sa carrière en 1970 à la sortie de l'École nationale de la magistrature comme magistrat à l'administration centrale du ministère de la Justice. Il fut ensuite chef de cabinet du directeur des affaires criminelles et des grâces (1971-1973), substitut au parquet de Lyon (1973-1975), chef du bureau de l'action publique, chargé des affaires économiques et financières à la direction des affaires criminelles et des grâces (1975-1980), chargé de mission auprès du premier président de la Cour de cassation (1980-1981), secrétaire général du parquet général de la cour d'appel de Paris (1981-1983), sous-directeur de la justice criminelle (1983-1984). Nommé en mars 1984 directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice, il conserva ce poste durant les deux années de cohabitation. En avril dernier, il avait été nommé procureur de la République à Versailles.]

A l'appel de la FNSEA

Importantes manifestations paysannes dans toute la France

D'importantes manifestations d'agriculteurs en colère ont eu lieu mercredi 29 août, sans incidents graves notables, dans la matinée du moins, hormis à Evreux, où des affrontements devant la préfecture ont entraîné l'hospitalisation de deux CRS.

En Côte-d'Or, deux cents agriculteurs bonapartiens ont bloqué la circulation sur l'autoroute A 6 dans les deux sens, provoquant des bouchons de 6 kilomètres de part et d'autre. Une tonne à pûrin pleine a été placée sur la chaussée en vue d'être déchargée. Les éleveurs cherchaient à intercepter les camions chargés de viande bovine et ovine en provenance de l'étranger. La circulation était aussi entiè-

ment paralysée sur les principaux axes routiers de Vendée par quarante-cinq barrages de tracteurs et de remorques.

A La Rochelle, cent cinquante à deux cents agriculteurs de Charente-Maritime ont pénétré mercredi matin dans la préfecture et occupé le bâtiment. Une dégradation de manifestations devait être repue par le préfet.

A Strasbourg des manifestations ont eu lieu devant le siège du Conseil de l'Europe et les agriculteurs ont bloqué au début de la matinée la circulation sur le pont de Kehl reliant la France à l'Allemagne.

La veille, des agriculteurs de la Manche avaient intercepté un convoi de quatre cents moutons irlandais avant de les lâcher dans les rues de Carentan.

URSS

Etat d'urgence en Arménie

Le parlement d'Arménie a décrété mercredi 29 août l'état d'urgence sur le territoire de la république, après qu'un député nationaliste arménien eût été tué par des membres de l'Armée Nationale arménienne, selon l'agence non-officielle Interfax.

M. Viktor Almazian, député au parlement de Erevan, a été tué dans la nuit de mardi à mercredi par des membres de cette armée nationaliste alors qu'il venait « demander des explications » après l'attaque d'une station-service à Erevan.

Les députés arméniens ont également lancé un ultimatum à l'Armée nationale arménienne, exigeant que ses militants rendent leurs armes avant mercredi 22 heures, faute de quoi les troupes du ministère arménien de l'Intérieur et du KGB local seraient chargées de les désarmer. (AFP, Reuters)

EN BREF

□ Première réunion d'information gouvernement-opposition jeudi 30 août. – La première des réunions régulières (tous les quarante-huit heures) proposées par M. Rocard, lors du débat parlementaire de lundi, aux parlementaires, pour les tenir informés de l'évolution de la crise devrait avoir lieu jeudi 30 août à 18 heures. Les groupes du Sénat ont désigné leurs représentants, parmi lesquels figurent MM. Charles Pasqua et Yvon Bourges (RPR), Jean Lecanuet (UDF-cent.), Roger Chénaut (URD), Jean François-Poncet (URD) et Claude Estier (PS). En revanche, mercredi en fin de matinée, aucune des groupes de l'Assemblée nationale n'avait encore constitué sa délégation.

□ Démission au PCF. – Les événements de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), où en mars dernier le PC avait refusé de présenter une nouvelle fois au poste de premier magistrat son maire sortant, M. André Deschamps, lui reprochant d'avoir tenu des propos racistes, continuent de créer des remous chez les communistes. L'ancien premier adjoint de M. Deschamps, M. Jean-Noël Chassagnon, a en effet annoncé, mardi 28 août, sa démission du PC, et donc du groupe communiste au conseil régional d'Ile-de-France. Il ne se démet pas de son mandat dans cette assemblée, mais a décidé d'y siéger comme non inscrit.

□ COLOMBIE : 1 tonne de cocaïne saisie et huit personnes arrêtées. – Plus de 1 tonne de cocaïne ont été saisies et huit personnes ont été arrêtées, mardi 28 août, par la police colombienne, lors d'une opération antidrogue de grande envergure menée dans la province de Guaviare, dans le sud-est du pays, a annoncé la police.

Staline incarné au cinéma par son petit-fils

Le petit-fils de Josef Staline, Evgueny Djougachvili, professeur dans une académie militaire, jouera le rôle du dictateur dans le film soviétique « La guerre est la même pour tous » qui relate la vie de Iakou Djougachvili, le fils de Staline (dont le père du futur acteur), capturé par les nazis durant la seconde guerre mondiale. Staline refusa de l'échanger contre des officiers allemands de haut rang, comme le proposait le III^e Reich, en déclarant : « On ne cède pas des généraux pour de simples soldats ! » (Reuters)

Selon l'INSEE

La croissance a ralenti dès le deuxième trimestre

L'activité économique française s'était nettement ralentie avant que n'intervienne la crise du Golfe, indique l'INSEE dans les comptes nationaux pour le deuxième trimestre 1990, publiés mercredi 29 août. La progression du produit intérieur brut marchand n'a été que de 0,1 % au deuxième trimestre contre 0,5 % au premier. La consommation des ménages a moins progressé (0,5 % après 1,1 %), tandis que diminuaient les exportations (-3,7 %) et l'investissement (formation brute de capital fixe) des entreprises (-1,6 %).

YUGOSLAVIE

Un non-communiste représentera la Croatie à la présidence collégiale de la fédération

BELGRADE

de notre correspondant

Alors que la situation est toujours tendue entre les autorités de Croatie et la minorité serbe de cette république, le Parlement croate s'est réuni, vendredi 24 août, en séance extraordinaire. Cette session, qualifiée d'« historique » par certains, a abouti à l'adoption d'une résolution « sur la protection constitutionnelle des droits des peuples de Croatie ». Dans son exposé inaugural, M. Franjo Tudjman, nouveau président de cette république, a déclaré que les revendications des Serbes de Croatie pour leur autonomie culturelle s'étaient transformées en une « révolte armée » qui pouvait même être qualifiée de « terroriste ».

Il a ensuite expliqué que les Serbes jouissaient non seulement de tous les droits dont ils disposaient sous le régime communiste mais qu'ils jouiront de tous les droits civils dont peuvent disposer les citoyens d'un Etat démocratique. Désireux de faire preuve de « démocratie » et d'obtenir ainsi le crédit de l'Occident, les dirigeants croates ont à nouveau précisé qu'ils comptaient résoudre le conflit par les voies légales et « sans utiliser la force ».

Le même jour, les autorités croates ont destitué M. Stipe Surin comme représentant de la Croatie à la présidence collégiale de Yougoslavie. M. Surin avait été nommé à ce poste pour un mandat de cinq ans, en mai 1989, par les communistes. Tout en louant le travail de M. Surin, le président Tudjman a déclaré que la Croatie devait être désormais représentée à la présidence yougoslave par une personnalité qui reflète les nouvelles couleurs (résolution non-communistes) de l'Assemblée croate. C'est donc M. Stipe Mesic, chef du gouvernement de Zagreb depuis le 31 mai, qui a été désigné pour exercer cette fonction, par 225 voix contre 19.

M. Josip Manovic, jusqu'ici vice-président de la Croatie, le remplacera au poste de premier ministre. Sous Tito, M. Mesic, juriste de profession, était notamment député. Pour avoir défendu les avantages de la privatisation, il avait été condamné, dans les années 70, à deux ans de prison pour « propagande ennemie ». (Interim)

□ YUGOSLAVIE : 134 cadavres de mineurs découverts dans la mine de Kreka. – Les cadavres de 134 mineurs ont été jusqu'à présent découverts dans la mine de Kreka-Dobrnja (200 km au sud-ouest de Belgrade), où les équipes de secours travaillent depuis la violente explosion qui a détruit la mine dans la nuit du 25 au 26 août. (AFP)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont le côté du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en confort. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) – M^e Gare-du-Nord. Tél. 48-57-18-18.

Mélais Louis XIII

8, RUE DES GRANDS AUGUSTINS
75006 PARIS
Tél. 43 26 75 96

RÉOUVERTURE

L'ESSENTIEL

ÉTRANGER

La crise du Golfe 3 à 7
Canada : le conflit avec les Indiens Mohawks
Ultime négociation 8
Dégel nippo-soviétique
M. Chevardnadze à Tokyo début septembre 8

SOCIÉTÉ

Le « lait aux hormones » autorisé aux Etats-Unis ? 10
La Libye et la France
La « piste libyenne » dans l'explosion du DC-10 d'UTA embarrasse les autorités françaises 18
Avocats et juges persécutés
Un rapport de l'ONU 18
Athlétisme
Deux médailles pour les athlètes français au championnat d'Europe de Split 19

COMMUNICATION

Budget en légère hausse pour l'audiovisuel public
A l'université d'été de la communication, M^{me} Catherine Tasca défend le budget des chaînes publiques et la survie des radios associatives 19

ÉCONOMIE

Les conséquences de la crise du Golfe
La réaction des marchés américains. Une cellule anti-crise au commissariat du Plan. La réunion de l'OFEP 24
Les difficultés de Fiat
35 000 salariés en chômage technique 25
Le bilan touristique
Le verdict du procès Guinness
Sévères peines de prison 26

ARTS • SPECTACLES

● Censure aux Etats-Unis : les suppléments de la vertu • Avance de la nouvelle intolérance... 11 à 17

Services

Abonnements 20
Annonces classées 22-23
Automobile 20
Cartes 20
Marchés financiers 26-27
Météorologie 21
Mots croisés 20
Radio-Télévision 21

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde »
daté 29 août 1990
a été tiré à 553 643 exemplaires.

CAPELOU

Les belles literies
canapés-lits
petites dimensions
Rangement par éléments.

EST OUVERT

du mardi au samedi 9 h
à 12 h et 14 h à 17 h 30
37, av. de la République (11^e),
M^e Pommeroy. 43-57-45-35

Ecole
Lémania
Lausanne

ETUDES EN SUISSE

● Baccalauréat français, séries A, B, C, D
● Maturité suisse
● Diplômes de commerce, secrétaire, secrétaire de direction
● Cours d'anglais tous niveaux
● Cours de français pour étrangers
● Aussi en Internet
● Cours de vacances juillet - septembre
Ecole Lémania - 3, ch. de Préville - CH 1001 Lausanne
Tél. 021 20 15 07 - Fax 021 312 07 00 - Telex 450 600

مركز ليمان